

Annuaire du département des Hautes-Alpes

Farnaud, Pierre-Antoine (1766-1842). Auteur du texte. Annuaire du département des Hautes-Alpes. 1844.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

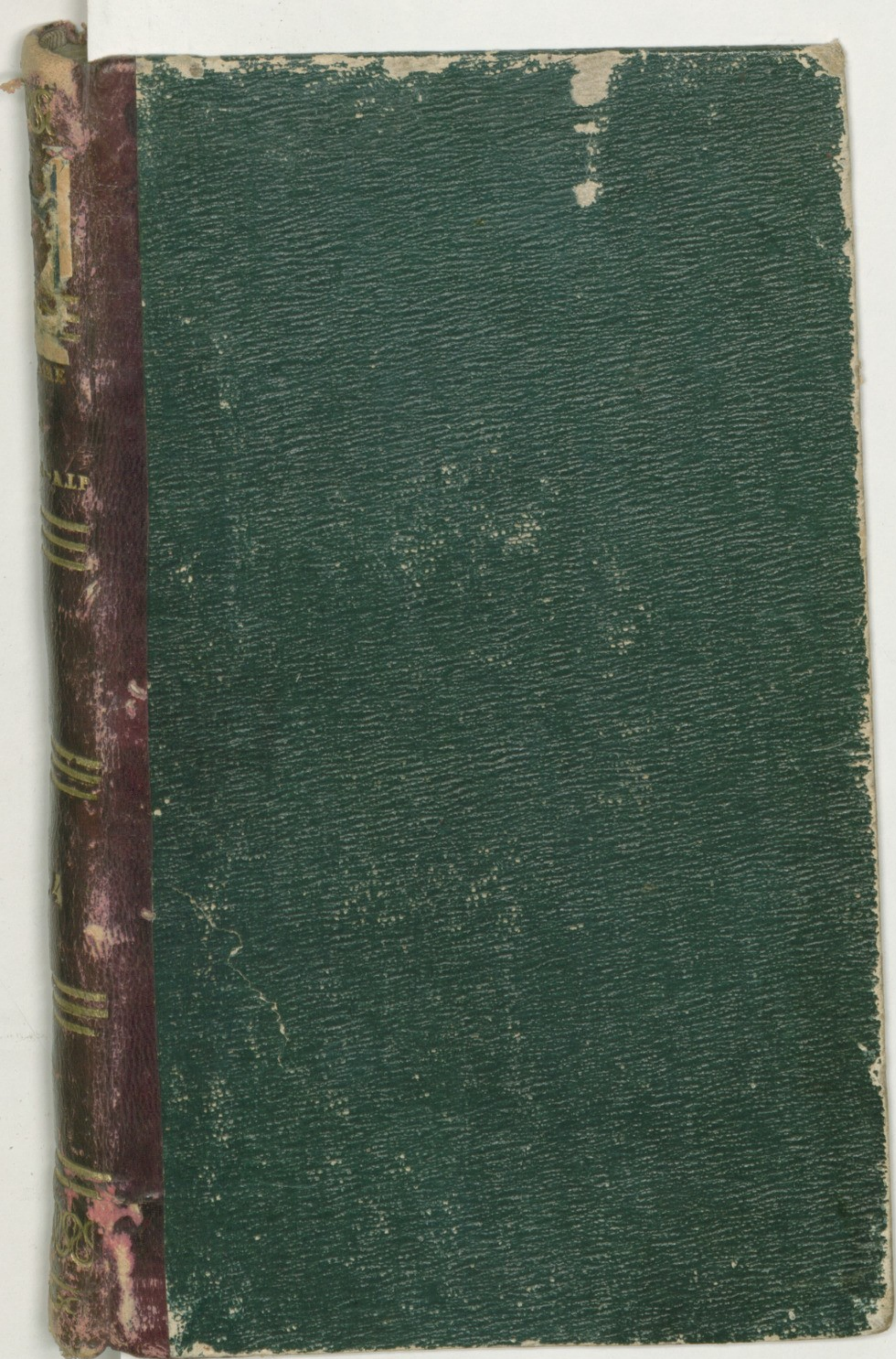
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.





1000
1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1821

P. J. Guillaumet
archiviste

ANNUAIRE

DU DÉPARTEMENT

DES HAUTES-ALPES.

1857

Received of
the Treasurer
of the
Board of
Education
the sum of
\$100.00
for
the year
1857

ANNUAIRE

DU DÉPARTEMENT

DES HAUTES-ALPES.

Signes pour les Décorations.

ORDRE ROYAL DE LA LÉGION D'HONNEUR.

(G ✱) Grand' Croix.

(G O ✱) Grand-Officier.

(C ✱) Commandeur.

(O ✱) Officier.

✱ Membre.

Décoration de juillet : .

8^e Per 1

ANNUAIRE

DU DÉPARTEMENT

DES

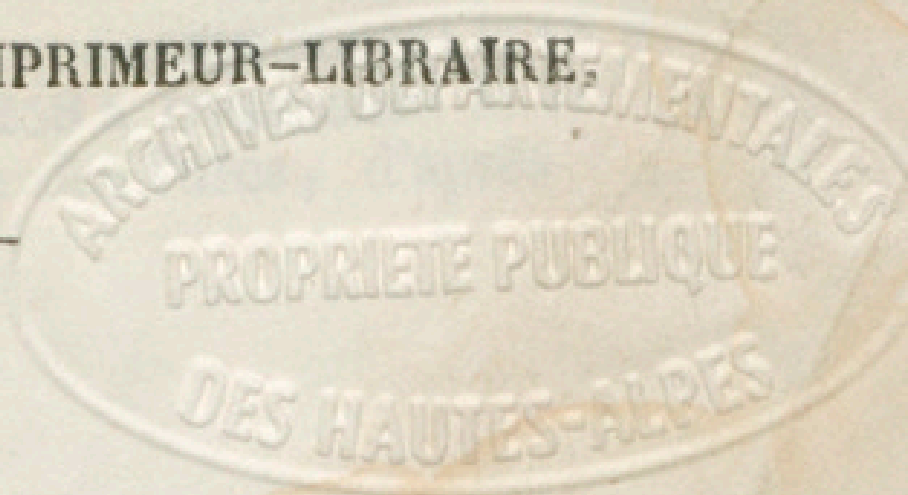
HAUTES-ALPES,

POUR L'ANNÉE BISSEXTILE 1844.



GAP,

CHEZ ALFRED ALLIER, IMPRIMEUR-LIBRAIRE.

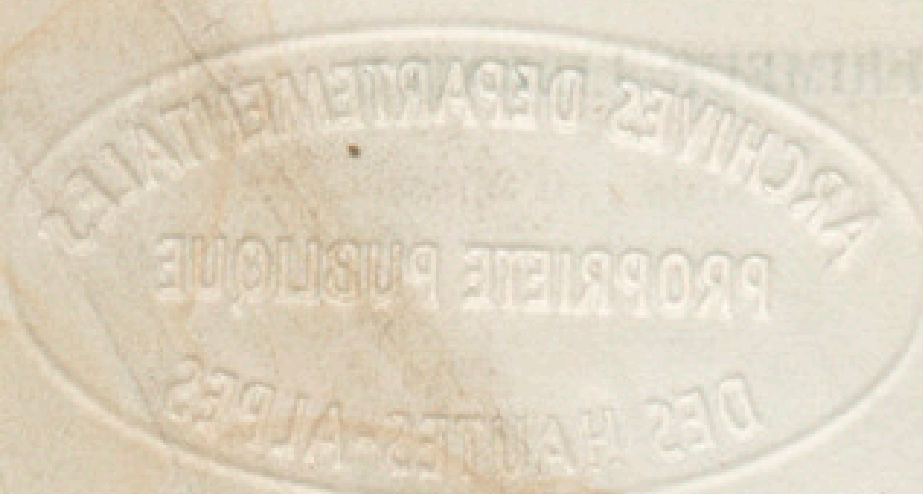


CALENDRIER.

ANNUAIRE

Événements et Supplément chronologique
pour l'année 1844.

ANNEE de la période Julienne	6557
depuis le commencement du monde . . .	5844
depuis le déluge universel	4183
depuis la première Olympiade d'Athènes .	3230
jusqu'en mille	2597
de la fondation de Rome (mars)	2597
de l'époque de l'empereur	1701
du premier passage du mont-Cenis par les Gaulois	2198
du passage d'Annibal dans les Hautes-Alpes .	2082
de la naissance de Jésus-Christ	1844
de sa mort et résurrection	1844
de l'invention des machines à vapeur . .	1712
de la fondation du second royaume de Bourgogne	1687
de l'institution des droits républicains en Isère de l'évêque d'Embray par César III, (1147)	1147
de l'institution des mêmes droits en Isère de l'évêque de Gap, par Frédéric I. (1178)	1178
de l'institution de la bourgeoisie	1178
de l'institution des machines à vent . . .	1178
de la peste noire	1348
de l'invention de la poudre à canon . .	1348
de l'invention du papier imprimé	1474
de la découverte du nouveau monde . .	1492
de la convention du calendrier républicain .	1793
de l'indépendance américaine	1776
de la révolution française	1789
de l'abolition de l'esclavage	1848



CALENDRIER.

Ères et Supputations chronologiques pour l'année Bissextile 1844.

ANNÉE de la période Julienne.	6557
depuis le commencement du monde. . .	5844
depuis le déluge universel.	4183
depuis la première Olympiade d'Iphytus, jusqu'en juillet.	2620
de la fondation de Rome, (mars). . . .	2597
de l'époque de Nabonassar.	2591
du premier passage du Mont-Genèvre par les Gaulois.	2538
du passage d'Annibal dans les Hautes-Alpes.	2062
de la naissance de Jésus-Christ.	1844
de sa mort et résurrection.	1811
de la monarchie française.	1435
de l'invention des moulins à eau. . . .	1056
de la fondation du second royaume de Bourgogne.	985
de l'investiture des droits régaliens en faveur de l'archevêque d'Embrun, par Conrad III, (1147).	697
de l'investiture des mêmes droits en faveur de l'évêque de Gap, par Frédéric I ^{er} , (1178).	666
de l'invention de la boussole.	584
de l'invention des moulins à vent. . . .	549
de la peste noire.	496
de l'invention de la poudre à canon. . .	463
de l'invention de l'imprimerie.	406
de la découverte du nouveau monde. . .	352
de la correction du calendrier grégorien.	260
de l'indépendance américaine.	70
de la révolution française.	53
de l'invention du télégraphe.	50
de la révolution de juillet.	14

L'année russe et l'année grecque commencent le 13 janvier,
l'année lunaire de l'hégire 1258 a commencé le 1^{er} février
grégorien 1843, selon l'usage des Turcs, d'après l'Art de
vérifier les dates.

FÊTES MOBILES.

La Septuagésime,	4 février.	La Trinité,	2 juin.
Les Cendres,	21 février.	La Fête-Dieu,	6 juin.
Pâques,	7 avril.	L'Avent,	1 décembre.
Les Rogations, 13, 14 et 15 mai.		De l'Épiphanie à la Septuagésime, 4 dimanches.	
L'Ascension,	16 mai.	De la Pentecôte à l'Avent, 26 dimanches.	
La Pentecôte,	26 mai.		

COMPUT ÉCCLÉSIASTIQUE.

Nombre d'or,	2.	Indiction romaine,	2.
Épacte,	xj.	Lettre dominicale,	g f.
Cycle solaire,	5.		

QUATRE-TEMPS.

Février, 28 ; Mars, 1 et 2.	Septembre, 18, 20 et 21.
Mai, 29, 31 ; Juin, 1.	Décembre, 18, 20 et 21.

SAISONS.

Le *Printemps* commencera le 20 mars, à 0 heure 4 min. du soir.

L'*Été* commencera le 21 juin, à 8 heures 56 minutes du matin.

L'*Automne* commencera le 22 septembre, à 11 heures 7 minutes du soir.

L'*Hiver* commencera le 21 décembre, à 4 heures 41 min. du soir.

ÉCLIPSES.

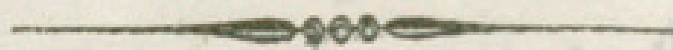
Éclipse totale de lune, le 31 mai, à 9 heures 18 minutes du soir, visible.

Éclipse partielle de soleil, le 15 juin, à 10 heures 14 min. du soir, invisible.

Éclipse partielle de soleil, le 10 novembre, à 9 heures 22 minutes du matin, invisible.

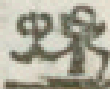
Éclipse totale de lune, le 24 novembre, à 9 heures 59 minutes du soir, visible.

Éclipse partielle de soleil, le 9 décembre, à 6 heures 28 minutes du soir, invisible.



JANVIER.

Ce mois tire son nom du latin *Janua*, porte, parce qu'il est la porte de l'année, ou bien de *Janus*, dont la double figure regarde la fin et le commencement de l'année.

Le Verseau .

1	lundi	CIRCONSCIS.	
2	mardi	s. Narcisse.	
3	mercredi	s. Geneviève.	
4	jeudi	s. Rigobert.	
5	vendredi	s. Apoline.	P. L. le 3 à
6	samedi	LES ROIS.	5 h. 44 m. du s.
7	DIMANCHE	s. Lucien.	
8	lundi	s. Apolinaire.	
9	mardi	s. Marguerite.	
10	mercredi	s. Guillaume.	
11	jeudi	s. Honoré.	
12	vendredi	s. Cesarie.	D. Q. le 12 à
13	samedi	s. Véronique.	9 h. 41 m. du s.
14	DIMANCHE	s. Hilaire.	
15	lundi	s. Bonnet.	
16	mardi	s. Prescille.	
17	mercredi	s. Antoine.	
18	jeudi	Ch. de S. Pierre.	
19	vendredi	s. Sulpice.	N. L. le 19 à
20	samedi	s. Sébastien.	6 h. 27 m. du s.
21	DIMANCHE	s. Agnès.	
22	lundi	s. Vincent.	
23	mardi	s. Emerente.	
24	mercredi	s. Epelon.	
25	jeudi	Conv. de s. Paul.	
26	vendredi	s. Bathilde.	
27	samedi	s. Julien.	P. Q. le 27 à
28	DIMANCHE	s. Pelade, arch. d'Embrun.	0 h. 40 m. du s.
29	lundi	s. François de Sales	
30	mardi	s. Savines.	
31	mercredi	s. Louise.	

Les jours croissent de 31 minutes le matin et 31 le soir.

FÉVRIER.

L'étymologie de ce mois dérive du latin *februare*, faire des expiations, en souvenir des cérémonies expiatoires que faisaient les Romains pendant les premiers jours de ce mois.

Les Poissons .

1	jeudi	s. Ignace.	
2	vendredi	<i>Purification.</i>	
3	samedi	ss. Tigide et Remédios, évêques de Gap.	
4	DIMANCHE	s. Jeanne de Valois	P. L. le 4 à
5	lundi	s. Agathe.	8 h. 52 m. du
6	mardi	s. Dorothee.	matin.
7	mercredi	s. Richard.	
8	jeudi	s. Romuald.	
9	vendredi	s. Apolonie.	
10	samedi	s. Scolastique.	
11	DIMANCHE	<i>Sexagésime.</i>	D. Q. le 11 à
12	lundi	s. Eulalie.	5 h. 31 m. du
13	mardi	s. Domnin.	matin.
14	mercredi	s. Valentin.	
15	jeudi	s. George.	
16	vendredi	s. Julienne.	
17	samedi	s. Silvain.	
18	DIMANCHE	<i>Quinquagésime.</i>	N. L. le 18 à
19	lundi	s. Nicéphore.	8 h. 55 m. du
20	mardi	s. Léon.	matin.
21	mercredi	<i>Cendres.</i>	
22	jeudi	s. Eléonore.	
23	vendredi	s. Marthe.	
24	samedi	s. Matthias.	
25	DIMANCHE	<i>Quadragesime.</i>	
26	lundi	s. Alexandre.	P. Q. le 26 à
27	mardi	s. Honorine.	10 h. 7 m. du
28	mercredi	s. Romain.	matin.
29	jeudi	s. Fabien.	

Les jours croissent de 47 minutes le matin et 47 le soir.

MARS.

Ce mois, le premier du calendrier romain, était consacré
au Dieu Mars, dont il a retenu le nom.

Le Bélier .

1	vendredi	s. Aubin.	
2	samedi	s. Asolon.	
3	DIMANCHE	<i>Reminiscere.</i>	
4	lundi	s. Casimir.	P. L. le 4 à
5	mardi	s. Adrien.	9 h. 12 m. du s.
6	mercredi	s. Collette.	
7	jeudi	s. Thomas.	
8	vendredi	s. Jean de Dieu.	
9	samedi	s. Catherine.	
10	DIMANCHE	<i>Oculi.</i>	
11	lundi	s. Soter.	D. Q. le 11 à
12	mardi	s. Grégoire.	1 h. 29 m. du s.
13	mercredi	s. Christine.	
14	jeudi	s. Mathilde.	
15	vendredi	s. Jean de M.	
16	samedi	s. Eusébie.	
17	DIMANCHE	<i>Lætare.</i>	
18	lundi	s. Anselme.	
19	mardi	s. Joseph.	N. L. le 19 à
20	mercredi	s. Photine.	0 h. 17 m. du
21	jeudi	s. Benoît.	matin.
22	vendredi	s. Lomère.	
23	samedi	s. Victor.	
24	DIMANCHE	<i>Passion.</i>	
25	lundi	<i>Annonciation.</i>	
26	mardi	s. Luder.	
27	mercredi	s. Lyrie.	P. Q. le 27 à
28	jeudi	s. Gontrand.	5 h. 11 m. du
29	vendredi	s. Prisque.	matin.
30	samedi	s. Pasteur.	
31	DIMANCHE	<i>Rameaux.</i>	

Les jours croissent de 54 minutes le matin et 54 le soir.

AVRIL.

A Rome , ce mois était consacré à Vénus, aussi les étymologistes font-ils dériver son nom de celui de cette déesse *Aphron* en grec , ou bien encore du latin *Aperire* ouvrir, parce que le printemps ouvre le sein de la terre.

Le Taureau .

1	lundi	s. Théodore.	
2	mardi	s. Urbain.	
3	mercredi	s. Nicel.	P. L. le 3 à 7 h. 7 m. du mat.
4	jeudi	s. Zorime.	
5	vendredi	s. Vincent F.	
6	samedi	s. Prudence.	
7	DIMANCHE	PAQUES.	
8	lundi	s. Denis.	
9	mardi	s. Marcel.	D. Q. le 9 à 10 h. 18 m. du soir.
10	mercredi	s. Maurice.	
11	jeudi	s. Philipe.	
12	vendredi	s. Constantin, évêq. de Gap.	
13	samedi	s. Thomaide.	
14	DIMANCHE	Quasimodo.	
15	lundi	s. Rodolphe.	
16	mardi	s. Anicet.	
17	mercredi	s. Anthie.	N. L. le 17 à 4 h. 42 m. du s.
18	jeudi	s. Oscar.	
19	vendredi	s. Timon.	
20	samedi	s. Marcellin, premier arche- vêque d'Embrun.	
21	DIMANCHE	s. Opportune.	
22	lundi	s. Georges.	
23	mardi	s. Bonne.	
24	mercredi	s. Robert.	
25	jeudi	s. Marc, évang.	P. Q. le 25 à 8 h. 26 m. du s.
26	vendredi	s. Lucide.	
27	samedi	s. Authime.	
28	DIMANCHE	s. Lambert.	
29	lundi	s. Antoine.	
30	mardi	s. Robert.	

Les jours croissent de 30 minutes le matin et 30 le soir.

MAI.

Le mois de Mai aurait été consacré à la déesse *Maia*, à Jupiter, sous le vocable *Majestas* ou aux anciens et aux sénateurs sous celui de *Majores*.

Les Gémeaux .

1	mercredi	s. PHILIPPE.	
2	jeudi	s. Athanase.	
3	vendredi	Inv. Ste Croix.	P. L. le 2 à 3
4	samedi	s. Monique.	h. 25 m. du s.
5	DIMANCHE	s. Arey, évêque de Gap.	
6	lundi	s. JEAN P. LAT.	
7	mardi	s. Stanislas.	
8	mercredi	s. Acatre.	
9	jeudi	s. Grégoire de Naz.	D. Q. le 9 à 8
10	vendredi	s. Mamert.	h. 32 m. du m.
11	samedi	s. Pons.	
12	DIMANCHE	s. Pancrace.	
13	lundi	<i>Les Rogations.</i>	
14	mardi	s. Couronne.	
15	mercredi	s. d'Ympuéc.	
16	jeudi	ASCENSION.	
17	vendredi	s. Pascal.	N. L. le 17 à
18	samedi	s. Auguste.	9 h. 5 m. du m.
19	DIMANCHE	s. Yves.	
20	lundi	s. Jules, martyr.	
21	mardi	s. Julie.	
22	mercredi	s. Euphèbe.	
23	jeudi	s. Jeanne	
24	vendredi	s. Magdeleine.	
25	samedi	s. Flamine.	P. Q. le 25 à
26	DIMANCHE	PENTECOTE	7 h. 39 m. du
27	lundi	s. Eutrope.	matin.
28	mardi	s. Zacharie.	
29	mercredi	<i>Quatre-Temps</i>	P. L. le 31 à
30	jeudi	s. Emilie.	10 h. 56 m. du
31	vendredi	s. Pétronille.	matin.

Les jours croissent de 39 minutes le matin et 39 le soir.

JUIN.

La déesse Junon , honorée le premier de ce mois , à Rome , donnerait son nom au mois de juin , qui puiserait aussi son étymologie dans le mot *juniores* , les jeunes chevaliers auxquels il était consacré.

L'Ecrivisse

1	samedi	s. Firmin.	
2	DIMANCHE	LA TRINITÉ.	
3	lundi	s. Clotilde.	
4	mardi	s. Ferdinand.	
5	mercredi	s. Alyre.	
6	jeudi	FÊTE-DIEU.	
7	vendredi	s. Gilbert.	D. Q. le 7 à
8	samedi	s. Médard.	8 h. 39 m. du s.
9	DIMANCHE	s. Vincent.	
10	lundi	s. Landry.	
11	mardi	s. Barnabé.	
12	mercredi	s. Angélique.	
13	jeudi	Translation de S. Arnoux.	
14	vendredi	s. Basile le Grand.	
15	samedi	s. Adolphe.	
16	DIMANCHE	s. Juliste.	N. L. le 16 à
17	lundi	s. Aline.	0 h. 35 m. du
18	mardi	s. Marine.	matin
19	mercredi	s. Gervais.	
20	jeudi	s. Florence.	
21	vendredi	s. Louis de Gonzague.	
22	samedi	s. Consorte.	
23	DIMANCHE	s. Agripine.	P. Q. le 23 à
24	lundi	s. JEAN-BAPTISTE.	3 h. 34 m. du s.
25	mardi	s. Lucie.	
26	mercredi	s. Maxence.	
27	jeudi	s. Crescent.	
28	vendredi	s. Léon.	
29	samedi	s. PIERRE et s. PAUL.	P. L. le 30 à
30	DIMANCHE	Com. de s. Paul.	6 h. 26 m. du
			matin.

Les jours croissent de 8 minutes le matin et 7 le soir.

JUILLET.

Ce mois fut consacré à Rome, à Jules César; dans le calendrier romain il était appelé *Quintilis* avant la réforme.

Le Lion .

1	lundi	s. Gal.	
2	mardi	VISITATION.	
3	mercredi	s. Alphonse.	
4	jeudi	s. Laurian.	
5	vendredi	s. Zoé.	
6	samedi	s. Diodore.	
7	DIMANCHE	s. Ediburge	D. Q. le 7 à
8	lundi	s. Priscille.	10 h. 59 m. du
9	mardi	s. Anatolie.	matin.
10	mercredi	s. Félicité.	
11	jeudi	s. Savin.	
12	vendredi	s. Marcianne.	
13	samedi	s. Anaclet.	
14	DIMANCHE	s. Bonaventure.	N. L. le 15 à
15	lundi	s. Henri.	2 h. 33 m. du s.
16	mardi	s. Rainelde.	
17	mercredi	s. Alexis.	
18	jeudi	s. Camille.	
19	vendredi	s. Vincent de Paule	
20	samedi	s. Marguerite.	
21	DIMANCHE	s. Paraxède.	
22	lundi	s. Magdeleine.	P. Q. le 22 à
23	mardi	s. Apolinaire.	9 h. 22 m. du s.
24	mercredi	s. Nicette	
25	jeudi	s. Jacques, apôtre.	
26	vendredi	s. Anne.	
27	samedi	s. Liliose.	
28	DIMANCHE	s. Nasaire.	P. L. le 29 à
29	lundi	s. Marthe.	2 h. 43 m. du s.
30	mardi	s. Ours.	
31	mercredi	s. Ignace.	

Les jours diminuent de 29 minutes le matin et de 28 le soir.

AOUT.

Dans l'ancien calendrier romain ce mois était le *sextilis* ou septième; il reçut le nom d'Auguste à cause de la naissance de cet empereur.

La Vierge 22.

1	jeudi	s. Justin.	
2	vendredi	s. Théodore.	
3	samedi	s. Etienne.	
4	DIMANCHE	s. Je.	
5	lundi	s. None.	
6	mardi	La Transfigurat.	D. Q. le 6 à
7	mercredi	s. Albert.	3 h. 36 m. du
8	jeudi	s. Léonide.	matin.
9	vendredi	s. Rustique.	
10	samedi	s. Laurent.	
11	DIMANCHE	s. Susanne.	
12	lundi	s. Claire.	
13	mardi	s. Radégonde.	
14	mercredi	s. Euzèbe.	N. L. le 14 à
15	jeudi	ASSOMPTION.	2 h. 41 m. du
16	vendredi	s. Roch.	matin.
17	samedi	s. Hélène.	
18	DIMANCHE	s. Domat.	
19	lundi	s. Jules.	
20	mardi	s. Bernard.	
21	mercredi	s. Cyriarque.	P. Q. le 21 à
22	jeudi	s. Anthuse.	2 h. 25 m. du s.
23	vendredi	s. Théone.	
24	samedi	s. Barthélemi.	
25	DIMANCHE	s. Louis, roi.	
26	lundi	s. Blanche.	
27	mardi	s. Ccsaire.	
28	mercredi	s. Augustin.	P. L. le 28 à
29	jeudi	s. Sabine.	0 h. 43 m. du
30	vendredi	s. Fantin.	matin.
31	samedi	s. Ammie	

Les jours diminuent de 48 minutes le matin et 48 le soir.

SEPTEMBRE.

Le septième mois du calendrier romain. *Septem.*

La Balance .

1	DIMANCHE	s. Véronne.	
2	lundi	s. Caliste	
3	mardi	s. Dorothee	
4	mercredi	s. Rose	D. Q. le 4 à
5	jeudi	s. Urbain	9 h. 53 m. du s.
6	vendredi	s. Timoléon.	
7	samedi	s. Reine.	
8	DIMANCHE	NATIVITÉ DE N. D.	
9	lundi	s. Adrien.	
10	mardi	s. Pulchérie.	
11	mercredi	s. Hyacinthe.	
12	jeudi	s. Raphaël.	N. L. le 12 à
13	vendredi	s. Phillope.	1 h. 25 m. du s.
14	samedi	Exalt. Ste Croix.	
15	DIMANCHE	s. Eutropie.	
16	lundi	s. Corneille.	
17	mardi	s. Cyprien.	
18	mercredi	s. Alfred.	
19	jeudi	s. ARNOUX, év. et p. de Gap.	P. Q. le 19 à
20	vendredi	s. Jean-Crisost.	8 h. 1 m. du m.
21	samedi	s. Mathieu.	
22	DIMANCHE	s. Maurice.	
23	lundi	s. Thécle	
24	mardi	s. Félix.	
25	mercredi	s. Aurelie.	
26	jeudi	s. Alban.	P. L. le 26 à
27	vendredi	s. Florentin.	1 h. 23 m. du s.
28	samedi	s. Liobée.	
29	DIMANCHE	s. Michel.	
30	lundi	s. Antonin.	

Les jours diminuent de 51 minutes le matin et 51 le soir.

OCTOBRE.

Le huitième mois du calendrier romain : *Octo.*

Le Scorpion .

1	mardi	s. Remi.	
2	mercredi	s. Léger.	
3	jeudi	s. Candide.	
4	vendredi	s. Aurée.	D. Q. le 4 à
5	samedi	s. Flavie.	4 h. 38 m. du s.
6	DIMANCHE	s. Foi.	
7	lundi	s. Justine.	
8	mardi	s. Brigitte.	
9	mercredi	s. Firmin.	
10	jeudi	s. Eulampie.	
11	vendredi	s. Angèle.	N. L. le 11 à
12	samedi	s. Eustache.	11 h. 33 m. du
13	DIMANCHE	s. Edouard.	soir.
14	lundi	s. Fortunée.	
15	mardi	s. Thérèse.	
16	mercredi	s. Léopold.	
17	jeudi	s. Florent.	
18	vendredi	s. Luc.	P. Q. le 18 à
19	samedi	s. Pélagie.	3 h. 25 m. du s.
20	DIMANCHE	s. Félican.	
21	lundi	s. Ursule.	
22	mardi	s. Alodie.	
23	mercredi	s. Théodore	
24	jeudi	s. Fortuné.	
25	vendredi	s. Crépin.	
26	samedi	s. Démétrius, 1 ^{er} év. de Gap	P. L. le 26 à
27	DIMANCHE	s. Lucien.	3 h. 14 m. du
28	lundi	s. Simon.	matin.
29	mardi	s. Hyacinthe.	
30	mercredi	s. Zénobie.	
31	jeudi	Vigile-jeûne.	

Les jours diminuent de 52 minutes le matin et 52 le soir.

NOVEMBRE.

Le neuvième mois des Romains : *Novemb.*

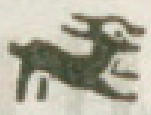
Le Sagittaire .

1	vendredi	TOUSSAINT.	
2	samedi	<i>Trépassés.</i>	
3	DIMANCHE	s. Silvie.	D. Q. le 3 à
4	lundi	s. Charles Bor.	10 h. 28 m. du
5	mardi	s. Elisabeth	matin.
6	mercredi	s. Léonard.	
7	jeudi	s. Achille.	
8	vendredi	Vénér. des s ^{es} Rel.	
9	samedi	s. Eustolie.	
10	DIMANCHE	DÉDIC. de l'Eglise	N. L. le 10 à
11	lundi	s. Martin, évêque.	9 h. 46 m. du
12	mardi	s. René.	matin.
13	mercredi	s. Zébide.	
14	jeudi	s. Vénéran	
15	vendredi	s. Eugène.	
16	samedi	s. Othémar.	
17	DIMANCHE	s. Alphée.	P. Q. le 17 à
18	lundi	s. Chaffrey.	1 h. 40 m. du
19	mardi	s. Severin.	matin.
20	mercredi	s. Benigne.	
21	jeudi	s. Libéral, arch. d'Embrun.	
22	vendredi	s. Cecile.	
23	samedi	s. Clément.	
24	DIMANCHE	s. Flore.	P. L. le 24 à
25	lundi	s. Catherine.	11 h. 51 m. du
26	mardi	s. Marcel.	soir.
27	mercredi	s. Maxime.	
28	jeudi	s. Urbain.	
29	vendredi	s. Saturnin.	
30	samedi	s. André.	

Les jours diminuent de 39 minutes le matin et 39 le soir.

DÉCEMBRE.

Le dixième mois de l'année romaine : *Decem.*

Le Capricorne .

1	DIMANCHE	s. Natalie.	
1	lundi	s. Pauline.	
3	mardi	s. François-Xavier	D. Q. le 3 à
4	mercredi	s. Barbe.	2 h. 17 m. du
5	jeudi	s. Aispine.	matin.
6	vendredi	s. Nicolas.	
7	samedi	s. Ambroise.	
8	DIMANCHE	CONCEPTION.	
9	lundi	s. Gorgonne.	N. L. le 9 à
10	mardi	s. Julie.	8 h. 22 m. du s.
11	mercredi	s. Damase.	
12	jeudi	s. Dionée.	
13	vendredi	s. Luce.	
14	samedi	s. Isidore.	
15	DIMANCHE	s. Saturnin.	
16	lundi	s. Nicaise.	P. Q. le 16 à
17	mardi	s. Lazare.	3 h. 31 m. du s.
18	mercredi	Quatre-Temps.	
19	jeudi	s. Timothée.	
20	vendredi	s. Zéphirin.	
21	samedi	s. Thomas.	
22	DIMANCHE	s. Renon.	
23	lundi	s. Victoire.	
24	mardi	Vigile-jeûne.	
25	mercredi	NOEL.	P. L. le 24 à
26	jeudi	s. Etienne.	7 h. 38 m. du s.
27	vendredi	s. Jean, évangelist.	
28	samedi	ss. Innocents.	
29	DIMANCHE	s. Trophime.	
30	lundi	s. Anytie.	
31	mardi	s. Sylvestre.	

Les jours diminuent de 8 minutes le matin et 8 le soir.

PRINCIPALES PUISSANCES

DE L'EUROPE.

FRANCE.—Pop. 34,213,929 habitants.

FAMILLE ROYALE.

LOUIS-PHILIPPE I^{er}, né à Paris le 6 octobre 1773, roi des Français le 9 août 1830, marié le 23 novembre 1809, à

Marie-Amélie, fille de feu Ferdinand I^{er}, roi des Deux-Siciles, née le 26 avril 1782;

Enfants de leurs Majestés.

Hélène-Louise-Elisabeth, Princesse de Mecklenbourg-Schwérin, née à Ludwigslust, 24 janvier 1814; mariée 30 mai 1837; veuve 13 Juillet 1842, de *Ferdinand-Philippe-Louis-Charles-Henri d'Orléans*, Duc d'Orléans, Prince Royal; de ce mariage :

Louis-Philippe-Albert d'Orléans, comte de Paris, Prince Royal, né à Paris, 24 août 1838.

Robert-Philippe-Louis-Eugène-Ferdinand d'Orléans, duc de Chartres, né à Paris, 9 novembre 1840.

Louis-Charles-Philippe-Raphaël d'Orléans, duc de Nemours, né à Paris 23 octobre 1814; marié 27 avril 1840, à

xx *Principales puissances de l'Europe.*

Victoire-Antoinette-Auguste, Princesse de Saxe-Cobourg-Gotha, née à Vienne 16 Février 1822 ; de ce mariage :

Louis-Philippe-Marie-Ferdinand-Gaston d'Orléans, comte d'Eu, né à Neuilly 29 avril 1842.

François-Ferdinand-Philippe-Louis-Marie d'Orléans, Prince de Joinville, né à Neuilly 14 août 1818 ; marié 1^{er} mai 1843, à

Françoise-Caroline-Jeanne-Charlotte-Léopoldine-Romaine-Xavière-de-Paule-Michelle-Gabrielle-Raphaëlle-Gonzague, Princesse du Brésil, née à Rio-de-Janeiro, 2 août 1824.

Henri-Eugène-Philippe-Louis d'Orléans, duc d'Aumale, né à Paris le 16 janvier 1822.

Antoine-Marie-Philippe-Louis d'Orléans, duc de Montpensier, né à Neuilly 31 juillet 1824.

Louise-Marie-Thérèse-Charlotte-Isabelle, Princesse d'Orléans, née à Palerme 3 avril 1812, reine des Belges.

Marie-Clémentine-Caroline-Léopoldine-Clotilde, Princesse d'Orléans, née à Neuilly 3 juin 1817, duchesse de Saxe-Cobourg-Gotha.

Sœur du Roi.

Eugène-Adélaïde-Louise, princesse d'Orléans, née 23 août 1777.

ESPAGNE. — Pop. 13,900,000 habit.

ISABELLE II (Marie-Louise), reine d'Espagne, née à Madrid le 10 octobre 1830 ; succède à son père le roi Ferdinand VII le 29 septembre 1833.

Marie-Christine, née le 27 avril 1806, fille de feu François, roi du royaume des Deux-Siciles, reine douairière d'Espagne.

DEUX-SICILES. — Pop. 7,420,000 hab.

FERDINAND II, né le 12 janvier 1810, roi des Deux-Siciles le 8 novembre 1850.

ÉTATS-ROMAINS. — Pop. 2,590,000 hab.

GREGOIRE XVI (Maur Capellari), élu Pape le 2 février 1851.

AUTRICHE. — Pop. 32,000,000 hab.

FERDINAND 1^{er} (Charles-Léopold-Joseph-François-Marcellin), né le 19 avril 1795, Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême; succède à son père l'Empereur François 1^{er} le 2 mars 1855.

GRANDE-BRETAGNE.

Pop. 23,400,000 hab. — Pop. totale y compris ses diverses possessions, 142,180,000 hab.

VICTORIA 1^{re} (Alexandrine), née le 24 mai 1819; reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fille de feu Edouard-Auguste, duc de Kent et Strathern, frère des rois Georges IV et Guillaume IV; succède à ce dernier le 20 juin 1857.

BAVIÈRE. — Pop. 4,070,000 hab.

LOUIS (Charles-Auguste), né le 25 août 1786, roi de Bavière le 12 octobre 1825.

DANEMARCK. — Pop. 1,950,000 hab.

CHRISTIAN VIII, né le 18 septembre 1786; roi de Danemark (duc de Schleswig-Holsteil, Stormarn, Ditmarsen, Lauenbourg et Oldenbourg), succède à son cousin, le feu roi Frédéric VI, 5 décembre 1859.

PAYS-BAS.—Pop. 2,400,000 hab.

GUILLAUME II, né le 6 décembre 1792, roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, duc de Limbourg, prend les rênes du Gouvernement par suite de l'abdication de son père le 7 octobre 1840.

BELGIQUE.—Pop. 3,000,000 hab.

LEOPOLD, né le 16 décembre 1790, roi des Belges le 21 juillet 1834.

PORTUGAL.—Pop. 3,530,000 hab.

MARIA II DA GLORIA, reine de Portugal et des Algarves, 2 mai 1826, née 4 avril 1819.

PRUSSE.—Pop. 12,464,000 hab.

FREDERIC-GUILLAUME IV, né le 15 octobre 1795; roi de Prusse le 7 juin 1843.

RUSSIE.—Pop. 56,500,000 hab.

NICOLAI PAWLOVITSCH, né 7 juillet 1796, Empereur de toutes les Russies et Roi de Pologne 1^{er} décembre 1825.

SARDAIGNE.—Pop. 4,300,000 hab.

CHARLES-ALBERT DE SAVOIE, né 2 octobre 1798, roi en 1834.

SAXE.—Pop. 1,400,000 hab.

FREDERIC-AUGUSTE, né 18 mai 1797, roi de Saxe le 6 juin 1836.

SUÈDE ET NORVÈGE.—Pop. 3,850,000 h.

CHARLES (XIV) JEAN, né 26 janvier 1763; Roi de Suède et de Norvège 5 février 1808.

TURQUIE (d'Europe et d'Asie). — Pop.
19,600,000 hab.

ABDUL-MEDJID-KHAN, né 19 avril 1823; suc-
cède à son père le 1^{er} juillet 1859.

WURTEMBERG.—Pop. 1,520,000 hab.

GUILLAUME, né 27 septembre 1781, roi de
Wurtemberg, 30 octobre 1816.

ÉTATS-UNIS D'AM.—Pop. 11,790,000 h.

M. Jhon TYLER, président, élu 6 avril 1844.

HAÏTI.—Pop. 950,000 hab.

M J.-P. BOYER, Président.

SUISSE.—Pop. 1,980,000 hab.

M. RODOLPHE DE RUTTIMANN, président du
directoire fédéral pour l'année 1842.

AMBASSADEURS ET MINISTRES

DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, RÉSIDANT PRÈS SA
MAJESTÉ.

Angleterre. S. E. lord Cowley, ambassadeur.

Autriche. S. E. M. le comte Antoine d'Appony, ambassa-
deur.

Bavière. M. le comte de Luxbourg, envoyé extraordinaire
et ministre plénipotentiaire.

Belgique. S. E. M. le prince de Ligne, ambassadeur.

Brésil. M. le chev. José d'Araujo Ribeiro, env. extra. et
ministre plénipotentiaire.

Danemark. M. le chev. de Koss, env. extra. et ministre
plénipotentiaire.

Deux-Siciles. S. E. M. le duc de Serracapriola, ambassa-
deur extraordinaire.

Espagne. M. Olozaga, env. extra. et min. plénipotentiaire.

États-Romains. S. E. Mgr Fornari, archevêque de Nicée, nonce du Saint-Siège.

États-Unis. M. env. extra. et ministre plénipotentiaire.

Pays-Bas. M. le général baron de Fagel, env. extra. et ministre plénipotentiaire.

Portugal. M. le vicomte de Carreira, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Prusse. M. le comte d'Arnim, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Russie. S. E. M. le comte de Pahlen, ambassadeur.

Sardaigne. S. E. M. le marquis de Brignole-Sale, ambassadeur.

Saxe. M. le baron de Kœnneritz, ministre plénipotentiaire.

Suède et Norvège. M. le comte de Lœvenhielm (Gustave), env. extr. et minis. plénipotentiaire.

Suisse. M. de Tschann (Georges), chargé d'affaires.

Turquie. S. E. Nafi-Effendi, ambassadeur.

Wurtemberg. M. le général Fleischmann, envoyé extr. et ministre plénipotentiaire.

AMBASSADEURS ET MINISTRES DE SA MAJESTÉ

RÉSIDENT PRÈS LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES.

Angleterre. M. le comte de Saint-Aulaire (G ✱), pair de France, ambassadeur extraordinaire.

Autriche. M. le comte de Flahault (G ✱), pair de France, ambassadeur.

Bavière. M. le baron de Bourgoing (C ✱), pair, env. extr. et ministre plénipotentiaire.

Belgique. M. le marquis de Rumigny (G O ✱), pair de France, ambassadeur.

Brésil. M. le baron de Langsdorff (C ✱), envoyé extraord. et ministre plénipotentiaire à Rio-de-Janeiro.

Danemark. M. le comte de Saint-Priest (Alexis) (C ✱), pair de France, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Copenhague.

Deux-Siciles. M. le duc de Montebello (C ✱), pair de France, ambassadeur à Naples.

Espagne. M. le comte de Salvandy (G O ✱), ambassadeur à Madrid.

États-Romains. M. le comte Fay de de Latour-Maubourg (Septime) (C ✱), ambassadeur à Rome.

États-Unis. M. de Bacourt (G O ✱), envoyé extr. et ministre plénipotentiaire à Washington. (Absent).

Pays-Bas. M. le baron de Bois-le-Comte (G O ✱), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Portugal. M. le baron Burignot de Varennes (C ✱) env. extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Lisbonne.

Prusse. M. le comte Bresson (G O ✱), pair de France, env. extraord. et minisire plénipotentiaire à Berlin.

Russie. M. le baron de Barante (G O ✱), pair de France, ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

Sardaigne. M. le marquis de Dalmatie (C ✱), ambassadeur à Turin.

Saxe. M. le baron de Bussière (E.) (G O ✱), envoyé extraor. et ministre plénipotentiaire à Dresde.

Suède et Norwège. M. le comte de Mornay (Ch.) (O ✱), env. extraor. et ministre plénipotentiaire à Stockholm.

Suisse. M. le comte Mortier (Hector) (G O ✱), pair de France, ambassadeur à Berne.

Turquie. M. le comte de Pontois (G O ✱), ambassadeur à Constantinople. (Absent).

Wurtemberg. M. le vicomte de Fontenay (O ✱), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Stuttgart.

GOUVERNEMENT.

CHARTRE CONSTITUTIONNELLE

JURÉE

Par sa Majesté Louis-Philippe I^{er},

LE 9 AOUT 1830.

Droits publics des Français.

ART. 1^{er}. Les Français sont égaux devant la loi, quels que soient d'ailleurs leurs titres et leurs rangs.

2. Ils contribuent indistinctement, dans la proportion de leur fortune, aux charges de l'État.

3. Ils sont tous également admissibles aux emplois civils et militaires.

4. Leur liberté individuelle est également garantie, personne ne pouvant être poursuivi ni arrêté que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit.

5. Chacun professe sa religion avec une égale liberté, et obtient pour son culte la même protection.

6. Les ministres de la religion catholique, apostolique et romaine, professée par la majorité des Français, et ceux des autres cultes chrétiens, reçoivent des traitements du trésor public.

7. Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois. La censure ne pourra jamais être rétablie.

8. Toutes les propriétés sont inviolables, sans aucune exception de celles qu'on appelle *nationales*, la loi ne mettant aucune différence entre elles.

9. L'État peut exiger le sacrifice d'une propriété, pour cause d'intérêt public légalement constaté, mais avec une indemnité préalable,

10. Toutes recherches des opinions et votes émis jusqu'à la Restauration, sont interdites. Le même oubli est commandé aux tribunaux et aux citoyens.

11. La conscription est abolie. Le mode de recrutement de l'armée de terre et de mer est déterminé par une loi.

Formes du Gouvernement du Roi.

12. La personne du Roi est inviolable et sacrée. Ses ministres sont responsables. Au Roi seul appartient la puissance exécutive.

13. Le Roi est le chef suprême de l'État ; il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois d'administration publique, et fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes ni dispenser de leur exécution. Toutefois, aucune troupe étrangère ne pourra être admise au service de l'État qu'en vertu d'une loi.

14. La puissance législative s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des Pairs et la Chambre des Députés.

15. La proposition des lois appartient au Roi, à la Chambre des Pairs et à la Chambre des Députés. Néanmoins, toute loi d'impôt doit être d'abord votée par la Chambre des Députés.

16. Toute loi doit être discutée et votée librement par la majorité de chacune des deux Chambres.

17. Si une proposition de loi a été rejetée par l'un des trois pouvoirs, elle ne pourra être représentée dans la même session.

18. Le Roi seul promulgue et sanctionne les lois.

19. La liste civile est fixée, pour toute la durée du règne, par la première législature assemblée depuis l'avènement du Roi.

De la Chambre des Pairs.

20. La Chambre des Pairs est une portion essentielle de la puissance législative.

21. Elle est convoquée par le Roi en même-temps que la Chambre des Députés des départements. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

22. Toute assemblée de la Chambre des Pairs qui serait tenue hors du temps de la session de la Chambre des Députés est illicite et nulle de plein droit, sauf le seul cas où elle est réunie en cour de justice, et alors elle ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

23. (1) La nomination des membres de la Chambre des Pairs appartient au Roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

Le Président de la Chambre des Députés et autres assemblées législatives ;

Les Députés qui auront fait partie de trois législatures ou qui auront six ans d'exercice ;

Les maréchaux et amiraux de France ;

Les lieutenants-généraux et vice-amiraux des armées de terre et de mer, après deux ans de grade ;

Les ministres à département ;

Les ambassadeurs, après trois ans, et les ministres plénipotentiaires, après six ans de fonctions ;

Les conseillers d'État, après dix ans de service ordinaire ;

Les préfets de département et les préfets maritimes, après dix ans de fonctions ;

Les gouverneurs coloniaux, après cinq ans de fonctions ;

Les membres des conseils généraux électifs, après trois élections à la présidence ;

Les maires des villes de trente mille âmes et au-dessus, après deux élections au moins comme membres du corps municipal, et après cinq ans de fonctions de maire ;

Les présidents de la Cour de cassation et de la Cour des comptes ;

Les procureurs généraux près ces deux cours, après cinq ans de fonctions en cette qualité ;

Les conseillers de la Cour de cassation et les conseillers-maîtres de la Cour des Comptes, après cinq ans ; les avocats généraux près la Cour de cassation, après dix ans d'exercice ;

Les premiers présidents des Cours royales, après cinq ans de magistrature dans ces Cours ;

Les procureurs généraux près les mêmes Cours, après dix ans de fonctions ;

Les présidents des tribunaux de commerce dans les villes de trente mille âmes et au-dessus, après quatre nominations à ces fonctions ;

Les membres titulaires des quatre académies de l'institut ;

Les citoyens à qui, par une loi et à raison d'éminents services, aura été nominativement décerné une récompense nationale ;

Les propriétaires, les chefs de manufacture et de maison de commerce et de banque, payant trois mille francs de contributions directes, soit à raison de leurs propriétés fon-

(1) Ce texte a été substitué à l'article 23 de la Charte, par la loi du 29 décembre 1831.

cières depuis trois ans, soit à raison de leurs patentes depuis cinq ans, lorsqu'ils auront été pendant six ans membres d'un conseil général ou d'une chambre de commerce ;

Les propriétaires, les manufacturiers, commerçants ou banquiers, payant trois mille francs d'impositions, qui aurent été nommés députés ou juges des tribunaux de commerce, pourront aussi être admis à la pairie sans autre condition.

Le titulaire qui aura successivement exercé plusieurs des fonctions ci-dessus, pourra cumuler ses services dans toutes pour compléter le temps exigé dans celle où le service devrait être le plus long.

Seront dispensés du temps d'exercice exigé par les paragraphes 5, 7, 8, 9, 10, 14, 15, 16 et 17 ci-dessus, les citoyens qui ont été nommés, dans l'année qui a suivi le 30 juillet 1830, aux fonctions énoncées dans ces paragraphes.

Seront également dispensés, jusqu'au 1^{er} janvier 1837, du temps d'exercice exigé par les paragraphes 3, 11, 12, 18 et 21 ci-dessus, les personnes nommées ou maintenues, depuis le 30 juillet 1830, aux fonctions énoncées dans ces cinq paragraphes.

Ces conditions d'admissibilité à la pairie pourront être modifiées par une loi.

Les ordonnances de nomination de Pairs seront individuelles. Ces ordonnances mentionneront les services et indiqueront les titres sur lesquels la nomination sera fondée.

Le nombre des pairs est illimité.

Leur dignité est conférée à vie et n'est pas transmissible par droit d'hérédité.

Ils prennent rang entre eux par ordre de nomination.

A l'avenir, aucun traitement, aucune pension, aucune dotation ne pourront être attachés à la dignité de Pair.

24. Les Pairs ont entrée dans la Chambre à vingt-cinq ans, et voix délibérative à trente ans seulement.

25. La Chambre des Pairs est présidée par le Chancelier de France, et, en son absence, par un Pair nommé par le Roi.

26. Les Princes du sang sont Pairs par droit de leur naissance. Ils siègent immédiatement après le président.

27. Les séances de la Chambre des Pairs sont publiques, comme celles de la Chambre des Députés.

28. La Chambre des Pairs connaît des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'État, qui seront définis par la loi.

29. Aucun Pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre, et jugé par elle en matière criminelle.

De la Chambre des Députés.

30. La Chambre des Députés sera composée des Députés élus par les collèges électoraux, dont l'organisation sera déterminée par des lois.

31. Les Députés sont élus pour cinq ans.

32. Aucun Député ne peut être admis dans la Chambre s'il n'est âgé de trente ans, et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

33. Si néanmoins il ne se trouvait pas dans le département cinquante personnes de l'âge indiqué, payant le cens d'éligibilité déterminé par la loi, leur nombre sera complété par les plus imposés au-dessous du taux de ce cens, et ceux-ci pourront être élus concurremment avec les premiers.

34. Nul n'est électeur, s'il a moins de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

35. Les présidents des collèges électoraux seront nommés par les électeurs.

36. La moitié au moins des députés sera choisie parmi des éligibles qui ont leur domicile politique dans le département.

37. Le président de la Chambre des Députés est élu par elle à l'ouverture de chaque session.

38. Les séances de la Chambre sont publiques, mais la demande de cinq membres suffit pour qu'elle se forme en comité secret.

39. La Chambre se partage en bureaux pour discuter les projets qui lui ont été présentés de la part du Roi.

40. Aucun impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux Chambres et sanctionné par le Roi.

41. L'impôt foncier n'est consenti que pour un an. Les impositions indirectes peuvent l'être pour plusieurs années.

42. Le Roi convoque, chaque année, les deux Chambres; il les proroge, et peut dissoudre celle des Députés des départements; mais, dans ce cas, il doit en convoquer une nouvelle dans le délai de trois mois.

43. Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un membre de la Chambre, durant la session, et dans les six semaines qui l'auront précédée ou suivie.

44. Aucun membre de la Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que la Chambre a permis sa poursuite.

45. Toute pétition à l'une ou à l'autre des Chambres ne peut être faite et présentée que par écrit. La loi interdit d'en apporter en personne et à la barre.

Cette loi a été sanctionnée par le Roi le 29 décembre 1831.

Des Ministres.

46. Les ministres peuvent être membres de la Chambre des Pairs ou de la Chambre des Députés. Ils ont en outre leur entrée dans l'une et l'autre Chambres, et doivent être entendus quand ils le demandent.

47. La Chambre des Députés a le droit d'accuser les ministres, et de les traduire devant la Chambre des Pairs, qui seule a celui de les juger.

De l'ordre judiciaire.

48. Toute justice émane du Roi; elle s'administre en son nom par des juges qu'il nomme et qu'il institue.

49. Les juges nommés par le Roi sont inamovibles.

50. Les cours et tribunaux ordinaires actuellement existants sont maintenus. Il n'y sera rien changé qu'en vertu d'une loi.

51. L'institution actuelle des juges de commerce est conservée.

52. La justice de paix est également conservée. Les juges de paix, quoique nommés par le Roi, ne sont point inamovibles.

53. Nul ne pourra être distrait de ses juges naturels.

54. Il ne pourra en conséquence être créé de commissions et tribunaux extraordinaires, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

55. Les débats seront publics en matière criminelle, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs; et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

56. L'institution des jurés est conservée. Les changements qu'une plus longue expérience ferait juger nécessaires ne peuvent être effectués que par une loi.

57. La peine de la confiscation des biens est abolie, et ne pourra être rétablie.

58. Le Roi a le droit de faire grâce et celui de commuer les peines.

59. Le Code civil et les lois actuellement existantes qui ne sont pas contraires à la présente Charte, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

Droits particuliers garantis par l'État.

60. Les militaires en activité de service, les officiers et soldats en retraite, les veuves, les officiers et les soldats pensionnés, conserveront leurs grades, honneurs et pensions.

61. La dette publique est garantie. Toute espèce d'engagement pris par l'État avec ses créanciers est inviolable.

62. La noblesse ancienne reprend ses titres ; la nouvelle conserve les siens. Le Roi fait des nobles à volonté ; mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs, sans aucune exemption des charges et des devoirs de la société.

63. La Légion d'honneur est maintenue. Le Roi déterminera les règlements intérieurs et la décoration.

64. Les Colonies seront régies par des lois particulières.

65. Le Roi et ses successeurs jureront à leur avènement, en présence des Chambres réunies, d'observer fidèlement la Charte constitutionnelle.

66. La présente Charte et tous les droits qu'elle consacre demeurent confiés au patriotisme et au courage des gardes nationales et de tous les citoyens Français.

67. La France reprend ses couleurs. A l'avenir, il ne sera plus porté d'autre cocarde que la cocarde tricolore.

Dispositions particulières.

68. Toutes les nominations et créations nouvelles de Pairs faites sous le règne du Roi *Charles X* sont déclarées nulles et non avenues.

L'article 23 de la Charte sera soumis à un nouvel examen dans la session de 1831 (1).

69. Il sera pourvu successivement par des lois séparées et dans le plus court délai possible, aux objets qui suivent :

1^o L'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques ;

2^o La responsabilité des ministres et des autres agents du pouvoir ;

3^o La réélection des députés promus à des fonctions publiques salariées ;

4^o Le vote annuel du contingent de l'armée ;

5^o L'organisation de la garde nationale, avec intervention des gardes nationaux dans le choix de leurs officiers ;

6^o Des dispositions qui assurent d'une manière légale l'état des officiers de tout grade de terre et de mer ;

7^o Des institutions départementales et municipales fondées sur un système électif ;

8^o L'instruction publique et la liberté de l'enseignement ;

9^o L'abolition du double vote et la fixation des conditions électorales et d'éligibilité.

70. Toutes les lois et ordonnances, en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions adoptées pour la réforme de la Charte, sont dès à présent et demeurent annulées et abrogées.

(1) Voyez l'article 23, rédigé définitivement en exécution de cette disposition.

CHAMBRE DES PAIRS.

M. le baron PASQUIER, chancelier de France,
(G ✱), président.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

M. Sauzet (O ✱), président.

CONSEIL D'ÉTAT.

M. le baron Girod (de l'Ain), pair de France,
(G O ✱), vice-président.

COUR DE CASSATION.

M. le comte Portalis, vice-président de la
Chambre des Pairs (G ✱), premier président.

COUR DES COMPTES.

M. Barthe, pair de France (G O ✱), premier
président.

CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR.

M. le maréchal comte Gérard, pair de France,
(G ✱) grand chancelier.

M. le général vicomte de Saint-Mars (G O ✱), Secrétaire
général.

MINISTÈRES.**DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE ET DES CULTES.**

M. MARTIN (du nord) (G O ✱), garde-des-
sceaux, ministre secrétaire d'État, président du
conseil d'État.

M. Desclozeaux (O ✱), conseiller d'état, secrétaire gé-
néral du ministère de la Justice, commissaire du Roi aux
sceaux.

M. Caullet ✱, chef de division du personnel.

M. Garnier de Bourgneuf ✱, maître des requêtes, chef de division des affaires civiles et du sceau.

M. Meilheurat ✱, maître des requêtes, chef de division des affaires criminelles et des grâces.

M. Decrusy ✱ ☉, maître des requêtes, chef de division de la comptabilité et des pensions.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

M. GUIZOT (G ✱), membre de l'Académie française, ministre et secrétaire d'état.

M. Génie (O ✱), maître des requêtes, chef du cabinet du ministre.

M. Désages (Emile) (G O ✱), conseiller d'état, chef de la direction des affaires politiques.

M. Drouyn de Lhuys (O ✱), chef de la direction commerciale.

M. Mignet (C ✱), conseiller d'état, chef de la direction des archives et chancelleries.

M. Brénier (O ✱), maître des requêtes, chef de la direction de la comptabilité.

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

M. le maréchal duc de DALMATIE (G ✱), pair de France, président du conseil, ministre secrétaire d'état.

M. Martineau des Chesnez (G O ✱), conseiller d'état, secrétaire général.

M. le comte du Rocheret (C ✱), lieutenant-général, directeur du personnel.

M. le baron Pelet (G O ✱), pair de France, lieutenant-général, directeur général du dépôt de la guerre.

DÉPARTEMENT DE LA MARINE ET DES COLON^{es}.

M. le vice-amiral baron de MACKAU (G O ✱), pair de France, ministre et secrétaire d'état.

M. Chaucheprat (O ✱), maître des requêtes, secrétaire général.

M. Fleuriat (C ✱), maître des requêtes, directeur du personnel.

M. Boucher (C ✱), maître des requêtes, directeur des ports.

M. Galos, maître des requêtes, député, directeur des colonies.

M. Lacoudrais (C ✱), maître des requêtes, directeur de la comptabilité des fonds et invalides.

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR.

M. le comte DUCHATEL (Tanneguy) (C ✱), député, ministre secrétaire-d'état.

M. Passy (Antoine) (O ✱), député, sous-secrétaire d'état.

M. Cavé (O ✱), maître des requêtes, directeur des beaux-arts.

M. Laisné (O ✱), chef de division de la comptabilité centrale.

M. Letronne (O ✱), membre de l'Institut, garde général des archives du royaume.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS.

M. TESTE (O ✱), ministre secrétaire d'état.

M. Le Grand (G O ✱), sous-secrétaire d'état.

M. de Haut ✱, chef du cabinet du ministre.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DU COM.

M. CUNIN-GRIDAIN (L.) (C ✱), ministre secrétaire d'état.

M. Paganel (O ✱), conseiller d'état, secrétaire-général.

M. Dittmer (O ✱), directeur de l'agriculture et des haras.

M. Sénac ✱, maître des requêtes, directeur du commerce intérieur et des manufactures.

M. Lavollée ✱, directeur du commerce extérieur.

M. Langlois ✱, directeur de la comptabilité générale.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

M. VILLEMAIN (C ✱), pair de France, membre de l'Académie française et de l'Académie royale des inscriptions et belles-lettres, ministre secrétaire d'état, grand-maître de l'Université.

M. Kilian, chef du cabinet.

M. Danton, chef du secrétariat.

DÉPARTEMENT DES FINANCES.

M. LACAVE-LAPLAGNE (C ✱), député, ministre et secrétaire d'état.

M. le comte de Boubers (C ✱), conseiller d'état, secrétaire général.

M. Montanier (O ✱), directeur du mouvement général des fonds.

M. Bailly (A.) (O ✱), maître des requêtes, directeur de la dette inscrite.

M. le baron Rodier (C ✱), conseiller d'état, directeur de la comptabilité générale des finances.

M. le baron Delaire (C ✱), conseiller d'état, directeur du contentieux des finances.

INTENDANCE GÉNÉRALE DE LA LISTE CIVILE.

M. le comte MONTALIVET (G O ✱), pair de France, *Intendant général*.

DIRECTIONS ET ADMINISTRATIONS GÉNÉRALES.

Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

M. Calmon (G O ✱), Conseiller d'État, *directeur-général*.

MM. Jacquinet (O ✱); Guédé (O ✱); Chardon (O ✱),
M. Garnier-Deschesnes (O ✱); *sous-directeurs*.

Administration des Douanes et Sels.

M. Gréterin (C ✱), Conseiller d'État, *directeur*.

MM. Sollicoffre (O ✱); Galot ✱; Moreau de Champieux ✱;
Rostan (O ✱); *sous-directeurs*.

Administration des Contributions indirectes.

M. Boursy (C ✱), Conseiller d'État, *directeur*.

MM. Brochot (O ✱); Leroy-Dufougeray (O ✱); Destou-
ches ✱; Sabès ✱; *sous-directeurs*.

Administration des Tabacs.

M. le vicomte Siméon (Henri) (O ✱), Maître des requêtes au Conseil d'Etat , directeur.

MM. Le Besch de la Bastays (O ✱); Peytal ✱ ; de Laperrière (O ✱); Teissier ✱ ; sous-directeurs.

Administration des Postes.

M. Conte (C ✱), Conseiller d'État , directeur.

MM. Piron (O ✱); Dubost (O ✱); Mahou (O ✱); Mollard ✱ ; sous-directeurs.

Administration des Forêts.

M. Legrand (de l'Oise) (O ✱), directeur-général.

MM. Perrier ✱ ; Chanlaire ✱ ; Ducis ✱ ; Reboul ✱ ; sous-directeur.

Administration des Contributions directes.

M. Magnier de Maisonneuve (O ✱), Conseiller d'État , directeur-général.

MM. Belestia ✱ ; Chamont ✱ ; Heudier ✱ ; sous-directeurs.

Commission des Monnaies.

M. Persil (G O ✱), pair de France , président.

M. Moullard ✱ , Commissaire-général.

Imprimerie Royale.

M. Lebrun (O ✱), Pair de France , Membre de l'Académie française, Conseiller d'État , directeur.

Tableau

*Des 86 Départements du Royaume de France
présentant l'indication de leur population, de leurs
chefs-lieux et du nom de MM. les Préfets.*

DÉPARTEMENTS.	POPUL.	CHEFS-LIEUX.	NOMS DES PRÉFETS.
Ain.	355,694	Bourg.	Rébut la Rhoellerie,
Aisne.	542,215	Laon.	De Crevecœur.
Allier.	311,561	Moulins.	Méchin (Edmond).
Alpes (Basses).	156,055	Digne.	De Vidaillan.
Alpes (Hautes).	152,584	Gap.	Curel.
Ardèche.	364,416	Privas.	Launay-le-Provost.
Ardennes.	319,167	Mezières.	Delon.
Ariège.	265,607	Foix.	Pascal.
Aube.	258,180	Troyes.	Onfroy de Breville.
Aude.	284,285	Carcassonne.	Brian.
Aveyron.	375,085	Rhodez.	De Guizard.
Bouches-du-Rh.	375,005	Marseille.	De la Coste.
Calvados.	496,198	Caen.	Bocher.
Cantal.	257,425	Aurillac.	Petit-de-Bantel.
Charente.	567,893	Angoulême.	Galzain.
Charente-Infér.	460,245	La Rochelle.	Barthélemy.
Cher.	275,645	Bourges.	Le Bon Rénauldou.
Corrèze.	506,480	Tulle.	Meunier.
Corse.	221,465	Ajaccio.	Jourdan.
Côte-d'Or.	595,516	Dijon.	Tourangin.
Côtes-du-Nord.	607,572	Saint-Brieux.	Le Bon Nau de Camplouis
Creuse.	278,029	Guéret.	Thieullin.
Dordogne.	490,265	Périgueux.	De la Marre.
Doubs.	275,997	Besançon.	Ronieu.
Drôme.	511,498	Valence.	Le Marchand de la Faverie
Eure.	425,780	Evreux.	Zédé.
Eure-et-Loir.	286,568	Chartres.	Le Bon de Jessaint.
Finistère.	576,068	Quimper.	Le Bon Bouillé.
Gard.	576,062	Nîmes.	Darcy.
Garonne (Haute).	468,071	Toulouse.	Le Vte Duchâtel.
Gers.	311,147	Auch.	Le Cte de Saint-Marsault

DÉPARTEMENTS.	POPUL.	CHEF-LIEUX.	NOMS DES PRÉFETS.
Gironde.	568,034	Bordeaux.	Le Bon Sers.
Hérault.	367,543	Montpellier.	Roulleaux-Dugage.
Ille-et-Villaine.	549,417	Rennes.	Henry.
Indre.	253,076	Châteauroux.	Leroy.
Indre-et-Loire.	306,366	Tours.	D'Entraigues.
Isère.	588,660	Grenoble.	Pellenc.
Jura.	516,754	Lons le Saunier	Thomas.
Landes.	288,077	Mont-de-Marsan.	Fleury.
Loir-et-Cher.	249,462	Blois.	Le C ^{te} de Lezay-Marnésia
Loire.	434,085	Montbrison.	Paradès de Daunant.
Loire (Haute).	298,137	Le Puy.	Choppin d'Arnouville.
Loire-Inférieure.	486,806	Nantes.	Chaper.
Loiret.	318,452	Orléans.	Le Bon de Villeneuve.
Lot.	287,739	Cahors.	Boby de la Chapelle.
Lot-et-Garonne.	347,073	Agen.	Brun.
Lozère.	140,788	Mende.	Pages.
Maine-et-Loire.	488,472	Angers.	Bellon.
Manche.	597,534	Saint-Lô.	Bonnet.
Marne.	555,964	Châlons.	Bourlon de Sarty.
Marne (Haute).	257,567	Chaumont.	De Latourette.
Mayenne.	561,592	Laval.	Parran.
Meurthe.	444,603	Nancy.	Arnault.
Meuse.	326,372	Bar-le-Duc.	Le C ^{te} d'Arros.
Morbihan.	443,076	Vannes.	Lorois.
Moselle.	421,258	Metz.	Germeau.
Nièvre.	305,346	Nevers.	Paulze d'Ivoy.
Nord.	1085,298	Lille.	Le V ^{te} de St-Aignan.
Oise.	398,868	Beauvais.	Mercier.
Orne.	442,072	Alençon.	Langlois d'Amilly.
Pas-de-Calais.	685,021	Arras.	Desmousseaux de Givré.
Puy-de-Dôme.	587,566	Clermont-Ferrant	Meynadier.
Pyrénées (Bass.)	451,683	Pau.	Azévédo.
Pyrénées (Haut.)	244,196	Tarbes.	Bart.
Pyrénées (Or.)	173,592	Perpignan.	Vaïsse.
Rhin (Bas).	560,113	Strasbourg.	Sers.
Rhin (Haut.)	464,466	Colmar.	Bret.
Rhône.	500,831	Lyon.	Jayr.
Saône (Haute).	547,627	Vesoul.	Mazères.
Saône-et-Loire.	551,543	Macon.	Delmas.
Sarthe.	470,585	Le Mans.	Maucel.

DÉPARTEMENTS.	POPUL.	CHEFS-LIEUX.	NOMS DES PRÉFETS.
Seine.	1150,728	Paris.	Le C ^{te} de Rambuteau.
Seine-Inférieure	737,501	Rouen.	Le Bon Dupont-Delporte.
Seine-et-Marne.	333,260	Melun.	De Monicault.
Seine-t-Oise.	470,508	Versailles.	Aubernon.
Sèvres (Deux).	310,203	Niort.	Vernoy de St-Georges.
Somme.	559,680	Amiens.	Narjot.
Tarn.	351,656	Alby.	Lafon.
Tarn-et-Garon.	239,297	Montauban.	Ménard.
Var.	328,010	Draguignan.	Teisseire.
Vaucluse.	251,080	Avignon.	Marquier.
Vendée.	356,453	Bourbon-Vendée.	Gauja.
Vienne.	294,250	Poitiers.	D'Imbert de Mazères.
Vienne (Haute).	292,848	Limoges.	Morissot.
Vosges.	419,992	Epinal.	Le Bon Rongier de la Bergerie.
Yonne.	362,961	Auxerre.	Saladin.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES.

PREMIÈRE PARTIE.

PERSONNEL.

DÉPUTATION.

1^{er} Arrondissement. M. ALLIER, statuaire.

2^e Arrondissement. M. le comte d'HAUTERIVE
(O ✱), sous-directeur au ministère des affaires
étrangères.

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Préfecture.

M. CUREL ✱ (✱ commandeur de l'ordre royal
de Charles III d'Espagne), PRÉFET, nommé par
ordonnance royale du 3 juin 1840, installé le
17 du même mois.

M. GAUTIER ✱, conseiller de préfecture, secré-
taire général.

BUREAUX.

Les bureaux de la Préfecture sont ouverts au public tous les jours ouvrables de la semaine, de huit heures du matin à onze ; et de une heure après midi à quatre.

PREMIÈRE DIVISION.

M. N.

Chef.

Attributions.

POLICE GÉNÉRALE ET PARTICULIÈRE : Règlements de police.— Surveillance des forçats libérés, des vagabonds.— Réfugiés et déserteurs étrangers.— Passe-ports d'indigents avec secours de route.— Passeports étrangers.— Chasse.— Permis de port-d'armes.— Destruction des animaux nuisibles.

ÉLECTIONS ET JURY : Révision annuelle des listes électorales.— Liste annuelle des jurés pour le service des assises.— Tenue des collèges électoraux.— Elections départementales et communales.

Personnel administratif. — Archives départementales et communales. — Transcription des arrêtés du Préfet sur le registre officiel des actes administratifs.— Aliénés.— Épidémies.— Epizooties.— Jury médical.— Imprimerie et librairie.— Théâtres.— Pépinières.— Belles actions.— Actes de dévouement.— Notaires certificateurs.

MAISON CENTRALE D'EMBRUN : Personnel. — Service intérieur.— Police.— Constructions.— Réparations, etc. A l'exception de la comptabilité.

INSTRUCTION PUBLIQUE : Collèges communaux.— Commissions d'examen.— Ecoles normales. — Ecoles primaires.— Comités.— Maisons d'école.— Secours aux instituteurs.

Enregistrement des dépêches.— Affaires réservées.

SECONDE DIVISION.

M. Chez, Chef.

Attributions.

ÉTAT CIVIL : Naturalisations.

STATISTIQUE : Recensement et mouvements de la population.— Récoltes.— Subsistances.

AGRICULTURE : Haras.—Défrichements des biens communaux.—École vétérinaire.—Encouragements.

COMMERCE, INDUSTRIE : Brevets d'invention.—Établissements insalubres ou incommodes.—École d'arts et métiers.—Foire et marchés.—Poids et mesures.—Sociétés anonymes.—Compagnies d'assurances.—Caisses d'épargne.

CULTES : Personnel des fabriques.—Circonscription des paroisses.—Érection des cures, succursales, annexes, vicariats.—Culte protestant.—Consistoire.—Personnel.—Acquisitions, constructions, réparations des édifices religieux.—Cimetières.—Secours.

ADMINISTRATIONS CHARITABLES : Personnel des hospices et des bureaux de bienfaisance.—Réglement des budgets.—Vérification provisoire des comptes.—Écoles de sourds-muets.—Institutions d'aveugles.—Greniers d'abondance.—Écoles d'accouchement.—Enfants trouvés et abandonnés et orphelins pauvres.—Inspection.—Secours aux filles-mères.—Secours à l'indigence, dans le cas de disette locale ou d'extrême misère.—Établissements thermaux.—Vaccine.

PONTS ET CHAUSSÉES : Routes royales et départementales.—Personnel.—Travaux.—Ponts à péage.—Bacs et bateaux.—Indemnités de terrains.—Navigation.—Canaux.—Syndicats.—Endiguement des rivières et torrents.—Dessèchement des marais.—Moulins.—Usines.—Cours d'eau.—Grande voirie.—Police du roulage.—Mines, minières et carrières.

CHEMINS VICINAUX ORDINAIRES ET DE GRANDE COMMUNICATION : Homologation des rôles de prestations.

VOIRIE URBAINE : Plans d'alignements.

ADMINISTRATION ET COMPTABILITÉ DES COMMUNES : Budgets. Vérification provisoire des comptes.—Impositions communales.—Rôles d'affouage et de pâturage.—Octrois municipaux.—Pesage, jeaugeage, mesurage.—Droits de place aux foires et marchés.—Acquisitions.—Aliénations.—Échanges.—Emprunts.—Travaux et réparations aux édifices communaux.—Biens communaux.—Partages.—Délimitations.—Transactions.—Beaux à ferme.—Amendes de police municipale.—Paiement du salaire des gardes forestiers.

Contentieux de tous les établissements ci-dessus.—Domaines nationaux.—Tenue du répertoire des actes de la Préfecture soumis au timbre.

CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE : Réunion, division ou formation de communes.

TROISIÈME DIVISION.

M. Clavel, *Chef*.*Attributions.*

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE : Engagements volontaires.—Réserve de l'armée.—Poursuite des insoumis.—Pensions et secours militaires.—Pensionnaires de la marine.—Convois et transports militaires.—Logement des troupes.—Congés et masses.—Cautionnement des entrepreneurs et des comptables des services dépendants du ministère de la guerre.—État civil et militaire de l'armée.—Instruction de toutes les demandes relatives aux affaires militaires.—Gendarmerie départementale.—Écoles militaires.—École navale.

GARDE NATIONALE : Organisation.—Dépenses.—Instruction de toutes les affaires relatives à la garde nationale.

COMPTABILITÉ DÉPARTEMENTALE : Budgets.—Comptes.—Dépenses de l'instruction publique, des cultes, de l'ordre judiciaire.—Délivrance des mandats de paiement pour tous les services.—Enregistrement des récépissés délivrés aux receveurs et percepteurs.—Surveillance des comptables et des caisses publiques.—Règlement des frais de justice.—Maison centrale d'Embrun.—Règlement des comptes.—Paiement des dépenses.—Prisons départementales.—Travaux aux édifices diocésains et départementaux.—Mobiliers départementaux.—Inscriptions de rentes.

*reboisement
gazonnement*
ADMINISTRATION FORESTIÈRE : Personnel des gardes.—Délimitation et bornage des forêts.—Biens communaux à placer sous le régime forestier.—Défrichement des bois.—Délivrances d'arbres.—Construction de scieries, de fours, d'hangards, de maisons, dans le rayon prohibé des forêts.—Extraction du sol forestier de pierres, minéral, etc.—Parcours de toute espèce de bétail dans les bois.—Vente de bois domaniaux ou communaux.—Fixation de la valeur des divers produits du sol forestier.—École forestière.—Pêche fluviale.

Personnel des gardes champêtres des communes et des particuliers.

CADASTRE : Personnel.—Délimitation.—Arpentage.—Expertises.—Réclamations de toute nature relatives au cadastre.

CONTRIBUTIONS DIRECTES : Personnel.—Répartition des contributions directes.—Réception et instruction des réclamations y relatives.

Demandes de secours pour pertes de toute espèce.

DOUANES.—CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

ARCHIVES DU DÉPARTEMENT.

M. Roubaud, *Archiviste*.

Le bureau des archives est ouvert au public tous les jours, les dimanches et les fêtes exceptés, depuis 8 heures du matin jusqu'à 11, et depuis 1 heure de l'après midi jusqu'à 4 et 1/2. (Règlement de M. le Préfet du 31 mars 1843).

EXTRAIT DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ARRÊTÉ PAR M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
LE 6 MARS 1843.

Communications et expéditions de pièces.

ART. 14.

Les communications de pièces aux particuliers auront lieu sans frais et sans déplacement, et seulement au bureau, en présence de l'archiviste ou d'un employé.

En règle générale, on ne doit communiquer à chaque personne qu'un dossier à la fois.

Il ne sera perçu aucun droit pour la recherche des pièces.

ART. 15.

Les demandes de recherches par les particuliers seront motivées et inscrites sur des bulletins qui devront être tout préparés. Les parties y porteront leurs noms, qualités et domicile, et les signeront. L'autorisation donnée, s'il y a lieu, par le secrétaire général, sera inscrite au bas de chaque bulletin.

ART. 16.

Les pièces d'un intérêt privé seront communiquées seulement aux personnes qui justifieront qu'elles ont qualité pour en prendre connaissance; le refus d'autorisation sera donné par écrit.

ART. 17.

La communication des documents personnels ou de famille ne pourra être accordée que sur autorisation du Préfet.

ART. 22.

Conformément à l'art. 7 de la loi du 12 septembre 1791, il sera délivré sans frais aux administrations des domaines et

des forêts, et dans l'intérêt des divers services de l'État ou des départements, des extraits, ou copies des actes, titres et autres documents déposés dans les archives : mention sera faite, au bas de ces pièces, de l'administration à laquelle elles sont destinées.

A l'égard des copies ou calques de plans, ces administrations, de même que les particuliers, les feront exécuter à leurs frais par les hommes de l'art.

Si le chef du service intéressé juge que des extraits ou des copies ne suffisent pas, il pourra demander au Préfet que les pièces lui soient données en communication. Dans ce cas, si l'autorisation est accordée, indépendamment de la mention portée au registre des communications, la remise sera constatée par un récépissé du chef de service, contenant une description exacte de la pièce, avec engagement de la réintégrer aux archives dans un délai qui sera fixé.

ART. 23.

Les expéditions ou extraits de pièces déposés aux archives ne seront délivrés au public par l'archiviste que sur demande écrite et d'après l'autorisation du secrétaire général. Ce dernier a seul qualité pour les signer. L'archiviste aura soin au préalable de les viser pour collation. Les expéditions seront marquées du timbre de la Préfecture. Les frais et droits de délivrance, fixés conformément à la loi, seront relatés en marge.

N. B. Les fonctionnaires qui adressent par la poste des lettres au Préfet et aux Sous-Préfets doivent les mettre sous bandes croisées et contresignées. La largeur de ces bandes ne peut excéder le tiers de celle de la lettre. Cette disposition n'est applicable qu'aux fonctionnaires auxquels l'ordonnance royale du 6 avril 1817 accorde la franchise du contre-seing. A défaut de l'accomplissement de cette formalité, la lettre est taxée à la poste et refusée par le Préfet ou les Sous-Préfets.

Les personnes qui ne jouissent pas du contre-seing doivent affranchir leurs lettres.

A moins de cas graves et extraordinaires concernant la police générale, les maires et habitants des arrondissements autres que celui de Gap, ne doivent correspondre qu'avec leurs Sous-Préfets respectifs.

Une lettre administrative ne doit traiter que d'une seule affaire. Une note marginale doit indiquer à quelle division des bureaux cette affaire appartient, et une analyse sommaire, placée également en marge, doit en présenter le résumé.

Conseil de Préfecture.

MM. GAUTIER *.

ALLIER.

BLANC-LE-JEUNE.

DES CONSEILS DE PRÉFECTURE ET DE LEURS ATTRIBUTIONS COMME TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS.

Les Conseils de Préfecture institués par la loi du 28 pluviôse an 8, sont en même temps des corps judiciaires et des corps consultatifs. Comme corps judiciaires, ils exercent la juridiction administrative contentieuse et sont juges, en premier ressort, pour statuer sur les matières dont la connaissance leur est spécialement attribuée par les lois; mais ils ne doivent participer en aucune manière aux opérations purement administratives.

Toutefois les Conseillers de Préfecture donnent leur avis au Préfet dans les cas où la loi impose à ce magistrat l'obligation de le prendre avant de porter ses propres décisions: alors ils n'ont que voix consultative, bien que la décision porte qu'elle a été prise *en Conseil de Préfecture*.

L'objet de cette notice est de faire connaître succinctement la manière de procéder devant les Conseils de Préfecture considérés comme tribunaux administratifs, les effets et l'exécution de leurs arrêtés, et enfin l'étendue de leur juridiction.

La nécessité d'une prompte justice en diverses matières a principalement donné lieu à la création des Conseils de Préfecture. Les hommes les plus éclairés, les jurisconsultes les plus habiles (1) ont reconnu l'utilité de cette institution, et combien est superficielle la pensée des personnes qui ont avancé que l'on pourrait supprimer les tribunaux administratifs, en se contentant de renvoyer à la justice ordinaire les

(1) V. Henrion-de-Pensey, de l'autorité judiciaire en France; et surtout l'excellent traité du domaine public, publié par M. Proudhon.

affaires dont ils sont chargés; mais tous s'accordent pour réclamer une loi qui en régularise la procédure (1). Quelques Conseils de Préfecture y ont pourvu par des réglemens qui n'ont pas même été soumis à la sanction du Gouvernement. En cela, n'ont-ils pas usurpé sur la puissance législative, surtout en investissant un agent de l'administration, des fonctions du Ministère public? Quoi qu'il en soit, voici le mode de procédure suivi dans presque tous les départements, et, en particulier, dans celui des Hautes-Alpes.

L'instruction des affaires se fait par écrit sur simples mémoires communiqués par voie administrative, soit aux parties pour leur défense respective, soit aux agents de l'administration, pour avoir leur avis.

Les demandes, les mémoires et les pièces sont adressés au Préfet, enregistrés au bureau du secrétariat général, distribués aux divers bureaux, et après instruction, renvoyés au Conseil de Préfecture qui prononce.

Les parties signent leurs demandes et leurs mémoires, et suivent elles-mêmes leurs affaires.

Les arrêtés des Conseils de Préfecture ont le caractère, les effets et la vertu des jugemens, et aussitôt qu'ils sont rendus, ils deviennent la propriété des parties qui les ont obtenus et fondent des droits acquis.

S'ils sont contradictoires, ils ne peuvent être réformés par le conseil qui les a rendus;

S'ils sont par défaut, ils peuvent être attaqués devant lui, par voie d'opposition.

Les Conseils de Préfecture reçoivent aussi la tierce opposition à leurs arrêtés définitifs.

Pour être mis à exécution et pour faire courir les délais, les arrêtés doivent être notifiés régulièrement et intégralement, à la requête de la partie, à personne ou à domicile, non par voie administrative, mais pas l'intermédiaire d'un huissier.

Le recours au Conseil d'État contre les arrêtés contradictoires, n'est recevable que dans les trois mois du jour où ils ont été notifiés. L'opposition est reçue jusqu'à l'exécution de l'arrêté par défaut.

(1) Toutefois, les formes à suivre pour les poursuites à exercer contre les contrevenants aux lois qui régissent la grande voirie et la police du roulage sont, en partie, déterminées par ces mêmes lois. Le projet sur la police du roulage, présenté à la Chambre des Pairs dans la session de 1843, contient de plus le mode de signification et d'exécution des arrêtés pris sur cette matière par les Conseils de préfecture. Puisse-t-il bientôt être converti en loi!

COMPÉTENCE.

Il est de principe que les Conseils de Préfecture ne peuvent statuer que sur les matières dont la connaissance leur est attribuée par les lois. Nous allons indiquer succinctement l'étendue de leur juridiction en suivant l'ordre alphabétique des matières qui doivent leur être soumises, et en rappelant la législation qui les leur attribue.

1^o ALIÉNÉS.

Les hospices sont tenus à une indemnité proportionnée au nombre des aliénés dont le traitement ou l'entretien était à leur charge et qui seraient placés dans un établissement spécial d'aliénés. En cas de contestation, l'affaire doit être portée devant le Conseil de Préfecture. (*Loi du 30 juin 1838, art. 28*).

2^o AUTORISATIONS DE PLAIDER.

Les communes et les sections de commune, les hospices, les bureaux de bienfaisance, les fabriques des églises, les curés et desservants possédant à ce titre des biens-fonds ou des rentes, les séminaires, les consistoires des églises protestantes, ne peuvent intenter aucune action en justice, ni se défendre sur celles qui leur sont intentées, avant d'en avoir obtenu l'autorisation du Conseil de Préfecture. (*Loi du 18 juillet 1837, art. 49, 52, 53 et 54.—Arrêté réglementaire du 7 messidor an IX, art. 13.—Décret du 30 décembre 1809, art. 77.—Décret du 6 novembre 1813, art. 14 et 70.—Ordonnance réglementaire du 16 juillet 1833, art. 11*).

La tutelle dont ces lois investissent les Conseils de Préfecture ne se résout pas en une vaine formalité; ils doivent préjuger l'issue des procès avant d'accorder ou de refuser l'autorisation de les suivre; en conséquence MM. les Maires et les chefs des établissements, lorsqu'ils se pourvoient en autorisation de plaider, doivent donner à ces Conseils tous les éclaircissements que comporte la matière et leur communiquer tous les titres et documents qui sont en leur pouvoir, afin qu'ils prononcent en connaissance de cause.

3^o ATELIERS INSALUBRES OU INCOMMODOES.

Les Conseils de Préfecture prononcent sur les oppositions formées contre les arrêtés des Préfets qui ont accordé l'autorisation d'établir des ateliers, classés parmi ceux que la loi considère comme insalubres ou incommodes. (*Décret du 15 octobre 1810, art. 7.—Ordonnance réglementaire du 14 janvier 1813.*)

4° BIENS COMMUNAUX PARTAGÉS OU USURPÉS.

Ils statuent 1° sur les contestations relatives à l'occupation des biens communaux partagés, qui s'élèvent entre les copartageants, détenteurs ou occupants depuis la loi du 10 juin 1793, et les communes, soit sur les actes et les preuves du partage, soit sur l'exécution des conditions prescrites par l'art. 3 de la loi du 9 ventôse an XII; 2° sur les demandes formées par les maires en revendication des biens communaux usurpés, lorsqu'il s'agit du fait et de l'étendue de l'usurpation. (*Loi du 9 ventôse an XII, art. 6.—Ordonnance réglementaire du 23 juin 1819, art. 6.*)

5° CANAUX.

Ils prononcent sur les difficultés que peut faire naître l'interprétation du cahier des charges dressé pour les concessions de canaux faites par l'État. (*Loi du 14 août 1822.—Cahier des charges annexé à cette loi.*)

6° CHEMINS VICINAUX.

Ils connaissent des contraventions à la loi du 9 ventôse an XIII relative aux plantations des chemins vicinaux, et des usurpations commises sur ces chemins. Ils règlent, après expertise contradictoire, les subventions mises à la charge des exploitants de mines, de carrières, de forêts ou de toute autre entreprise industrielle, ainsi que l'indemnité pour extraction de matériaux, les dépôts ou enlèvements de terre, les occupations temporaires de terrains, lorsqu'elle ne peut être fixée à l'amiable. (*Loi du 9 ventôse an XIII, art. 8.—Loi du 21 mai 1836, art. 14 et 17.*)

7° COMPTABILITÉ.

Les Conseils de Préfecture arrêtent les comptes des receveurs municipaux, et ceux des trésoriers des hospices et autres établissements de bienfaisance, lorsque les revenus des communes et ceux de ces établissements n'excèdent pas trente mille francs, sauf recours à la Cour des comptes (1). (*Loi du 18 juillet 1837, art. 66.*)

8° CONTRIBUTIONS DIRECTES.

Ils prononcent 1° sur les demandes des contribuables tendant à obtenir la décharge ou la réduction de leurs contributions directes; 2° sur celles formées par les personnes imposées dans une commune pour un bien situé dans une autre; 3° sur les demandes en mutation de côte de la contribution foncière; 4° sur celles en rappel à l'égalité proportionnelle entre les contribuables; 5° sur les réclamations des percep-

(1) Par exception à la règle qui soumet au Conseil d'Etat le recours des arrêtés des Conseils de Préfecture.

teurs et receveurs dont les caisses ont été volées ou pillées, ou les rôles détruits. (*Loi du 28 pluviôse an VIII, art. 4. — Arrêté du 24 floréal an VIII, art. 1, 3 et 4. — Loi du 27 pluviôse an IX, art. 1.*)

9° DOMAINES NATIONAUX.

Ils statuent sur le contentieux des domaines nationaux. (*Loi du 28 pluviôse an VIII, art. 4.*)

Mais, à cet égard, bien que l'attribution donnée aux Conseils de Préfecture semble embrasser toutes les questions qui se rattachent aux biens vendus nationalement, ils doivent néanmoins se borner à prononcer sur l'étendue, les effets, le sens et l'application des procès-verbaux et des actes administratifs qui ont préparé ou consommé les ventes. Les tribunaux ordinaires restent saisis des questions de propriété et de servitude qui ne peuvent être résolues que par l'application de titres anciens, par des transactions, par la possession, ou par les maximes du droit civil, ainsi que des questions de prescription et autres qui sont étrangères aux lois politiques de la matière. Ainsi l'a établi le Conseil d'État par divers arrêts qu'il serait trop long de citer.

10° EAUX MINÉRALES.

Les contestations qui peuvent s'élever entre l'État et les communes relativement aux droits de propriété sur les sources minérales, doivent être vidées par les Conseils de Préfecture. (*Arrêté réglementaire du 6 nivôse an XI, art. 9.*)

11° ÉLECTIONS.

Ces tribunaux administratifs statuent sur la tenue des assemblées des électeurs communaux, et sur la tenue des assemblées réunies pour l'élection des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement, lorsqu'il s'agit des conditions et des formes légalement prescrites, soit que les opérations aient été arguées de nullité par un ou plusieurs membres de ces assemblées, soit que le Préfet en ait déféré d'office le jugement au Conseil de Préfecture. (*Loi du 21 mars 1831, art. 51 et 52. — Loi du 22 juin 1833, art. 50 et 51.*)

12° FORÊTS.

Les contestations qui peuvent s'élever au sujet de la validité des surenchères relatives aux adjudications des coupes de bois dans les forêts du domaine de l'État et du domaine de la Couronne, et dans celles des communes et établissements publics soumises au régime forestier.—Les demandes en annulation, pour défaut de forme ou pour fausse énonciation des procès-verbaux de réarpentage des bois vendus.—Les

contestations sur la nécessité, pour les habitants d'une ou de plusieurs communes, d'exercer les droits de pâturage, de panage, de glandée et autres dans les bois de l'État, lorsque le rachat ne peut être requis par l'administration.—Les différends relatifs à la possibilité et l'état des forêts qui n'en sont pas affranchies.—Les difficultés sur les cantons déclarés défensables par l'administration forestière, pour l'exercice des droits de pâturage et de panage.—Et, enfin, les différends qui peuvent s'élever entre cette administration et les communes et établissements publics, relativement à la conversion en bois et à l'aménagement des terrains en pâturages; tous ces objets ressortissent des Conseils de Préfecture. (*Code forestier du 21 mai 1827, art. 26, 50, 64, 65, 67 et 90*).

13° GRANDE VOIRIE ET POLICE DU ROULAGE.

Ils statuent 1° sur les contraventions en matière de grande voirie, telles qu'anticipations, dépôts de fumiers ou d'autres objets et toutes espèces de détériorations commises sur les grandes routes, sur les arbres qui les bordent, sur les fossés, ouvrages d'art et matériaux destinés à leur entretien, ainsi que sur les canaux, fleuves et rivières navigables ou flottables, leurs chemins de hallage, francs-bords, fossés et ouvrages d'art; 2° sur les contraventions à l'arrêt du Conseil d'État du 27 février 1765, relatif aux maisons et aux autres édifices qui bordent les routes royales; 3° sur les contraventions aux lois concernant le poids des voitures et la police du roulage. (*Loi du 29 floréal an X sur la grande voirie, art. 1 et 4.—Décret du 16 décembre 1811, art. 14.—Loi du 7 ventôse an XII, art. 3.—Décret du 23 juin 1806, art. 38.*)

Nota. Toutes les contraventions en matière de grande voirie et de police du roulage, s'appliquent aux routes départementales et ressortissent également des Conseils de Préfecture.

14° MINES.

Les indemnités dues aux anciens exploitants des mines par les nouveaux concessionnaires, et celles à payer par les propriétaires des mines pour recherches ou travaux antérieurs à l'acte de concession, sont réglées par les Conseils de Préfecture.—Ils statuent sur les demandes en décharge ou réduction, ou de rappel à l'égalité proportionnelle en matières de redevance, sur les rôles de mines.—Et quand des travaux auront été exécutés d'office par l'administration et qu'il s'élèvera des contestations contre le règlement fait par le Préfet, des frais de confection et autres, l'affaire

devra être portée également devant le Conseil de Préfecture. (*Loi du 21 avril 1810, art. 46 et 37.—Ordonnance régl. du 26 mars 1843, art. 5.*)

15° NAVIGATION INTÉRIEURE.

Les Conseils de Préfecture statuent sur les contestations qui peuvent s'élever relativement à la perception des droits de navigation intérieure. (*Loi du 29 floréal an X sur cet objet, art. 4.*)

16° PAUVRES ET HOSPICES.

Ils déclarent s'il y a lieu de donner main-levée des oppositions formées pour la conservation des droits des pauvres et des hospices, et d'opérer les radiations, changements ou limitations d'inscriptions hypothécaires. (*Décret du 11 thermidor an XII, art. unique.*)

17° POIDS ET MESURES.

Ils prononcent sur les demandes en décharge ou réduction formées contre les rôles qui établissent la rétribution des poids et mesures. (*Ordonnance réglementaire du 18 décembre 1825, art. 18.*)

18° RIVIÈRES NON NAVIGABLES ET TORRENTS.

Ils statuent 1° sur les contestations relatives au recouvrement des rôles de répartition des sommes nécessaires pour le paiement des travaux de curage, entretien, réparations ou reconstructions des canaux et rivières non navigables, et des digues et ouvrages d'art qui y correspondent; sur les réclamations des individus imposés, et sur les contestations qui s'élèvent au sujet de la confection des travaux; 2° sur celles qui peuvent s'élever entre l'administration et les particuliers intéressés aux digues à construire, au curage et aux ouvrages d'art, le long d'un torrent ou d'une rivière non navigable; 4° sur les oppositions des particuliers à la construction des digues qui intéressent une commune en général; 4° sur les réclamations contre la répartition des dépenses occasionnées par la construction des digues et ouvrages d'art le long des mêmes rivières et torrents. (*Loi du 14 floréal an XI, art. 4.—Décret du 4 thermidor an XIII rendu pour le département des Hautes-Alpes, art. 6, 7 et 9.*)

19° SERVITUDES POUR LA DÉFENSE DE L'ÉTAT.

Les contraventions à la loi du 17 juillet 1819 relative aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État, sont portées devant les Conseils de Préfecture et jugées par eux. (*Loi citée, art. 11.*)

20° TRAVAUX PUBLICS.

Ils statuent 1° sur les difficultés qui s'élèvent entre les entrepreneurs de travaux publics et l'administration sur le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés; 2° sur les réclamations des particuliers qui se plaignent de torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs; 3° sur les demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers à raison des terrains pris ou fouillés par l'administration, pour la confection des routes ou constructions publiques; 4° sur le règlement des indemnités dues à raison des enlèvements de propriétés causés par l'exécution des travaux entrepris sous le régime de la loi du 16 septembre 1807, pour l'établissement des routes, canaux et ouvrages publics; 5° ils discutent le mérite des cautionnements offerts par les entrepreneurs des travaux militaires et donnent leur avis sur ces cautionnements. (*Loi du 28 pluviôse an VIII, art. 4.—Loi du 16 septembre 1807, art. 57.—Décret du 18 août 1810, art. unique,—Règlement du ministre de la guerre du 17 novembre 1822*).

21° TRAVAUX DE SALUBRITÉ.

Ils prononcent sur les contestations relatives aux impositions établies pour les travaux de salubrité qui intéressent les villes et les communes. (*Loi du 16 septembre 1807, art. 37.*)

22° TROUPES (habillement et équipement).

Les contestations qui peuvent s'élever entre les conseils d'administration des corps et les fabricants, à l'égard des fournitures faites pour l'habillement et l'équipement des troupes, ou sur les clauses des marchés intervenus entre le Gouvernement et les fournisseurs, sont également du ressort des Conseils de Préfecture. (*Arrêté du Gouvernement du 9 thermidor an VIII, art. 21.*)

23° UNIVERSITÉ DE FRANCE.—INSTRUCTION PRIMAIRE—
DROITS UNIVERSITAIRES.

Les Conseils de Préfecture prononcent sur les demandes en décharge ou réduction formées contre les cotisations aux rôles de la rétribution mensuelle due aux instituteurs, et sur les pourvois formés contre l'assiette de la rétribution universitaire, ou celle du droit annuel. (*Loi du 20 juin 1833, art. 14.—Ordonnance réglementaire du 16 juillet suivant, art. 11.—Loi du 24 mai 1834, art. 8.*)

24° VAPEUR (machines et chaudières à).

Ils prononcent enfin sur les oppositions formées aux auto-

risations données par les Préfets pour l'établissement des machines ou chaudières à vapeur. (*Ordonnance et régl. du 22 mai 1845, art. 11.*)

Telles sont les attributions dont les Conseils de Préfecture ont été successivement investis, si, toutefois, nous n'avons fait aucune omission en les recherchant dans l'immense quantité de lois administratives qui régissent la France, et où elles se trouvent disséminées. Elles ont été étendues et quelquefois restreintes par la jurisprudence, de telle sorte que si nous voulions présenter ici la solution de toutes les questions que la compétence a fait naître, nous excéderions de beaucoup les bornes assignées à l'étendue de cette notice.

Nous terminerons par rapporter quelques règles générales pouvant servir à résoudre les difficultés que présentent souvent les questions de compétence.

Celle des Conseils de Préfecture est soumise aux trois conditions suivantes :

Il faut 1° Que la contestation porte sur un intérêt public;

2° Que l'objet de la contestation entre dans le contentieux administratif;

3° Que l'objet du litige soit étranger aux matières exclusivement soumises à la juridiction des tribunaux ordinaires.

Enfin la juridiction des tribunaux administratifs étant toute exceptionnelle, on doit, dans le doute, s'adresser à la justice ordinaire.

Conseil Général.

Ordre des Séries pour le renouvellement triennal.

1^{re} SÉRIE.

Briançon ,	MM. Fantin , propriétaire.
Savines ,	Rivier , négociant.
Chorges ,	Provensal , maire.
St-Bonnet ,	Davin (Pierre) , propriétaire.
Serres ,	Grimaud , juge de paix.
St-Etienne-en-Dévolui ,	Massot (Th.) ☉✱ , avocat gén ^{al} .
Aspres-lès-Veynes ,	Lachau , propriétaire.
Tallard ,	Bucelle , juge au tribunal de Gap.

2^{me} SÉRIE.

Le Monétier ,	MM. Merle , officier de santé.
La Grave ,	Garnier , ancien procureur du roi.
Embrun ,	Laforgue de Bellegarde , prop. ^{re}
Rosans ,	Lagarde , maire.
La Bâtie-Neuve ,	Davin (Gustave) , propriétaire.
Orpierre ,	Faure (Valentin) , maire.
Veynes ,	Jean , juge de paix.
Laragne ,	Tournu de Ventavon , avocat.

3^{me} SÉRIE.

L'Argentière ,	MM. Rossignol , propriétaire.
Aiguilles ,	OEuf , docteur-médecin.
Orcières ,	Baille , juge de paix.
Guillestre ,	Berthelot , maire.
Gap ,	Faure (Pascal) , avocat.
Barclonnnette ,	Mourès , notaire.
Ribiers ,	Chauvet , fils , propriétaire.
St-Firmin ,	Blanc , procureur du roi à Gap.

Sous-Préfectures.

Arrondissement de Gap.

L'arrondissement chef-lieu est administré par M. le Préfet.

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT.

Ordre des séries pour le renouvellement triennal.

1^{re} SÉRIE.

Orpierre ,	MM. Bertrand , greffier.
Ribiers ,	Abel , notaire.
St-Firmin ,	Lagier , avocat.
Veynes ,	Lambert , maire.
Aspres-lès-Veynes ,	Morgan , notaire.
Tallard ,	Faure , notaire.
Laragne ,	Delamorte-Féline , juge de paix .

2^{me} SÉRIE.

Gap ,	MM. Chaix , notaire.
St-Bonnet ,	Martin , propriétaire.
Rosans ,	Montlahuc , notaire.
Serres ,	Bellier , maire.
La Bâtie-Neuve ,	Provensal, sup. ^t du juge de paix.
Barcelonnette ,	Faure , avoué.
St-Étienne-en-Dévolui ,	Bernard , notaire.

Arrondissement d'Embrun.

M. GUINOT , Sous-Préfet.

M. Pevet, chef de bureau.

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT.

1^{re} SÉRIE.

Savines ,	MM. Doutre, greffier.
	Albert , négociant.
Chorges ,	Bertrand, juge de paix.
	Allard, substitut du proc. ^r du roi.

2^{me} SÉRIE.

Embrun ,	MM. Long, juge.
	Cezanne, notaire.
Orcières ,	Fourrat , juge de paix.
Guillestre ,	Curnier - Lavalette , rentier.
	Roux-Duraffour , notaire.

Arrondissement de Briançon.

M. FILHOL, Sous-Préfet.

M. Détra, chef de bureau.

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT.

1^{re} SÉRIE.

Aiguilles ,	MM. Audier, avoué.
	Puy, notaire.
L'Argentière ,	Rossignol , avoué.
	Queyras, aubergiste.

2^{me} SÉRIE.

Briançon ,	MM. Turin , pharmacien.
	Chaix , rentier.
Le Monétier ,	Prat, fabricant de bonnets.
	Astier, entrep ^r de travaux pub.
La Grave ,	Poyat, ex-notaire.

Maires et Adjoints du département.

TABLEAU Présentant le nom des communes du département, leur population d'après le recensement de 1841, le nom des Maires et Adjoints, et le nombre des Conseillers municipaux de chaque commune.

Arrondissement de Gap.

MAIRIE DE GAP.

POPULATION totale de la commune de Gap, 8,599, y compris 855 de population flottante.

POPULATION agglomérée. 6,337.

Nombre de Conseillers municipaux. 23.

M. ROUBAUD ✱, Elisée, Maire.

M. ALLIER, Alfred, 1^{er} Adjoint.

M. DISDIER, Prosper, 2^e Adjoint.

Conseillers Municipaux suivant l'ordre d'inscription au tableau.

MM.

Roubaud, Elisée, propriétaire.
André, juge d'instruction.
Amat, fils, avocat.
Faure, avocat.
Blanc-Subé, avoué-licencié.
OEuf, docteur-médecin.
Callandre, négociant.
Aubert, maître de poste.
Bucelle, juge.
Blanc, docteur-médecin.
Paul, avocat.
Mondet, avoué-licencié.

MM.

Eynaud, cond. des p. et chauss.
Labastie, vice-président du trib.
Pellegrin, empl. à la recette gén.
Allier, Alfred, Imprimeur.
Pascal, cirier.
Rouy, négociant.
Ailhaud, négociant.
Disdier, Prosper, ex-notaire.
Moynier-du-Bourg, ✱ présid.^t
Izoard, ex-avoué.
N.

COMMUNES.	POPULATION.	MAIRES.	ADJOINTS.	NOMBRE de conseillers.
-----------	-------------	---------	-----------	------------------------

CANTON D'ASPRES-LÈS-VEYNES.

Agnielles.	232 Bertrand.	Michel.	10
Aspremont.	612 Verdier.	Pipet.	12
ASPRES-LÈS-VEYNES.	800 Lachau, notaire	Reynaud.	12

COMMUNES.	POPULATION.	MAIRES.	ADJOINTS.	NOMBRE de conseillers
-----------	-------------	---------	-----------	-----------------------

Suite du CANTON D'ASPRS-LÈS-VEYNES.

Beaume (la).	628	Begou.	Oddos.	12
Beaume-Haute (la).	95	Brun.	Genonin.	10
Faurie (la).	761			12
Montbrand.	428	Oddou, Louis.	Oddou, Louis.	10
St-Julien-en-Beauchêne.	700	Rougier.	Jean.	12
St-Pierre-d'Argençon.	459	Marin.	Marcellin.	10

CANTON DE BARCILONNETTE.

BARCILONNETTE.	345	Pascal.	Blanc.	10
Esparron.	285	Isnard.	Favier.	10
Vitrolles.	413	Martel.	Amieu.	10

CANTON DE LA BATIE-NEUVE.

Avançon.	672	Honnoré.	Dusserre.	12
BATIE-NEUVE (la)	830	Provensal.	Richard.	12
Bâtie-Vieille (la)	247	Eyraud.	Gertoux.	10
Montgardin.	422	Hermitte.	Michel.	10
Rambaud.	285	Rougni.	Pascal.	10
Rochette (la).	327	Coustier.	Rougni.	10
St-Etienne-d'Avançon.	309	Bertrand, Jh.	Bertrand, Barth	10
Valserrres.	492	Peaurroy.	Picard.	10

CANTON DE GAP.

Chaudun.	137	Laurens.	Chaix.	10
Ereissinouse (la).	355	Marin.	Guerin.	10
Manteyer.	654	Leautier.	Pellenq.	12
Pelleautier.	455	Pellet.	Queyrel.	10
Rabou.	372	Orcières.	Orcières.	10
Roche (la).	1016	Chaix.	Mondet.	12
Romette.	502	Jouglar.	Feraud.	12

CANTON DE LARAGNE.

Eyguians.	133	Vachier.	Lombard.	10
LARAGNE.	793	Amat.	Garcin.	12
Lazer.	304	Ducros.	Amat.	10
Monétier-Allemond(le)	234	Vollaire.	Roche.	10

COMMUNES.	POPULA- TION.	MAIRES.	ADJOINTS.	NOMBRE de conseillers
-----------	------------------	---------	-----------	-----------------------------

Suite DU CANTON DE LARAGNE.

Montéglin.	100	Long.	Truphème.	10
Poët (le).	547	Fournier.	Donnet.	12
Upaix.	715	Carle.	Poincellet.	12
Ventavon.	1026	Rouit.	Blayer.	12

CANTON D'ORPIERRE.

Etoile.	168	Chauvet.	Roux.	10
Lagrand.	249	Jullien.	Brun.	10
Nossage et Bénévent.	76	Faure.	Hugues.	10
ORPIERRE.	872	Faure.	Michel.	12
Sainte-Colombe.	445	Roustan.	Girousse.	10
Saint-Cyrice.	71	Richaud.	Reynaud.	10
Saléon.	240	Brun.	Bertrand.	10
Trèscleoux.	476	Samuel.	Vercueil.	10

CANTON DE RIBIERS.

Antonaves.	275	Landigeois.	Garcin.	10
Barret-le-Bas.	523	Sarlin, Jh-Rom.	Sarlin, Fr-Paul.	12
Barret-le-Haut.	120	Armand.	Bompard.	10
Château-Neuf-de-Chabre.	207	Abel-du-Plan (0✱)	Torniaire.	10
Eourres.	567	Audibert.	Michel.	12
Pomet.	260	Mathieu.	Moulet.	10
RIBIERS.	1397	Gonsaud.	Moulet.	12
Saint-Pierre-Avez.	283	Armand.	Sarlin.	10
Salérans.	435	Moulet.	Gabriel.	10

CANTON DE ROSANS.

Bruis.	450	Bompard.	Lombard.	10
Chanousse.	242	Marrou.	Clavel.	10
Montjai.	448	Chauvet.	Rabasse.	10
Moydans.	201	Jean.	Philibert.	10
Ribeyret.	483	Roux.	Lombard.	10
ROSANS.	816	Lagarde.	Montlahuc.	12
St-André-de-Rosans.	700	Cousin.	André.	12
Sainte-Marie.	179	Bompard.	Girousse.	10
Sorbiers.	162	Dupoux.	Gabert.	10

Maires et Adjoints.

LXI

COMMUNES.	POPULA- TION.	MAIRES.	ADJOINTS.	NOMBRE de conseillers.
-----------	------------------	---------	-----------	------------------------------

CANTON DE SAINT-BONNET.

Ancelle.	1165	Escallier, André	Espitallier.	12
Bénévent et Charbillac	575	Grimaud.	Davin.	12
Buissard.	194	Blanc.	Rambaud.	10
Chabottes.	714	Caffarel.	Jousselme.	13
Chabottonnes.	157	Mouren.	Arnaudon, ad. sp	10
Costes (les).	296	Reynaud.	Nicolas.	10
Fare (la).	454	Meyer.	Escalle.	10
Forest-St-Julien.	475	Cesmat.	Davin.	10
Infournas (les).	154	Maurel.	Rambaud.	10
Laye.	396	Ollivier.	Grimaud.	10
Molines.	163	Escalle.	Martin.	10
Motte (la).	427	Rambaud.	Aubert.	10
Noyer (le).	969	Beaume.	Davin.	10
Poligny.	779	Reynaud.	Rencurel.	12
SAINT-BONNET.	1790	Martin ✱.	Mouren.	12
Saint-Eusèbe.	556	Faure.	Gaillaud.	16
St-Julien-en-Champsaur.	649	Grimaud.	Gaillard.	12
Saint-Laurent.	1066	Blanc.	Motte.	12
Saint-Léger.	276	Garnier.	Meyer.	12
St-Michel-de-Chaillol.	538	Faure.	Garnier.	10
			Escallier.	12

CANTON DE SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUI.

Agnières.	430	Laurens.	Aurouse.	10
Cluse (la).	384	Meyzenq.	Saulce.	10
Saint-Disdier.	570	Vallet.	Chaillol.	12
Saint-Etienne-en-Devolui.	730	Gontard.	Oddou.	12

CANTON DE SAINT-FIRMIN.

Aspres-lès-Corps.	617	Bellon.	Calvat.	12
Aubessagne.	923	Gonsolin.	Gras-la-Combe.	12
Clémence-d'Ambel.	354	Dumas.	Galland.	10
Glaizil (le)	580	Brunet.	Dagany.	12
Guillaume-Peyrouse.	501	Enfoux.	Gueydan.	12
SAINT-FIRMIN.	1168	Long.	Catelan.	12
Saint-Jacques.	592	Martin.	Gonsolin.	12
Saint-Maurice.	407	Eymar.	Bernou.	10
Villar-Loubière.	252	Galland.	Galland.	10

COMMUNES.	POPULA- TION.	MAIRES.	ADJOINTS.	NOMBRE de conseillers.
-----------	------------------	---------	-----------	------------------------------

CANTON DE SERRES.

Bâtie-Mont-Saléon (la)	384	Martin.	Bercier.	10
Bersac (le).	203	Brun.	Brun.	10
Epine (l').	600	Roustan.	Jean.	12
Méreuil.	216	Chauvet.	Gros.	10
Montclus.	253	Denizot.	Arlaud.	10
Montmorin.	701	Denizot.	Correard.	12
Montrond.	95	Brouchon-Pavorel.	Lombard.	10
Pierre (la).	445	Laurens.	Delaup.	10
Saint-Genis.	249	Barniaudi.	Lombard.	10
Savournon.	658	Faure.	Lombard.	12
SERRES.	1088	Bellier.	Reppelin.	12
Sigottier.	328	Reynaud.	Lombard.	10

CANTON DE TALLARD.

Château-Vieux.	261	Goudet.	Taix.	10
Fouillouse.	219	Borel.	Borel.	10
Jarjayes.	560	Marin.	Gleise.	12
Lardier et Valença.	557	Millon.	Meyère.	12
Lettret.	121	Laffrey.	Rieard.	10
Neffes.	413	Queyrel.	Queyrel.	10
Saulce (la).	769	Chevaly.	Michel.	12
Sigoyer.	798	Robert.	Rambaud.	12
TALLARD.	1181	Ferrier.	Mourès.	12

CANTON DE VEYNES.

Chabestan.	280	Disdier.	Espié.	10
Château-Neuf-d'Oze.	136	Blanc.	Grimaud.	10
Châtillon-le-Désert.	92	Pons.	Borel.	10
Clausonne.	59	Pelloux.	Vollaire.	10
Furmeyer.	240	Oddou.	Patras.	10
Montmaur.	718	Eymery.	Piot.	12
Oze.	179	Anglès.	Millon.	10
Saint-Auban-d'Oze.	201	Bermond.	André.	10
Saix (le).	344	Marcellin.	Gai.	10
VEYNES.	1859	Lambert.	Combassive.	16

Arrondissement d'Embrun.**MAIRIE D'EMBRUN.**

POPULATION totale de la commune d'Embrun, 4,373, y compris 1,368 de population flottante.

POPULATION agglomérée. 3,742.

Nombre de Conseillers municipaux. 21.

M. JEANNEAU-LAGRAVE, Maire.

M. BOUCHET, 1^{er} Adjoint.

M. CHABRE, 2.^e Adjoint.

Conseillers Municipaux suivant l'ordre d'inscription au tableau.

MM.	MM.
Fourrat, notaire.	Laforgue-de-Bellegarde, propr.
Bouchet, avocat.	Ferrari, entrepreneur.
Chapuzet, pharmacien.	Chabre, avoué.
Miollan, propriétaire.	Mathieu, fils, propriétaire.
Rivier, propriétaire.	Cezanne, marchand.
Catier, propriétaire.	Nicolas, président du tribunal.
Berthelot, vérificat. de l'enregist.	Catier, cond. des p. et chaussées
Bonnaffoux, père, propriétaire.	Champsaur, conserv. des hypoth.
Bucelle, propriétaire.	Arnoux, propriétaire
Bouteille, propriétaire.	Jeanneau-Lagrange, avoué-lic.
Bonnaffoux, propriétaire.	

COMMUNES.	POPULATION.	MAIRES.	ADJOINTS.	NOMBRE de conseillers.
-----------	-------------	---------	-----------	------------------------

CANTON DE CHORGES.

Breziers.	637	Eyssautier.	Rougier.	12
CHORGES.	1891	Provensal.	Masson.	16
Espinasses.	471			10
Prunières.	406	Tourcier.	Garnier.	10
Remollon.	605	Achard.	Disdier.	12
Rochebrune.	286	Allard.	Giraud.	10
Rousset.	169	Barneoud.	Maudhuit.	10
Théus.	537	Meissonnier.	Achard.	12

COMMUNES.	POPULA- TION.	MAIRES.	ADJOINTS.	NOMBRE de conseillers.
-----------	------------------	---------	-----------	------------------------------

CANTON D'EMBRUN.

Baratier.	300	Didier.	Philip.	10
Château-Roux.	1747	Garcin.	Mottet.	16
Crévoux.	520	Chastan.	Jamon.	12
Crottes (les).	1459	James.	Joubert.	12
Orres (les).	1108	Lagier.	Fortoul.	12
Saint-André.	974	Bertrand.	Jouvenne.	12
Saint-Sauveur.	933	Cezanne.	Marseille.	12

CANTON DE GUILLESTRE.

Ceillac.	841	Fournier.	Guerin.	12
Champcella.	713	Colomb.	Anthouard.	12
Eygliers.	755	Bonnardel-Argenti.	Argence.	12
Freissinières.	898	Berthalon.	Rippert.	12
GUILLESTRE.	1759	Berthelot.	Contier.	17
Mont-Dauphin. (1)	669	Michel.	Ailhaud, adj. sp.	10
Réotier.	566	Domeny.	Agnel.	12
Risoul.	909	Brun.	Bourcel.	12
Saint-Clément.	631	Roux.	Jourdan.	12
Saint-Crépin.	1154	Albrand.	Agnel.	12
Vars.	954	Bonnabel.	Roux-Duraffour fils	12
			Rostan.	12

CANTON D'ORCIÈRES.

Champoléon.	714	Giraud.	Moynier.	12
ORCIÈRES.	1477	Charrière-Rond	Roussin-Bouchard.	12
St-Jean-St-Nicolas.	783	Faure.	Martin-Laugier	12

CANTON DE SAVINES.

Puy-Saint-Eusèbe.	582	Céard.	Ollivier.	10
Puy-Sanières.	252	Michel.	Bouteille.	10
Réalon.	923	Peyron.	Gleize.	12
Saint-Appollinaire.	163	Bosq.	Garcier.	10
Sauze (le).	323	Piole.	Michel.	10
SAVINES.	1153			12

(1) Y compris 282 de population flottante.

Arrondissement de Briançon.**MAIRIE DE BRIANÇON.**

POPULATION totale de la commune de Briançon, 4,301, y compris 1,096 de population flottante.

POPULATION agglomérée. 1,884.

Nombre de Conseillers municipaux. 21.

M. VINCENT, Maire.

M. GIRAUD, 1^{er} Adjoint.

M. CARLHIAN, 2.^e Adjoint

Conseillers Municipaux suivant l'ordre d'inscription au tableau.

MM.
 Vincent, avoué-licencié.
 Turin, pharmacien.
 Cot, boulanger.
 Giraud, notaire.
 Faure, propriétaire.
 Rey, notaire.
 Arduin, négociant.
 Travail, marchand.
 Vallier, propriétaire.
 Hugues, cafetier.
 Rossignol, avoué.

MM.
 Carlhian, pharmacien.
 Michel, propriétaire.
 Blanchard, propriétaire.
 Bourcier, propriétaire..
 Voiron, propriétaire.
 Guerin, avoué.
 Carlhian, cabaretier.
 Fine, propriétaire.
 Gerard, huissier.
 Albert, propriétaire.

COMMUNES.	POPULA- TION.	MAIRES.	ADJOINTS.	NOMBRE de conseillers.
-----------	------------------	---------	-----------	------------------------------

CANTON D'AIGUILLES.

Abriès.	1616	Bourcier.	Héritier-Chaffr. fils	17
AIGUILLES.	833	Jouve.	Chaillol. adj. sp.	12
Arvieux.	1016	Meissimili.	Gorlier.	12
Château-Ville-Vieille. ⁴	1326	Puy.	Philip.	12
Molines.	1005	Garcin.	Rosan.	12
Ristolas.	618	Brun.	Roux.	12
Saint-Véran.	874	Meissimili.	Gerard.	12
			Gendre.	12

⁴ Y compris 108 de population flottante.

COMMUNES.	POPULA- TION.	MAIRES.	ADJOINTS.	NOMBRE de conseillers.
-----------	------------------	---------	-----------	------------------------------

CANTON DE L'ARGENTIÈRE.

ARGENTIÈRE. (l')	1253	Giraud, Jn-Ant.	Giraud, Pierre.	12
Pisse (la).	850	Gerard.	Rosignol.	12
Puy-Saint-Vincent.	790	Jayme.	Roulx.	12
Roche (la).	845	Queyras.	Hodoul.	12
St.-Martin-de-Queyrières.	1424	Violin.	Colomban.	12
Vallouise.	1193	Lagier-Bertrand	Alphand.	12
Vigneaux (les).	486	Melquiond.	Sette.	10

CANTON DE BRIANÇON.

Cervièrès.	825	Faure.	Faure-Geors.	12
Mont-Genèvre.	410	Rochas.	Merle.	10
Névache.	918	Ize.	Vallier.	12
Puy-Saint-André.	575	Faure-Geors.	Barneoud-Arnoulet	12
Puy-Saint-Pierre.	437	Berard.	Laurent.	10
Val-des-Prés.	725	Vallier.	Mondet.	12
Villar-Saint-Pancrace.	1009	Faure.	Nicolas, fils.	12

CANTON DE LA GRAVE.

GRAVE (la).	1819	Mallein.	Gerard.	16
Villar-d'Arène.	485	Clot.	Gonnet.	10

CANTON DU MONÉTIER.

Monétier (le).	2797	Bellier, Claude.	Bellier, 1 ^{er} .	21
Saint-Chaffrey.	1247	Jourdan.	Brutinel. 2 ^c .	12
Salle (la).	1348	Raby.	Astier.	12
			Chaix.	12

RÉCAPITULATION de la population par arrondissements et par cantons.

CANTONS DE L'ARRONDISSEMENT DE GAP.

Aspres-lès-Veynes.	4715	Rosans.	3681
Barcelonnette.	1045	Saint-Bonnet.	11793
Bâtie-Neuve (la).	3585	St-Etienne-en-Dévolui.	2114
Gap.	12090	Saint-Firmin.	5594
Laragne.	3852	Serres.	5220
Orpierre.	2597	Tallard.	4879
Ribiers.	4067	Veynes.	4108

CANTONS DE L'ARROND. D'EMBRUN. | CANTONS DE L'ARROND. DE BRIANÇON.

Chorges.	5002	Aiguilles.	7288
Embrun.	11414	Argentière (l').	6821
Guillestre.	9849	Briançon.	9200
Orcières.	2974	Grave (la).	2504
Savines.	3202	Monétier (le).	5392

TOTAL DE LA POPULATION PAR ARRONDISSEMENTS.

ARRONDISSEMENT DE GAP . . . 69,138.

D'EMBRUN. . . 32,441.

DE BRIANÇON. . . 31,005.

TOTAL de la population du Département. . 132,584.

Gardes Nationales du département.

Les gardes nationales des Hautes-Alpes se composent de 3 bataillons communaux ;

183 compagnies } isolées ;
28 subdivisions }

3 compagnies d'artillerie ;

2 subdivisions *id.*

3 compagnies de sapeurs-pompiers ;

1 subdivision de compagnie de cavalerie.

Ces divers cadres présentent un effectif de 21,313 hommes.

ARRONDISSEMENT DE GAP.

1 Bataillon communal à Gap, effectif, compris les armes spéciales. 645 hom.

MM. N. chef de bataillon.

N. adjudant-major.

N. chirurgien aide-major.

De Cazeneuve (Jules), lieutenant commandant l'artillerie.

Chaix (Charles-Aimé), capitaine de la compagnie de sapeurs-pompiers.

Sibourd (Joseph-Mathieu), capitaine de grenadiers.

Jeffredo (Paul), capitaine de la 1^{re} compagnie.

Allier (Edouard), *id.* 2^{me} *id.*

Marchon (Jean), *id.* 3^{me} *id.* rurale.

Foulque (Honoré), *id.* 4^{me} *id.* *id.*

Roux (Louis-Augus.), *id.* de voltigeurs.

Compagnies ou subdivisions de compagnies isolées ensemble. 9,928 hom.

ARRONDISSEMENT D'EMBRUN.

1 Bataillon communal à Embrun, effectif, compris les armes spéciales 616 hom.

MM. N. chef de bataillon.

N. adjudant-major.

N. chirurgien aide-major.

Rivier (Paul-Jean-Baptiste), capitaine commandant l'artillerie.

Ferrari (Barthelemy), capitaine de la compagnie de sapeurs-pompiers.

Guigues (Étienne), capitaine de grenadiers.

Bouchet (Jean-Louis), avocat, capitaine de la 1^{re} comp^e.

Bonnaffoux (Jean-Jacques), *id.* 2^{me} *id.*

Gauthier (Jean-Pierre), *id.* de voltigeurs.

Laforge de Bellegarde, lieutenant commandant la subdivision de cavalerie.

Compagnies ou subdivisions de compagnies isolées, ensemble. 4,804 hom.

ARRONDISSEMENT DE BRIANÇON.

1 Bataillon communal à Briançon, effectif, compris les armes spéciales. 500 hom.

MM. Rossignol (Jacques-Alexis), chef de bataillon.

N. adjudant-major.

N. chirurgien aide-major.

Arduin (Adolphe), capitaine commandant l'artillerie.

Albert (Chaffrey), capitaine de grenadiers.

Garde Nationale du département.

LXIX

MM. Audier (Simon), *id.* de la 1^{re} compagnie.
Turin (Honoré), *id.* 2^{me} *id.*
Faure (Marcellin), *id.* de voltigeurs.

Compagnies ou subdivisions de compagnies isolées, ensemble. 4,822 hom.

Sur l'effectif total de 21,315 gardes nationaux, il y en a 4,884 armés.

622 équipés.

1,424 en uniforme.

ORGANISATION RELIGIEUSE.

Evêché de Gap.

VAPINCUM, évêché érigé dans le 4^{me} siècle, suffragant d'Aix.

Le département des Hautes-Alpes forme l'arrondissement de ce diocèse.

Mgr Louis ROSSAT, né à Lyon le 8 décembre 1789, sacré à Lyon, dans l'église primatiale, le 14 février 1841, évêque de Gap.

VICAIRES GÉNÉRAUX :

MM. Borel, } *Agréés par le Roi.*
Rossat, }

SECRÉTARIAT.

MM. James, chanoine honoraire, secrétaire général.
Féréoud, prêtre, pro-secrétaire.

CHAPITRE DE LA CATHÉDRALE.

NOTRE-DAME et SAINT-ARNOUX. (Rit parisien).

CHANOINES TITULAIRES (1).

MM. Jullien.	MM. Voyron.
Blanc.	Dusserre-Telmont.
Roul.	Callandre.
Boisserang.	Fournier.
Garagnon.	

(1) La cure est réunie au chapitre par ordonnance royale du 26 oct. 1823.

FABRIQUE DE LA CATHÉDRALE.

Mgr l'Évêque, président.	MM. Moynier-du-Bourg ✱.
MM. Rossat, vice-président.	Pinet de Manteyer.
Jullien.	Eyraud.
Blanc.	Chérias.
Garagnon.	Lamarche.
Voyron ✱, trésorier.	Dupuy.

SÉMINAIRE DIOCÉSAIN, A GAP.

MM. Chabrand, supérieur, <i>vic. général honor.</i>
Dusserre-Telmont, <i>chanoine</i> , trésorier.

Directeurs et Professeurs.

MM. Blanchard, <i>chanoine honor.</i> , direc., profes. de morale.
Chabrier, <i>chan. honor.</i> , directeur, économ.
Joubert, <i>chan. honor.</i> , direct., professeur de dogme.

ÉCOLE SECONDAIRE ECCLÉSIASTIQUE, A EMBRUN.

Autorisée par ordonnance royale du 28 septembre 1828.

MM. N.	supérieur, économ.
Bompard,	professeur de philosophie.
Rabasse, —	de mathématiques.
Repelin, —	de rhétorique.
Fayzande, —	de seconde.
Mônier, —	de troisième.
Gaillaud, —	de 4 ^{me} et 5 ^{me} .
Colas, —	de 6 ^{me} et 7 ^{me} .
Agnel,	maître d'études.

Cures du département.

Le département des Hautes-Alpes renferme 4 cures de première classe, 24 de deuxième, 196 succursales et 20 vicariats payés par le trésor.

Arrondissement de Gap.

CURES.	CURÉS.
Aspres,	MM. Lagier.
GAP,	Jullien.
La Bâtie-Neuve,	Argence.
Laragne,	Gévaudan.

CURÉS.

Orpierre,
Ribiers,
Rosans,
St-Bonnet,
St-Etienne-en-Dévolui,
St-Firmin,
Serres,
Tallard,
Ventavon,
Veynes,
Vitrolles,

CURÉS.

MM. Tholozan.
Reynier.
Richier.
Bleinc.
Barbier.
Roman.
Allard.
Fournier.
Guigues.
Martin.
Nicolas.

Arrondissement d'Embrun.

CURÉS.

Chorges,
EMBRUN,
Guillestre,
Orcières,
Savines,

CURÉS.

MM. Eymard.
Rossignol ✱.
Alberton.
Gendre.
Michel.

Arrondissement de Briançon.

CURÉS.

Abriès,
Aiguilles,
Argentière (l'),
BRIANÇON,
Grave (la),
Monétier (le),

CURÉS.

MM. Buez.
Hodoul.
Magnan.
Colombet.
Lagier.
Tane.

Culte Protestant.

Eglise Consistoriale d'Orpierre.

PERSONNEL.

MM. d'Aldebert, pasteur à Orpierre président du consistoire;
Krüger, pasteur à Saint-Laurent;
Ehrman, id. à Aspre-lès-Veynes;
Duran, id. à Freissinières;
Saltet, id. à Arvieux.

ORDRE JUDICIAIRE.

Le département des Hautes-Alpes est dans le ressort de la cour royale de Grenoble.

MAGISTRATS PRÈS LA COUR ROYALE.

PREMIER PRÉSIDENT.

M. NADAUD (O ✱).

PRÉSIDENTS.

MM. DUBOYS ✱.

FORNIER ✱.

DE NOAILLES ✱.

NICOLAS ✱.

CONSEILLERS.

MM. Bertrand d'Aubagne.

Maurel de Rochebelle, fils.

Mayol de Lupé.

Burdet.

Gonssolin.

De Bernard (Alex.) ✱.

De Galbert.

De Bouillane-Lacoste.

Paganon.

Marion.

Berlioz ✱.

Vincendon ✱.

Ferrier de Montal.

Duport-Lavillette ✱.

MM. Bernard (Adolphe).

Royer (C.) ✱.

Rolland.

Cheminade (O ✱).

Nicollet ✱.

Piat-Desvial.

Fouché-Prunelle.

Rey.

Imbert-Desgranges.

Charmeil.

Lombard.

Honoraire.

Bruno Bontoux.

Parquet.

PROCUREUR GÉNÉRAL DU ROI.

M. N. . . .

AVOCATS GÉNÉRAUX.

MM. Blanchet ✱.

Bonnard.

M. Bigillion.

SUBSTITUTS DE M. LE PROCUREUR GÉNÉRAL.

M. Fiereck.

M. Almeras-Latour.

GREFFIER EN CHEF.

M. Pigeron.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES.

COUR D'ASSISES.

Les assises du département des Hautes-Alpes se tiennent à Gap. La cour d'assises est composée d'un membre de la cour royale nommé par M. le Gardé des Sceaux et, à son défaut, par M. le premier Président de la cour royale, parmi les conseillers de la même cour; 2^o de deux juges pris parmi les présidents et les juges les plus anciens du tribunal de première instance séant à Gap.

Les fonctions du ministère public, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par M. le Procureur général, sont remplies par les membres du parquet du tribunal de Gap.

La tenue des assises a lieu tous les trois mois; elles peuvent se tenir plus souvent, si le besoin l'exige.

Le jour où les assises doivent s'ouvrir est fixé par M. le premier Président de la cour royale: elles ne sont closes que lorsque toutes les affaires qui étaient en état, lors de leur ouverture, y ont été portées.

Arrondissement de Gap.

Tribunal de première instance.

PRÉSIDENT.

M. Moynier-Dubourg ✱.

VICE-PRÉSIDENT.

M. Labastie.

JUGES.

MM. Chérias.

MM. Dupuy.

Martin.

De Cazeneuve.

Toscan-Duplantier.

André, juge d'instruction.

Bucelle, fils.

JUGES SUPPLÉANTS.

MM. Blanc-le-jeune.

MM. Chérias, fils..

Paul.

N.

PROCUREUR DU ROI.

M. Blanc (Joseph).

SUBSTITUTS.

M. Boissard.

M. Vincendon.

GREFFIER.

M. Bosse.

COMMIS-GREFFIERS.

M. Carle.

M. Bosse, neveu.

*Organisation des Chambres du Tribunal.***PREMIÈRE CHAMBRE.**

MM.

Moynier-Dubourg ✱, présid.

Chérias.

Martin.

Bucelle.

Suppléants.

Blanc-le-jeune.

Paul.

Avocat du Roi.

Boissard.

DEUXIÈME CHAMBRE.

MM.

Labastie, vice-président.

Toscan-Duplantier.

Dupuy.

De Cazeneuve.

André.

Suppléants.

Chérias, fils.

N.

Avocat du Roi.

Vincendon.

Indication des jours d'audience et de la distribution des affaires

1^o La première Chambre donne audience les lundi, mardi et mercredi de chaque semaine pour les causes civiles de quelque nature qu'elles soient. Néanmoins les expropriations forcées et les incidents qui se rapportent à ces sortes de procédures sont exclusivement portés à l'audience du mercredi.

Cette Chambre se réunit encore le jeudi de chaque semaine pour les jugements à rendre sur rapport, sur mémoire et sur requête, pour la continuation des plaidoiries dans les causes commencées aux audiences précédentes, pour s'occuper des causes plaidées et renvoyées à un examen particulier et pour entendre les rapports du juge d'instruction s'il y a lieu.

2^o La deuxième Chambre donne audience chaque semaine, savoir, le jeudi pour les affaires correctionnelles poursuivies à la requête du ministère public et pour les causes d'appel des jugements rendus en matière correctionnelle par les tribunaux d'Embrun et de Briançon.

Le vendredi pour la continuation des affaires qui n'auront pu être expédiées le jeudi et pour celles qui n'auront pu trouver place ledit jour; pour les affaires correctionnelles à la requête des parties civiles; pour les causes de commerce; pour les causes civiles renvoyées à cette Chambre, et pour les contestations qui s'élèvent dans les ordres dont les membres de cette chambre sont commissaires.

Néanmoins le premier vendredi de chaque mois est spécialement réservé au jugement des affaires à la requête de l'administration forestière.

Le samedi pour les appels des jugements rendus en simple police et pour la continuation des affaires commencées et non expédiées la veille et en cas d'insuffisance pour les affaires ordinaires du rôle.

Au dernier samedi de chaque mois seront portées les causes d'appel en matière forestière et les affaires de la même administration qui à une première audience auront nécessité un renvoi.

Cette Chambre se réunira le mercredi pour entendre les rapports du juge d'instruction, s'il y a lieu ; pour la continuation des plaidoiries dans les affaires commencées, et pour s'occuper des causes plaidées et renvoyées à un examen particulier.

(N. B.) Les audiences des lundi et mardi commencent à deux heures après midi, seulement depuis le premier novembre jusques aux fêtes de Pâques ; toutes les autres audiences commencent à neuf heures du matin.

AVOCATS.

MM. Faure, bâtonnier.
Blanc-le-jeune.
Paul.
Chérias.
Espié.

MM. Lagier.
Blanc (Xavier).
Amat ✱, père.
Amat, fils.
Augier.

AVOCATS STAGIAIRES.

M. Limpicki.

M. Leautier.

CONSEIL DE DISCIPLINE.

MM. Faure, bâtonnier.
Blanc (Xavier).
Paul.

MM. Espié.
N.

AVOUÉS.

MM. Amat ✱, licencié ayant
droit de plaider.
Marchon
Blanc-Subé, licencié.
Faure (Hyacinthe), licen.

MM. Charnier.
Gaduel, licencié.
Templier.
Mondet, licencié.

CHAMBRE DES AVOUÉS.

MM. Amat, président.
Faure, rapporteur.

MM. Blanc-Subé, secrétaire.
Marchon, syndic.

JUSTICES DE PAIX.

Aspres-lès-Veynes. MM. Jean, juge ; Veyne, greffier.
Audiences : Mercredi et samedi, à neuf heures du matin.

Barcelonnette. MM. Augier, juge ; Pascal, greffier.

Audiences : Mardi et vendredi, à dix heures du matin.

La Bâtie-Neuve. MM. Bertrand, juge ; Meyssonier, greffier.

Audiences : Jeudi et vendredi, à dix heures du matin.

GAP. MM. Micoud, juge ; Galvin, greffier.

M. Legrand, commissaire de Police, remplissant les fonctions du ministère public près le tribunal de simple police.

MM. Charnier et N. , agents de Police.

Audiences : mercredi et samedi, à dix heures du matin.

Laragne. MM. Delamorte-Féline, juge ; Caillet, greffier.

Audiences : Jeudi et samedi, à neuf heures du matin.

Orpierre. MM. Taxis-du-Poët, juge ; Bertrand, greffier.

Audiences : Mercredi et samedi, à neuf heures du matin.

Ribiers. MM. Chaix, juge ; Pellegrin, greffier.

Audiences : jeudi et samedi, à neuf heures du matin.

Rosans. MM. Chauvet, juge ; Joubert, greffier.

Audiences : mercredi et jeudi, à dix heures du matin.

St-Bonnet. MM. Eyméoud, juge ; Maumoynier, greffier.

Audiences : mardi et samedi, à dix heures du matin.

St-Etienne-en-Dévolui. MM. Carnal, juge ; Michel, greffier.

Audiences : mercredi et samedi, à dix heures du matin.

St-Firmin. MM. Lamotte, juge ; Blanc, greffier.

Audiences : mercredi, à dix heures du matin.

Serres. MM. Grimaud, juge ; Moulin, greffier.

Audiences : mardi et samedi, à huit heures du matin.

Tallard. MM. Jacquemet, juge ; Carle, greffier.

Audiences : mardi et vendredi, à neuf heures du matin.

Veynes. MM. Boisserenc ✱, juge ; Corréard, greffier.

Audiences : lundi et jeudi, à neuf heures du matin.

HUISSIERS.

Aspres-lès-Veynes. M. Rougier.

Barcelonnette. M. Burle.

Bâtie-Neuve (la). M. Rappelin.

GAP. MM. Arnoux, Clément, Faure, Sambain, Bonnardel.

Laragne. M. Garcin.

Orpierre. M. Bermond.

Ribiers. M. Arthaud.

Rosans. M. Girard.

St-Bonnet. MM. Giraud, Reynier.

St-Étienne-en-Dévolui. M. Beaume.

St-Firmin. M. Faure.

Serres. M. Achard.

Tallard. M. Martin.

Veynes. M. Arnoux, aîné.

CHAMBRE DE DISCIPLINE.

MM. Clément, syndic; Faure, trésorier; Reynier, rapporteur; Bonnardel, membre; Arnoux, aîné, secrétaire.

NOTAIRES.

Aspres-lès-Veynes. MM. Lachau, à Aspres; Margot-Duclot, à la Faurie; Bez, à Aspremont.

Barcilonnette. MM. Pascal, à Barcilonnette; Mourès, à Vitrolles.

Bâtie-Neuve (la). MM. Meissonnier, à La Bâtie-Neuve; Vieux, à Valserres.

GAP. MM. Chaix, Lesbros, Blanc (Eugène), Escalle, Augier.

Laragne. MM. Provensal, à Laragne; Carle, fils, à Upaix; Prève, à Ventavon.

Orpierre. MM. Faure (Isidore), Faure (Scipion).

Ribiers. MM. Abel, à Ribiers; Gabriel, à Eourres; Sarlin, à Barret-le-Bas; Abel, à Antonaves.

Rosans. MM. Montlahuc, à Rosans; Chauvet, fils, à Montjai.

St-Bonnet. MM. Joubert, fils, à St-Bonnet; Robin, à St-Julien; Barthelemi, à la Motte; Joubert, père, au Noyer; Robin, à Ancelle.

St-Etienne-en-Dévolui. MM. Bernard, à St-Etienne; Marin-Tabouret, à St-Didier.

St-Firmin. MM. Long, fils, à St-Firmin; Bellon, à Villar-Loubière.

Serres. MM. Bernard, Gontard, à Serres; Beynet, à Montmorin.

Tallard. MM. Soubra, Faure, fils aîné, à Tallard; Martel Lapeyrouse, à Lardier.

Veynes. MM. Verdier, Combassive.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

MM. N. , président; Faure, fils, syndic; Gontard, rapporteur; Joubert, fils, Escalle, Lesbros, membres; Blanc (Eugène), secrétaire.

Arrondissement d'Embrun.*Tribunal de première instance.***PRÉSIDENT.**

M. Nicolas.

JUGES.

M. Rubichon.

M. Robinet de Cléry, juge d'instruction.

SUPPLÉANTS.

MM. Rivier, Bouchet, N....

PROCUREUR DU ROI.

M. Bouvier.

SUBSTITUT.

M. Allard.

GREFFIER.

M. Garnier.

COMMIS GREFFIER.

M. Bernard.

Indication des jours d'audience et de la distribution des affaires.

Le mardi et le mercredi pour les affaires civiles et commerciales de toute nature.

Le jeudi, affaires correctionnelles à la requête du ministère public et de l'administration forestière.

Le vendredi, affaires correctionnelles à la requête de la partie civile.

Le samedi, audience des criées.

Les audiences depuis le 1^{er} novembre jusqu'à Pâques ont lieu à deux heures du soir et finissent à 5 heures. Le reste de l'année, elles commencent à 8 heures du matin et finissent à 11 heures.

AVOCATS.

MM. Lafont.
Bouchet.
Queyras.

MM. Didier.
Rivier.
Théus.

AVOCATS STAGIAIRES.

M. Dioque.

M. Liotard.

CONSEIL DE DISCIPLINE.

MM. Bouchet, batonnier.
Didier, secrétaire-trés.

MM. Rivier.
Théus.

AVOUÉS.

MM. Davin, licencié.	MM. Martel.
Jeanneau-Lagrave, licen.	Laurens, licencié.
Rippert.	Chabre.

CHAMBRE DES AVOUÉS.

MM. Jeanneau-Lagave, présid.	MM. Laurens, syndic.
Rippert, rapporteur.	Martel, trésorier.

JUSTICES DE PAIX.

Chorges. MM. Jean, juge; Chaix, greffier.

Audiences : Dimanche à 2 heures du soir, lundi à 10 heures du matin.

EMBRUN. MM. Fourrat, juge; Villan, greffier.

M. de Nogaret, commissaire de police, remplissant les fonctions du Ministère public près le tribunal de simple police.

Audiences : Lundi et samedi à 10 heures du matin.

Guillestre. MM. Baptiste, juge; Salva, greffier.

Audiences : Dimanche, lundi et mardi à 2 heures du soir.

Orcières. MM. Baille, juge; N.... greffier.

Audiences : Dimanche à 2 heures, jeudi à midi.

Savines. MM. Arnoux, juge; Dautre, greffier.

Audiences : Dimanche à 9 heures, mercredi à 10 heures.

HUISSIERS.

Chorges. MM. Blanc, à Chorges; Maurel, à Remollon.

EMBRUN. MM. Boyer, Chastan, Rostan, Lesbros, Blanc.

Guillestre. MM. Francou, Assaud, Porlier.

Orcières. M. Jullien.

Savines. M. Miollan.

CHAMBRE DE DISCIPLINE.

MM. Chastan, syndic; Rostan, trésorier; Lesbros, rapporteur; Blanc (d'Embrun), secrétaire; Blanc, de Chorges, membre.

NOTAIRES.

Chorges. MM. Provensal, à Chorges ; Tanc, à Rochebrune ; Morgan-Lacombe, à Remollon.

EMBRUN. MM. Fourrat, Jaquier, Ferrari, à Embrun ; Cezanne, à Saint-Sauveur.

Guillestre. MM. Sauvan, Brun, à Guillestre ; Bonnardel-Argenti, à Eygliers ; Roux-Durafour, à Saint-Crépin.

Orcières. MM. Marchand, à Orcières ; Nicolas, à St-Jean-St-Nicolas.

Savines. MM. Garnier, oncle, à Savines ; Garnier, neveu, à Puy-Saint-Euzèbe.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

MM. Cezanne, président ; Ferrary, syndic ; N.... rapporteur ; Brun, Bonnardel - Argenti, membres ; Jaquier, secrétaire.

Arrondissement de Briançon.*Tribunal de première instance.***PRÉSIDENT.**

M. Latour.

JUGES.

M. de Rochas, juge d'instruction.

M. Long.

SUPPLÉANTS.

MM. Vincent, père, Rossignol, Audier.

PROCUREUR DU ROI.

M. Colomb.

SUBSTITUT.

M. Lamarche.

GREFFIER.

M. Caire.

COMMIS GREFFIER.

M. Merle.

Jours d'audience du tribunal et matières auxquelles ils sont consacrés.

Le tribunal donne audience les lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi, excepté pendant les vacations, pour

lesquelles il y a, chaque année, une fixation particulière d'audiences.

Les audiences des lundi, mercredi, vendredi et samedi, sont ordinairement consacrées aux affaires civiles et de commerce, mais on appelle aussi, le lundi, les affaires correctionnelles à la requête des parties civiles, et le vendredi, les adjudications.

L'audience du mardi est réservée pour les affaires correctionnelles à la requête du ministère public, les affaires forestières (1^{er} et 3^e mardi de chaque mois) et des autres administrations publiques.

Les audiences commencent à deux heures précises du soir.

Le jeudi, référés à neuf heures du matin, et affaires en chambre du conseil, à deux heures du soir.

Tous les jours, à neuf heures du matin, en chambre du conseil, réponses aux requêtes et règlements de qualité.

AVOCATS.

M. Carlhian.

STAGIAIRES.

M. Vincent, fils.

Le nombre des avocats ayant toujours été insuffisant, les avoués, qui exercent près le tribunal de Briançon jouissent, depuis long-temps, du droit de plaider concurremment avec eux.

AVOUÉS.

MM. Vincent, père, licencié. MM. Martin, licencié.

Audier.

Rossignol, licencié.

Guérin, licencié.

Josserand.

CHAMBRE DE DISCIPLINE.

MM. Josserand, président.

MM. Audier, secrétaire.

Rossignol, syndic.

Vincent, père, rapporteur.

JUSTICES DE PAIX.

Aiguilles. MM. Martin, juge; Challe, greffier.

Audiences : Lundi à dix heures du matin.

L'Argentière. MM. Puy, juge; Fourrat, greffier.

Audiences : Le mardi à midi.

BRIANÇON. MM. Albert, juge; Blanchard, greffier.
Audiences : Jeudi et samedi à dix heures du matin.

La Grave. MM. Rome, juge; Bret, greffier.
Audiences : Le mardi à huit heures du matin.

Le Monétier. MM. Rey, juge; Nicolas, greffier.
Audiences : Mardi à dix heures du matin.

HUISSIERS.

Aiguilles. MM. Reynaud, à Aiguilles; Martin, à Abriès.

L'Argentière. MM. Fine, à l'Argentière; Meyer, à St-Martin-de-Queyrière; Vercellin, à Vallouise.

BRIANÇON. MM. Gignoux, Gérard, Albert, David, à Briançon.

La Grave. M. Mathonnet, à La Grave.

Le Monétier. MM. Reboul, Barral, au Monétier.

CHAMBRE DE DISCIPLINE.

MM. Gérard, syndic; Albert, trésorier; David, secrétaire;
Reboul, rapporteur; Vercellin, membre.

NOTAIRES.

Aiguilles. Martin, à Aiguilles; Puy (Jean-Pierre), à Abriès;
Puy (Antoine), à Château-Queyras.

L'Argentière. MM. N... à l'Argentière; Lagier-Bertrand,
à Vallouise; Celse, à la Roche; Daurelle, à Saint-Martin-de-Queyrières.

BRIANÇON. MM. Rey, Giraud, Faure-Brac, à Briançon;
Faure, à Névache.

La Grave. MM. Rome, à La Grave; Albert, au Villard'Arènes.

Le Monétier. Ollagnier, au Monétier; Laurençon, à St-Chaffrey.

CHAMBRE DE DISCIPLINE.

MM. Giraud, président; Faure, syndic; Ollagnier, rapporteur; Laurençon, secrétaire; Lagier-Bertrand, trésorier; Celse, Daurelle, membres.

ORGANISATION MILITAIRE.

Division Militaire.

Le département des Hautes-Alpes, est compris dans la 7^e division militaire, dont le quartier général est à Lyon.

M. le baron de LASCOURS (G ✱), pair de France, lieutenant-général, commandant la division.

M. le baron LAJARD (C ✱), intendant militaire de la division, à Lyon.

Hautes-Alpes.

M. AUVRAY (C ✱), maréchal de camp, commandant le département.

M. N. aide de camp.

Sous-intendants militaires.

M. Urich, à Gap.

M. De Faultrier, à Briançon.

PLACE D'EMBRUN.

M. Brenier (O ✱), chef de bataillon, commandant de place.

Artillerie.

M. Tortel (O ✱), colonel directeur.

Génie.

M. Louis (O ✱), colonel directeur.

M. Loppé ✱, chef de bataillon.

PLACE DE MONT-DAUPHIN.

M. Templier (O ✱), chef de bataillon, commandant de place.

Génie.

M. Pichon ✱, capitaine en 1^{re}.

M. Quiquandon, capitaine en 2^e.

PLACE DE BRIANÇON.

- M. Clément (O ✱), colonel , commandant de place.
 M. Aribert-Dufresne ✱, capitaine , adjudant de place ,
 commandant les forts.
 M. Baquet ✱, capitaine , adjudant de place.
 M. Chiffé ✱, lieutenant , adjudant de place.
 M. Laugier , adjudant sous-officier , secrétaire de place.

Artillerie.

- M. Paquet ✱, chef d'escadron , commandant.
 M. Maucherat de Longpré , capitaine , en résidence fixe.
 M. *Idem.*

Génie.

- M. Urtin ✱, chef de bataillon , commandant.
 M. Estève , capitaine en 1^{re}
 M. Vessillier , capitaine en 2^e
 M. lieutenant en 1^{re}

PLACE DU FORT-QUEYRAS.

- M. Bourguignon ✱ , capitaine , commandant de place.

RECRUTEMENT.

- M. Swanton ✱, capitaine d'état-major , commandant le
 dépôt de recrutement.
 M. Altfatter , lieutenant au 13^e d'infanterie légère , détaché
 au recrutement.

Gendarmerie Départementale.

La compagnie de gendarmerie des Hautes-Alpes , fait partie
 de la 18^e légion , dont le chef-lieu est Grenoble.

M. de FERRY-FONTNOUVELLE (O ✱), chef de légion à
 Grenoble.

La compagnie des Hautes-Alpes est composée de vingt-une
 brigades ,

MM. D'AGARD , capitaine , commandant la compagnie.

MAURICE , lieutenant , trésorier résidant à Gap.

LEMAITRE , sous-lieutenant , à la résidence de Gap.

Lieutenance de Gap.

Gap.	{ 1 ^{re} Queyrel, m.-des-logis.	} à cheval.
	{ 2. ^e Borel, brigadier.	
La Fare (aux Baraques).	Ollivier, m.-des-logis.	
Veynes	Borel, brigadier.	
Serres	Thoumazou, <i>id.</i>	
La Saulce	Thierry, <i>id.</i>	
Rosans	Mairel, <i>id.</i>	
Laragne.	N. m.-des-logis.	} à pied.
Aspres-lès-Veynes.	N. brigadier.	
Orpierre	Laurent, m.-des-logis.	
Saint-Firmin	Spitalier, brigadier.	

Lieutenance d'Embrun.

M. MICHEL, lieutenant.

Embrun.	Clere, m.-des-logis.	} à cheval.
Saint-Clément.	Chauvet, brigadier.	
Chorges.	Nicolas, <i>id.</i>	
Remollon	Richaud, <i>id.</i>	} à pied.
Guillestre	Rousseau, <i>id.</i>	

Lieutenance de Briançon.

M. BOUVIER, sous-lieutenant.

Briançon	Laquait, m.-des-logis.	} à cheval.
L'Abessée	Zuber, brigadier.	
Le Monétier.	Yves, m.-des-logis.	} à pied.
Château-Queyras.	Pascal, brigadier.	
La Grave.	Imbert, <i>id.</i>	

ADMINISTRATIONS FINANCIÈRES ET AUTRES.

Contributions Directes.

Les contributions directes se sont élevées dans le département en 1843, à un million cent soixante-cinq mille quatre cent soixante-seize francs, soixante-trois centimes,

SAVOIR :

Foncière.	854,640 82
Personnelle et mobilière.	139,049 66
Portes et fenêtres.	84,014 60
Patentes.	85,156 35 (1)
Frais d'avertissement.	2,615 20

TOTAL. 1,165,476 63

Les impositions locales non comprises dans les rôles généraux, à cinq mille deux cent vingt-deux francs vingt-six centimes, savoir :

Foncière.	4,276 53
Personnelle et mobilière.	441 75
Portes et fenêtres.	245 46
Patentes.	221 22
Frais d'avertissement.	39 30

TOTAL. 5,222 26

PERSONNEL.

M. DE MAURAIGE, directeur à Gap.

MM. Allard, inspecteur,	<i>id.</i>
Hermann, contrôleur principal,	<i>id.</i>
Gondre,	<i>id.</i> à Veynes.
Rambaud,	<i>id.</i> à Saint-Bonnet.
Giraud,	<i>id.</i> à Embrun.
Garnier,	<i>id.</i> à Briançon.
Biessy, contrôleur surnuméraire,	à Gap.

(1) Dans cette somme n'est pas compris le montant des rôles supplémentaires, dont le dernier ne sera dressé que dans le premier trimestre de 1844.

Cadastre.

M. JOURDAN, géomètre en chef à Gap.

MM. Raby, géomètre triangulateur, à la Salle.

Bernard, géomètre de 1^{re} classe, à Gap.

Guiramand, *id.* à Labâtie-Neuve.

Martel, *id.* à Upaix.

Reynaud. *id.* à St-Eusèbe.

Fouque, *id.* à Gap.

Raguin, *id.* à Gap.

Recette Générale.

M. DE BATSALLE, receveur général des finances
à Gap.

MM. Pellegrin, chef de comptabilité.

Magallon, chargé de la recette particulière de l'arrondissement chef-lieu.

Nota. Ces deux employés sont fondés des pouvoirs de M. le receveur général, et signent concuremment avec lui les actes de sa gestion.

Les bureaux sont ouverts tous les jours non fériés depuis huit heures du matin jusqu'à midi, et depuis deux heures jusqu'à cinq heures du soir.

RECEVEURS PARTICULIERS DES FINANCES.

MM. Dioque, à Embrun.

Beynet ✱, à Briançon.

M. Marchon, receveur municipal de la ville de Gap.

PERCEPTEURS.

NOMS des percepteurs.	CHEFS-LIEUX DE PERCEPTION et communes qui en dépendent.
--------------------------	--

Arrondissement de Gap.

Martin-Lavilette. *Gap.*

Davin. *La Roche. La Freissinouse, Manteyer, Montmaur, Pelleautier, Rabou.*

NOMS des percepteurs.	CHEFS-LIEUX DE PERCEPTION et communes qui en dépendent.
Suite de l'Arrondissement de Gap.	
Corréard.	<i>Veynes</i> , Agnières, St-Auban-d'Oze, Chabestan, Château-Neuf, Chatillon-le-Désert, La Cluse, St-Disdier, St-Etienne-en-Dévolui, Furmeyer, Oze.
Rabasse.	<i>Aspres-lès-Veynes</i> , Agnielles, Aspremont, La Beaume, La Haute-Beaume, St-Julien-en-Beauchêne, La Faurie, Montbrand, St-Pierre-d'Argençon.
Ruelle.	<i>Serres</i> , Labâtie-Montsaléon, Le Bersac, Clausonne, St-Genis, La Piarre, Méreuil, Montclus, Montrond, Le Saix, Sigottier.
Andréoly.	<i>Rosans</i> , Saint-André-de-Rosans, Bruis, L'Epine, Ste-Marie, Montmorin, Moidans, Ribeyret.
Reymond.	<i>Ribiers</i> , Antonaves, Barret-le-Bas, Barret-le-Haut, Château-Neuf-de-Chabre, Eourres, St-Pierre-Avez, Pomet, Sallerans.
Jean.	<i>Orpierre</i> , Chanousse, St-Cyrice, Ste-Colombe, Etoile, La Grand, Montjai, Nossage et Bénévent, Saléon, Sorbiers, Trescléoux.
Thevenot.	<i>Laragne</i> , Eyguians, Lazer, Montéglin, Le Poët.
Jobert.	<i>Ventavon</i> , Le Monétier, Savournon, Upaix.
Clément.	<i>La Saulce</i> , Barcilonnette, Esparron, Fouillouse, Lardier et Valença, Sigoyer, Vitrolles.
Faure.	<i>Tallard</i> , Châteaueux, Jarjays, Lettret, Neffes, Valserres.
Didier.	<i>Labâtie-Neuve</i> , Avançon, St-Etienne-d'Avançon, Labâtie-Vieille, Montgardin, Rambaud.

NOMS des percepteurs.	CHEFS-LIEUX DE PERCEPTION et communes qui en dépendent.
--------------------------	--

Suite de l'Arrondissement de Gap.

Fabre.	<i>Ancelle</i> , La Rochette, Romette.
Vieux.	<i>St-Bonnet</i> , Bennevent et Charbillac , Les Infournas , La Fare , Poligny.
Jean.	<i>St-Eusèbe</i> , Aubessagne , Les Costes , Le Glaizil , La Motte , Molines , Le Noyer.
Dioque.	<i>Chabottes</i> , St-Julien , Buissard , Chabot- tonnes , Chaudun , Forêt-St-Julien , Laye , St-Laurent-du-Cros , St-Léger , Chaillol.
Maigre.	<i>St-Firmin</i> , Aspres-les-Corps , Clémence- d'Ambel , Guillaume-Peyrouse , St- Jacques , Saint-Maurice , Villar- Loubière.

Arrondissement d'Embrun.

Tholozan.	<i>Embrun</i> , St-André , Châteauroux.
Vollaire.	<i>Chorges</i> , Prunières.
Baridon.	<i>St-Crépin</i> , Champcella , Eygliers , Freis- sinières , Réotier.
Guigues.	<i>Les Crottes</i> , Baratier , Crévoux , Les Orres , St-Sauveur.
Escallier-Desorres.	<i>Guillestre</i> , Ceillac , St-Clément , Mont- Dauphin , Risoul , Vars.
Gerard.	<i>Orcières</i> , Champoléon , Saint-Jean-Saint- Nicolas.
Puy.	<i>Remollon</i> , Breziers , Espinasses , Roche- brune , Rousset , Théus.
Roux.	<i>Savines</i> , St-Appolinaire , Puy-Sagnières , Puy-Saint-Eusèbe , Réallon , Le Sauze.

NOMS des percepteurs.	CHEFS-LIEUX DE PERCEPTION et communes qui en dépendent.
--------------------------	--

Arrondissement de Briançon.

De Balthazar.	<i>Briançon</i> , St-Chaffrey.
Imbert.	<i>Abriès</i> , Aiguilles, Arvieux, Château-Ville-Vieille, Molines, Ristolas, St-Véran.
Giraud.	<i>L'Argentièr</i> , St-Martin-de-Queyrières, La Roche.
Gendron.	<i>Le Monétier</i> , La Grave, La Salle, Villard'Arène.
Abeil.	<i>Vallouise</i> , La Pisse, Puy-St-Vincent, Les Vigneaux.
Albert.	<i>Villar-Saint-Pancrace</i> , Cervières, Mont-Genèvre, Névache, Puy-St-André, Puy-St-Pierre, Val-des-Prés.

PERCEPTEURS SURNUMÉRAIRES.

MM. Ruelle, de Serres ; Gendron, du Monétier (arrondissement de Briançon) ; Gautier, de Neffes.

Tous les percepteurs du département, celui de Gap excepté, sont en même temps receveurs municipaux des communes dépendant de leur arrondissement de perception.

Dépenses diverses et Dette publique.

M. EYRIER, payeur du département, à Gap.

M. Roux, caissier.

Le bureau du payeur est ouvert tous les jours, excepté les dimanches et fêtes, depuis neuf heures jusqu'à midi, et depuis deux heures jusqu'à cinq heures du soir.

Les mandats tirés sur la caisse de ce comptable et revêtus de son *visa*, peuvent être acquittés par les receveurs particuliers des finances et par les percepteurs.

Enregistrement et Domaines.

PERSONNEL.

M. GARNIER, père, directeur à Gap.

M. Garnier, fils, premier commis de la direction.

Les bureaux sont ouverts au public depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir.

M. Cellier, inspecteur à Gap.

M. Lenoir, vérificateur à Gap.

M. Joliet, *id.* à Embrun.

M. Abel de Chevallet, garde magasin, contrôleur de la recette du timbre.

M. Tanc, receveur du timbre extraordinaire.

ARRONDISSEMENT DE GAP.

M. Chauvet, receveur des domaines et conservateur des hypothèques.

Receveurs.

MM.	MM:
Sanguin, à Aspres-lès-Veynes.	Viguiier, à St-Bonnet.
Tanc, à Gap.	Champsaur, à Serres.
Taxis-du-Poët, à Orpierre.	Thevenin, à Ventavon.
Roujean, à Ribiers.	Sapet, à Veynes.

ARRONDISSEMENT D'EMBRUN.

M. Champsaur, receveur de l'enregistrement et des domaines, conservateur des hypothèques.

Receveurs.

MM. Marchadier, à Guillestre.
Pujol, à Orcières.
Allard, à Remollon.

ARRONDISSEMENT DE BRIANÇON.

M. Rey, receveur de l'enregistrement et des domaines, conservateur des hypothèques.

Receveurs.

MM. Lizot, à Aiguilles.
Letors de Crecy, à La Grave.
Guille, à l'Argentière.

Contributions Indirectes.

PERSONNEL.

M. VIEUX, directeur du département, à Gap.
MM. Donneaud, premier commis.
Vieux, second commis.

Directions d'arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE GAP.

Le directeur du département administre directement l'arrondissement de Gap.

M. Montchenu, receveur principal, entreposeur des poudres et tabacs.

ARRONDISSEMENTS D'EMBRUN ET DE BRIANÇON.

Ces deux arrondissements composent la direction d'Embrun.

MM. Bayle, directeur.

Roulière, receveur principal des poudres et tabacs.

Icard, receveur particulier, entreposeur à Briançon.

Marque d'or et d'argent.

MM. Donneaud, contrôleur à Gap.

Montchenu, receveur.

Joly, essayeur.

Ce bureau est ouvert le vendredi de chaque semaine depuis huit heures du matin jusqu'à midi, et depuis deux heures jusqu'à cinq.

Contrôle ambulant.

M. Blanchet, contrôleur ambulant pour tout le département.

Administration des Douanes.

PERSONNEL.

M. Dubois-Remond, directeur à Grenoble, pour les bureaux du Villar-d'Arène et du Chazelet.

M. Fine, directeur à Digne, pour les autres bureaux du département.

M. Fine, receveur principal, à Briançon.

Administration des Postes.

Le département renferme onze directions de poste et huit bureaux de distribution établis dans les communes ci-après désignées.

Directions.

ARRONDISSEMENT DE GAP.

Gap, Serres, Saint-Bonnet, Veynes.

ARRONDISSEMENT D'EMBRUN.

Embrun, Guillestre, Mont-Dauphin, Savines.

ARRONDISSEMENT DE BRIANÇON.

Briançon, La Grave, Queyras.

BUREAUX DE DISTRIBUTION.

La Saulce,	{	Arrondissement de Gap.
Ventavon,		
Laragne,		
Chorges,	{	Arrondissement d'Embrun.
Remollon,		
Abriès,	{	Arrondissement de Briançon.
L'Abessée,		
Le Monétier,		

PERSONNEL.

M. FAURE, inspecteur du département.

POSTE AUX LETTRES.

Bureau de Gap.

MM. Vicat, directeur comptable.

Jobert, premier commis.

Caillet, deuxième commis.

Rayne, surnuméraire.

Richier, brigadier facteur rural.

Bureau d'Embrun.

M^{me} veuve André, directrice.

Bureau de Briançon.

M. Girieud, directeur.

Départ et arrivée des courriers au bureau de Gap.

Service de Grenoble à Gap.

Départ de Gap à 7 heures du matin. Arrivée à 9 heures du matin.—Dernière levée de la boîte à 6 heures du matin.—Distribution des lettres à l'arrivée, 10 heures du matin.

Service de Gap à Aix.—De Gap à Briançon.—De Gap à Serres.—De Gap à Barcelonnette et Seyne.

Départ de Gap à 11 heures du matin. Arrivée à 6 heures du matin.—Dernière levée de la boîte à 10 heures du matin.—Distribution des lettres à l'arrivée, 7 heures du matin.

Petite-poste : lettres pour la ville ; distribution à 7 et à 10 heures du matin.

Les lettres affranchies avant les heures fixées pour les levées de la boîte partiront le même jour.

Avis concernant tous les bureaux de poste.

Il est nécessaire que les particuliers affranchissent les lettres et paquets qu'ils adressent aux personnes chargées de fonctions publiques, telles que M. le Préfet, MM. les Sous-Préfets, juges de paix, maires et autres chefs d'administration. Toutefois, les réclamations pour objet de service peuvent être remises décachetées à MM. les Maires, qui les font parvenir à M. le Préfet et à MM. les Sous-Préfets.

Sur les lettres adressées aux militaires, il est recommandé de mettre le nom ou le numéro du régiment, et de désigner, autant que possible, les numéros de bataillon, escadron et compagnie. L'affranchissement au prix de 25 centimes ne s'entend que pour les lettres simples adressées à des soldats, et pourvu qu'ils soient sous les drapeaux.

NOTA. Lorsque la lettre atteint le poids de 7 grammes $1/2$, l'envoyeur ne peut plus jouir du bénéfice de la loi.

Les dépôts de 10 francs et au-dessous sont expédiés avec exemption du droit de timbre, soit pour particuliers, soit pour militaires.

Il est essentiel d'affranchir les lettres qui sont adressées aux conseils d'administration, ou à MM. les commandants de dépôt.

Il est indispensable d'affranchir jusqu'à la frontière les lettres et paquets adressés dans les pays étrangers ci-après désignés, savoir : les colonies françaises, les États-Unis d'Amérique, l'île de Malte et les sept îles. L'empire héréditaire d'Autriche et l'Italie autrichienne, le royaume d'Espagne et le royaume de Portugal.

Les pays pour lesquels on est libre d'affranchir, jusqu'à destination, sont la Hollande, l'Angleterre, la Belgique, les États héréditaires d'Allemagne, le royaume de Prusse, l'empire de Russie (jusqu'à Memel seulement), la Pologne (jusqu'à Thorn seulement), le royaume de Sardaigne, la Toscane, l'île d'Elbe, l'état Pontifical, le royaume des Deux-Siciles (jusqu'à Sarzane seulement), les royaumes de Bavière et de Saxe, la Suisse, l'empire de Turquie.

L'affranchissement est obligatoire pour toutes les lettres et paquets chargés, ainsi que pour les journaux et ouvrages de librairie.

Les lettres de commerce renfermant des valeurs, peuvent être présentées dans les bureaux de poste, pour être recommandées, mais aux conditions suivantes :

1° Qu'elles seront à la destination de Paris *seulement*; que les adresses, bien lisibles, porteront le nom de la rue et, autant que possible, le numéro de la maison et la profession du destinataire.

2° Qu'elles ne pourront être affranchies.

3° Qu'elles seront sous enveloppe scellée de deux cachets en cire, portant empreinte.

Ces lettres *recommandées* seront reçues jusqu'à l'heure de la fermeture des affranchissements et chargements; elles seront inscrites sur un registre à souche et il sera délivré un bulletin de réception aux envoyeurs.

POSTE AUX CHEVAUX.

Route de Gap à Grenoble.

Relais : Gap, Brutinel, Guinguette de Boyer, Corps, les Souchons, La Mure, Lafrey, Vizille, Grenoble.

Route de Gap à Briançon.

Relais : Gap, Chorges, Savines, Embrun, Plan-de-Phazy, La Bastie, Briançon.

Route de Gap à Aix.

Relais : Gap, La Saulce, Rourebeau, Sisteron, Peyruis, La Brillanne, Manosque, Négrel, Mirabeau, Peyrolles, Aix.

Route de Sisteron à Grenoble.

Relais : Sisteron, Laragne, Serres, Aspres-lès-Veynes, la Faurie, Lus, Lalley, Clelles, Monestier, Vif, Grenoble.



Administration Des Forêts.

Le département des Hautes-Alpes forme deux inspections forestières.

La première comprend l'arrondissement communal de Gap ; la deuxième comprend les arrondissements d'Embrun et de Briançon.

INSPECTION DE GAP.

AGENS. . . .	{	Inspecteur.	1	}	4
		Gardes généraux	3		
ARPENTEURS.		Arpenteurs	2		2
PRÉPOSÉS . .	{	Brigadier royal	1	}	42
		Garde royal	1		
		Garde mixte.	1		
		Brigadiers communaux sans triage	7		
		<i>id.</i> avec triage	1		
		Gardes communaux.	31		

INSPECTION D'EMBRUN.

AGENTS . . .	{	Inspecteur.	1	}	5
		Sous-Inspecteur	1		
		Gardes généraux.	3		
ARPENTEURS.		Ceux de l'inspection de Gap opèrent dans celle d'Embrun.			,
PRÉPOSÉS . .	{	Garde royal	1	}	52
		Brigadiers communaux sans triage	9		
		Gardes communaux.	42		

PERSONNEL.

MM. D'ENTRAIGUES, conservateur à Grenoble.

Delafont, Inspecteur à Gap.

Jousse de Fontanier, inspecteur à Embrun.

Hutin, sous-inspecteur à Briançon.

MM. Fabre, garde général à Gap.

Mathieu, *id.* à Serres.

Aubanel, *id.* à Veynes.

Fructus, *id.* à Embrun.

Colliet, *id.* à Briançon.

Genaille, *id.* à Guillestre.

MM. Roche, arpenteur à Gap.

Berrard, *id.* à Gap.

Corps royal des Mines.

Le département des Hautes-Alpes fait partie du 14^{me} arrondissement, comprenant les départements de l'Isère, de la Drôme, des Hautes-Alpes, des Bouches-du-Rhône, du Var, de Vaucluse et des Basses-Alpes.

M. Emile GUEYMARD (O*), ingénieur en chef des mines du 14^{me} arrondissement, à Grenoble.

M. GRAS, ingénieur ordinaire des mines pour les départements de l'Isère et des Hautes-Alpes, à Grenoble.

M. ALBERT, garde-mines, à Briançon.

Poids et Mesures.

Il existe dans le département des Hautes-Alpes un bureau de vérification des poids et mesures pour chaque arrondissement.

D'après les dispositions de l'ordonnance royale du 17 avril 1839, la vérification périodique s'opère tous les ans dans les communes de Briançon, Embrun, Guillestre, Gap, St-Bonnet et Veynes.

La vérification est bis-annuelle dans toutes les autres communes du département.

VÉRIFICATEURS.

MM. Achard, au bureau de Gap.

Jullien, au bureau d'Embrun.

Viallet, au bureau de Briançon.

Administration des Ponts et Chaussées.

Le département des Hautes-Alpes fait partie de la 6^e division des ponts et chaussées.

SERVICE DES ROUTES ET PONTS.

MM. URRICH, ingénieur en chef du département, à Gap.

Houllier, ingénieur ordinaire à Gap, chargé de l'arrondissement de l'ouest.

Polaud, aspirant ingénieur, à Embrun, chargé de l'arrondissement de l'est.

CONDUCTEURS POUR LES ROUTES ROYALES.

Arrondissement de l'ouest.

MM. Rostan, conducteur embrigadé, à Gap ; Eynaud, conducteur auxiliaire, à Gap ; Chaix, conducteur auxiliaire, à Gap ; Serrière, à Rosans ; Lame, à Serres ; Dépêtre, à Gap ; Laurent, à Gap ; Maurel (Honoré), à la Faurie ; Bleinc, à Veynes.

Arrondissement de l'est.

MM. Catier, conducteur embrigadé, à Embrun ; Seney, conducteur auxiliaire, à Embrun ; Maurel (Henri), conducteur auxiliaire, à Embrun ; Pellissier, à Briançon ; Théus, au Villar-d'Arènes ; Sérard, au Villar-d'Arènes.

CONDUCTEUR POUR LA NAVIGATION.

M. Clavel, à Gap.

CONDUCTEUR POUR LES ROUTES DÉPARTEMENTALES.

M. Lombard, à Gap,

PIQUEURS POUR LES ROUTES ROYALES.

MM. Faure ; Vallon ; Serrière ; Biessy, à Gap ; Gerard, à Embrun.

Service de la voirie vicinale.

M. Chaix, agent-voyer chef.

AGENTS-VOYERS D'ARRONDISSEMENT.

Arrondissement oriental de Gap.	MM. Blayer.
<i>id.</i> occidental de Gap.	Garnier.
<i>id.</i> d'Embrun.	Roche.
<i>id.</i> de Briançon.	Tourtet.

AGENTS-VOYERS SECONDAIRES.

Arrondissement oriental de Gap.	{	MM. Truphème.
		Rapellin.
		Quilici.
Arrondissement occidental de Gap.	{	Porzbuiski.
		Meynaud.
		Richaud.

Arrondissement d'Embrun.	{ Gaillard. Disdier. N.
Arrondissement de Briançon.	{ Blanchard. Martin. Bérard.

Les attributions des agents-voyers sont déterminées par arrêté du 15 décembre 1841, dont le texte est reproduit dans cet annuaire, page 195.

ARCHITECTE DU DÉPARTEMENT.

M. GOULAIN, nommé par arrêté de M. le Ministre de l'intérieur, en date du 25 mai 1842.

Moyennant une allocation de 3 pour 100 sur le montant des règlements définitifs, cet agent est tenu de dresser les projets, suivre l'exécution et régler les mémoires des travaux entrepris au compte des communes, lorsqu'elles jugent convenable de l'employer.

Prisons.

Maison centrale de force et de correction d'Embrun.

PERSONNEL.

MM.	
Périer de la Hitolle,	<i>Directeur.</i>
Gaujoux,	<i>Inspecteur.</i>
Meyer,	<i>Greffier-comptable.</i>
Margerin de Crémont,	<i>Instituteur.</i>
Godard,	<i>Commis aux écritures.</i>
Brun,	<i>id.</i>
Jouvent,	<i>Aumônier.</i>
Bertrand,	<i>Médecin.</i>
Motte,	<i>Pharmacien.</i>
Gallésar,	<i>Gardien-chef.</i>

Maison de justice de Gap.

COMMISSION ADMINISTRATIVE.

MM. Amat ✱, ex-maire.
Quinque, inspecteur de l'enregistrement en retraite.
Jullien, curé.
Voiron ✱, capitaine en retraite.
N.

Prisons.**PERSONNEL.**

MM. Blanc , médecin.
 OEuf , médecin -adjoint.
 Chabre , aumônier.
 Roubaud , gardien-chef.

Maison d'arrêt d'Embrun.**COMMISSION ADMINISTRATIVE.**

MM. Jeanneau-Lagrange , avoué.
 Jaquier , notaire.
 Rossignol ✱, curé.
 Chabre ✱, capitaine en retraite.
 Champsaur , receveur de l'enregistrement.

PERSONNEL.

MM. Bertrand , médecin.
 Allard , gardien-chef.

Maison d'arrêt de Briançon.**COMMISSION ADMINISTRATIVE.**

MM. Faure , ex-maire.
 Collombet , curé.
 Turin , pharmacien.
 Guerin , avoué.
 Rossignol , avoué.

PERSONNEL.

MM. Albert , médecin.
 Blanchard , aumônier,
 Fourrat , gardien-chef.

Hospices.**HOSPICE ROYAL DU MONT-GENÈVRE.**

Cet hospice est institué pour secourir les voyageurs sans exception, auxquels on donne, selon leur condition et leurs besoins et pour autant de temps qu'il est jugé nécessaire, le logement, la nourriture, le feu et la lumière. L'hospitalité y est exercée gratuitement : mais on reçoit les libéralités volontaires que les voyageurs et les passagers veulent faire en faveur de l'établissement. Dans ce cas le bienfaiteur verse lui-même son offrande au tronc de l'hospice, ou la fait verser en sa présence par l'employé auquel il l'aurait remise. Dans les

Hospices.

ci

temps d'orage ou de tourmente, le directeur est tenu de faire sonner la cloche de l'hospice à des intervalles rapprochés, de faire allumer la nuit le fanal destiné à éclairer les voyageurs, et d'envoyer sur la route plusieurs employés pour rechercher et ramener ceux qui se seraient égarés ou qui courraient des dangers.

PERSONNEL.

M. l'abbé AUCEL, chanoine honoraire, directeur.

HOSPICE DE GAP.

Commission administrative.

MM. le Maire, président.

De Cazeneuve, juge.

Martin, juge.

Vivien (O ✱), commandant en retraite.

Vieux, directeur des contributions indirectes.

Blanc (Jean-Baptiste), rentier.

Espié, receveur.

Imbard, économe.

HOSPICE D'EMBRUN.

Commission administrative.

MM. le Maire, président.

Guerin (Jacques).

Rippert, avoué.

Rivier, jeune.

Champsaur, ancien receveur des contributions.

Vigne.

Guigues, receveur.

Fortoul, économe.

HOSPICE DE BRIANÇON.

Commission administrative.

MM. le Maire, président.

Bourcier (Joseph).

Rossignol, avoué.

Martin, avoué.

Audier, avoué.

Guerin, avoué.

De Balthazar, receveur.

Eymard, économe.

*

Bureaux de Bienfaisance.

Commissions administratives.

Gap.

MM. Moynier-du-Bourg ✱, président du tribunal.
 Bucelle (O ✱), ancien directeur des domaines.
 Pinet, propriétaire.
 Labastie, vice-président du tribunal.
 Roubaud, docteur-médecin.

Embrun.

MM. Champsaur.
 Nicolas.
 Laforgue de Bellegarde.
 Rossignol ✱, curé.
 Bertrand, docteur-médecin.

Briançon.

MM. Carlhian (Michel).
 Rossignol (Jacques-Alexis).
 Roux-Lacroix (Louis-Bonaventure).
 Arduin (Adolphe).

Inspection

DES ENFANTS TROUVÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

ATTRIBUTIONS.

Surveillance de toutes les parties du service des enfants trouvés et abandonnés et des orphelins pauvres, à la charge du département ou des hospices.—Vérification des comptabilités-espèces et matières des hôpitaux, des hospices, des bureaux de bienfaisance et autres établissements charitables.—Examen de toutes les parties de l'administration de ces établissements.

PERSONNEL.

M. Félix MEYER, inspecteur.

Caisse d'Épargne de Gap.

Les Caisses d'Épargne sont destinées à recevoir les petites économies pour les rendre aux déposants, à leur volonté, avec les intérêts accumulés. Leur institution, en procurant à l'homme laborieux le moyen de placer ses économies, fait naître parmi les classes ouvrières, l'esprit d'ordre et de prévoyance; elle les attache au travail par le besoin d'acquiescer, et à la défense des institutions publiques par le sentiment de la propriété; elle assure à l'ouvrier des ressources pour les temps difficiles et de l'aisance pour ses vieux jours; elle diminue les désordres de la dissipation et tend enfin à améliorer la condition morale et physique de l'homme.

La Caisse d'Épargne de Gap est établie à l'hôtel-de-ville; elle reçoit les dépôts tous les dimanches depuis neuf heures du matin jusqu'à midi.

Chaque dépôt peut être de un franc jusqu'à trois cents francs.

Les placements portent intérêt au taux de 4 pour cent à partir du 15^{me} jour du versement.

Les remboursements ont également lieu le dimanche de neuf heures à midi.

La Caisse est administrée, sous la présidence du maire, par douze directeurs élus par le conseil municipal.

Chaque dimanche un directeur convoqué à tour de rôle vient présider la séance.

CONSEIL DE DIRECTION.

MM. le Maire, président-né.

Moynier-Dubourg *, président du tribunal, vice-président du conseil de direction.

André, juge d'instruction.

Faure, avocat.

De Cazeneuve, juge.

Roubaud, médecin.

Blanc, procureur du roi.

Guion, propriétaire.

Queyrel, marchand de fer.

Jullien, curé de la cathédrale.

Martin, juge.

Lamorte (Adolphe), employé.

Lesbros, notaire.

Pérony, employé, secrétaire du conseil.

Conseillers
municipaux.

Notables.

AGENT COMPTABLE.

M. Pellegrin, chef de comptabilité à la recette générale.

Instruction publique.

Académie de Grenoble.

L'arrondissement de cette académie comprend les départements de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes.

Recteur : M. LECOMTE.

Inspecteurs : MM. Soullié.
Dizy.

Secrétaire : M. Hermenoux.

Instruction Secondaire.

COLLÈGE DE GAP.

MM. Audemard, principal, régent de philosophie.

Martin, aumônier.

Faure, régent de mathématiques.

Richaud, *id.* de rhétorique.

Gache, *id.* de 2^{me}.

Arnoy, *id.* de 3^{me}.

Biessy, *id.* de 4^{me}.

Gillet, *id.* de 5^{me}.

Jubain, *id.* de 6^{me} et 7^{me}.

Dusserre, *id.* de 8^{me}.

Courcier, maître d'étude.

Donnadieu, instituteur de l'école annexée.

Membres du bureau d'Administration.

MM. Roubaud ✱, maire.

Moynier-du-Bourg ✱, président du tribunal.

Gautier ✱, conseiller de préfecture.

Chérias, juge.

Bucelle (O ✱), père, directeur de l'enregistr. en retr.

Faure, avocat.

COLLÈGE D'EMBRUN.

MM. Bernard, principal, régent de rhétorique et de 2^{me}.

Delattre, régent de mathématiques.

Recols, *id.* de 3^{me} et 4^{me}.

Jacquin, *id.* de 5^{me} et 6^{me}.

Rispaud, *id.* de 7^{me} et 8^{me}.

Instruction Publique.

CV

Membres du bureau d'Administration.

M. N.

M. N.

M. N.

COLLÈGE DE BRIANÇON.

MM. Buffe, principal, régent de rhétorique et de 2^{me}.

Roul, régent de mathématiques de 3^{me} et de 4^{me}.

Maurel, *id.* de 5^{me} et 6^{me}.

Arnaud, *id.* de 7^{me} et 8^{me}.

Membres du bureau d'Administration.

MM. Filhol, sous-Préfet.

Rossignol, avoué.

Audier, avoué.

Martin, avoué.

Faure, ex-maire.

Chaix, ancien juge.

Instruction Primaire.

MM. Chautard, inspecteur.

Gerard, sous-inspecteur.

Comités d'Arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE GAP.

MM. Le Préfet, président.

Le Maire.

Le Juge de paix.

Le Curé.

D'Aldebert, pasteur protestant.

Audemard, principal du collège.

Blanc, instituteur.

Moynier-du-Bourg ✱, président du tribunal.

Labastie, vice-président du tribunal.

N.

Les membres du conseil général domiciliés dans l'arrondissement et M. le Procureur du roi près le tribunal de Gap.

ARRONDISSEMENT D'EMBRUN.

MM. Le Sous-Préfet, président.

Le Maire.

Le Juge de paix.

Le Curé.

Durand, pasteur protestant.

Bernard, principal du collège.

Grignon, instituteur.

Cezanne, notaire.

Robinet-de-Cléri, juge d'instruction.

N.

} d'Embrun.

Les membres du conseil général domiciliés dans l'arrondissement et M. le Procureur du roi d'Embrun.

ARRONDISSEMENT DE BRIANÇON.

MM. Le Sous-Préfet, président.

Le Maire.

Le Juge de paix.

Le Curé.

Saltet, pasteur protestant.

Buffe, principal du collège.

Pellorce, instituteur.

Turin, pharmacien.

Audier, avoué.

Rossignol, avoué.

} de Briançon.

Les membres du conseil général résidant dans l'arrondissement et M. le Procureur du roi.

Commission d'examen des aspirants et aspirantes aux brevets de capacité, établie au chef-lieu du département.

MM. Le Recteur ou un Inspecteur d'académie, président.

Audemard, principal du collège, vice-président.

Faure, régent de mathématiques.

Blanc-Subé, avoué-licencié.

Houllier, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées.

Blanc (Eugène), médecin.

Callandre, chanoine.

N.

N.

Chautard, inspecteur primaire, secrétaire.

M^{mes} Audemard.

Charbonnel.

Blanc-Subé.

Fiard, (Clémence).

École Normale primaire d'Instituteurs,
A GAP.

PERSONNEL.

MM. Couttolenc, directeur.
L'abbé Gérard, maître adjoint.
Faure, *id.*
Lambert, *id.*
Boureck, *id.*
Vagniat, maître surveillant.

COMMISSION DE SURVEILLANCE.

MM. le Préfet, président.
Audemar, principal du collège.
Labastie, vice-président du tribunal.
Jullien, curé.
Roubaud ✱, maire.
Delafont, inspecteur des eaux et forêts.
Blanc-Subé, avoué.
Blanc (Jean-Baptiste), ancien avoué.
Faure, régent de mathématiques.
Lesbros, notaire.
Templier, avoué.
Paul, avocat.
L'Inspecteur des écoles primaires.

École Normale d'Institutrices,
A GAP.

PERSONNEL.

M^{me} Charbonnel, maîtresse de pension à Gap,



Bibliothèque publique de la ville de Gap.

D'après un règlement en date du 27 août 1831, la bibliothèque de la ville de Gap est ouverte au public tous les jours de la semaine pendant six heures, excepté le dimanche, le lundi et les jours de fête.

Tout emprunt de livres est prohibé; en conséquence les lectures et les recherches ne peuvent avoir lieu que dans l'intérieur des appartements.

La bibliothèque est placée dans la maison Girard, place Saint-Arnoux, n° 10, près de la cathédrale.

PERSONNEL.

MM. Gautier ✱, bibliothécaire.

Finetty, sous-bibliothécaire.

DEUXIÈME PARTIE.

ADMINISTRATION.

ÉCONOMIE SOCIALE. — STATISTIQUE.

RAPPORT

DE M. LE PRÉFET AU CONSEIL GÉNÉRAL,

SESSION DE 1843.

MESSIEURS,

Je suivrai la méthode que j'ai adoptée les années précédentes; je ferai tout ce qui dépendra de moi pour éclairer vos délibérations, en mettant sous vos yeux tout ce qui peut y contribuer, sans y rien ajouter de superflu. Les services spéciaux qui sont le plus en rapport avec l'administration départementale, tels que les ponts-et-chaussées, la direction des contributions directes, etc..., passeront sous vos yeux d'une manière substantielle et lumineuse dans des documents fournis par les chefs eux-mêmes de ces services. Je n'ai rien à y joindre qui puisse avoir quelque importance, ou qui ne soit la répétition de ce qui a été dit les années précédentes, et je me réserve seulement de consacrer quelques détails aux parties de l'administration dont je reste plus immédiatement chargé et qui ont plus spécialement besoin de l'influence de mes efforts.

2 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

Partie Matérielle.

TRAVAUX A ENTREPRENDRE DANS L'INTÉRÊT DE L'AGRICULTURE.

Nous n'avons cessé de porter notre attention sur les besoins agricoles de ce pays, d'exposer au Gouvernement les immenses résultats du reboisement des montagnes, de l'endiguement des principales rivières, de l'irrigation d'un sol qui par ce fait même augmente si prodigieusement de fertilité et de valeur; de lui faire connaître les grands désastres qui sont la suite inévitable de la dénudation continue et progressive des montagnes. Ici, répétons-le, les propriétés particulières, les travaux de toutes sortes, les chemins vicinaux et quelquefois l'existence même des communes, ne sont pas seulement menacés; mais les ouvrages qui intéressent le département et surtout l'État, sont, à tout instant, détruits ou mis en péril. Ne voyons-nous pas chaque année le maximum de hauteur des eaux dépassé dans les crues qui suivent la fonte des neiges, des ponts et autres travaux d'art réputés solides et à l'épreuve de tout événement, tout-à-coup ébranlés et emportés? C'est qu'il est impossible de calculer l'effet de ces masses d'eau et de ces énormes pentes sur lesquelles elles se précipitent, et de résister à de telles forces.

L'état de choses actuel ne se maintient qu'avec peine dans son insuffisance. Des sommes énormes, des efforts inouis qui, dans d'autres contrées que celle-ci, réaliseraient de promptes et sensibles améliorations, des changements subits, ne parviennent même pas à donner les moyens de soutenir une lutte à force égale avec ces agents destructeurs qui laissent partout les tristes effets de leur puissance. Sans parler de vos terrains autrefois fertiles, (voyez, par exemple, la vallée de la Durance entre Savines et Embrun,) aujourd'hui ensevelis à cent mètres de profondeur sous des

débris de montagnes formant eux-mêmes de nouveaux monticules et ne présentant qu'une surface condamnée à une longue, peut-être à une éternelle stérilité; sans rappeler, dis-je, tous ces déchirements, tous ces bouleversements que le sol éprouve et qui vont jusqu'à rendre méconnaissable l'aspect des lieux, quel est le pont, quel est le travail solide qui ait fait son temps, qui soit à reconstruire pour cause de vétusté, qui n'ait été violemment enlevé à une époque plus ou moins rapprochée de son origine?

Le département est sillonné de routes royales; c'est un bienfait qu'il faut reconnaître; plusieurs sont encore en construction. Le Gouvernement a donc un grand intérêt à ce qu'il soit fait une sérieuse étude des moyens de remédier à un mal aussi grave et qui conduit, quoi qu'on fasse, le pays à un appauvrissement graduel, à un dépeuplement forcé. Il faudra remonter aux causes, si l'on ne veut pas continuer d'employer des fonds considérables à des entreprises stériles. Il faut une communauté de vues entre différentes administrations; c'est une complication, j'en conviens, qui ajoute aux difficultés: le Gouvernement seul, par des instructions concertées à l'avance, peut aplanir celle-ci.

Mais enfin, Messieurs, quel est l'effet du déboisement? Il n'y a rien d'incertain, rien de problématique dans de semblables questions. Tout le monde peut aisément savoir à quoi s'en tenir sur les effets du déboisement, sur ceux du reboisement, sur des conséquences positives, inévitables qu'il faut empêcher, prévenir ou accepter. Si le déboisement continue, les désastres qui en résultent ne feront que s'accroître; les ressources de la science et de l'expérience, les efforts multipliés, si souvent impuissants dès aujourd'hui, seront encore bien plus sûrement vaincus. Est-ce dans une pareille situation qu'il faut persévérer? Qu'on se figure d'immenses surfaces de montagnes dénudées recueillant les eaux de ces pluies abondantes et chaudes qui déterminent en même temps, aux approches de l'été, la fonte des neiges; qu'on voie ces masses d'eau agglomérées, roulant dans

4 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

de vastes gorges, détachant et poussant devant elles, phénomène inexplicable, d'énormes rochers, et venant se précipiter dans le lit des rivières, sans rien rencontrer qui s'oppose à leur chute ou qui ralentisse leur course, et qu'on s'étonne ensuite que la puissance humaine ne résiste pas à une force dévastatrice aussi effrayante !

Quel sera maintenant l'effet du reboisement ? On me répondra que le reboisement est une œuvre lente, l'œuvre des siècles, et que s'il faut que le pays en attende le bienfait, il aura long-temps à souffrir des ravages des torrents. Cela n'est pas exact, et pour répondre par une autre question, je demanderai quel sera l'effet d'un simple regazonnement, ce qui n'est pas une œuvre lente. Ce sera d'arrêter les eaux sur de nombreuses surfaces pour l'alimentation des plantes ; ce sera de ralentir leur marche et de diminuer leur volume ; ce sera de faire que la masse qui vous arrive sur une pente rapide et que vous avez à combattre, soit moindre, et que le volume qui passe en vingt-quatre heures se répartisse sur plusieurs jours et ne présente pas à beaucoup près les mêmes dangers. Or, souvent il n'en faut pas davantage pour échapper à de grands désastres, surtout dans les montagnes ; car l'effet n'est pas proportionnel à la cause. Il suffit pour être sauvé que la puissance soit inférieure à la résistance et elle l'est à un point déterminé : une légère différence peut donc causer la destruction des ouvrages ou les laisser intacts. Vous avez, Messieurs, tous les jours sous les yeux des exemples de cette vérité, soit sur les rivières, soit dans les torrents secondaires. Avec un volume d'eau déterminé, un torrent qui se précipite d'une montagne entame certains terrains qui, une fois à sa disposition, décuplent sa puissance et causent d'affreux ravages qui sans cette condition n'auraient pas existé.

Personne ne désire plus que moi, Messieurs, que le Gouvernement remette à l'étude ces grandes questions qui avaient été livrées, il y a deux ans, au Conseil général d'agriculture et qui sont restées sans solution. Cette solution devient

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 5

tous les jours plus urgente; on la demande même au sein des Chambres.

Il n'est pas moins regrettable qu'un projet de loi destiné à fixer le régime des cours d'eau, à résoudre toutes les difficultés relatives à l'endiguement des rivières, n'ait pas subi l'épreuve de la discussion à la Chambre des Pairs; il est même regrettable peut-être qu'il ait été présenté, au moins pour ce département, car la plupart des objections soulevées à cette occasion ne nous concernaient pas, et la voie administrative, je le crois, aurait suffi pour mener à bonne fin cette grande et utile entreprise. De semblables projets, quand ils restent suspendus, ne font qu'aggraver le mal, en éloignant l'époque où l'on s'occupera plus sérieusement de leur exécution.

Les arrosages, cette autre cause si puissante et plus immédiate de fertilisation, semblent devoir faire quelques progrès. Plusieurs canaux sont en projet et les retards qu'ont éprouvés ces importantes créations si dignes de notre intérêt, se rattachent à une question dont j'ai déjà eu l'honneur de vous entretenir, je veux parler du droit d'expropriation qu'il faudrait pouvoir exercer, quand toute autre tentative est demeurée impuissante. Heureusement le Gouvernement que j'ai consulté est disposé à venir en aide à ces sortes d'entreprises, en reconnaissant l'utilité publique et autorisant l'expropriation, après l'accomplissement de toutes les formalités voulues. Je n'ai rien négligé et je ne négligerai rien pour encourager les associations dans un but aussi utile et pour écarter tous les obstacles qu'il serait au pouvoir de l'administration de lever. C'est aux intéressés à faire le reste. Le canal d'Orcières à Gap, dont on parle de temps immémorial, apparemment par forme de conversation, semble rencontrer aujourd'hui l'occasion d'un sérieux examen et une circonstance favorable pour son exécution. Vous savez, Messieurs, de quoi il s'agit et je n'ai pas besoin de m'étendre davantage sur ce point. C'est un beau projet dans lequel chacun doit s'attacher à apporter sa part de bonne volonté

6 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

et de bon esprit. Dieu veuille qu'on ne trouve pas plus de difficulté à concilier les intérêts de chacun, à réunir tout le monde dans un même concours de vues et d'efforts, qu'on n'en trouvera à percer la montagne de Manse !

Au surplus, il y a long-temps que l'immense bienfait des irrigations n'a été aussi bien compris qu'aujourd'hui. La sollicitude d'un grand nombre de départements se porte sur ce grand principe d'agriculture. On regrette de voir des eaux courir stérilement dans le lit qu'elles se sont creusé, laisser le sol qui les borde privé de son principal élément de fécondité, et entraîner dans leurs cours des richesses inappréciables. La proposition de M. d'Angeville à la chambre des Députés, le rapport de M. Dalloz sur cette proposition, les explications et les promesses du Gouvernement témoignent à la fois d'une conviction commune sur une situation agricole restée en souffrance et en arrière de celle de plusieurs états voisins, et sur la nécessité de hâter le développement de l'agriculture par la voie des irrigations.

L'avantage des irrigations est si grand dans ce pays-ci, Messieurs, qu'on peut dire que l'agriculture est en progrès ou reste stationnaire, selon que les canaux se creusent ou sont négligés. On s'occupe ailleurs, ou même dans ce pays-ci, d'instituer des comices agricoles, de perfectionner les instruments aratoires, d'introduire des changements dans le mode de culture, dans l'espèce des plantes, etc... etc...., essais louables, sans doute, mais qui appartiennent à une agriculture plus avancée que la nôtre. Au lieu de se contenter d'utiliser les forces d'un corps souffrant, il y a quelque chose de mieux à faire, il faut en même temps s'occuper de le guérir. De quelque manière qu'on retourne la terre, dans la plaine de Ventavon, il vaudra toujours mieux y faire passer l'eau. Sans ce complément essentiel, on dispose avec un sol desséché de trop peu de ressources pour produire des effets sensibles. Les perfectionnements de tout genre supposent, si l'on veut en tirer bon parti, que le sol avant tout a été mis dans les meilleures conditions de production.

Il n'y a donc pas de progrès réel à espérer dans les Alpes, tant qu'on n'aura pas embrassé largement le système des irrigations, tant qu'on n'en aura pas aperçu et reconnu toutes les conséquences, tant que les hommes les plus éclairés et les plus dévoués au bien de tous n'auront pas secoué l'apathie de la population. Voilà les grandes choses, les choses fécondes qui sont à faire et dans lesquelles se trouve le véritable développement de l'agriculture.

Dans cet exposé, Messieurs, des différents besoins du pays, reboisement des montagnes, endiguement des rivières, irrigations, j'ai eu principalement en vue ses intérêts agricoles et ce motif m'a conduit à revenir sur des questions qui nous ont déjà occupés, parce qu'il m'a été impossible de ne pas voir l'agriculture engagée dans ces diverses questions. On ne saurait se dissimuler que ce ne soit une vaste entreprise que de changer la face d'un département dans ses montagnes, dans ses vallées, dans ses terres cultivables. Mais qu'on entre dans cette voie et qu'on y persévère, à moins qu'on n'indique quelque chose de mieux à faire.

Au surplus, c'est de cette manière que M. le Ministre des travaux publics qui a donné des éclaircissements à la commission chargée de faire un rapport sur la proposition de M. d'Angeville, a envisagé la question des irrigations. Il la regarde comme susceptible de faire partie du système général qu'il avait voulu embrasser en s'occupant du projet de loi relatif à l'endiguement des fleuves et rivières : il pense qu'il serait préférable de traiter la matière dans son ensemble et il a annoncé l'intention de présenter un projet dans ce sens, au commencement de la session prochaine.

Quoi qu'il en soit de l'opportunité et de la nécessité de cette loi, sur lesquelles on a déjà été partagé, du retard peut-être prolongé qu'il est à craindre que son vote n'éprouve, en raison des nombreuses objections que la discussion ne manque pas de soulever ; j'ai voulu, Messieurs, en appelant encore une fois votre attention sur ces matières,

8 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

vous soumettre une observation qui vous frappera comme moi, c'est qu'il est regrettable que M. le Ministre de l'agriculture n'ait jamais envoyé, du moins à ma connaissance, dans ce pays, un inspecteur d'agriculture. Je l'ai prié dans une lettre du 23 janvier dernier de vouloir bien réparer à l'avenir cette omission. Il n'est même pas nécessaire d'être un savant agronome pour se faire une juste idée de la situation matérielle et des besoins du département, et pour avoir la certitude de ce qu'il gagnerait à l'exécution de ces grands projets. Un esprit observateur rapporterait au Gouvernement les impressions qu'il aurait reçues, les remarques qui l'auraient frappé, les faits nombreux qu'il aurait recueillis, toutes choses qui entrent dans les premières notions d'agriculture, qui sont d'un tout autre intérêt par leur importance, que les progrès dont serait susceptible une agriculture perfectionnée, et qui par cela même méritent d'attirer de préférence l'attention et la sollicitude du Gouvernement.

Au reste, Messieurs, une circulaire et autres documents adressés par M. le Ministre de l'agriculture et qui vous ont été transmis à l'avance pour vous donner le temps de méditer sur les questions posées et de vous former une opinion sur chacune d'elles, témoignent de son intérêt et de sa sollicitude pour cette branche si importante de l'administration. Vous avez déjà été appelés l'année dernière à délibérer sur cette matière, et le département des Hautes-Alpes, plus que tout autre, doit désirer de voir résoudre des difficultés dont l'existence le tient enfermé dans les conditions les plus défavorables au développement de son agriculture.

M. l'Inspecteur des forêts Delafont me remet à l'instant un nouveau travail qu'il vient de faire sur le reboisement des montagnes. Ce document dont je n'ai pas encore eu le temps de prendre connaissance, a, sans doute, indépendamment du mérite de l'actualité, celui de renfermer des vues réellement pratiques, des observations éclairées par une longue expérience.

ROUTES ROYALES ET DÉPARTEMENTALES.

Routes royales.

Les crédits accordés, en 1843, par le Gouvernement, pour le service des routes royales des Hautes-Alpes, s'élèvent, y compris 51,964 f. 13 c. restés sans emploi sur l'exercice précédent, à la somme totale de 423,785 fr. 22 c., laquelle a été répartie dans les proportions suivantes :

1 ^{re} Catégorie, comprenant les travaux d'entretien des chaussées et des ouvrages d'art.	Route royale n° 73	7,848 »	115,000 »
	— Id. — n° 83	26,596 »	
	— Id. — n° 91	6,774 »	
	— Id. — n° 93	10,098 »	
	— Id. — n° 94	42,584 »	
	Salaires de conducteurs et piqueurs.	15,566 66	
	Dépenses diverses.	5,533 34	

2 ^e Catégorie, concernant les travaux neufs et travaux d'art.	Route royale n° 73	51,200 »	85,549 72
	— Id. — n° 83	3,616 75	
	— Id. — n° 94	30,732 97	

Achèvement des lacunes.	Route royale n° 91	132,472 16	218,698 39
	— Id. — n° 93	16,226 23	
	— Id. — n° 94	70,000 »	

Réparations extraordinaires. Route n° 94. . . . 4,537 11

TOTAL ÉGAL. . . . 423,785 22

Vous trouverez dans le rapport fourni par M. l'Ingénieur en chef, et que j'ai l'honneur de déposer ici, tous les détails nécessaires sur l'emploi des sommes ci-dessus et sur le degré d'avancement des travaux. Ce document comprend en outre, la situation actuelle des routes royales sous le rapport de la

10 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

viabilité , leurs besoins , les projets approuvés pour lesquels aucun crédit n'a encore été alloué , ceux rédigés et qui seront incessamment soumis à l'approbation de l'autorité supérieure, enfin les projets à l'étude. Ces renseignements me laissent peu de choses à dire sur les diverses parties du service. Je me bornerai donc à vous présenter quelques observations.

Vous verrez d'abord , Messieurs , que , comme tous ses prédécesseurs , M. Uhrich se plaint de l'insuffisance des fonds affectés aux travaux d'entretien des routes établies , vous le savez , dans une grande partie de leurs parcours , sur le revers ou au pied de nos montagnes dénudées. Les pluies qui tombent souvent par torrents , entraînant avec elles des masses de terres qui s'amoncellent au point quelquefois d'intercepter les communications, les éboulements de rochers, les amas considérables de neige provenant des avalanches , les nombreux ravins et torrents qui sillonnent le département et nécessitent la construction de ponts , ponceaux ou aqueducs qu'on est obligé de réparer de temps à autre , les crues subites des rivières qui longent les routes établies dans la plaine et contre l'action desquelles on a constamment à lutter ; toutes ces causes rendent indispensable un accroissement de crédit pour subvenir d'une manière efficace aux besoins de cette partie du service.

Vous jugerez sans doute convenable , Messieurs , de solliciter, de concert avec l'administration , une plus large part dans la répartition du fonds de 1^{re} catégorie.

Il est regrettable que l'économie du budget général des ponts et chaussées n'ait pas encore permis cette année à M. le Ministre de consacrer quelques fonds à l'exécution du projet d'un pont en pierre sur le torrent de Vêragne. Je renouvellerai mes instances pour que ce travail , qui est approuvé depuis le 29 novembre 1841 , soit mis en adjudication l'année prochaine.

Vous aviez demandé , pendant le cours de votre dernière session , la rectification de la traverse de Serres et des rampes :

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 11

1° De Gap à Chauvet ;

2° De Gap à Quint ;

3° De Briançon.

Le premier de ces projets est complètement terminé et sera transmis très incessamment à l'approbation ministérielle. MM. les Ingénieurs s'occupent de l'étude des deux seconds. Quant au dernier, le chiffre énorme de 152,000 fr. que présentait le devis, a fait sentir la nécessité d'étudier un nouveau tracé plus économique. Ce travail est avancé.

Les études des ponts à jeter sur les torrents de Saint-Pancrace, de Prareboul et de l'Ascension, constructions qui avaient attiré toute votre sollicitude, seront achevées dans le cours de cette campagne, ainsi que M. l'Ingénieur en chef en donne l'assurance dans son rapport. On s'occupe aussi du projet des travaux nécessaires pour défendre la route n° 94 contre les irrutions du torrent des Pals.

Enfin, Messieurs, vous remarquerez que dès le mois de septembre dernier, les études relatives au torrent de Rioubourdoux, sur lequel vous aviez également appelé l'attention de l'administration, étaient complètement achevées. Mais le projet préparé est devenu aujourd'hui inexécutable par suite de l'exhaussement du lit de ce torrent. Ce sont donc de nouvelles et sérieuses études à faire pour ne pas s'exposer à entreprendre des travaux dispendieux, qui par la suite pourraient devenir inutiles.

Parmi les torrents secondaires, tels que ceux qui nous occupent en ce moment, il faut distinguer les torrents qui continuent d'entraîner dans leur cours d'énormes masses de pierres et de graviers, de ceux qui ont, pour ainsi dire, épuisé par des corrosions incessantes le sol mobile qu'ils parcourent et qui coulent maintenant sur la roche nue, ou sur un terrain à l'épreuve de leur action. Sur ces derniers, (et dans ce nombre doivent être compris, si je ne me trompe, les torrents de Prareboul et de l'Ascension, par exemple,) il est possible de construire des ponts et autres ouvrages d'art, avec la confiance qu'ils résisteront à tout évènement.

12 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

parce que rien ne fait présumer que leur lit actuel puisse être dans l'avenir, changé, exhaussé ou détruit par quelque nouvelle perturbation. Ils ont enlevé, déplacé les terrains qui étaient à leur portée, et il ne leur reste plus rien à détruire. Leur établissement d'aujourd'hui paraît donc définitif. Mais il n'en est pas de même des autres torrents qui présentent aux hommes de l'art le plus difficile problème à résoudre qui puisse se rencontrer dans ces montagnes. Que faire contre une puissance qui transporte avec elle toute la partie mobile des vastes pentes qu'elle parcourt, qui la précipite, soit sur les constructions pour les ensevelir, soit sur un autre point pour les laisser à l'écart et les rendre désormais inutiles? Il n'y a évidemment d'autre remède à un tel état de choses, que de rendre à ce sol si fortement déclive, toute la consistance que la végétation seule peut lui donner.

J'ai rappelé au souvenir de M. le Ministre des Travaux publics le vœu si souvent renouvelé par le Conseil général, pour la réouverture de l'ancienne communication entre le Mont-Genèvre et Turin. « L'administration, a répondu M. le Ministre, « apprécie parfaitement les avantages qui en résulteraient pour « le département des Hautes-Alpes. Des négociations sont « entamées par la voie diplomatique; le Gouvernement les « poursuit avec zèle et persévérance, et il y a lieu d'espérer « qu'elles seront enfin couronnées de succès ».

Routes départementales.

Les dépenses auxquelles nous aurons à pourvoir, en 1844, et qui sont consignées en détail dans le budget départemental, s'établissent de la manière suivante, d'après les propositions de M. l'Ingénieur en chef :

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 15

1^{re} SECTION. — SOUS-CHAPITRE IX. — Travaux d'Entretien.

Route départementale n° 1 ^{er} de Gap à Barcelonnette.	15,700 »	}	53,604 89
Route départementale n° 2, de Veynes au Pont-la-Dame.	11,200 »		
Route départementale n° 3, de Rourebeau à Laragne.	6,200 »		
Route départementale n° 4, du Plan-de-Phazy à Abriès.	15,100 »		
Dépenses diverses, Conducteurs, Piqueurs, honoraires des Ingénieurs, etc.	5,404 89		

Cette dernière route n'a pas encore été classée ; mais il y a tout lieu d'espérer que l'ordonnance de classement arrivera très incessamment, l'imposition extraordinaire que vous avez votée à cet effet l'année dernière, ayant été sanctionnée par une loi en date du 15 juin 1845. Il est donc nécessaire de réserver une allocation pour l'entretien de cette route.

2^e SECTION. — SOUS-CHAPITRE XVII. — Travaux des routes et ouvrages d'art qui en font partie.

Route n° 1 ^{er}	100 »	}	46,287 54
id. n° 2.	13,376 65		
id. n° 3.	889 42		
id. n° 4.	31,133 93		
Dépenses diverses.	787 54		

Le faible produit de vos centimes facultatifs destiné à pourvoir aux nombreuses dépenses refoulées dans la 2^e section, par la loi du 10 mai 1838, ne m'a pas permis d'affecter au delà d'une somme de 1,287 fr. 54 c. aux travaux neufs et travaux d'art. Nous sommes donc dans la nécessité de demander au Gouvernement, sur le second fonds commun, un secours de 45,000 fr. indispensable pour assurer le service.

3^e SECTION. — SOUS-CHAPITRE XXIV. — Imposition extraordinaire.

Route n° 1 ^{er}	12,000 »	}	21,501 52
id. n° 2.	1,000 »		
id. n° 3.	400 »		
id. n° 4.	7,600 »		
Dépenses diverses.	501 52		

14 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien sanctionner les diverses propositions que j'ai l'honneur de vous soumettre et qui sont en rapport avec les besoins de chaque route.

Vous avez vu plus haut que par une loi, en date du 15 juin dernier, le département des Hautes-Alpes a été autorisé, conformément à votre demande, à s'imposer extraordinairement pendant six années, à partir de 1844, 3 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit serait affecté aux travaux d'achèvement des routes départementales actuellement classées, ainsi qu'à ceux de la route du Plan-de-Phazy au Château-Queyras, dont vous avez sollicité le classement. Mais les lois qui autorisent des emprunts et des impositions extraordinaires, ne font qu'accorder une simple faculté. Il est donc nécessaire que les Conseils généraux dans leurs sessions annuelles déclarent qu'il est dans leur intention d'user de cette faculté. Vous aurez en conséquence, Messieurs, à renouveler, pour l'année 1844, le vote de 3 centimes additionnels que vous avez émis dans le cours de votre dernière session. Ce ne sont là, sans doute, ainsi que le fait remarquer M. le Ministre dans une lettre du 22 juin 1843, que des choses de forme ; mais dans notre Gouvernement constitutionnel, les formes en matière de recouvrement d'impôt ont, vous le savez, une grande importance, et les administrateurs doivent les observer rigoureusement pour mettre leurs actes à l'abri de toute critique.

CHEMINS VICINAUX.

Le service des chemins vicinaux a continué de suivre, en 1843, une marche progressive. L'uniformité d'impulsion, de direction et d'activité dans le travail a produit des améliorations sensibles et les ressources ont reçu un emploi plus utile, plus prompt et plus efficace. Chaque jour les difficultés s'aplanissent par l'expérience ; les irrégularités et les abus disparaissent. Les autorités locales, à peu d'exceptions près, s'associent de tous leurs moyens aux vues de l'administration. De leur côté, les prestataires subissent l'heureuse influence des résultats

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 45

qu'ils ont sous les yeux et dont ils commencent à jouir ; ils comprennent généralement mieux aujourd'hui la nécessité des sacrifices qui leur sont demandés et apportent de plus en plus de la bonne volonté, quelquefois du zèle et de l'empressement dans l'accomplissement des obligations que leur impose la loi.

Ce qui témoigne, au surplus, de la meilleure appréciation que fait la population rurale de l'utilité des chemins, c'est l'abandon gratuit par les propriétaires riverains, du sol nécessaire à l'élargissement des voies publiques. La valeur des parcelles obtenues sans indemnité s'élève à la somme de 19,525 fr. 35 c. Dans cette évaluation ne sont pas compris, bien entendu, les terrains usurpés qu'on a dû faire rendre aux chemins et qui sont évalués à 13,100 fr.

Dix-neuf propriétaires seulement ont présenté des demandes en indemnité, toutes de peu d'importance. Mais la plupart étant dénuées de fondement ont été rejetées, sans qu'il y ait eu de nouvelles réclamations.

Le succès de l'œuvre entreprise est donc assuré. Il ne s'agit plus aujourd'hui, Messieurs, que de perfectionner les moyens d'action, afin d'amener le travail des prestataires à produire ce que produirait le travail salarié. C'est le but vers lequel doivent tendre tous les efforts de l'administration, et j'ai l'espoir d'y parvenir au moyen de quelques modifications dans le système de conversion des journées en tâches, modifications dont j'aurai bientôt l'honneur de vous entretenir.

Ressources appliquées aux chemins vicinaux.

Les ressources de toute nature affectées, en 1843, aux dépenses des chemins vicinaux ordinaires et de grande communication se composent ainsi qu'il suit :

1 ^o Prélèvement sur les revenus ordinaires communaux.	12,828 53
2 ^o Centimes spéciaux votés ou imposés d'office.	21,818 26
A reporter.	34,646 79

16 Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.

	Report.	34,646 79
3° 120,837 journées de toute espèce votées ou imposées, ayant une valeur, d'après le tarif, de.		120,694 75
4° Impositions extraordinaires.		2,877 50
5° Allocation au budget départemental.		36,400 39
6° Fonds restés sans emploi sur les exercices antérieurs.		10,118 51
	TOTAL.	204,737 94

A déduire, pour traitements des agents-voyers, salaires des cantonniers, frais d'impression et dépenses diverses. 13,000 »

RESTE pour travaux. 191,737 94

Impositions d'office.

Je dois ici, Messieurs, conformément au vœu de la loi du 21 mai 1836, vous faire connaître dans quelles limites j'ai usé du droit que me confère l'article 5 d'imposer d'office les communes qui ont refusé ou négligé de voter les ressources nécessaires à l'entretien de leurs chemins.

L'état que j'ai l'honneur de mettre sous vos yeux vous démontrera que 37 communes appartenant à l'arrondissement de Gap, 13 à celui d'Embrun et 11 à celui de Briançon, en tout 63, ont été imposées d'office, savoir: 12 pour des journées, 25 pour des centimes et 26 pour des centimes et des prestations.

Le produit de ces diverses impositions s'élève à la somme de 27,784 fr. 87 c., répartie comme suit entre les trois arrondissements :

Arrondissement de Gap.	{ Prestations. 10,270 25	} 12,440 96
	{ Centimes spéciaux. 2,170 71	
Arrondissement d'Embrun.	{ Prestations. 7,408 25	} 9,464 02
	{ Centimes. 2,055 77	

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 17

Arrondissement de	{	Prestations.	4,885 25)	5,879 89
Briançon.		Centimes.	994 64)	
Total. . .	{	Prestations.	22,563 75)	27,784 87
		Centimes.	5,221 12)	

Le chiffre des impositions établies d'office est à la masse des ressources votées, dans la proportion de $\frac{1}{5}$ environ. Cette proportion était l'année dernière de près de $\frac{1}{4}$.

Au surplus, Messieurs, l'établissement de ces impositions ne saurait être considéré comme un indice défavorable des dispositions des conseils municipaux ; car 19 communes n'ont été imposées d'office que parce que leurs délibérations ne sont parvenues après l'époque fixée pour la formation des rôles. Quant aux autres, elles avaient ou voté des ressources insuffisantes ou négligé de répondre, préférant, comme dans beaucoup d'autres circonstances où leur vote peut être suppléé par l'action de l'autorité supérieure, laisser à celle-ci le soin d'imposer les charges nécessaires. L'absence totale de plaintes est d'ailleurs une preuve que les contribuables voient sans aucune prévention l'établissement de ces sortes d'impositions.

Emploi des ressources communales.

Les travaux effectués au moyen des ressources en argent fournies par les communes ont peu d'importance. Ces ressources étant presque partout insignifiantes, j'ai dû les tenir en réserve jusqu'à ce que leur accumulation ait produit une somme qui puisse être employée d'une manière utile et efficace à quelques ouvrages d'art dont nos voies de communication ont généralement besoin.

Les journées de prestation acquittées en nature pendant la campagne de 1843, s'élèvent à la somme de 101,514 fr. 89 c. valeur d'après le tarif. Les 19,179 fr. 86 c., dont il n'a par été fait emploi, seront recouvrés en argent, excepté dans 12 communes où l'exécution des travaux a été ajournée à l'automne,

18^e Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.

à cause du mauvais temps qui est venu contrarier l'itinéraire.

Pour vous mettre en mesure d'apprécier les résultats obtenus au moyen des prestations, j'ai fait dresser et je dépose sur votre bureau un état présentant, avec de nombreux détails, les travaux de toute nature effectués dans chaque commune. Vous remarquerez que les chemins pris intégralement ou par fraction, ont été réparés sur une longueur totale de 183,129 mètres, non compris 79,009 mètres sur lesquels il a été fait quelques légers travaux d'entretien. On a construit 104 aqueducs, 109 cassis en leur donnant la forme nécessaire pour l'écoulement des eaux, et 5 passerelles. 16,885 mètres de murs à pierres sèches ont été relevés ou construits à neuf. 73,217 mètres courants de fossés ont été ouverts ou nettoyés.

Ces divers ouvrages ont une valeur, calculée suivant les prix du pays, de 103,473 fr. 59 c. On a donc obtenu un bénéfice de 1/29 sur la valeur assignée aux journées par le tarif.

Conversion des journées en tâches.

La conversion des journées en tâches a été opérée sans trop de difficulté dans les communes de l'arrondissement de voirie de Briançon, à l'exception de 7 (sur 33), où les travaux ont été exécutés en partie à la journée, à cause de la nature du sol et des ouvrages.

Sur 36 communes dont se compose l'arrondissement d'Embrun, une seule a fait à la journée l'emploi d'une partie de ses prestations.

L'arrondissement oriental de Gap comprend 50 communes : dans 34, la conversion a été complètement obtenue ; dans 11, les travaux ont été exécutés en partie à la journée ; dans 5, les prestataires se sont refusés à prendre des tâches.

Le système de transformation en tâches a été adopté intégralement dans l'arrondissement occidental de Gap par 24 communes sur 63 qui forment cet arrondissement, 31 ont exécuté les prestations, partie à la tâche, partie à la journée. Cepen-

dant, il est vrai de le dire, le premier mode a été généralement plus usité. Dans 10 communes les agents-voyers n'ont pu obtenir la conversion. La difficulté du terrain et la nature des travaux ont mis obstacle à l'application complète de ce système dans 11 communes.

Les résultats n'ont donc pas été aussi satisfaisants dans cet arrondissement de voirie que dans les trois autres. Cependant vous remarquerez que le travail par tâches y a fait de notables progrès, puisque l'année dernière, il n'avait été mis en pratique avec quelque succès que dans 6 communes seulement.

Il est juste de dire, au surplus, que partout où les journées de bestiaux et de charrettes n'ont pu être utilisées, leur conversion en journées de main d'œuvre a été consentie assez facilement; deux seules communes dans tout le département s'y sont refusées.

Améliorations introduites dans le service.

J'avais remarqué, Messieurs, que l'itinéraire ne renfermait pas les indications suffisantes. Les prestataires, obligés de se réunir le matin sur un point central pour y recevoir l'avis de ce qu'ils avaient à faire et se transporter ensuite, avec l'agent-voyer, sur le lieu des travaux, perdaient beaucoup de temps et faisaient souvent un long et inutile trajet. Il m'a paru dès lors nécessaire de préparer les choses à l'avance et d'indiquer sur l'itinéraire même les chemins ou parties de chemin auxquels les journées devaient être appliquées. Il est une autre modification beaucoup plus importante dont je me suis occupé et qui, je l'espère, donnera de bons résultats. Elle est relative au système des tâches. Voici en peu de mots ce dont il s'agit.

Au jour fixé pour l'exécution des prestations, chaque agent-voyer, vous le savez, se rendait sur le chemin désigné par l'itinéraire, afin d'y organiser les ateliers. Presqu'en même temps arrivaient les prestataires, au nombre de 50, 60, et même 80, selon l'importance de la commune. Il y avait donc encombrement, confusion, et c'est au milieu d'un désordre

20 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

inévitable que l'agent-voyer était obligé de distribuer les tâches, après toutefois avoir débattu successivement avec les prestataires la quantité d'ouvrage qu'ils devaient exécuter. Il arrivait évidemment que les tâches données ainsi trop à la hâte, se ressentaient de cette précipitation, et n'étaient pas en rapport avec les journées à fournir par les contribuables. De là aussi grande perte de temps et mauvaise direction imprimée aux travaux.

Pour remédier à ce grave inconvénient, j'ai invité les conseils municipaux à voter, conformément à la loi, un tarif par série de prix, suivant la nature et les difficultés du terrain. Il suffira dès lors d'un peu de discernement et d'habitude de la part de l'agent-voyer secondaire, pour appliquer à tel ou tel chemin le prix qui, dans la série, se rapporte au sol sur lequel le chemin est établi. Au moyen des rôles de prestation déposés dans les mairies, les tâches pourront être préparées avant l'ouverture des travaux, en raison de la cotisation au rôle de chaque prestataire; en sorte qu'au jour déterminé, l'agent-voyer n'aura plus qu'à les distribuer. Nous parviendrons ainsi à obtenir une somme de travaux plus considérable, sans exiger davantage des prestataires. Ce mode, qui d'ailleurs rendra inutile la présence continuelle d'un surveillant, donnera le moyen de combiner l'itinéraire de manière à faire emploi des prestations dans un délai beaucoup plus court et à une époque qui ne contrariera pas les travaux agricoles. Au lieu de 2, 3 ou 4 jours au plus qu'on laissait aux prestataires pour se libérer, ils pourront en avoir 6, 8, quelquefois 10 et au delà.

Ce mode ainsi perfectionné, en même temps qu'il satisfera au vœu de la loi et aux exigences de la justice, sera parfaitement dans l'intérêt et dans les convenances des contribuables, autant qu'il sera favorable à la prompte exécution des travaux.

Chemins vicinaux de grande communication.

Nous avons vu plus haut, Messieurs, que les ressources four-

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général 24

nies par les communes pour l'ensemble du service vicinal, se sont élevées, savoir :

Prestations en nature, à. . . .	120,694 75	} 158,219 04
Allocations diverses en argent, à.	37,524 29	

Sur lesquels les chemins vicinaux de grande communication ont reçu 56,491 fr., un peu moins des 47/100 en prestations en nature, et 13,956 fr. 89 c. ou 37/100 en argent. Il a été fait emploi des journées réservées aux grandes lignes vicinales pour une valeur de 45,548 fr. seulement. Reste donc à recouvrer 10,945 fr. Mais je dois faire observer que l'exécution des travaux ayant été ajournée dans 6 communes, à cause du mauvais temps, le chiffre des recouvrements à opérer sera beaucoup moins considérable à la fin de l'exercice.

Emploi des ressources.

Les résultats obtenus sont consignés dans divers tableaux qui seront mis sous vos yeux. Vous trouverez également annexé à ce rapport l'état des dépenses effectuées, du 1^{er} août 1842 au 31 juillet 1843, sur les chemins vicinaux de grande communication, tant au moyen des contingents communaux que des subventions départementales. Je me dispenserai donc d'entrer dans aucun détail.

Travaux en projet.

Plusieurs travaux d'art dont l'urgence est reconnue sont en projet et doivent s'exécuter avec le concours des communes qui ont déjà été consultées :

Deux ponts sur la Séveraisse; l'un à Saint-Firmin, l'autre à Saint-Maurice, chemin vicinal de grande communication de Saint-Bonnet à la Chapelle en Valgaudemar. Le premier a été adjugé depuis peu, le second le sera aussitôt que le Gouvernement aura approuvé le vote des communes.

Un pont sur la rivière de Méouge entre Ribiers et Larnagne ;

Un autre sur le territoire de Savournon ;

22 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

Rectification du passage de l'Echine-de-l'Ane, chemin de grande communication de Tallard à Valses ;

Ouverture du passage de Serre-Ponçon, travail fort utile et fort désirable après les constructions déjà faites.

Ces deux derniers projets courent risque d'éprouver des retards par suite des exigences du génie militaire, qui a demandé à leur égard l'accomplissement des formalités voulues par la commission mixte des travaux publics.

Construction d'un épi et rectification du chemin de Gap à Orcières entre la Plaine et le Pont-du-Fossé ;

Rectification entre les ponts de la Misère et du Preyt, dans la commune d'Aiguilles.

Ces divers projets s'élèvent à près de 60,000 fr.

Désignation des communes intéressées aux chemins vicinaux de grande communication.

Lors de votre dernière session, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître que des erreurs s'étant glissées dans la désignation des communes intéressées aux lignes de grande vicinalité, il était devenu nécessaire de réviser le travail de classement. Cette révision a été de la part de M. l'agent-voyer chef l'objet d'une étude sérieuse.

Conformément à l'article 7 de la loi du 21 mai 1836, j'ai provoqué les avis des conseils municipaux. Les délibérations qu'ils ont prises, et dont quelques-unes ne sont pas d'accord avec mes propositions, se trouvent réunies dans divers dossiers déposés sur votre bureau.

Malgré mes instances réitérées, plusieurs communes n'ont pas répondu à l'invitation qui leur a été adressée. Mais les prescriptions de la loi ayant été remplies à leur égard, il y a lieu de passer outre. Vous remarquerez également que je n'ai pu prendre l'avis du Conseil d'arrondissement de Gap, ses membres ne s'étant pas réunis en nombre suffisant pour délibérer. Toutefois l'absence de cette formalité ne saurait être, ce me semble, un motif pour ajourner votre décision et laisser subsister des erreurs préjudiciables au bien du service.

Je vais résumer ici les différentes propositions sur lesquelles la loi vous appelle à prononcer.

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 25

La commune du Monétier-Allemond n'avait pas été désignée comme devant concourir aux frais du chemin vicinal de grande communication de Serres à Ventavon, bien qu'elle y ait un intérêt direct. Je vous propose de décider qu'à l'avenir elle sera appelée à contribuer à sa confection.

J'ai l'honneur de vous faire une semblable proposition pour les communes ;

1° De la Haute-Beaume qui se trouve dans le même cas, à l'égard du chemin de Saint-Pierre-d'Argençon à Aspremont ;

2° De Ribeyret, intéressée au chemin de l'Epine à La Charse, (Drôme) ;

3° De Moydans, intéressée à celui de Lagrand à Romans ;

4° D'Agnières, intéressée à celui de St-Bonnet à St-Etienne-en-Dévoluy ;

5° De Breziers, intéressée à celui du pont de Rousset à La Couche ;

6° De Remollon, intéressée à celui de Valserrès à La Bâtie-Neuve ;

7° Du Sauze, intéressée à celui de Savines à Pontis, (Basses-Alpes) ;

8° D'Embrun et de St-Clément, intéressées à celui d'Embrun à St-Clément ;

9° Enfin de Gap, intéressée à ceux de Gap à Sigoyer et de Gap à Orcières.

A l'égard de cette dernière ligne, je dois vous faire observer qu'en 1836, le Conseil général avait cru devoir décider que les communes d'Ancelle, de St-Michel-de-Chaliol et de Buis-sard, devaient concourir à son entretien. J'ai acquis la certitude que ce chemin ne leur est d'aucune utilité, les habitants ne s'en servant jamais pour se rendre à Gap. Il est donc de toute justice de les rayer de la liste des communes intéressées. Je vous prie de prendre une décision en conséquence.

Une semblable décision doit-être prise en faveur des communes de Barret-le-Bas, Barret-le-Haut, Eourres, St-Pierre-

24 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

Avez et Salérans, qui ne retirent non plus aucun avantage du chemin de grande communication de Ribiers à Laborel, par Laragne, Lagrand et Orpierre.

Le Conseil général n'ayant pas désigné, lors du classement du chemin de Champoléon à St-Bonnet sur la rive droite du Drac, les communes intéressées à cette ligne, il est devenu aujourd'hui indispensable de combler cette lacune. C'est dans ce but que je vous engage à déclarer que les communes de Champoléon, Orcières, St-Jean-St-Nicolas, Chabottonnes, Chabottes, Buissard, St-Julien et St-Bonnet, seront appelées à concourir aux frais de son établissement.

Tous les conseils municipaux, ainsi que vous pourrez le voir, ne sont pas d'accord sur la direction à donner au chemin qui nous occupe. Les uns veulent qu'il conserve sa direction actuelle, c'est-à-dire qu'il passe aux villages même de Chabottonnes, de Chabottes et de St-Julien. L'administration municipale de St-Bonnet demande au contraire qu'il soit établi dans la plaine au-dessous de Chabottes, de Chabottonnes, de Buissard et de St-Julien, en cotoyant le Drac. Le tracé auquel, selon moi, il convient de s'arrêter, et que je vous propose d'adopter, est celui passant aux villages de Chabottes et de Chabottonnes, près du moulin de Buissard, et à 300 mètres environ au-dessous de St-Julien où le chemin existe déjà et n'a besoin que d'être amélioré. Si l'on se jetait sur le bord du Drac, en-dessous de Chabottes et de Chabottonnes, on aurait des digues importantes à construire au-dessus du moulin de la première commune, et de nombreuses indemnités de terrain à payer. Les ressources des communes ne permettent pas de songer à ce projet.

Chemin de Remollon à Seyne par Breziers.

MM. les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur ont autorisé l'ouverture d'un chemin carrossable destiné à joindre la route départementale n° 1^{er} des Hautes-Alpes à la route n° 17 des Basses-Alpes, en passant par le pont de Remollon et Breziers et se prolongeant ensuite jusqu'à la limite des Basses-Alpes, au col de Garcinet, pour se diriger sur le territoire de ce

dernier département vers Seyne, par Saint-Martin et Sellonnet.

Le classement de cette ligne avait déjà été prononcé en 1841. Mais il ne peut être considéré que comme provisoire, parce que les formalités préalables exigées par la loi n'avaient pas été remplies. Il devient donc nécessaire aujourd'hui de prendre une nouvelle décision et de désigner les communes qui doivent concourir à son établissement. Je vous propose de déclarer intéressées à cette route, qui conservera la dénomination de chemin vicinal de grande communication du pont de Remollon à Seyne, par Breziers, les communes de Remollon, Rochebrune, Breziers, Théus et Espinasses.

Je crois, Messieurs, à l'occasion du classement de ce chemin, devoir vous donner connaissance d'une lettre que m'a écrite mon collègue des Basses-Alpes. Elle vous fixera sur le degré d'instruction où en est aujourd'hui cette affaire, comme aussi sur les difficultés qu'elle peut encore rencontrer. Je lui ai de nouveau écrit tout récemment pour savoir s'il était toujours dans l'intention d'en entretenir son Conseil général et pour connaître sa résolution présente. La réponse qui sans doute me parviendra avant qu'une discussion soit entamée sur ce point, sera mise sous vos yeux.

Proposition de déclassement.

Le chemin de grande communication d'Aspres au Pont-la-Barque a perdu toute son importance depuis la construction de la route royale n° 75, établie parallèlement à ce chemin et, dans plusieurs endroits, sur le sol même qu'il occupait. Il convient donc d'en prononcer le déclassement, sauf à conserver comme chemins d'exploitation les parties que la route royale a laissées intactes. C'est dans ce sens, Messieurs, que je vous prie de prendre une délibération.

Il conviendra également, pour ordre, de déclasser les chemins de Veynes au Pont-la-Dame et de Rourebeau à Laragne, élevés au rang de routes départementales, par ordonnance royale du 21 mai 1845.

26 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

Fixation du prix des journées de prestation.

Vous vous rappelez, Messieurs, que, conformément à la loi du 21 mai 1836, vous devez fixer annuellement la valeur à attribuer à chaque espèce de journées de prestation en nature. L'expérience n'ayant pas démontré jusqu'à ce jour la nécessité de modifier le tarif en vigueur, et son application, d'ailleurs, n'ayant été l'objet d'aucune réclamation, j'ai l'honneur de vous en proposer le maintien pour l'exercice 1844.

Imposition spéciale de 5 centimes pour les chemins vicinaux.

En cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour concourir, par des subventions, aux dépenses des chemins vicinaux de Grande communication et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins, les Conseils généraux sont autorisés par la loi de finances du 24 juillet dernier, à voter pour 1844, à titre d'imposition spéciale, 5 centimes additionnels aux quatre contributions directes.

Une loi en date du 27 juin 1835, permet, il est vrai, au département de s'imposer extraordinairement un nombre égal de centimes pour le même objet, pendant dix ans. Mais cette imposition, vous le savez, ne pouvant atteindre que les deux contributions foncière, personnelle et mobilière, il est indispensable que vous formuliez, comme les années précédentes, un vote conforme aux prescriptions de la loi de finances précitée.

Répartition des fonds.

Il me reste, Messieurs, à vous soumettre les propositions d'allocations pour l'exercice 1844. Elles sont d'ailleurs consignées au budget départemental et ne diffèrent en rien de celles que vous avez sanctionnées l'année dernière.

1^o Subvention aux chemins vicinaux de grande communication. 26,308 57

2^o Traitement de l'agent-voyer chef, y compris
600 fr. pour frais de bureau. 3,000 »

A reporter. 29,308 57

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 27

Report.	29,308 57
3° Traitement du voyer de l'arrondissement occidental de Gap.	1,500 »
4° Traitement du voyer de l'arrondissement oriental de Gap.	1,500 »
5° Traitement du voyer de l'arrondissement d'Embrun.	1,500 »
6° Traitement du voyer de l'arrondissement de Briançon.	1,500 »
7° Complément du contingent fourni par les communes pour le salaire de douze agents-voyers secondaires	1,500 »
8° Réserve pour frais d'impression et dépenses diverses.	100 »
Total.	<u>36,908 57</u>

ACQUISITIONS, CONSTRUCTIONS ET RÉPARATIONS D'ÉGLISES ET PRESBYTÈRES.

Les édifices religieux trop long-temps négligés dans les Hautes-Alpes, réclament de nombreuses et urgentes réparations. J'ai dû porter mon attention sur leurs besoins et craindre pour leur avenir, en songeant à la pénurie des ressources qu'il est possible de leur consacrer.

Les fabriques des églises ne possèdent absolument aucun revenu et les communes, généralement pauvres, ne peuvent venir à leur secours, au moyen de leurs ressources ordinaires, presque toujours insuffisantes pour faire face aux dépenses annuelles et obligatoires. Les administrations municipales se trouvent la plupart dans la nécessité, pour couvrir le déficit de leur budget, de recourir soit à une imposition additionnelle qui varie de 10 à 20 centimes, soit à une augmentation sur les redevances de pâturage et d'affouage, qui tendent ainsi à dépasser l'équivalent de la jouissance, et à prendre le caractère d'un nouvel impôt. Le cinquième environ des communes s'impose annuellement pour payer le salaire des gardes champêtres, ce qui démontre évidemment la nullité de leurs ressources permanentes.

28 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

Dans un tel état de choses, pénétré de l'impossibilité où sont les communes et le département lui-même de satisfaire aux nombreux besoins des édifices religieux, j'ai dû réclamer le concours du Gouvernement et solliciter auprès de lui la plus large part possible dans le fonds de subvention affecté chaque année au budget de la Justice et des Cultes.

En 1841, M. le Ministre n'avait accordé au département qu'un secours de 7,500 fr. En 1842 ce secours a été porté à 9,000 fr. Cette année sur mes pressantes sollicitations, un crédit de 13,700 fr. a été mis à ma disposition.

Beaucoup de besoins sans doute ont été satisfaits; mais il reste encore un grand nombre de communes qui ne sauraient, au moyen de leurs propres ressources, pourvoir à des réparations tellement urgentes, qu'il s'agit d'édifices qui tombent en ruines.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous proposer d'allouer pour cet objet une somme de 5,798 fr. 70 c. Cette somme réunie à la subvention que je ne manquerai pas de solliciter encore auprès de M. le Ministre des cultes, satisfera aux besoins les plus impérieux qui me sont déjà connus ou que je connaîtrai par la suite.

Partie Morale.

SERVICE DES ENFANTS TROUVÉS.

C'est pendant le cours de l'année 1840 que je fus chargé de l'administration du département des Hautes-Alpes: voyons d'abord quelle était à cette époque la situation du service des enfants trouvés, et examinons les opinions diverses qui furent émises et qui s'étaient précédemment produites sur les moyens de l'améliorer.

Pendant les années antérieures, c'est-à-dire en 1837, 1838,

1839 et en y comprenant 1840*, le nombre des enfants exposés fut de 94, 111, 97 et 108. J'ai même lieu de croire que ce dernier chiffre aurait été plus élevé, si, dès le mois de novembre 1840, je n'avais donné toute publicité aux mesures que j'étais sur le point d'adopter.

Ce nombre d'expositions annuelles dépasse sensiblement, eu égard à la population, le nombre des expositions dans la plupart des autres départements, bien qu'il s'en trouve cependant où la proportion est en sens inverse, même parmi les départements agricoles et les populations disséminées.

L'état des choses avait appelé, dès avant 1840, la discussion du Conseil général sur les mesures les plus efficaces à employer dans la circonstance, mesures qui avaient déjà été adoptées ailleurs et qui avaient été approuvées par les uns et blâmées par les autres. Il s'agissait surtout du déplacement des enfants d'arrondissement à arrondissement, de la suppression du tour établi à Gap, des secours à accorder aux filles-mères indigentes, pour les déterminer à garder leurs enfants.

L'utilité des deux premiers moyens avait été reconnue, mais non celle du troisième que le Conseil avait repoussé. Les mêmes questions se représentèrent en 1840 : même solution pour la fermeture du tour et le déplacement, et discussion assez vive sur la proposition des secours, laquelle cependant fut approuvée, au moins à titre d'essai, contrairement aux conclusions de la commission. Celle-ci dans son rapport s'appuyait sur deux motifs principaux, l'un tiré de la question

* Le nombre des enfants exposés en 1809, a été de . . . 35.

en 1810, de . . . 28.

en 1811, de . . . 68.

On peut juger par ce dernier chiffre des conséquences inévitables du décret du 19 janvier 1811

Depuis cette époque, les expositions se sont progressivement accrues, sauf quelques variations annuelles, jusqu'en 1830, où elles se sont élevées à 120.

30 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

économique, l'autre de l'effet moral. Elle ne pensait pas que la mesure dût produire, sous le point de vue pécuniaire, les résultats attendus. « En effet, disait-elle, la plupart des expositions sont amenées par les sentiments de honte ou de pudeur de la mère. Les secours promis n'arrêteront pas les expositions. D'un autre côté, si quelques mères se déterminent à garder leurs enfants par l'espoir des secours, on accordera à ses mères les sommes qu'on accorde, en l'état actuel, aux nourrices. Il n'y aura donc pas économie réelle ou notable par suite de cette mesure.

« Sous le rapport moral, la commission pense que ces secours produiraient des résultats désastreux. Sans doute si ces secours devaient, comme l'espèrent quelques-uns, raviver les sentiments de la maternité, conserver l'esprit de famille qui s'en va chaque jour de nos mœurs, il faudrait adopter la mesure sans hésitation ; mais ce n'est pas par des secours d'argent qu'on réveillera jamais les idées de morale ou les sentiments de la nature ; quiconque a besoin d'être payé pour remplir les devoirs d'une mère, ne sera jamais mère. Il serait peut-être exagéré de dire que ce secours sera pour les filles pauvres un motif de plus pour succomber ; mais il sera, de la part de l'administration, une sorte de protection indulgente accordée à la faute commise. Il semble que ce n'est pas à l'administration à donner l'exemple d'une pareille tolérance : il ne suffit pas qu'elle soit économe, il faut aussi et surtout qu'elle soit moralisatrice. »

A cette époque, comme aujourd'hui, il m'était impossible de partager ces craintes et d'entrevoir de tels dangers. Arrêtons-nous un instant sur ce point qui est important et qui n'a pas été, ou qui a été mal compris dans un grand nombre de départements.

Dans mon opinion bien arrêtée, le point de vue économique comme le point de vue moral étaient également intéressés à l'exécution de la mesure. La commission avait oublié que le secours accordé à une fille-mère n'est pas toujours l'équivalent du salaire

d'une nourrice, et surtout qu'il suffisait de le payer pendant un, deux ou trois ans au plus, et non pendant douze années comme le salaire des nourrices. Il y avait donc lieu d'attendre une notable économie.

Mais cette économie n'était à mes yeux qu'un résultat bien secondaire, et lors même que la dépense des enfants trouvés se serait reportée, chose impossible, tout entière sur les secours distribués aux filles-mères, en admettant dans cette distribution le discernement nécessaire et une sévérité intelligente, je me serais encore félicité d'un pareil succès, dans lequel j'aurais vu une charité bien appliquée, au lieu d'une dépense suivie d'une dépense plus grande, d'un mal provoquant un mal plus grave, d'embarras sans cesse croissants et menaçant de résister à tous les efforts de l'administration, de conséquences, en un mot, toujours plus désastreuses, malgré les sommes énormes jetées dans ce gouffre, sans espoir et même sans pensée d'amélioration. Voilà le côté sérieux de la question.

En portant mon attention sur un état de choses aussi affligeant, le principal moyen d'en sortir m'a toujours paru consister dans les différentes tentatives faites pour déterminer une fille à garder son enfant. Je maintiens, comme j'en ai toujours eu la conviction, que tout ce qu'on peut accomplir de bon, que tout ce qui est réellement moral, que tout ce qui est conforme à l'intérêt et au bien de la société, c'est là et là seulement qu'il faut le voir et s'efforcer de l'obtenir. Vous prétendez que ce n'est pas par des secours d'argent qu'on réveillera jamais les idées de morale et les sentiments de la nature. Je vous répondrai que les secours en argent, les bons conseils et les sages exhortations de la part de quiconque inspire de la confiance, la crainte même du châtimement, car enfin l'exposition est un délit, suffiront le plus souvent, au moins dans nos campagnes, pour ébranler une résolution qui n'est jamais bien ferme. Or, si la mère hésite un, deux,

32 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

trois jours à se séparer de son enfant, il est sauvé; c'est alors que le sentiment maternel se ravive et se fortifie, et à moins d'une extrême misère à laquelle nous aurons à songer et à pourvoir, la mère s'attachera de plus en plus à son enfant, et ce lien sera en même temps un lien moral dont il est aisé de prévoir les heureuses conséquences; car il la détachera d'un autre côté de son penchant au libertinage; de nouveaux soins feront diversion à sa conduite passée, la rendront moins accessible à la séduction, amortiront même souvent toute passion à son égard. Elle ne retombera pas dans les mêmes fautes, ou, s'il en est autrement, les rechûtes deviendront plus rares et dans tous les cas n'auront pas les mêmes suites. Entre la position de cette femme et la vie libre et licencieuse de celle qui s'est affranchie de tout soin et de tout embarras par l'exposition, il y a une notable différence au profit des mœurs et de la solution du problème qui nous occupe. Si l'on contestait ces assertions, nous avons l'expérience pour les confirmer.

Il était donc certain à mes yeux, en 1840 comme aujourd'hui, qu'un bon emploi de secours devait amener une réduction sensible dans le nombre des expositions, qui ne sont pas en général, comme nous le verrons plus loin, l'effet de la honte ou de la pudeur de la mère. Ajoutons d'ailleurs une considération fort importante, qui a encore pour elle les données de l'expérience; c'est que quand on cherche à améliorer quelque service administratif sous un certain rapport, il est impossible que tout le reste n'en éprouve pas les heureux effets: ainsi nous cherchons à prévenir les expositions par des secours et des encouragements, et nos soins, qui par là même s'étendent plus loin, rendent d'une manière générale les expositions beaucoup plus rares. Nous avons trouvé un passage pour pénétrer au milieu de ces misères et dans cette fourmilière d'abus, et on ne laisse pas dès lors que de craindre nos regards.

Quant à la pensée que donner un secours à une fille qui a failli, c'est donner une prime d'encouragement à l'immoralité

et multiplier les occasions de rechûte, je confesse que je n'ai jamais pu m'y arrêter sérieusement. Il est impossible de voir dans ces modiques distributions autre chose qu'une assistance trop justifiée par la misère et le besoin, et la population n'y a certes jamais vu autre chose, car c'est le seul tableau qui ait pu la frapper. Un pareil secours donné à cette fille ne l'empêchera pas de sentir tout le poids des devoirs de la maternité, et en admettant qu'elle ne les remplisse pas elle-même, que son enfant reçoive une nourriture étrangère, il lui restera encore avec moins de soucis et de peines, assez de soins et de sollicitude pour que nous soyons fondés à attendre de sa conduite une meilleure direction. Il n'y a donc pas lieu de craindre dans l'emploi de ce moyen des exemples dangereux, une tentation pour le vice, une occasion de chûte pour d'autres jeunes filles, une atteinte portée aux mœurs. Je l'ai déjà dit, tant que les secours accordés aux filles-mères seront reconnus indispensables à leur état d'indigence, ne redoutons pas la contagion de l'exemple: il n'y a rien là d'assez séduisant.

Une objection plus sérieuse serait celle qui ne verrait au contraire dans ces sortes d'encouragements qu'une tentative impuissante, un moyen trop peu efficace pour rendre des mères dénaturées au sentiment de leur devoir. C'est, il faut le reconnaître, Messieurs, une pénible tâche dans laquelle entre une préoccupation de tous les instants; je puis dire cependant que nous y avons suffi, et je crois qu'on réussira partout à un degré toujours salulaire, avec une persévérance sans relâchement, avec une inspection active et vigilante qui ait par devers elle les moyens de découvrir les nombreux délits de cette nature, avec la répression des tribunaux dont la sévérité tombe heureusement le plus souvent sur des misérables qui font métier d'exposer les enfants et provoquent même ce délit pour un modique et honteux salaire, avec l'heureuse influence du clergé qui, par ses sages représentations, par ses paroles d'encouragement, par sa médiation pour obtenir des secours au besoin, doit amener un change-

54 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

ment sensible dans le mal que nous combattons, enfin avec le concours de toutes les personnes qui comprennent quelles immenses ressources fournit au dévouement une charité éclairée. Je ne m'abuse pas au surplus sur la puissance de ces moyens réunis. Je sais que le mal est si grand dans certains départements, que les abus y sont arrivés à un résultat si déplorable, qu'on n'obtiendra de long-temps que des succès incomplets. Mais de quoi s'agit-il donc ? On voit partout des esprits qui, lorsqu'ils ont fait une objection, croient avoir fait une réponse péremptoire et retirent par là même leur confiance à d'utiles mesures. On dirait qu'il s'agit de démontrer une proposition de géométrie et que leur conviction ne doit rien rencontrer qui ne la satisfasse. Ils oublient que nous sommes loin des hautes abstractions et que nous nous débattons dans les rangs inférieurs de la société, au milieu des complications les plus multipliées, des considérations les plus délicates, et que le seul mérite auquel on puisse atteindre, est de savoir choisir entre plusieurs maux le moindre. Ils oublient que nous n'avons pas la prétention de prévenir toutes les expositions, qu'il y en a toujours eu, qu'il y en aura toujours, et qu'une question de cette nature est résolue, autant qu'elle peut l'être, si, au milieu des difficultés présentes, le nombre des expositions est notablement réduit par la répression de tous les abus, par l'heureux résultat de tous les moyens employés, et si ce torrent si déplorablement grossi par l'ouverture des tours, se maintient dans les nouvelles et étroites limites qu'on vient de lui imposer. Ils oublient que quand l'œuvre resterait définitivement incomplète, sa haute importance donnerait encore une grande valeur au succès obtenu.

Ainsi, l'entreprise est non seulement moralisatrice, mais elle l'est essentiellement et à tel point, qu'il ne faut rien chercher de moral en fait, rien de satisfaisant pour l'économie sociale, ailleurs que là et dans les moyens qui viennent converger au même but.

Je passe maintenant à la fermeture des tours et au déplacement des enfants, mesures qui avaient obtenu, l'une et l'autre, l'unanimité des suffrages du Conseil et qui ne sont utiles toutefois qu'autant qu'elles apportent leur part d'action à l'accomplissement de la tâche que nous avons entreprise. J'en parlerai ici très brièvement.

La suppression des tours ne peut pas s'opérer sans précaution, l'état des choses ne permet pas toujours de fermer les tours immédiatement, et je ne doute pas, que dans un certain nombre de départements, il ne soit sage de chercher préalablement à diminuer le nombre des expositions et à provoquer le retrait des enfants exposés, soit par les échanges entre arrondissements ou départements, soit par d'autres moyens; qu'il ne soit sage, en un mot, d'améliorer la situation, avant de fermer le tour: non que la suppression des tours entraîne à sa suite, comme le pensent un grand nombre de Conseils généraux, le crime d'infanticide, c'est-à-dire réduise une mère au désespoir au point de la déterminer à faire périr son enfant: non, rien de semblable n'arrive, car ce serait un signe de folie, et s'il se rencontre des faits de ce genre, personne ne peut en répondre. Il est évident que quand on a la faculté d'exposer son enfant, n'importe où, on ne s'avise pas de le faire périr. Une mère sait bien que les conséquences ne sont pas les mêmes pour elle dans les deux cas. Mais dans les lieux où une longue immoralité a accoutumé tout le monde à entendre parler d'expositions, où tout en les considérant comme un mal, on a pris l'habitude de les regarder comme une nécessité, où une femme qui a fait exposer son enfant ne s'inquiète plus de son sort, parce que l'exemple des autres et ses propres fautes ne lui ont pas laissé d'entrailles de mère, il y aurait lieu de redouter de nombreux accidents, si les tours n'existaient plus, et des enfants délaissés çà et là seraient exposés à périr, pour n'avoir pas été aperçus et recueillis assez tôt.

36 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

L'échange des enfants a bien aussi quelques inconvénients dont il est juste de tenir compte. Ce n'est là qu'une mesure accidentelle et qui ne se justifie que par l'impossibilité de détruire les abus par d'autres voies. La justice est blessée par la surprise faite aux nourrices qui ne devaient pas s'attendre, ou à la séparation, ou aux sacrifices gratuits qu'on exige d'elles. Leur attachement pour les enfants qui leur sont confiés est également mis à une cruelle épreuve. Un assez grand nombre d'entre elles aiment mieux les garder gratuitement que de s'en séparer ; mais c'est une économie et sous tous les rapports un résultat que l'administration regrette.

La suppression des tours et le déplacement des enfants sont des mesures particulièrement destinées à faire disparaître les abus, c'est-à-dire à faire reprendre par leurs mères des enfants qui ne devaient pas rester abandonnés. Il semble donc que le succès de ces mesures devrait ramener les expositions à un nombre à peu près égal à celui des années antérieures au décret de 1811, de manière qu'en réunissant les enfants exposés et ceux gardés par leurs mères au moyen d'un secours et qui ont été ainsi sauvés de l'exposition, on arrivât approximativement au chiffre de ces mêmes années. Nous y sommes à peine parvenus dans les Hautes-Alpes, bien que les abandons d'enfants étant aujourd'hui réduits à quelques-uns, et le chiffre que nous cherchons se composant presque exclusivement des enfants qui sont aujourd'hui dans les bras de leurs mères, notre situation soit évidemment meilleure. Le nombre des enfants restés jusqu'ici exposés en 1843, est de 3, celui des enfants retirés avec secours est de 8, celui des enfants préservés de l'exposition par la promesse d'un secours est de 18, total 29, chiffre qui ne paraît pas devoir dépasser à la fin de l'année celui de 35 et qui avec la même vigilance se maintiendra dans l'avenir. Le nombre des enfants exposés dans les années 1809 et 1810 a été de 35 et de 28.

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 57

Ne perdons pas de vue d'ailleurs que les secours distribués aux filles-mères atteindront toujours annuellement un certain chiffre. C'est une nécessité plutôt qu'un mal : des économistes éclairés ont remarqué que c'étaient généralement les pays riches qui renfermaient le plus de pauvres. Laissant de côté les effets des alternatives et des révolutions industrielles, cette remarque aura encore quelque chose de fondé, et cela parce que d'ordinaire dans les pays riches les établissements de bienfaisance participent de cette richesse, et que les ressources de la charité privée y sont plus abondantes que partout ailleurs. Or, là où les moyens de secourir sont grands, il arrive deux choses qui contribuent également à augmenter le nombre des individus à secourir, c'est d'abord que ceux à qui vous venez en aide, au lieu de compter sur eux, comptent sur vous et regardent les ressources dont vous disposez pour améliorer leur sort, comme leur revenant de droit et nécessairement ; ils restent pauvres, c'est-à-dire gens à soulager et à la charge d'autrui : c'est en second lieu, que si de votre côté vous avez entre les mains d'abondants moyens de soulager la misère, vous ne résisterez pas à des sollicitations qui seront d'autant plus pressantes, qu'on n'ignorera pas qu'il est en votre pouvoir d'accorder ce qu'on vous demande. Vous céderez plus ou moins, mais vous céderez pour vous délivrer d'importunités fatigantes. Voilà ce qui crée les pauvres et les paresseux, et la science sublime et si difficile de la charité n'a pas fait encore assez de progrès en France pour que ces observations cessent d'être vraies.

Mais qu'ont-elles d'applicable, me direz-vous, à un pays pauvre comme celui-ci ? Nous allons voir qu'elles nous touchent en quelque chose. Nous ne manquons pas de moyens de secourir les filles-mères ; il en résulte que de nombreuses demandes arrivent de tous côtés. Je ne donnerai certainement pas contre les écueils que je viens de signaler ; mais lorsque ces femmes n'ont jamais entendu parler de secours et qu'elles

58 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

savent ne pouvoir compter que sur elles-mêmes, il arrive que les unes succombent et abandonnent leurs enfants, et que les autres font des efforts inouis de courage et de vertu : si ces dernières apprennent que l'administration peut apporter quelque adoucissement à leur misère, elles s'adressent à elle, et il est souvent impossible de ne pas reconnaître leur état de dénuement et de détresse. Exposeraient-elles leurs enfants si on les abandonnait dans une position aussi malheureuse ? C'est ce qu'il n'est pas toujours possible à l'administration de savoir : mais on conçoit que ces sortes de secours prennent quelque accroissement d'une pénible nécessité qui, au surplus, avec un soin vigilant ne saurait amener aucune fâcheuse conséquence.

Les deux mesures dont nous avons parlé plus haut ont spécialement pour objet d'attaquer les abus. Les secours aux filles-mères ont un objet encore plus essentiel, celui d'attaquer le mal lui-même et de faire rentrer dans les conditions normales de la société ce relâchement et cette dépravation qui lui portent une grave atteinte. Ils tendent à replacer dans les bras de leur mère des enfants destinés à rester inconnus, comme ceux qu'on exposait autrefois dans les rues, dans les carrefours, sur les places publiques, aux portes des églises, etc. Dans cette grande tâche, chaque pouvoir, chaque institution, chaque personne qui se dévoue au bien public a un noble devoir à remplir.

Après cette revue générale des questions sur lesquelles le Conseil a cherché à s'éclairer pendant plusieurs années et dans lesquelles l'expérience acquise a dû jeter quelques lumières, je passe à l'exécution et au résultat.

Convaincu que des expositions annuelles de 100 à 110 enfants annonçaient dans les admissions des facilités abusives, je ne tardai pas à découvrir : 1^o que des mères suivaient la trace de leurs enfants après l'exposition et parvenaient à les faire nourrir près d'elles, en sorte qu'ils s'élevaient sous leurs yeux, à la charge du département ; 2^o que plusieurs

d'entre elles, à l'aide de subterfuges et en trompant la vigilance de l'administration, devenaient, moyennant le prix fixé, les nourrices de leurs propres enfants exposés. J'eus même plus d'une raison de présumer que des enfants reçus au tour avaient une origine légitime.

Le 8 novembre 1840, j'annonçai aux maires le déplacement prochain des enfants d'arrondissement à arrondissement, ainsi que l'exécution des deux autres mesures. Il eut lieu l'année suivante au retour de la belle saison. Je prescrivis dans cette opération une prudente réserve, parce qu'elle s'exécutait dans un pays pauvre. Le déplacement ne s'opéra en 1841 que sur des enfants de 2 à 5 ans et sur un petit nombre d'autres d'un âge plus avancé qui ne recevaient pas chez leurs nourriciers tous les soins convenables. Le résultat fut le retrait de près du tiers des enfants; l'année suivante il fut continué sur le reste des enfants, mais d'une manière exceptionnelle et avec de grands ménagements, c'est-à-dire que je me contentai de faire déplacer ceux dont la position au sein des familles où ils se trouvaient, laissait trop à désirer. D'ailleurs, ils étaient arrivés à un âge où ils n'étaient plus une grande charge pour le département.

Ce fut à la même époque, c'est-à-dire à partir du 20 avril 1841, qu'eut lieu la fermeture du tour de Gap. Cette résolution ne pouvait être considérée comme empreinte de sévérité, car l'hospice de Gap, par sa situation topographique, est merveilleusement disposé pour recevoir et même pour encourager les expositions, et nous verrons plus loin que la suppression du tour ne l'empêcherait pas de devenir, dans un rayon fort étendu, l'asile de tous les enfants exposés.

J'acquis alors de plus en plus la certitude que beaucoup de mères n'exposaient leurs enfants qu'avec le désir de les reprendre plus tard, car lorsqu'elles virent l'administration porter sa sollicitude, sa vigilance et une fermeté nécessaire dans ce service, les expositions diminuèrent dans une grande

40 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

proportion. Je faisais remarquer au Conseil général en 1841, que durant les sept premiers mois qui venaient de s'écouler on comptait dans les trois hospices du département qui avaient reçu des enfants, 27 expositions, et que pendant les sept mois correspondants de l'année 1840, il y en avait eu 66. A la fin de l'année 1840, comme nous l'avons déjà vu, le nombre s'élevait à 108; à la fin de l'année 1841, il était de 52. Si l'on avait pris peu de souci du sort des enfants exposés, si on les eût livrés à un entier abandon, comme des enfants que l'on ne compte plus revoir, nous n'aurions pas sous les yeux cette différence qui dénonce près de la moitié des expositions comme abusives. Je dis près de la moitié, parce qu'il faut tenir compte, comme nous allons le voir, des enfants préservés de l'exposition au moyen du secours accordé à leurs mères.

Il était donc évident qu'une vive anxiété s'était éveillée dans le cœur des mères, qui n'avaient plus trouvé qu'un parti à prendre.

Dans le cours de cette même année 1841, (les premiers secours datent du 19 avril,) eurent également lieu les premiers résultats des secours accordés aux filles-mères indigentes. Ces essais se firent, comme ils se sont faits depuis, avec toutes les précautions et tout le discernement nécessaires, et l'on peut compter dans toutes les filles secourues autant d'enfants à déduire du nombre des enfants trouvés. A la fin de 1841, 16 enfants avaient ainsi conservé leurs mères.

Pendant l'année 1842, la progression décroissante pour les expositions, croissante pour les secours, ne fut pas moins sensible : 25 enfants furent exposés, 22 filles furent secourues.

En 1843, jusqu'au 20 août, 3 enfants seulement sont restés exposés, 26 ont été, soit rendus à leurs mères, soit gardés par elles avec un secours.

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 44

Ainsi la simple inspection du tableau ci-dessous* fait déjà fortement présumer qu'un soin vigilant et bien dirigé a présidé à la distribution des secours, puisque en réunissant le chiffre des secours avec celui des expositions définitives, (colonne 8) on n'en obtient pas moins un nombre annuellement décroissant jusqu'ici, mais qui doit nécessairement s'arrêter.

Que si l'on manifeste la crainte, car il faut répondre, autant que possible, à toutes les objections, que les enfants qui sont chez leurs mères, ne s'y trouvent dans un atmosphère de corruption, danger qu'on préviendrait aisément chez les nourrices dans le choix qu'on en ferait, je répondrai que sans doute on découvre de la misère chez un grand nombre de mères et chez quelques-unes trop peu de mo-

ANNÉES.	EXPOSÉS.	ENFANTS								
		RETIRÉS par leur mère		Appartenant à d'autres départements.	DÉCÉDÉS.	TOTAL. (Colonnes 3, 4, 5 et 6.)	Restant exposés à la charge du département.	Restant à la charge du département à d'autres titres. (colonne 3.)	Filles-mères qui, n'ayant pas exposé leurs enfants, reçoivent un secours.	TOTAL des enfants restant à la charge du département. (Colonnes 8, 9 et 10).
		Moyennant un secours.	Sans secours.							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1840	108	»	»	»	»	»	108	»	»	108
1841	52	2	1	»	15	18	34	2	¹ 11	47
1842	25	»	1	1	6	8	17	»	² 20	57
1843	22	8	3	4	4	19	3	8	³ 18	29

DÉDUIT ¹ 1 décès. — ² 2 ont cessé de recevoir un secours. ³ 2 décès. ⁴ 2

42 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

ralité, mais aussi chez presque toutes les effets de l'attachement maternel et la ferme volonté de nourrir ou de faire élever leurs enfants; en sorte qu'à tout prendre, il est au moins douteux qu'ils soient moins bien entre leurs bras que s'ils étaient placés à la campagne par l'intermédiaire des hospices. Ce qui est certain, c'est que la mortalité est parmi eux sensiblement moindre. Envisageant ensuite la question d'une manière plus générale et la plaçant plus haut, je répondrai à certains économistes et particulièrement à M. de Gérando, qu'enlever un enfant à sa mère, pour le soustraire à la corruption, c'est couper le membre pour enlever la plaie, au lieu de la guérir par les moyens connus; car le plus grand fait d'immoralité, le plus grand trouble qu'on puisse apporter dans l'économie sociale, est précisément de séparer un enfant de sa mère.

L'hospice de Gap, malgré la suppression du tour, n'en a pas moins continué d'être le centre des expositions, non seulement du département, mais de quelques parties de celui des Basses-Alpes. L'hospice d'Embrun en a moins fourni, et cependant, par le fait d'un défaut de surveillance, 2 des 3 enfants dont l'origine est restée inconnue, appartiennent à cet établissement. L'hospice de Briançon n'en a recueilli que quelques-uns. On soupçonnait en 1840 et antérieurement que de nombreux enfants étaient apportés des Basses-Alpes au tour de Gap. Nous avons aujourd'hui des certitudes au lieu de suppositions. A chacune des sessions précédentes, j'ai signalé au Conseil des poursuites et des condamnations dont avaient été l'objet plusieurs individus de ce même département, convaincus du délit d'exposition. Cette année encore et dans les six premiers mois, quatre nouvelles condamnations ont été prononcées pour autant de délits du même genre. Il est donc vraisemblable que cet abus a été plus grand encore qu'on ne le suppose. Les exemples que je viens de citer en sont, ce semble, une preuve suffisante, surtout si l'on songe que j'ai trop peu de

moyens de surprendre et de découvrir les coupables au milieu de populations qui échappent à ma surveillance. D'ailleurs, toutes les personnes qui connaissent bien le pays seront frappées de la facilité que trouvent ces populations à venir exposer des enfants au tour de l'hospice de Gap. Qu'on suive la ligne de la Durance de Remollon à Sisteron, qu'on se représente la position géographique d'un assez grand nombre de communes, les unes assises au bord de la rivière, les autres plus ou moins reculées dans les montagnes, mais toutes à portée de l'hospice de Gap et ne pouvant même pas exposer ailleurs leurs enfants, puisque Sisteron où le tour est supprimé, est une ville fermée. Et pour que rien ne manque aux moyens de les exposer à l'hospice de Gap, examinons la situation de cet hospice, son isolement, sa distance de la ville, assez grande pour n'avoir pas à craindre d'être aperçu, l'extrême facilité de ses abords, soit par plusieurs routes royales, soit par une étroite allée bordée dans toute sa longueur d'un rideau de peupliers qui, répandant sur le passage, avant même la chute du jour, une épaisse obscurité, protège contre tous les regards et contre toute poursuite les auteurs du délit qui va être ou qui vient d'être commis. Ainsi la fermeture du tour de Gap, loin d'être une mesure sévère, est au contraire impuissante à empêcher les expositions, parce que, comme nous venons de le voir, cet hospice offre encore de trop nombreuses facilités, et que les autres qui, dans les villes voisines, ont reçu jusqu'ici les enfants exposés, sont dans des conditions infiniment plus favorables pour s'en préserver.

Je ne sais si je dois signaler un ou deux accidents étrangers à la responsabilité administrative et qui sont le fait de ces individus qui se chargent des expositions. Il y a quelques mois un enfant a été trouvé mort, de grand matin, à la porte de l'église de l'hospice, sans qu'on ait pu juger s'il avait été déposé mort ou vivant. Ce qui est certain, c'est qu'il avait été déposé par une belle nuit et que pendant

44 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

cette même nuit il y avait toujours eu du monde sur pied à l'hospice, d'où il résulte évidemment que l'auteur de cette exposition, soit par une coupable négligence, soit par crainte d'être découvert, s'était retiré sans sonner la cloche pour avertir les gens de l'intérieur de la présence de cet enfant.

Un autre fait qui aurait mérité une sévère répression, si les auteurs avaient pu être reconnus, doit encore être attribué au département des Basses-Alpes. Un homme et une femme avaient traversé la Durance au pont de Remollon et venaient, d'après les renseignements qui m'ont été fournis, de Seyne ou des environs; ils apportaient un enfant à l'hospice de Gap, par un temps épouvantable. Rencontrés sur la montagne de Jarjays par quelqu'un de cette commune, qui leur dit ces paroles : *vous voulez donc faire périr cet enfant ?* ils continuèrent leur route sans rien répondre. L'enfant fut en effet déposé et trouvé dans un état tellement déplorable que, malgré les soins qu'on lui prodigua, il mourut le surlendemain.

Voyons maintenant quelles sont les observations que nous avons encore à faire au sujet de ces filles-mères, les unes ayant retiré, les autres gardé leurs enfants, et dont le nombre est assez considérable, parce qu'elles n'ont pas toutes été admises au secours, en raison de la position plus aisée d'un certain nombre d'entre elles.

Je dois d'abord faire une remarque dont il serait possible de profiter à l'avenir. En parcourant les notes que je possède sur chacune de ces filles, pour savoir s'il y avait lieu, ou non, à la suite de leurs fautes, de leur accorder un secours, je vois que la grande majorité se trouve être dans la même condition; elles sont ou sans famille, ou éloignées de leurs familles et en état de domesticité. Il n'y a rien là sans doute qui puisse étonner personne; mais c'est un fait aujourd'hui constant et qu'il est bon de signaler. Il faudrait que des parents fissent preuve d'une négligence bien condamnable, ou portassent l'immoralité à un haut degré, pour que l'esprit, les traditions et les liens de famille cessassent d'être

un asile contre la séduction, ou de présenter quelque garantie contre l'inconduite; tandis qu'une jeune fille abandonnée à elle-même, sans protection contre les tentatives et les provocations dont elle peut être l'objet et qui sont d'autant moins réservées que cette protection manque, doit finir par succomber. Que sera-ce si, ce qui arrive fort souvent, les dangers qu'elle court se rencontrent dans la maison qu'elle habite? Quand on connaît les habitations des gens de la campagne dans ce pays-ci, où une petite pièce, deux tout au plus, avec libre communication de l'une à l'autre, doivent contenir tout le monde, on s'étonne de ne pas voir de ce mélange forcé, des conséquences encore plus graves. La charité aurait ici un devoir à remplir. Elle devrait montrer de la prévoyance et de la sollicitude pour les parents qui en manquent, et dans la nécessité où ils sont de se séparer de leurs enfants et de tirer de bonne heure quelque profit de leurs bras, leur offrir son concours pour trouver dans une maison étrangère la sécurité nécessaire et une constante vigilance. L'intervention du clergé dans les campagnes serait certainement efficace pour sauver aux familles ces sujets d'affliction.

A quelles causes maintenant attribuerons-nous les expositions? Car nous avons aujourd'hui assez d'exemples pour asseoir à ce sujet une opinion sur quelque fondement. Je n'ai pas besoin de parler des expositions abusives, des enfants élevés pendant un temps quelconque à la charge du département pour être ensuite repris par leurs parents. Ces désordres dans le service sont dus à l'ouverture des tours, ou tout au moins se sont singulièrement accrus à la suite du décret de 1811, comme on peut s'en convaincre à la lecture de la note précédente. Il est bien certain encore que la fréquence des expositions entraînant de plus en plus la dissolution des mœurs, détermine de nouveaux et de plus nombreux exemples et que la plaie s'élargit et ne ralentit ses progrès que lorsqu'elle a atteint des chairs plus vives

46 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

et plus fermes. Nul doute qu'il ne faille rapporter à ces deux causes de nombreuses expositions.

Mais pour nous renfermer dans une situation régulière et dans des données plus restreintes, nous devons sans doute reconnaître d'une manière générale que la misère est la principale cause des expositions. Toutefois ceci a besoin d'explication. Ce n'est pas à la misère considérée en elle-même que nous devons les attribuer. Il serait alors moins difficile de déterminer une fille-mère à garder son enfant au moyen d'un secours. Sa position n'est pas aussi simple. Nous avons vu que le plus grand nombre des filles qui exposaient leurs enfants servaient en qualité de domestiques, soit qu'elles fussent sans famille, comme les filles sorties elles-mêmes de l'hospice, soit qu'elles eussent quitté leur famille pour aller chercher ailleurs des moyens d'existence. Ainsi, à côté de la misère ou d'une gêne extrême, se trouve l'embarras de leur position, et des complications se mêlent à cette cause générale d'où naissent des difficultés que la mère n'a pas toujours la force de surmonter pour élever son enfant. Si donc la misère est le principe du mal et la cause première de l'exposition, parce que le gain de cette fille est trop modique pour lui permettre de placer son enfant en nourrice, il est vrai de dire aussi qu'elle y est déterminée par le besoin de conserver les légers avantages de sa position et de ne pas se trouver abandonnée en nourrissant elle-même son enfant.

D'autres causes contribuent encore au délaissement des enfants : nous avons eu l'occasion d'observer, par exemple, que les mauvais conseils, les exigences, les mauvais traitements même des parents irrités d'une faute commise dans leur famille, quelquefois aussi les incitations de personnes moins intéressées déterminaient des expositions. Enfin il n'y a pas jusqu'à ces malheureux qui font métier d'apporter des enfants à l'hospice et parmi lesquels on rencontre des repris de justice, qui n'exercent sur les abandons d'enfants une pernicieuse influence. On en a vu user d'une sorte

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 47

de contrainte à l'égard de la mère pour lui arracher son enfant et venir le déposer moyennant un infâme salaire convenu d'avance. Les tribunaux ne sauraient avoir trop de sévérité pour ces misérables. Voici au reste ce qui se passe le plus ordinairement. L'enfant n'est pas déposé par la personne qui l'apporte ; celle-ci qui vient de loin ne sait pas quels dangers elle peut courir à la porte de l'hospice. Elle agit plus prudemment et remet l'enfant à un individu de Gap qui se charge de l'exposer, parce qu'il connaît mieux le moment qu'il faut choisir. Ainsi cette ignoble et coupable industrie acquiert de l'extension et profite à plus de monde.

Il est donc aisé de juger que si l'administration n'avait affaire qu'aux filles-mères pour obtenir d'elles l'accomplissement de leur devoir maternel, elle rencontrerait beaucoup moins de difficultés, parce qu'elle a plus d'obstacles à vaincre dans les mauvais conseils, dans les menaces, dans tous les moyens employés pour empêcher ces mères de garder leurs enfants, que dans leurs propres inspirations.

Quant aux sentiments de honte considérés comme cause d'exposition, il n'y a rien à craindre à cet égard dans le département des Hautes-Alpes. Je ne connais aucun délaissement qu'on puisse rapporter à cette cause. Je ne nie pas que, dans certains départements surtout, la honte ne soit pour quelque chose dans les expositions, que, par exemple, des fautes ne soient commises au sein de familles assez bien placées dans les rangs de la société pour avoir tout intérêt à les cacher, pour avoir tout à redouter de leur révélation. Si ces familles sont assez heureuses pour rester seules confidentes d'une faiblesse qui fait leur désespoir, que pour elles les portes de l'hospice s'ouvrent, et qu'une discrète charité ensevelisse ce fait dans un éternel oubli. Car la charité est, avant tout, cette parfaite justice de la conscience qui ne saurait ranger, comme la loi, sur la même ligne les actes qui semblent de même nature. Elle les apprécie sans les déplacer, sans les généraliser ; elle les laisse et les juge environnés de toutes les circonstances

48 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

qui leur donnent leur véritable caractère et différencient leur gravité. Elle ne touche point à la justice des lois ; elle ne procède point comme elles, et c'est pour cela qu'elle est un complément indispensable à leur insuffisance et à leur imperfection.

En dehors des cas qui peuvent se rencontrer dans de semblables situations, la honte ne sera pas le mobile qui portera une fille à exposer son enfant. Assurément s'il lui était facile de cacher sa grossesse, elle ne négligerait pas de soustraire sa faute aux regards de la malveillance. Mais il en est peu qui voulussent se condamner à un genre de vie capable de les protéger jusqu'au terme ; il en est encore moins qui le pourraient ; et particulièrement dans une population agricole et fractionnée comme celle-ci, c'est une tentative dont le succès est à peu près impossible. Or, si la grossesse est connue, comme elle l'est toujours, il faut se résigner à en accepter toutes les conséquences, et les inspirations d'une honte qui se conçoit et s'excuse, n'y peuvent plus rien. C'est alors à la religion à relever le courage de cette femme abattu par la tyrannie des principes ou de l'opinion qui pèse sur elle, à combattre par toutes les ressources d'un esprit de charité, cet esprit de malice dont la nature humaine est imprégnée et dont le funeste et inévitable effet est de briser le ressort moral, c'est-à-dire ou de réduire dans cette position une fille au désespoir, ou de la porter à s'affranchir de tout sentiment de honte et à secouer toute pudeur.

Telles sont, Messieurs, les observations que j'avais à présenter sur le service des enfants trouvés dans une période de moins de 5 ans. En 1840, les hospices des Hautes-Alpes ont recueilli 108 enfants ; l'année 1843 en aura laissé tout au plus 5 ou 6 au compte du département. Depuis que je suis chargé de donner mes soins aux différentes parties de l'administration d'un département, j'ai porté une attention particulière sur les enfants trouvés. Cet important problème, le plus difficile que l'administration puisse jamais avoir à

résoudre, m'a toujours paru une chose grave et inquiétante au milieu de la marche plus heureuse des autres services publics. C'est pour cela que je m'y suis attaché. Je me suis même félicité d'avoir à entreprendre cette tâche dans un département où j'entrevois moins d'embarras et plus de chances de succès que dans beaucoup d'autres; car j'ai eu lieu de remarquer, il est vrai, de trop nombreux abus, mais non cette corruption profonde et vieillie qui ne laisse plus apercevoir aucun principe de vie originelle par où on puisse la régénérer. C'est ainsi, je pense, qu'il faut se livrer à ces sortes d'essais. En commençant par les départements d'un ordre inférieur, on fournit aux autres d'utiles données, on leur offre tous les secours de l'expérience acquise pour l'accomplissement de l'œuvre plus grande qui leur échoit à entreprendre, et l'administration avance plus sûrement dans la voie qu'elle s'est ouverte. Si dans les grandes villes on ne peut pas compter sur le même succès, il n'en est pas moins vrai qu'on améliorera sensiblement leur situation.

Je ne saurais croire que dans une ville comme Lyon, par exemple, où il serait possible de réunir pour cette grande œuvre tant de zèle et de lumières, où un vaste réseau de charité vigilante couvrirait cette populeuse cité, on ne parvint à opérer un retour vers un meilleur état de choses. Que manque-t-il donc dans les circonstances présentes? Une opinion arrêtée sur la question qui nous occupe et dont l'examen a laissé le désordre et la confusion dans les esprits; de la confiance dans la seule mesure qui puisse être considérée comme efficace et salutaire, mais une confiance ferme et qui ne s'ébranle point devant l'incertitude du succès dans les premières tentatives.

De toutes les expositions effectuées ou prévenues, trois seulement ont échappé jusqu'ici, cette année, aux investigations que j'ai prescrites et sont restées à la charge du département. J'espère que la même vigilance continuera d'obtenir les mêmes résultats. Alors les filles-mères se sentant surveillées, perdront l'habitude d'exposer leurs en-

50 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

fants, ce qui nous reste à obtenir aujourd'hui, et retourneront à ces mœurs qui sont déjà loin d'elles, ou, si l'on veut, à ce genre de vie plus désirable, moins inquiétant pour la société, que leur faisait l'état de choses antérieur au décret de 1811. Il n'a manqué à cette époque, pour donner au service qui nous occupe le degré de perfection dont il est susceptible, que de se livrer à la recherche des expositions qui étaient peu nombreuses, au moins dans ce département, et de remonter à leur cause. On les eût à peu près toutes prévenues par quelques encouragements et quelques secours. Voilà où il nous faut arriver. Nous n'encourageons pas une faute sur laquelle d'ailleurs il serait injuste de trop s'appesantir, puisque celle qui l'a commise n'est pas la seule coupable et qu'elle est même rarement la plus coupable; mais nous secourons la misère, comme nous le ferions plus efficacement partout où elle se rencontre sur la surface du département, si les ressources du budget nous le permettaient, et toujours avec les précautions et le discernement nécessaires pour faire une bonne œuvre.

Je fais suivre ce rapport de l'état du mouvement des enfants trouvés, de celui des dépenses et des propositions pour 1844, et je vous prie, Messieurs, d'allouer à l'inspecteur une gratification de 200 fr. Son service est devenu très fatigant et onéreux, obligé qu'il est de passer en courses une bonne partie de son temps. Ce service n'est plus pour lui ce qu'il était il y a quelques années.

TABLEAU

Du mouvement et de la dépense des enfants trouvés et abandonnés, en 1842, et dans les huit premiers mois de 1843.

Nombre d'enfants restant au 31 décembre 1841.		555
Exposés pendant les 8 premiers mois de 1842.	21	25
Exposés pendant les 4 derniers mois.	4	
		580

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 51

Mais il faut déduire de ce nombre	380
savoir :	
ceux retirés par leurs parents ou sortis des hospices pour ne plus être à leur charge. 35	} 57
Id. décédés. 22	
RESTE.	323
Exposés pendant les 8 premiers mois de 1843.	22
TOTAL.	345

Il en est sorti, savoir :

Retirés par leurs mères. 13	} 33
Ayant cessé d'être à la charge des hospices, pour avoir dépassé l'âge de 12 ans. 10	
Par décès. 10	
RESTANT à ce jour.	312

Dans ce dernier chiffre se trouvent compris 4 enfants nés de filles domiciliées dans les Basses-Alpes et qui ont été exposés dans les environs de l'hospice de Gap. La dépense qu'ils ont occasionnée sera remboursée au département par celui des Basses-Alpes, à qui la demande en a été adressée.

Il en est de même de deux autres enfants dont les mères sont connues et qui seront rendus à ces dernières.

Les dépenses de 1841 avaient été de. 30,523 45

Celles de 1842, y compris 1,611 fr. 50 c. pour secours aux filles-mères et 156 fr. 75 c. pour achat de boucles d'oreilles, se sont élevées à. 24,707 18

Ce qui établit pour l'année 1842 une économie de. 5,816 27

Les dépenses pour les 6 premiers mois de 1843 s'élèveront approximativement à 9,500 fr.

État des dépenses présumées pour 1844.

En supposant que nous ayons à pourvoir en 1844 au paie-

52 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

ment de la pension de 300 enfants, à raison de 62 fr. par enfant, nous aurons une dépense de. . . . 18,600 »

A cette somme il convient d'ajouter :

1^o Celle de 150 fr. pour indemnités aux nourrices qui, aux termes de l'arrêté du 3 ventôse an 5, auront donné des soins particuliers et continus aux enfants, ci. 150 »

2^o Celle de 3,150 fr. pour secours aux filles-mères, ci. 3,150 »

4^o Celle de 400 fr. pour frais de transport et autres menues dépenses. 400 »

4^o Celle de 1,800 fr. pour le traitement de l'Inspecteur. 1,800 »

5^o Enfin, celle de 200 fr. pour indemnité à cet employé, ci. 200 »

TOTAL. 24,300 »

Société d'adoption pour les enfants trouvés, abandonnés et les orphelins pauvres.

Les nobles inspirations ne manqueront jamais en France dans l'intérêt des classes pauvres et délaissées. Que la sagesse et l'expérience président à ces généreuses entreprises, et les bienfaits qu'on leur devra seront plus assurés et plus propres à conjurer le mal ou les dangers que pourrait recéler l'état présent de la société, que tout ce qu'ont enfanté jusqu'ici les rêves des utopistes.

Une société composée d'hommes considérables et éclairés et à la tête desquels se trouve M. le comte Molé, a conçu le projet d'adopter, à un certain âge, les enfants trouvés et abandonnés et les orphelins pauvres et de les recueillir dans une colonnie agricole. Elle a fait parvenir aux Conseils généraux l'exposé de ses vues que j'ai reçu moi-même.

Rien assurément n'est plus digne d'éloges et d'appui que le but qu'elle se propose, et cependant le succès même de cette grande entreprise a ses dangers. L'expérience que je

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 55

crois avoir acquise dans cette délicate matière m'autorise suffisamment peut-être à lui soumettre quelques observations.

« S'il est de nos jours , dit-elle , une question qui mérite
« d'être sérieusement examinée , c'est , à coup sûr, celle des
« enfants trouvés. Elle est urgente , n'hésitons pas à le dire ,
« au point de vue social , au point de vue moral , ou seule-
« ment même , au point de vue économique. Le nombre
« toujours croissant des enfants trouvés devient un fardeau
« et un embarras pour le pays... La plaie est vive , profonde,
« envahissante , nous l'avons sondée , scrupuleusement ex-
« plorée , etc.... Notre projet n'intéresse pas seulement la
« charité , la morale , la justice ; il intéresse la société , le
« pays , qui voient avec inquiétude une population mena-
« çante s'accroître chaque jour , sans qu'il ait été jusqu'à
« présent possible ni d'améliorer son sort , ni de lui donner
« une bonne direction ».

Ces justes réflexions sont la preuve que le mal est vivement senti : mais le remède est-il aussi bien compris ? Est-ce bien celui qu'il faut appliquer à cette plaie vive, profonde, envahissante ? Et ne craignez-vous pas d'augmenter encore cette population menaçante dont l'accroissement continu vous inquiète avec raison , et d'ajouter aux charges du pays, au lieu d'alléger le fardeau qui pèse sur lui ?

Pour bien comprendre cette sérieuse question et prévenir de funestes erreurs , il faut l'embrasser dans son entier , et non la scinder, comme on le fait tous les jours , pour laisser de côté les mères et ne s'occuper que du bien-être des enfants. Qu'arrive-t-il alors ? On augmente la sécurité des mères , on affaiblit leur sollicitude , on leur fournit , je ne dirai pas seulement un prétexte , mais un motif pour exposer leurs enfants , en leur donnant la confiance que le sort de ces enfants est plus assuré entre les mains de personnes qui veulent bien se charger de leur éducation et de leur avenir , qu'entre les leurs et au milieu de leur misère. On se substitue à elles pour remplir un devoir dont la nature

54 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

leur avait inspiré le sentiment impérieux, sentiment dont on ne comprend pas toute l'importance comme nécessité morale et comme nécessité sociale. On rompt entre la mère et l'enfant ce lien qui ne peut se remplacer et sans lequel il ne faut plus chercher de solution au problème. Il n'y en a pas.

Je répondrai donc à MM. les membres de la Société d'adoption : votre projet a, comme beaucoup d'autres, son vice d'origine. C'est celui de tous les projets conçus dans l'intérêt exclusif des enfants trouvés. Il provoque les expositions : il éteint le sentiment maternel par la pensée même du bien que vous faites aux enfants délaissés. Il va donc évidemment contre le but que vous vous proposez. Il crée même un privilège en faveur des mères coupables de l'abandon de leurs enfants. Dès lors, soyez certains que loin de les diminuer, vous augmenterez l'embarras et les charges des départements, et que vous rendrez de plus en plus impuissants les efforts de l'administration. Permettez-moi de hasarder une opinion sur la noble pensée que vous avez eue. Le bien que vous voulez faire, pourquoi ne le repandriez-vous pas sans préférence ni distinction sur toutes les classes malheureuses? Indépendamment des enfants trouvés, vous avez ceux qui ont été retirés ou gardés par leurs mères, ceux qu'une extrême misère abrutit, ceux que le libertinage et tous les genres de corruption et de mauvais exemples menacent de perdre. Pourquoi ne pas les appeler tous ensemble à cette grande communauté de travail? Pourquoi même n'en feriez-vous pas un moyen de récompense, d'encouragement et d'émulation pour les familles et pour les enfants, puisque c'est un bienfait que vous leur offrez, une existence meilleure à laquelle vous les conviez? Ayez pour collaboratrice et pour intermédiaire auprès des familles, au sein desquelles l'enfance est gravement exposée, cette charité active, vigilante, éclairée, dont les ressources pour le bien sont inépuisables. Mais songez à l'intérêt immense qu'a

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 55

la société à ce qu'une mère ne s'affranchisse pas d'un devoir à l'accomplissement duquel nous devons d'autant plus tenir, qu'il est plus pénible. Aidons-la à le remplir, puisqu'après tout elle ne devrait pas être seule à le faire. Mais ne l'en dispensons pas. Là, encore une fois, est le nœud de la question.

Layettes et vêtements à fournir par les hospices aux enfants trouvés et abandonnés et aux orphelins pauvres.

J'ai l'honneur de mettre sous vos yeux une circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, relative à la composition des layettes et vêtements à fournir par les hospices aux enfants trouvés et abandonnés et aux orphelins pauvres.

M. le Ministre désire ramener à des bases à peu près uniformes les règlements qui déterminent ces fournitures reconnues insuffisantes dans la plupart des départements.

C'est dans ce but qu'il a fait dresser un état des layettes et vêtements à donner aux enfants des divers âges. Vous remarquerez que tous les articles portés dans la nomenclature sont considérés par M. le Ministre comme objets de première nécessité et indispensables au bien-être et à la santé même des enfants.

Je ne saurais cependant m'empêcher de faire une remarque à cette occasion : c'est qu'on peut affirmer que dans ce pays pauvre on ne rencontrera pas un seul enfant du peuple, je pourrais même remonter plus haut, aussi bien fourni de vêtements que le seront les enfants trouvés, ce qui me semblerait à moi dépasser le but et n'être pas même sans quelque danger dans ses conséquences.

Toutefois, j'ai dû faire préparer et j'ai l'honneur de vous soumettre un nouvel arrêté réglementaire basé sur les indications données par la circulaire ci-jointe. Je vous prie, Messieurs, d'en prendre connaissance et de consigner votre avis dans une délibération spéciale.

Cette mesure entraînera nécessairement un surcroît de

56 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

dépenses pour les hospices des Hautes-Alpes, dont les ressources extrêmement bornées sont loin d'être en rapport avec les nombreux besoins du service. J'aurais désiré qu'il fût possible au département de leur venir en aide dans cette circonstance ; mais malheureusement le faible produit de vos centimes facultatifs ne me permet pas de proposer le moindre sacrifice en leur faveur.

INSTRUCTION PRIMAIRE.

L'instruction du peuple commence par les salles d'asile dont l'origine est probablement plus éloignée qu'on ne le pense. Je me souviens d'avoir vu, il y a plus de 30 ans, les populations de la campagne confier leurs enfants à des femmes dont la vie était sédentaire par profession, pour en prendre soin pendant tout le temps que les pères et mères se livraient aux travaux des champs. De là à un établissement de salle d'asile il n'y a pas loin, et l'on peut dire que c'est le peuple lui-même qui en est créateur. Le mérite de ces utiles institutions est facile à comprendre : il consiste moins dans les premiers éléments d'instruction que les enfants peuvent recevoir, que dans l'avantage de faire surveiller par une seule personne un grand nombre d'enfants, au lieu de disséminer cette surveillance et d'y occuper beaucoup de monde. Son mérite est dans l'intelligence de l'emploi du temps.

Je ne connais qu'une seule salle d'asile dans le département, celle de Gap, à laquelle je vous propose de continuer l'allocation de 100 fr. que vous avez votée jusqu'ici. M. l'Inspecteur des écoles rend un bon témoignage de sa direction. Il serait tout-à-fait désirable que ces sortes d'établissements s'étendissent aux principales localités : on ne tarderait pas à en sentir le bienfait.

Ces observations rentrent dans les vues exposées par M. le Ministre de l'Instruction publique dans une circulaire que je reçois à l'instant et dont vous aurez, Messieurs, à prendre connaissance.

Rapport de M. le Préfet au Conseil Général. 57

L'instruction primaire semble avoir fait dans les campagnes quelques progrès, en ce sens principalement que la durée annuelle de l'enseignement qui n'était au plus que de 4, 5 ou 6 mois, n'y est plus tout-à-fait aussi bornée. Mais en tout les progrès sont lents et peu sensibles. J'ai précédemment essayé d'expliquer au Conseil les causes diverses de cet état de choses ; il me paraît superflu de revenir sur les développements dans lesquels je suis entré. D'ailleurs, je dépose ici le rapport suffisamment détaillé de l'Inspecteur.

J'avais blâmé l'extension démesurée de l'enseignement donné à l'école normale : ce singulier système allait contre le but qu'on devait se proposer, loin de le remplir. Plusieurs modifications ont été introduites dans le programme et l'enseignement est rentré dans des limites plus convenables. Mais je maintiens toujours mon opinion sur la nécessité de réduire à deux années, pour le plus grand nombre des élèves, le cours des études.

J'ai cru devoir proposer à l'administration municipale de Gap de réunir au collège l'école primaire supérieure. Cet enseignement intermédiaire annexé à l'instruction donnée dans les collèges me paraît de nature à devenir dans ce pays-ci la principale branche de l'enseignement général, parce qu'il renferme le principal besoin de la population. J'écrivis en conséquence le 20 avril dernier à M. le Maire de Gap une lettre dont voici le principal extrait.

« Dans un assez grand nombre de villes d'un ordre secon-
« daire, les administrations municipales ont pris le parti
« de réunir à leurs collèges communaux leurs écoles primaires
« supérieures. Elles ont senti que ces deux sortes d'établis-
« sements, faibles et souvent insuffisants dans leur isolement
« se fortifiaient et acquéraient de l'importance par leur réu-
« nion. L'utilité de cette mesure est si bien sentie, que le
« nombre des villes qui la sollicitent va toujours croissant.

« Mais si on lui reconnaît une incontestable utilité, en
« l'envisageant d'une manière générale, à plus forte raison

58 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

« en l'appliquant à la ville de Gap, où l'enseignement d'une
« bonne école primaire supérieure, joint à quelques années
« d'études latines pour pouvoir étudier sa propre langue avec
« plus de fruit, est tout à la fois ce qui convient et ce qui
« suffit à la grande majorité de la classe moyenne de la
« population. Quelle est en effet la condition des jeunes gens
« de cette classe dans les Hautes-Alpes? C'est de chercher à
« entrer dans quelques administrations, où l'on n'exige rien
» de plus que l'éducation dont je viens de parler; c'est de
« tâcher de s'ouvrir une carrière dans le commerce et l'indus-
« trie des grandes villes, par des débuts nécessairement
« modestes, mais qui doivent tirer grand parti d'études sage-
« ment dirigées vers ce but. L'enseignement d'une école
« primaire supérieure qui comprendrait, outre les matières
« ordinaires, le dessin linéaire, les connaissances les plus élé-
« mentaires en géométrie, c'est-à-dire ce que cette science ren-
« ferme de plus usuel dans ses applications, la tenue des
« livres et, autant que possible, les principales notions de
« législation commerciale, tout ce que l'expérience, en un
« mot, jugerait de nature à remplir l'objet qu'on se propose,
« un tel enseignement, dis-je, ne doit pas seulement être
« considéré par nous comme étant d'une utilité générale, mais
« comme spécialement approprié à cette contrée. »

Le Conseil municipal a dû s'occuper de cette affaire dans la session de mai et nommer une commission. Depuis lors je n'en ai plus entendu parler. Il serait regrettable que la question s'arrêtât devant l'arrangement un peu difficile peut-être de quelques intérêts personnels, mais qui ne doivent pas être inconciliables.

Quelques changements ont été apportés cette année au budget général des dépenses de l'instruction primaire. Je crois devoir vous en exposer les motifs.

Les dépenses de la première partie de ce budget sont divisées en trois chapitres qui comprennent, 1^o les dépenses que la loi du 28 juin 1833 rend obligatoires; 2^o les dépenses extraordinaires; 3^o les allocations ayant pour objet de sup-

pléer à l'insuffisance des sommes votées pour les dépenses obligatoires des années antérieures, ainsi que celles qui seraient destinées à payer les sommes comprises dans des mandats qui n'auraient pas été présentés en temps utile.

Jusqu'à présent on n'avait classé parmi les dépenses obligatoires que les subventions à fournir aux communes pour leur donner les moyens d'acquitter les frais de location des maisons d'école communale, l'indemnité de logement et le traitement de l'instituteur, les frais d'entretien de l'école normale et les autres dépenses reconnues nécessaires à l'instruction primaire, (article 13, § 3 de la loi du 28 juin 1853), telles que les menues dépenses des comités d'arrondissement, de la commission d'instruction primaire et les frais d'imprimés pour la caisse d'épargne et de prévoyance établie en faveur des instituteurs primaires communaux, (articles 15, 18 et 25 de la même loi). M. le Ministre a remarqué que cette interprétation de la loi du 28 juin 1853, était trop rigoureuse et qu'elle était funeste aux intérêts de l'instruction primaire dans les départements qui ne peuvent pas acquitter avec le produit des deux centimes, les dépenses obligatoires. En effet, la loi, en imposant aux communes l'obligation de fournir à l'instituteur un local convenablement disposé pour la tenue de l'école, et aux départements celle de pourvoir à l'établissement de l'école normale, a nécessairement voulu que les bâtiments dans lesquels ces écoles sont placées, soient garnis de tout le mobilier nécessaire. Or, si, comme on l'a fait jusqu'à ce jour, les frais d'achat du mobilier sont considérés comme dépense extraordinaire, les départements ci-dessus désignés, ne pouvant consacrer aucune partie du produit de l'imposition des deux centimes à des dépenses de cette nature, les fonds départementaux ne peuvent pas venir en aide aux communes, et les écoles doivent rester sans mobilier ou tout au moins n'avoir qu'un mobilier complètement insuffisant pour les besoins de l'enseignement. Pour remédier à cet état de choses qui nuit aux progrès de l'instruction dans plusieurs départements, on a placé au

60 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

chapitre premier du budget, toutes les dépenses qui sont prescrites par la loi du 28 juin 1833. Ce chapitre est divisé en deux sections. La première comprend les dépenses ordinaires qui sont susceptibles de se renouveler annuellement et qui avaient seules jusqu'à présent composé ce chapitre ; la seconde comprend les dépenses d'achat et d'entretien du mobilier que rend nécessaires l'établissement des écoles, et qui, une fois faites, ne sont susceptibles de se renouveler qu'à de longs intervalles. Cette division est faite principalement en vue des départements qui ne peuvent pas acquitter les dépenses obligatoires avec le produit de l'imposition de deux centimes. Désormais les Conseils généraux de ces départements pourront appliquer aux dépenses de la deuxième section une partie de cette imposition. Ils restent, au surplus, libres de voter ces allocations que l'administration ne pourra jamais inscrire d'office dans le budget.

D'après ces règles, le département des Hautes-Alpes peut appliquer une partie du produit de l'imposition de deux centimes aux dépenses d'achat de mobilier pour les maisons d'écoles. Je dis d'achat, car il n'existe pour ainsi dire nulle part un mobilier tant soit peu convenable. Les besoins, sous ce rapport, sont nombreux et urgents. L'année prochaine l'état détaillé en sera placé sous vos yeux, avec l'indication des dépenses à faire pour y pourvoir. Toutefois, et pour ne pas perdre une année, j'ai l'honneur de vous proposer de distraire de l'imposition de deux centimes une somme de 2,000 fr., laquelle sera répartie entre les communes qui les premières feront quelques sacrifices pour avoir part à cette subvention.

Quant aux dépenses extraordinaires comprises au chapitre 2, elles doivent être couvertes au moyen d'allocations spéciales, en dehors de l'imposition départementale. Mais il est impossible de suivre à cet égard les règles tracées par les instructions, car vous n'avez aucun moyen de pourvoir à cette charge, et vous ne consentiriez pas très certainement à grever le département d'un nouvel impôt. Il devient donc

indispensable d'opérer un prélèvement sur l'imposition de deux centimes, et c'est de cette manière que le budget est proposé.

En établissant les dépenses de l'instruction primaire, d'après les classifications qui précèdent, nous trouvons les résultats ci-après, savoir :

CHAPITRE I^{er}.

1^{re} SECTION. — Dépenses ordinaires et obligatoires.

1^o Complément des dépenses ordinaires des écoles primaires communales, déduction faite des sommes payées par les communes avec leurs revenus ordinaires, le produit des legs ou donations et les impositions votées ou établies d'office, ci. 34,067 23

2^o Dépenses ordinaires de l'école normale, ci. 16,060 »

3^o Menues dépenses et frais d'impression de la caisse d'épargne, des comités d'arrondissement et de la commission d'examen, ci. 538 »

2^{me} SECTION. — Dépenses relatives à l'établissement et à l'entretien des écoles primaires et des écoles normales.

1^o Subvention pour achat et renouvellement du matériel et du mobilier des écoles, ci. 2,000 »

2^o Achat de livres pour l'école normale, ci. 60 »

3^o Achat de mobilier pour l'école normale, ci. 249 »

CHAPITRE II.

Dépenses extraordinaires.

Indemnités aux instituteurs pour fréquenter le cours fait pour eux à l'école normale, ci. 600 »

TOTAL général des Dépenses. 55,574 25

Ainsi que je l'ai indiqué plus haut, le département ne peut appliquer à ces dépenses que l'imposition de 2 centimes que vous avez toujours votée, et que je vous prie de voter pour 1844.

Cette imposition produira. 14,254 21

Il restera en définitive à la charge du Gouvernement. 39,340 04

62 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

J'ai proposé au budget des dépenses facultatives la continuation du vote de 900 fr. destinés à l'entretien de trois bourses dans l'établissement d'instruction publique de M^{me} Charbonnel, à Gap.

Par une circulaire du 5 de ce mois, M. le Ministre de l'Instruction publique m'invite à solliciter un vote de fonds, à l'effet de pourvoir les communes chefs-lieux de canton des étalons des poids et mesures légaux, qui seraient mis entre les mains des instituteurs, afin de faciliter aux élèves des écoles primaires l'étude du système métrique. Les enfants les auraient ainsi constamment sous les yeux, et le nom, les proportions et l'application ne tarderaient pas à leur être familiers. On apprécie sans peine l'utilité d'une semblable mesure, mais en présence de la pénurie des ressources du département, je ne puis faire, à mon grand regret, aucune proposition.

J'ai eu l'honneur de vous faire connaître, l'année dernière, la situation des communes en ce qui concerne les maisons d'école et la nécessité d'exposer au Ministre les besoins du département. J'ai rempli cette tâche et M. le Ministre de l'Instruction publique, à qui j'ai transmis en même temps vos vœux à cet égard, a bien voulu accueillir vos réclamations et les miennes. Une somme de 11,400 fr. a été accordée et a été répartie entre huit communes qui avaient rempli les formalités nécessaires pour participer à ce secours. Je renouvellerai mes demandes cette année et j'espère obtenir les mêmes résultats.

CAISSE D'ÉPARGNE.

Ce n'était pas sans quelque regret que je voyais le département des Hautes-Alpes au nombre des trois ou quatre départements qui sont encore aujourd'hui sans caisse d'épargne. La ville de Gap devrait en être pourvue depuis longtemps. On ne peut attendre que d'heureux effets de ces utiles créations qui, en inspirant le goût de l'économie pour sauver des épargnes auxquelles on s'attache d'autant plu

qu'elles ont coûté plus de peine, rendent l'ouvrier à une conduite régulière, à une vie sobre et à toutes les vertus qui en sont la suite, rétablissent même souvent la paix dans les ménages, avec la sécurité dans le présent et dans l'avenir.

Il résulte d'une correspondance que j'ai eue sous les yeux, qu'en 1835 et 1836 on s'est occupé avec quelque suite à Gap de l'institution d'une caisse d'épargne. L'insuccès de ce projet paraît devoir être attribué à la difficulté de réaliser un capital de 4,000 fr. nécessaire pour assurer un revenu de 200 fr. avec lequel il fallait pourvoir aux menus frais de gestion.

Plus tard le Gouvernement a pensé avec raison qu'au lieu d'un capital de 4,000 fr., on aurait une garantie suffisante dans un vote annuel de 200 fr., qui même avec le temps deviendrait superflu au moyen de souscriptions, de legs, de bonifications de caisse, etc...

J'ai donc appelé, par une lettre du 20 avril dernier, l'intérêt et la sollicitude de l'administration et du conseil municipal de Gap sur l'utilité d'un semblable établissement dont les bienfaits ont été facilement compris. L'allocation de 200 fr. a été votée avec empressement et la demande régulière est déjà depuis quelque temps adressée au Gouvernement, qui, je l'espère, ne tardera pas à faire jouir la ville des avantages attachés à cette institution.



Je termine ici la lecture de mes rapports. Quant à tous les autres documents, ils sont ici déposés et passeront sous vos yeux. Vous y trouverez tous les développements nécessaires et proportionnés à l'importance de la matière. Je me féliciterai toujours, Messieurs, qu'il me soit donné de continuer avec vous l'étude réfléchie des besoins du pays et le développement d'un bien-être qui attend beaucoup de l'avenir, si une communauté d'efforts et de vues sait faire disparaître les obstacles. Poursuivons notre tâche avec la

64 *Rapport de M. le Préfet au Conseil Général.*

confiance qu'aucune préoccupation étrangère, qu'aucun trouble social ne viendra de long-temps nous en distraire, et désirons comme Français, autant que dans l'intérêt de cette contrée, qu'au sein d'une paix prolongée les esprits s'attachent de plus en plus à rechercher les moyens d'accroître la prospérité publique. Marcher dans cette voie, c'est affermir nos institutions et la royauté représentée avec tant de sagesse et d'expérience, c'est recevoir en échange le bienfait de leur concours et engager tous les efforts et toutes les lumières dans une heureuse et salutaire union.

Ce rapport si remarquable dans toutes ses parties, qui soulève, dans quelques-unes d'elles, les questions les plus ardues de l'économie sociale et les résout avec tant de bonheur et de lucidité, a été écouté avec une religieuse attention par MM. les Conseillers qui en ont voté l'impression et qui y ont trouvé une nouvelle preuve du zèle éclairé que M. le Préfet apporte dans l'administration des Hautes-Alpes. Toutes les vues d'amélioration proposées par ce magistrat ayant été approuvées, on se borne à présenter ici les vœux émis par le Conseil général dans l'intérêt du département comme dans un intérêt plus général.

ANALYSE
DES VOEUX ÉMIS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL,
 DANS LA SESSION DE 1845.

Ministère des Affaires Étrangères.

Passéports.

Le Conseil persiste à demander que les voyageurs français dans les Etats Sardes , ne soient pas assujettis à d'autres et plus fortes taxes que les voyageurs sardes en France.

Ministère de l'Agriculture et du Commerce.

Perfectionnement de l'Agriculture.

Le Conseil répond aux questions posées par M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, dans sa circulaire du 5 juillet 1845.

Il persiste à penser qu'il conviendrait d'accorder aux propriétaires des terrains irrigables le droit de faire passer des eaux sur le terrain d'autrui. Tout en reconnaissant ce principe, le Conseil est d'avis qu'on n'accorde ce droit qu'après que l'utilité générale aura été constatée par l'administration ou par les tribunaux , et que le juge devant lequel sera portée la demande aura vérifié si les eaux à dériver excèdent les besoins des propriétaires riverains ayant actuellement des prises d'eau.

L'administration à laquelle appartient la police générale des cours d'eau, paraîtrait mieux placée pour apprécier cette question.

Pour alléger autant que possible la charge de la servitude, la loi devrait accorder au fonds asservi, le droit d'user, dans tous les cas , des eaux qui le traverseraient. L'indemnité due , serait alors réduite d'une part proportionnelle à celle qu'il prendrait dans les eaux dérivées.

Sur la question relative au *meilleur emploi à faire des communaux*, le Conseil pense qu'il n'est pas possible de poser à cet égard des règles absolues et générales.

Les biens communaux dans les Hautes-Alpes, consistent principalement en montagnes pastorales et en délaissés de rivières ou torrents. Les montagnes doivent être laissées à la jouissance en commun. Seulement pour prévenir les abus et la destruction de ces montagnes, il faudrait accorder à l'administration le droit de déterminer la possibilité du pâturage et le nombre de bestiaux à y introduire.

Quant aux délaissés des torrents, *ou iles*, le Conseil est d'avis qu'il serait plus avantageux aux communes de les louer à long bail.

Quoi qu'il en soit, il importe qu'il intervienne une loi sur la propriété communale.

Le parcours et la vaine pâture ne sont pas autorisés dans ce département. Le Conseil est d'avis que cet état de choses doit être maintenu.

Sur la question du *reboisement*, il persiste dans les vues qu'il a présentées en 1842, et insiste de nouveau sur la nécessité de l'intervention de l'Etat dans l'opération du reboisement. Le Gouvernement seul a les moyens d'exécuter cette grande et urgente entreprise.

La législation actuelle paraît suffisante pour protéger la *propriété forestière contre le maraudage*, seulement il faudrait organiser sur un meilleur système les agents préposés à la surveillance.

Tarif des Douanes.

Le Conseil général demande la réduction des droits de douane sur l'introduction du riz. Il insiste surtout pour que les droits à l'entrée par les bureaux de terre, ne soient pas plus forts que ceux perçus à l'entrée, par les bureaux de mer.

Foires.

Le Conseil donne un avis favorable à l'établissement d'une foire à Montmorin, et rejette les demandes formées pour la création de foires à Gap et à Saint-Bonnet.

Ministère des Finances.

Bois et Forêts, Code Forestier.

Le Conseil général émet le vœu que l'art. 192 du Code forestier soit modifié, en ce sens que, dans le cas de condamnation, la fixation des dommages intérêts soit laissée entièrement à l'arbitrage du juge.

Bureaux de la poste aux lettres.

Le Conseil demande qu'il soit établi un bureau de distribution de lettres à Saint-Firmin ou dans le canton, à Ribiers, à Rosans, à Orpierre et à Abriès.

Il sollicite la création d'une direction de poste, soit à Laramagne, soit à Ventavon, soit enfin dans tout autre lieu du canton.

Service de la postes aux lettres.

Il réclame avec instance un service journalier dans toutes les communes, et notamment dans tous les chefs-lieux de canton qui n'en jouissent pas encore.

Il renouvelle le vœu qu'il soit établi une malle-poste de Paris à Marseille par Lyon, Grenoble, la route n° 75, ou la route n° 85, ainsi qu'un service de dépêches de Châlons-sur-Saône à Antibes par la route n° 75.

Il demande aussi l'établissement d'un service de dépêches à cheval de Veynes à Die par la route n° 93.

Tarif de la poste aux lettres.

Il réitère le vœu que le décime rural soit supprimé.

Sel.

Le Conseil demande une réduction considérable de l'impôt sur le sel.

Ministère de la Guerre.

Garnison.

Le Conseil renouvelle le vœu qu'une garnison plus considérable soit placée dans le département et dans la ville de Gap.

Recrutement.

Le Conseil persiste à penser qu'il serait plus équitable de fixer le contingent que chaque commune doit fournir pour le recrutement de l'armée, en prenant en considération, non pas le nombre des jeunes gens ayant l'âge requis, mais bien celui des hommes reconnus valides.

Il demande que les fils d'étrangers nés et fixés en France soient atteints par les lois sur le recrutement. On pourrait seulement les autoriser à ne jamais porter les armes contre leur pays.

Zone Militaire.

Le Conseil persiste à demander qu'on restreigne la Zone Militaire dans les limites rigoureuses que commande la sûreté de l'Etat.

Ministère de l'Intérieur.*Dépenses Départementales.*

Le Conseil présente de nouvelles observations sur les effets désastreux pour les Hautes-Alpes et les départements pauvres, de la loi du 10 mai 1838.

La construction des bâtiments départementaux, les travaux d'art des routes départementales, les encouragements à l'agriculture, à l'industrie, les secours pour digues et canaux d'irrigation, pour la réparation des églises, des presbytères et des maisons d'écoles, les subventions pour la propagation de la vaccine, etc., toutes ces dépenses, auxquelles le Conseil ne peut accorder que des allocations dérisoires, ne sont pas des dépenses de simple utilité départementale, et un département ne peut les retrancher de son budget.

Il persiste donc à demander que l'art. 12 de cette loi soit révisé et que toutes les dépenses qui figuraient dans l'art. 18 de celle du 31 juillet 1821, puissent être portées à la 1^{re} section du budget consacrée aux dépenses ordinaires.

Forçats et Détenus Libérés.

Le Conseil déclare qu'il n'a rien à ajouter ni à modifier aux réponses détaillées qu'il a faites dans sa dernière session, relativement à l'organisation des sociétés de patronage pour les libérés adultes.

Gardes Champêtres.

Le Conseil est convaincu de la nécessité de réformer l'organisation *actuelle des gardes champêtres communaux*.

Il est d'avis que ces gardes soient organisés hiérarchiquement et soumis à une autorité indépendante du maire, qui les surveille, les dirige, les appuie au besoin, sans trop affaiblir cependant la légitime influence que doit conserver sur eux l'autorité municipale. On pourrait les classer dans l'administration forestière, ou les placer sous la direction des agents-voyers qui rempliraient à leur égard les fonctions de gardes généraux.

Les gardes champêtres, ainsi embrigadés, devraient jouir d'un traitement convenable; mais le Conseil reconnaît que la plupart des communes des Hautes-Alpes n'ont pas les ressources suffisantes pour satisfaire aux dépenses qu'entraînerait cette organisation.

Prisons.

Le Conseil renouvelle le vœu que la loi sur le régime des prisons, depuis si long-temps promise et attendue, soit enfin discutée et promulguée.

Ministère de l'Instruction Publique.

Instruction Secondaire.

Le Conseil émet le vœu qu'il soit établi un collège royal dans le département des Hautes-Alpes.

Le Conseil émet le vœu que la loi sur l'instruction secondaire soit promulguée le plus tôt possible.

Université.

Le Conseil exprime le vœu que les petits-séminaires, puisqu'ils ne se renferment pas dans l'objet de leur institution, soient assujettis au droit commun, et, par conséquent, au paiement de la rétribution universitaire, tant que cet impôt pèsera sur les autres établissements d'instruction.

Ministère de la Justice et des Cultes.

Comptabilité des Fabriques.

Le Conseil persiste à appeler l'attention du Gouvernement

sur la nécessité d'organiser les Conseils de fabrique d'une manière plus conforme à nos institutions et de soumettre leur comptabilité aux mêmes règles que la comptabilité communale.

Juges de Paix.

Le Conseil émet le vœu que le traitement des juges de paix soit augmenté et que les taxes pour vacations soient supprimées. L'indépendance et la dignité du juge ne pourraient qu'y gagner.

Ministère des Travaux Publics.

Canaux d'Irrigation.

Le Conseil convaincu que le manque de capitaux est l'une des principales causes qui s'opposent le plus puissamment aux progrès de l'agriculture et aux entreprises qui leur donneraient quelque essor, émet le vœu que le Gouvernement prête aux communautés ou aux syndicats de propriétaires intéressés, les fonds nécessaires à l'exécution des travaux, moyennant un intérêt de 4 p. 0/0 et 2 p. 0/0 perçus pour amortissement, qui seraient recouvrés comme les contributions publiques. Ces encouragements ne seraient accordés qu'aux entreprises dont l'utilité aurait été constatée par des hommes spéciaux, et l'utilité ne serait réputée certaine qu'autant que l'excédant annuel des produits procurés par l'irrigation, dépasserait le 6 p. 0/0 des capitaux fournis par l'Etat.

Il appelle la bienveillance et les secours du Gouvernement sur le projet de canal qui amènerait les eaux du Drac dans la vallée de Gap.

Police du Roulage.

Le Conseil général donne son entière adhésion aux dispositions du projet de loi sur la police du roulage, qu'il trouve tout-à-fait favorable aux intérêts agricoles.

Il déclare que cette loi ne serait point susceptible d'être appliquée aux chemins vicinaux de grande communication du département des Hautes-Alpes.

Routes Royales.

Le Conseil sollicite une allocation plus considérable sur les

fonds de 1^{re} catégorie destinés à l'entretien des routes. Celles du département sont soumises à de nombreuses et funestes dégradations : les orages, les irrutions des torrents, les éboulements de neiges sont autant de motifs qui rendent indispensable l'accroissement de ce crédit.

Il insiste plus vivement encore pour que M. le Ministre des travaux publics accorde une augmentation de fonds sur la 2^e catégorie. Des travaux urgents sont à exécuter, des lacunes à achever sur les routes nos 75, 91, 93, 94 ; et des rectifications indispensables à faire sur les routes 85 et 94.

Il renouvelle le vœu ; 1^o que des ponts soient établis sur les torrents de Prareboul, de l'Ascension et de Saint-Pancrace, route n^o 94, et sur ceux de Vêragne et de Saint-Genis, route n^o 93 ; 2^o que des travaux soient faits contre les invasions des torrents de Palx et de Rioubourdoux, route 94 ; 3^o que des fonds soient alloués pour achever l'embranchement de la route 75, d'Aspres au Pont-la-Barque.

Il émet le vœu que la route n^o 85, soit rectifiée sur plusieurs points entre Grenoble et Gap.

Le Conseil désire que les négociations diplomatiques amènent bientôt l'ouverture de la route de Briançon à Turin par le Mont-Genèvre.

Il insiste de nouveau pour qu'une route royale soit ouverte de Chorges au camp de Tournoux, ou que la route départementale n^o 1, de Gap à Barcelonnette, soit érigée en route royale.

Il demande que la route royale n^o 93 reprenne le nom de route de Valence à Gap qu'elle avait lors de sa création, et cesse de s'appeler route de Valence à Sisteron.

DES DROITS

ET DES DEVOIRS DES MAIRES.

Le haut rang qu'occupent ces magistrats dans la hiérarchie administrative, nous a porté à retracer dans cet Annuaire les droits que les lois leur attribuent et les devoirs qu'elles leur imposent. L'exercice du pouvoir municipal leur est confié ; il s'applique à divers intérêts de l'État et à ceux de la commune, sur les personnes comme sur les choses. Nous allons parler d'abord de leurs principales attributions et de l'influence qu'un maire doit exercer pour conserver l'union et la concorde entre tous les administrés. Nous examinerons ensuite les devoirs périodiques qu'ils ont à remplir quant aux divers services administratifs.

I. ÉTAT CIVIL.

Les maires sont officiers de l'état civil ; en cette qualité, ils sont investis du droit de constater les naissances, les mariages et les décès. Pour les naissances, il est de leur devoir de se faire représenter l'enfant, afin de s'assurer par eux-mêmes de son sexe.—Pour les mariages, ils doivent examiner avec attention, si toutes les conditions sont remplies, la qualité, l'âge des futurs, la correction des noms, le consentement des pères et mères ou l'acte de leur décès et des aïeuls, la parenté ou l'alliance des contractants, le libre consentement de s'épouser, les empêchements dirimants ou prohibitifs, la permission de l'autorité compétente si le futur est militaire.—Pour les décès, ils doivent s'assurer si la mort est réelle et si elle n'est pas la suite d'un crime, ne pas permettre les inhumations avant le terme fixé par les règlements, afin d'éviter les erreurs funestes que l'on a eu quelquefois à déplorer, et, dans la rédaction des actes, écrire avec exactitude les noms, les prénoms et l'âge des décédés.

II. ATTRIBUTIONS DIVERSES.

La loi place sous l'égide du pouvoir municipal les intérêts généraux de la commune ; ses attributions embrassent la sûreté, la tranquillité des habitants, l'administration et la

conservation du patrimoine commun (1), les rues et les chemins, les alignements pour les clôtures, bâtisses et constructions quelconques sur la voie publique vicinale, urbaine ou rurale.

C'est à la vigilance et à l'autorité des maires que la loi confie tout ce qui concerne la salubrité, la paix de la cité, la décence dans les temples, l'ordre dans les réunions, la police dans les lieux publics, la direction des établissements de charité, le régime des prisons, la surveillance des concierges, celle des spectacles, l'approvisionnement des marchés, la fidélité dans les poids et mesures, et la bonne qualité dans les marchandises et les denrées exposées en vente.

Ils sont chargés de prévenir et faire cesser les incendies, les inondations, les épizooties et tous les événements calamiteux, de surveiller les vagabonds et de réprimer la mendicité.

Ils font respecter le domicile des citoyens et empêchent qu'il ne soit porté atteinte à leur liberté individuelle; ils protègent les voyageurs et les commerçants, en levant les entraves apportées à leurs voyages et à l'exercice de leur industrie.

Ils représentent la commune en justice soit en demandant soit en défendant.

III. ÉCOLES PRIMAIRES.

Ils surveillent l'éducation primaire, sous le rapport moral comme sous le rapport intellectuel; ils protègent toutes les écoles, celles d'enseignement mutuel, comme celles tenues par les frères des écoles chrétiennes ou par les instituteurs particuliers dûment autorisés; ils n'excitent entre eux aucune rivalité, mais une louable émulation.

IV. POLICE MUNICIPALE.

Ils exercent la surveillance la plus active sur les cabarets, sur les cafés et sur tous les lieux publics; ils fixent par un règlement particulier, si le règlement général ne l'a prévu, les heures de leur fermeture, de manière à ce que les

(1) Voir la 1^{re} partie du Rapport de M. le Préfet, ci-dessus, pag. 2 et suiv. et, ci-après la NOTICE SUR LES BOIS ET LES PÂTURAGES.

Nous appelons la plus sérieuse attention des administrateurs des communes sur ces deux parties de l'Annuaire.

habitants, surtout ceux des campagnes, ne puissent y être reçus à des heures indues.

Il est dans les obligations des maires de faire jouir leurs administrés d'une bonne police par des règlements sages, et, en ceci, ils exercent la puissance législative, puisque leurs arrêtés ont force de loi devant les tribunaux. A la suite de cette notice, ils trouveront le modèle d'un règlement général applicable aux villes plus qu'aux communes rurales, mais dans lequel les maires de ces communes trouveront tout ce qui peut être appliqué à chaque localité.

La police doit être toujours surveillante, toujours active; les commissaires, comme les officiers municipaux, doivent payer de leurs personnes, employer d'abord la douceur, suivre la voie de la persuasion, donner aux hommes égarés les avertissements préliminaires, avant d'employer la force armée contre les récalcitrants.

Les maires doivent se pénétrer que toutes les fois que leurs règlements et leurs arrêtés sont motivés sur une loi existante, qu'ils ont été rendus dans le cercle des attributions du pouvoir municipal, qu'ils ont été approuvés par l'autorité supérieure ou qu'ils n'ont pas été réformés par elle, leurs décisions sont des ordres, que les habitants doivent les exécuter, et que les tribunaux ne peuvent se dispenser d'en ordonner l'exécution.

V. TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE.

D'après la loi du 16-24 août 1790, tit. XI, les corps municipaux, remplacés aujourd'hui par le maire, connaissent du contentieux auquel l'exécution des lois et des règlements de police peut donner lieu. Toutes les matières, tous les objets de police confiés à leur vigilance et à leur autorité sont détaillés article 3 du même titre.—L'article 138 du code d'instruction criminelle, veut que la connaissance des contraventions de police soit attribuée au juge de paix et au maire suivant les règles et les dispositions de l'article 166 du même code, qui fixe leur compétence sur diverses matières. — Le tribunal de simple police se compose du maire qui juge, de l'adjoint qui exerce les fonctions du ministère public et d'un greffier nommé par le maire et qui prête serment au tribunal de police correctionnelle. Si l'adjoint est absent, ou lorsqu'il remplace le maire, le ministère public est exercé par un membre du conseil municipal, désigné à cet effet par le procureur du Roi, pour une année entière. — Cette juridiction accordée aux maires dans des vues toutes paternelles forme une partie importante de leurs

fonctions ; mais pour les exercer avec justice et discernement, il faut parfaitement connaître les lois que l'on est chargé d'appliquer. En général la fermeté et les conseils salutaires ramènent plus souvent les coupables que des condamnations rigoureuses, et l'on ne saurait trop engager les magistrats municipaux à en essayer l'influence sur l'esprit de leurs administrés.

VI. INFLUENCE DES MAIRES SUR LEURS ADMINISTRÉS.

Ils doivent en outre se pénétrer qu'ils peuvent leur rendre de grands services en mettant tous leurs soins à faire régner entre eux la confiance et l'union, leur éviter des procès ou être leurs arbitres. Ils ne négligeront pas leur bien-être matériel et les moyens de faire naître l'aisance dans la commune. Une industrie quelconque s'y montre-t-elle ? Ils doivent la protéger et l'encourager. Faut-il creuser des canaux d'irrigation pour fertiliser le territoire, élever des digues pour le soustraire aux irrutions des torrents ? Ils doivent provoquer les associations d'habitants et se placer à leur tête. « Le pouvoir municipal, dit Henrion de Pensey, « est en contact immédiat avec tous les citoyens ; présent partout, il agit continuellement sur tous, toujours le mieux et souvent le seul connu des classes inférieures de la « société, comme elles ne voient que lui, c'est par lui « qu'elles jugent les autres pouvoirs ».

Il n'est donc pas aussi facile qu'on le croit communément d'être maire, lorsque l'on veut remplir exactement et scrupuleusement tous ses devoirs et toutes ses obligations ; mais, si partout l'on ne trouve pas l'instruction désirable, l'administration supérieure doit toujours compter sur le bon vouloir et la probité de ces fonctionnaires administratifs, et sur le désir d'acquérir les connaissances qui peuvent leur manquer.

VII. LOIS ET RÈGLEMENTS A CONSULTER.

Pour bien se pénétrer de l'étendue de leurs devoirs, les maires et les fonctionnaires municipaux doivent consulter principalement :

1° Le titre XI de la loi du 16-24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, des dispositions de laquelle ils tiennent une grande partie de leurs pouvoirs ;

2° La loi du 19 juillet 1791 sur la police municipale ;

3° Le code rural du 28 septembre 1791 ;

4° Le code d'instruction criminelle ;

5° Le code pénal ;

76 *Des droits et des devoirs des Maires.*

6° Les deux lois municipales des 21 mars 1831 et 18 juillet 1837, dont le texte est reproduit dans cet annuaire ;

7° Les règlements d'administration publique pour le département des Hautes-Alpes, également réimprimés dans cet annuaire ;

8° Et surtout le modèle de règlement général de police qui se trouve à la suite de la présente notice, et dont toutes les dispositions rappellent la date et les articles des lois sur lesquels elles sont fondées.

Nous allons maintenant examiner les travaux périodiques les plus essentiels dont MM. les Maires ont à s'occuper dans le cours d'une année.

VIII. TRAVAUX PÉRIODIQUES.

Janvier.

Du 1^{er} au 8 de ce mois, les maires dressent : 1° la liste des électeurs communaux et en adressent une copie à la préfecture ; 2° les tableaux de recensement des jeunes gens nés dans le courant de l'année précédente, ayant leur domicile légal dans la commune et qui doivent concourir au tirage au sort pour le recrutement de l'armée. — Ils déposent au greffe du tribunal civil : 1° le double du registre contenant les engagements volontaires reçus pendant l'année précédente ; 2° le double des registres de l'état civil. — Ils inscrivent au registre matricule de la garde nationale les jeunes gens entrés dans leur 20^{me} année dans le cours de l'année qui vient de finir, ainsi que les français qui ont nouvellement acquis leur domicile dans la commune, et ils opèrent la radiation des personnes qui sont entrées dans leur 60^e année, de celles qui sont décédées et de celles qui ont changé de domicile. — Ils dressent les états nominatifs des gardes nationaux mobilisables. — Ils visent les rôles des contributions directes et en font faire la publication dans leurs communes.

Le 8, ils publient la liste des électeurs communaux. De ce jour au 8 février, ils reçoivent les réclamations formées contre la teneur de ces listes, et en jugent le mérite, assistés de trois membres du conseil municipal.

Le 16, ils publient le premier tableau des rectifications opérées sur les mêmes listes par suite de leurs décisions.

Le 25, ils convoquent les membres du conseil municipal pour la session de février.

Pendant le mois, ils réunissent les cahiers des bulletins des lois de l'année précédente, pour en former 2 volumes, ainsi que les cahiers du recueil des actes de la préfecture qu'ils font relier ou brocher en un volume.

Février.

Au commencement de ce mois a lieu la première session ordinaire des conseils municipaux. L'on s'y occupe de tous les objets qui peuvent intéresser la commune.

Du 1^{er} au 3, les maires prennent un arrêté pour prescrire l'échenillage qui doit être terminé dans 20 jours.

Le 25, ils font examiner si l'échenillage a eu lieu exactement, et ils poursuivent les contrevenants devant le tribunal de simple police.

Mars.

Dans le courant du mois, les maires forment et transmettent au juge de paix la liste des gardes nationaux appelés à concourir à la formation du jury de révision.

Le 31, a lieu la clôture de l'exercice, quant à l'ordonnement et au paiement des dépenses communales.—Le même jour, les maires publient le second tableau de rectification de la liste des électeurs communaux. Cette liste est définitivement arrêtée, et ils en envoient une copie au préfet, ainsi que des tableaux de rectification.

Avril.

Dans le courant de ce mois, les maires préparent les éléments du budget de l'année suivante, qui doit être voté dans la session de mai, et remplissent exactement la colonne qui leur est réservée dans le cadre du budget. A cet effet, ils examinent quels sont les travaux ou les réparations à faire aux bâtiments communaux, et au besoin, ils en font dresser le devis. Ils réunissent également les matériaux du compte d'ordre qu'ils doivent présenter au conseil municipal pendant la prochaine session.

Le 25, ils convoquent à domicile et par écrit les membres du conseil municipal pour la seconde session de l'année, ainsi que les plus imposés en nombre égal à celui des conseillers, s'il s'agit de voter une imposition extraordinaire par addition aux contributions directes.

Mai.

Dans la première quinzaine de mai a lieu la seconde session ordinaire de l'année. Comme dans les autres, le Conseil municipal s'y occupe de tous les objets qui intéressent la commune, mais elle a bien plus d'importance, puisque le budget y est voté pour l'année suivante.—On y dresse en outre le budget supplémentaire de l'exercice courant; — on y vérifie le compte du receveur municipal et le compte

d'administration du maire; — on y examine les budgets et les comptes des hospices et des bureaux de bienfaisance; — on vote les impositions extraordinaires en addition aux quatre contributions directes, par une délibération spéciale à laquelle prennent part les plus imposés de la commune, convoqués par le maire en nombre égal à celui des conseillers municipaux; — on détermine les ressources à affecter aux chemins vicinaux; — on fixe la taxe à imposer aux habitants qui conduisent leur bétail dans les pâturages communaux; — on délibère sur la distribution des coupes affouagères et sur la somme à payer pour chaque lot; — on fixe le traitement des instituteurs et les frais de location des maisons d'école; — enfin, on détermine la rétribution mensuelle à payer par les élèves et le nombre de ceux qui doivent être admis gratuitement.

Les maires doivent s'empressez d'adresser à la préfecture une copie de toutes les délibérations prises pendant la session de mai, ainsi que les budgets, les comptes et les pièces qui doivent les accompagner.

Juin.

Du 1^{er} au 10, les maires de chaque canton se réunissent à la mairie du chef-lieu pour procéder, avec l'assistance des percepteurs, à la révision des listes électorales et du jury, et de celles des électeurs départementaux.

Pendant ce mois, ils doivent dresser les rôles de pâturage et d'affouage, et les adresser au préfet pour être, par lui, rendus exécutoires.

Ils peuvent prescrire, si les chaleurs l'exigent, l'arrosage une ou deux fois par jour, de la voie publique ou urbaine.

Juillet.

Pendant ce mois, les maires doivent faire exécuter une ou deux fois par jour, selon que le besoin l'exigera, l'arrosage de la voie publique. Ils peuvent même publier un règlement spécial pour les baigneurs en pleine rivière, sous le rapport de l'hygiène et de la décence.

Le 25, ils doivent convoquer, par lettres closes, les membres du conseil municipal pour la session d'août.

Août.

Du 1^{er} au 15, les conseils municipaux se réunissent pour la tenue de la troisième session ordinaire de l'année. L'on s'y occupe de tous les objets qui peuvent intéresser les communes.

Le 15, les maires des communes chefs-lieux de canton et de celles dont la population est au moins de 600 âmes, font publier et afficher les listes électorales et du jury qui leur ont été transmises par le préfet, et donnent avis à leurs administrés que les réclamations contre la teneur de ces listes seront reçues à la préfecture jusqu'au 30 septembre.

Pendant le mois, ils prescrivent l'arrosement de la voie publique une ou deux fois par jour, selon que le besoin l'exige.

Septembre.

Le 15 de ce mois, ils dressent la liste des gardes nationaux appelés à concourir aux fonctions de membres du jury de révision, et l'envoient au juge de paix du canton.

Vers la fin du mois, ils prennent un arrêté pour déterminer l'époque des vendanges, et en surveillent ensuite l'exécution.

Octobre.

Du 1^{er} au 10, les maires des communes où sont établies des brigades de gendarmerie à cheval, fournissent au préfet un relevé du prix moyen des fourrages, (foin, paille et avoine), pendant les mois de juillet, août et septembre, lequel doit servir à la fixation du prix commun de la ration à allouer à la compagnie de gendarmerie du département. Ceux des communes où résident des officiers généraux en retraite, en font parvenir à la préfecture l'état nominatif.

Le 25, les maires convoquent par écrit les membres du conseil municipal pour la session de novembre.

Novembre.

Du 1^{er} au 15, tenue de la quatrième session ordinaire du conseil municipal. — A la même époque doit être faite la visite générale des fours et cheminées pour s'assurer que le ramonage a été effectué et que toutes les précautions ont été prises contre les incendies.

Décembre.

Pendant ce mois, les maires doivent prescrire l'enlèvement des neiges et glaces et le nétoisement de la voie publique. — Ils s'occupent du travail préparatoire pour la rectification et la confection des listes des électeurs communaux. — Ils dressent les notes de mutation et les listes qui doivent être remises, dans le courant de janvier, au conseil de recensement de la garde nationale. — Ils publient un avis indiquant le jour où, d'après l'arrêté du préfet, les poids et les mesures doivent être vérifiés et marqués du nouveau poinçon.

Le 31, ils vérifient et arrêtent la caisse du receveur municipal, et font la clôture de ses registres de recette et de dépense. — Ils vérifient et arrêtent de même la caisse des établissements de bienfaisance et de l'octroi, et font la clôture des registres de recette et de dépense. — Ils font également celle des registres de l'état civil.

Tous les 15 jours,

Les maires des communes où se tiennent des marchés dressent la mercuriale des diverses denrées vendues sur ces marchés, et l'adressent à la préfecture.

Tous les mois,

Les maires informent le préfet du décès des membres de la légion d'honneur et des pensionnaires de la marine, résidant dans leur commune. — Ceux des chefs-lieux de canton lui adressent l'état nominatif des engagements volontaires contractés pendant le mois précédent.

Chaque trimestre,

Les maires donnent au préfet des renseignements sur la conduite tenue par les condamnés libérés et en surveillance, pendant le trimestre écoulé. — Ils dressent le tableau des jugements rendus par le conseil de discipline de la garde nationale pendant le trimestre précédent, et l'envoient à la préfecture. — Ils lui envoient également les certificats de vie et les actes de décès des enfants trouvés nourris ou morts dans la commune pendant le dernier trimestre.

Ces renseignements et ces diverses pièces doivent être transmis à la préfecture, dans les premiers jours de janvier, d'août, de juillet et d'octobre.

Dans le cours de l'année,

Les maires annotent en marge du registre matricule de la garde nationale les mutations provenant : 1° des décès ; 2° des changements de résidence ; 3° des actes en vertu desquels les personnes désignées aux articles 11, 12 et 13 de la loi du 22 mars 1831, ont cessé d'être soumis au service de la garde nationale, ou en sont exclus. — A mesure que des condamnés libérés en surveillance arrivent dans leur commune, ils en donnent avis au brigadier de gendarmerie ; si ces condamnés changent de résidence, ils en informent le préfet, lui font connaître la date du passeport qui leur a été délivré et la commune sur laquelle ils ont été dirigés ;

ils le préviennent enfin de leur disparition ou de leur décès, le cas échéant (1).

Nous avons forcément négligé plusieurs autres obligations imposées à l'administration municipale, principalement en ce qui concerne les commissions administratives ou de bienfaisance que les maires président, ou dont ils font partie, et qui se réunissent à des époques fixes ou indéterminées, ainsi qu'un grand nombre d'autres objets qui leur sont rappelés ou demandés, au besoin, par l'autorité supérieure. Nous nous contentons de placer ici le modèle de règlement dont il a été parlé plus haut.

**X. MODÈLE D'UN RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE POLICE
POUR LES COMMUNES.**

NOUS, MAIRE de la commune d
canton d
d
arrondissement
département d

Vu l'article 50 de la loi du 14-22 décembre 1789, portant que « les fonctions propres au pouvoir municipal sont de faire « jouir les habitants des avantages d'une bonne police » ;

Vu l'article 3 du titre XI de la loi du 16-24 août 1790, ainsi conçu :

« Les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité « des corps municipaux sont :

« 1^o Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du « passage dans les rues, quais, places et voies publiques ; « ce qui comprend le nettoiemnt, l'illumination, l'enlève- « ment des encombrements, la démolition ou la réparation « des bâtiments menaçant ruine, l'interdiction de rien expo- « ser aux fenêtres ou autres parties des bâtiments, qui puisse « nuire par sa chute, et celle de rien jeter qui puisse blesser « ou endommager les passants, ou causer des exhalaisons « nuisibles ;

« 2^o Le soin de réprimer et de punir les délits contre la « tranquillité publique, tels que les rixes et disputes accom- « pagnées d'ameutements dans les rues, le tumulte excité « dans les lieux d'assemblées publiques, les bruits et attrou- « pements nocturnes qui troublent le repos des citoyens ;

« 3^o Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se « fait de grands rassemblements d'hommes, tels que foires,

(1) MM les maires des arrondissements d'Embrun et de Briançon doivent se servir de la voie de MM. les Sous-Préfets, pour les pièces et les documents qu'ils ont à faire parvenir à la Préfecture.

« marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ;

« 4° L'inspection, sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids, au mètre ou à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente publique ;

« 5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tel que les incendies, les épidémies, les épizooties, en provoquant aussi, dans ces deux derniers cas, l'autorité des administrations de département et de district (*des préfets et des sous-préfets*) ;

« 6° Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté, et par la divagation des animaux malfaisants ou féroces. »

Vu l'article 46 du titre 1^{er} de la loi du 19-22 juillet 1791, qui autorise le maire à faire des arrêtés lorsqu'il s'agira :

« 1° D'ordonner les précautions locales sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité par les art. 3 et 4 du titre xi du décret sur l'organisation judiciaire (*loi ci-dessus rapportée du 16-24 août 1790*) ;

« 2° De publier de nouveau les lois et règlements de police, ou de rappeler les citoyens à leur observation » ;

Vu le chapitre 2 du livre iv du Code Pénal, qui détermine d'une manière spéciale les peines applicables aux contraventions en matière de simple police ;

Vu notamment le paragraphe 15 de l'article 471 du même Code, qui embrasse d'une manière générale tout ce qui peut se rapporter aux règlements municipaux et à leur exécution ;

Vu aussi les lois qui intéressent la sûreté générale sous le rapport des passe-ports, de la répression de la mendicité et du vagabondage, de la police des ouvriers, etc. ;

Vu en outre, eu égard à la police rurale :

1° La loi du 28 septembre—6 octobre 1791 ;

2° Les articles 388, 389, 444 à 462 inclusivement ; 471, n° 7, 8, 9, 10, 13 et 14 ; 473, n°s 9 et 10 ; 479, n°s 10, 11 et 12 du Code Pénal relatifs aux délits ruraux,

Vu enfin l'art. 11 de la loi du 18 juillet 1837 ;

Considérant que les anciens règlements destinés à main-

tenir la police dans la commune sont, pour la plupart, tombés en désuétude et, pour ainsi dire, en oubli ;

Qu'il en résulte des infractions journalières qu'il est toujours pénible de punir quand elles sont le fruit de l'ignorance où se trouvent les habitants des devoirs auxquels ils sont assujettis ;

Que le moyen le plus efficace de prévenir ces infractions est de retracer dans un seul et nouveau règlement les obligations imposées par les lois, les peines qu'encourent ceux qui les enfreignent et ce qu'ont à faire les magistrats chargés de la surveillance de la police, pour assurer la tranquillité dans la Commune, le respect dû aux personnes et aux propriétés ; enfin, le maintien et la conservation de l'ordre public ;

AVONS ARRÊTÉ :

TITRE I^{er}.

POLICE GÉNÉRALE.

SECTION I^{re} — PASSE-PORTS, DÉSERTEURS FRANÇAIS OU ÉTRANGERS.

ART. 1^{er} Tout individu voyageant sans passe-port régulier, tout militaire voyageant sans feuille de route, congé ou permission, tout prisonnier de guerre non pourvu de papiers réguliers, sera arrêté sur-le-champ, remis à la gendarmerie, ou conduit devant M. le Sous-Préfet. — *Loi sur les passe-ports du 10 vendémiaire an IV—2 octobre 1793, art. 6 et 7.—Lois et arrêtés du Gouvernement sur la désertion du 12—16 mai 1793, 21 brumaire an V—11 novembre 1796, 24 brumaire an VI—14 novembre 1897, 3 fructidor an VI—20 août 1798, 19 vendémiaire an XII—12 octobre 1803.—Ordonnance du 29 octobre 1820, sur le service de la gendarmerie, art. 179.*

SECTION II. — MENDICITÉ, VAGABONDAGE.

2. Tout individu qui, étant en état de travailler, sera trouvé mendiant ou vagabondant, sera arrêté, remis à la gendarmerie et conduit devant M. le Sous-Préfet ou M. le Procureur du roi. — *Code Pénal, art. 270.*

3. Si la mendicité a été exercée avec menaces, insultes, par attroupement ou avec armes ostensibles ou cachées, le fait sera constaté au procès-verbal qui sera dressé. — *Idem, art. 276, 277, 279.*

TITRE II.**POLICE MUNICIPALE.****SECTION I^{re}. — ORDRE PUBLIC.****§ I^{er} Lieux Publics.****1. Aubergistes.**

4. Tout aubergiste qui voudra s'établir dans la commune, sera tenu d'en faire la déclaration devant le maire ; cette déclaration sera enregistrée à la mairie et signée du déclarant. — *Code Pénal*, art. 471, n° 13.

5. Une enseigne indiquant le nom ou la désignation de l'auberge sera posée sur la principale porte d'entrée. — *Idem*.

6. Tout aubergiste est assujetti à la tenue du registre prescrit par l'article 5 du titre I^{er} de la loi du 19—22 juillet 1791, pour y inscrire toutes les personnes qu'il logera, sans exception, et ce, sous les peines portées par l'article 475 du Code Pénal. Le modèle de ce registre sera donné à la Mairie ; ledit registre devra être représenté à l'autorité à toute réquisition. — *Code Pénal*, art. 475, n° 2.

7. Défenses sont faites aux aubergistes de donner retraite aux individus non munis de passe-port, ainsi qu'aux déserteurs, vagabonds et gens sans aveu (*Loi du 10 vendémiaire an IV*). Ceux qui se présenteraient devront être immédiatement signalés par eux à l'autorité. — *Code Pénal*, art. 471, n° 13.

8. Il est ordonné aux aubergistes d'avoir dans leurs écuries des lanternes au plancher, ou d'accrocher à la muraille des chandeliers de fer à large plaque recourbée pour éviter les dangers du feu. Il leur est fait défense expresse de se servir de chandelle sans cette précaution ; dans aucun cas, ils ne devront parcourir les écuries et les greniers une chandelle à la main : ils devront toujours, eux ou leurs domestiques, être porteurs d'une lanterne vitrée ou grillée. — *Code Pénal*, art. 471, n° 13. — *Code Civil*, art. 1383.

9. Il est également ordonné à tout aubergiste d'avoir toute la nuit, même en temps de lune, un fallot éclairé suspendu au-devant de son auberge, pour éviter que les passants ne se heurtent et ne se blessent contre les voitures, charrettes ou autres objets qu'on y laisserait stationner. — *Code Pénal*, art. 471, n° 3, 4 et 13.

10. Il est enjoint aux aubergistes de tenir leur auberge

fermée la nuit, savoir : du 1^{er} octobre au 31 mars, à dix heures du soir ; et du 1^{er} avril au 30 septembre, à onze heures.

11. Il est défendu aux aubergistes de se servir, pour la préparation des aliments, de vases et ustensiles de cuisine de cuivre non étamé, à peine d'être rendus civilement responsables des accidents qui pourraient résulter de leur négligence à cet égard. (*Code Pénal*, art. 471, n^o 15.—*Code Civil*, art. 1383), et en outre d'encourir toute autre peine de droit, selon la gravité du cas.

2. Cabarets, Cafés, Billards.

12. Quiconque voudra tenir cabaret, devra en faire la déclaration à la Mairie, et désigner la maison où se tiendra ledit cabaret.—*Code Pénal*, art. 471, n^o 15.

13. Les cabarets ne pourront être ouverts avant le jour, et devront être fermés, du 1^{er} avril au 30 septembre, à dix heures du soir ; du 1^{er} octobre au 31 mars, à neuf heures du soir.—*Idem*.

14. Il est enjoint à tous citoyens, de se retirer desdits lieux aux heures ci-dessus prescrites, sans qu'il soit nécessaire que les cabaretiers les y invitent ou contraignent.—*Idem*.

15. Il est défendu à tout cabaretier de garder chez lui aucune personne étrangère à son habitation après lesdites heures.—*Idem*.

En cas de refus de la part des personnes qui seront au cabaret de se retirer aux heures ci-dessus fixées, le cabaretier sera tenu de prouver qu'elles ont résisté à ses invitations.—*Idem*.

16. Il est défendu de jouer dans les cabarets à aucun jeu de hasard ; ces sortes de jeux étant prohibés par la loi, et étant toujours la cause de querelles et de rixes.—*Loi du 19—22 juillet 1791*, tit. 1^{er}, art. 11.—*Code Pénal*, art. 440 ; 471, n^o 15 ; 475, n^o 5 ; 477, n^o 1 ; 478.

17. Chaque cabaretier est tenu de placer sur la principale porte de son cabaret une enseigne ou un bouchon.—*Code Pénal*, art. 471, n^o 15.

18. Défenses sont faites aux cabaretiers de donner à boire aux gens ivres, et de recevoir des enfants au-dessous de seize ans, sans leurs parents.—*Idem*.

19. Il leur est expressément enjoint de faire avertir immédiatement le maire ou l'adjoint, lorsqu'il se passera dans leur cabaret quelque scène de désordre. Les auteurs

de tapage ou de désordre seront rendus passibles des peines portées par la loi, et seront même arrêtés, s'il y échet.—*Idem.*

20. Il est ordonné à tous cabaretiers de ne servir le vin qu'après l'avoir mesuré avec la mesure légale dûment poinçonnée. — *Loi du 1^{er} vendémiaire an IV, art. 11. — Code Pénal, art. 425, 479, n° 5 et 6 ; 480, n° 2 et 3 ; 481, n° 1.*

21. Défenses sont faites à tous cabaretiers de vendre des boissons falsifiées ou frelatées et de les servir dans des vases de cuivre ou de plomb.—*Code Pénal, art. 318, 471, n° 15 ; 475, n° 6 ; 476, 477, n° 2.*

22. Défenses leur sont également faites de retenir aucune personne faute de paiement, ou de lui prendre en nantissement quelqu'un de ses habillements ou effets : l'action civile seule leur étant réservée en cette circonstance.—*Code d'Instruction criminelle, art. 1 et 2. — Code Pénal, art. 341, 342 et 345.*

23. Les cabaretiers qui font métier de loger, sont assimilés aux aubergistes et assujettis aux mêmes règles et aux mêmes formalités, soit pour la tenue du registre prescrit par l'article 5 du titre 1^{er} de la loi du 19—22 juillet 1791, soit pour toutes les autres obligations imposées par les lois aux aubergistes.—*Code Pénal, art. 475, n° 2.*

24. De fréquentes visites seront faites par l'autorité dans les cabarets, pour veiller au bon ordre et s'assurer des contraventions.

25. Les dispositions contenues aux articles qui précèdent, à l'exception de l'article 20, sont applicables aux cafés, guinguettes et billards publics.

§. 2. Lieux de réunion publique.

1^o Foires et Marchés.

26. La surveillance la plus grande sera apportée, soit pour maintenir l'ordre dans les foires et marchés, soit pour assurer la libre concurrence dans la vente des marchandises et denrées, soit pour s'opposer aux manœuvres frauduleuses des filous et des escrocs.—*Code Pénal, art. 471, n° 15.*

27. Il est défendu à tous faiseurs de tours, marchands de chansons, bateleurs, chariatans, propriétaires de divers jeux, d'animaux curieux, de spectacles de toute espèce, de s'établir sur la voie publique sans en avoir obtenu la permission du maire, qui ne l'accordera qu'après s'être as-

suré, qu'il n'y a rien à craindre pour l'ordre, la sûreté, la tranquillité, ou pour tout ce qui pourrait tromper la bonne foi, la confiance, la crédulité publique, ou enfin, blesser la décence et les bonnes mœurs.—*Idem.*

2° Cérémonies, Fêtes et Réjouissances publiques.

28. Les cérémonies, fêtes et réjouissances publiques, seront, en conformité des instructions de M. le Préfet, annoncées par les soins de l'autorité municipale, qui prescrira toutes les mesures convenables pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.

Dans ces circonstances, les dispositions énoncées au précédent article seront strictement observées, ainsi que celles qui ont rapport au tir d'armes à feu, de pièces d'artifices et qui feront l'objet de l'article 54 ci-après.—*Code Pénal*, art. 471, n° 2.

3° Fête patronale.

29. Le jour de la fête patronale, les habitants seront tenus, chacun en droit soi, de balayer et nettoyer le devant de leurs habitations.—*Code Pénal*, art. 471, n° 5.

30. Les petits marchands de mercerie, de quincaillerie, de bimbeloterie, jouets d'enfants et de gâteaux; les débitants d'eau-de-vie et de liqueurs, les faiseurs de tours et chanteurs publics, ne pourront s'établir sur la voie publique sans la permission du maire. Ces derniers seront tenus de remplir les obligations auxquelles les assujettit la loi du 16 février 1854.

31. Les jeux de petite loterie, quels qu'ils soient, sont formellement interdits. (*Code Pénal*, art. 475, n° 5). En cas de contravention, procès-verbal sera dressé, et seront sequestrés les tables, instruments, appareils, enjeux, fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs.—*Idem.*, art. 477, n° 1.

32. Les danses, exercices, jeux et divertissements publics, auront lieu aux endroits désignés par le maire.—*Id.*, art. 471, n° 15.

33. Ce même jour, par exception, les cabarets pourront rester ouverts jusqu'à minuit.—*Idem.*

34. Tous les individus qui se permettront de troubler l'ordre public par des rixes, querelles, batteries ou de toute autre manière, seront arrêtés à l'instant et remis à la force publique, pour être pris, à leur égard, telles mesures qu'il appartiendra.—*Idem.*, et loi du 19—22 juillet 1791, titre 1^{er} art. 19, 28 et 46.

4^o Cultes , Cérémonies religieuses.

35. Défenses sont faites, sous les peines portées par les lois, de troubler l'exercice d'un culte religieux et les cérémonies de l'église, de causer aucun scandale, d'injurier, outrager, interrompre les ministres de la religion dans l'exercice de leurs fonctions. — *Code Pénal*, art. 261 et 262.

En conséquence, tous jeux de paume, de boule et autres jeux bruyants, sont interdits près des églises ou temples, pendant le temps des offices et des instructions pastorales. En cas de contravention, procès-verbal sera dressé pour être statué, selon l'exigence des cas, par le tribunal de simple police ou par le tribunal de police correctionnelle. — *Articles précités*.

36. Conformément à la loi du 18 novembre 1814, et sauf les exceptions y énoncées, les travaux ordinaires seront interrompus les dimanches et jours de fêtes reconnues par la loi de l'état; il est, en même temps, défendu aux marchands d'étaler et de vendre, pendant lesdits jours et fêtes, les ais et volets de boutiques ouverts, aux colporteurs et étalagistes, de colporter et exposer en vente leurs marchandises dans les rues et places publiques, aux artisans et ouvriers de travailler extérieurement et d'ouvrir leurs ateliers; aux charretiers et voituriers employés à des services locaux, de faire des chargements dans les lieux publics de leur domicile.

En vertu de la même loi, et toujours sauf les exceptions y contenues, il est défendu à tous cabaretiers et marchands de vin, débitants de boissons, traiteurs, cafetiers, limonadiers, maîtres de jeu de billard, de tenir leurs maisons ouvertes et d'y donner à boire et à jouer lesdits jour de dimanche et fête, pendant le temps des offices. — *Loi citée*.

5^o Cimetières et Inhumations.

37. Il est fait défense, sous les peines portées par les lois, de troubler la sépulture des morts. Chacun doit se comporter avec décence dans le cimetière; en conséquence, toute violation ou profanation de tombeaux, toute dégradation de monuments funèbres, tout enlèvement ou toute destruction d'arbustes ou de fleurs placés sur les tombes dans des intentions pieuses, seront constatés, et les auteurs du délit, poursuivis conformément auxdites lois. — *Décret du 23 prairial an XII*. — 12 juin 1804. *Code Pénal*, art. 471, n^o 15.

38. Défenses expresses sont faites de laisser paître des bestiaux dans le cimetière. — *Code Pénal*, art. 471, n° 15.

39. Il est ordonné au fossoyeur, conformément au décret du 25 prairial an XII, article 4, 5 et 6, de ne faire des ouvertures de fosses pour de nouvelles sépultures, qu'après un délai de cinq ans des dernières inhumations sur le même local, de faire pour chaque corps une fosse séparée, d'un mètre cinq décimètres à deux mètres de profondeur, sur huit décimètres de largeur, et de tenir cette fosse à une distance des fosses voisines de trois à quatre décimètres sur les côtés, et de trois à cinq décimètres à la tête et aux pieds.

Le fossoyeur ne doit recevoir aucun corps sans qu'on lui justifie du *permis d'inhumer* délivré par le maire. Ce permis devra être conservé par lui pour être représenté à l'autorité à toute réquisition.

§ 5. Affiches, annonces et publications dans un intérêt public ou privé.

40. Défenses sont faites de rien annoncer ni publier à son de caisse, de trompe, de cloche ou à cri public, sans la permission du Maire, laquelle, dans ce cas, sera toujours donnée *par écrit*. — *Code Pénal*, art. 471, n° 15.

41. Aucune affiche particulière ne pourra, sous les peines de droit, être posée si elle n'est sur papier timbré.

Si elle est imprimée, elle devra indiquer le nom de l'imprimeur; elle ne devra rien contenir de contraire à l'ordre, à la tranquillité publique, à la décence et aux mœurs. — *Idem*.

42. Il est expressément défendu, à qui que ce soit, d'arracher de déchirer, gâter ou salir les affiches des autorités publiques et celles des particuliers. — *Idem*. art. 471, n° 15; 479, n° 1 et 9.

§ 4. Ouvriers, Livrets.

43. Tout ouvrier doit être porteur d'un livret. — *Arrêté du Gouvernement du 9 Frimaire an XII* (1^{er} décembre 1803), art. 1^{er}.

Aucun livret ne peut tenir lieu de passe-port. (Voy. art. 127).

SECTION II.—TRANQUILLITÉ PUBLIQUE.

§. 1^{er} *Alarme, Attroupements.*1^o *Alarme.*

44. Il est expressément défendu de répandre ou jeter l'alarme parmi les habitants, soit par de fausses nouvelles, soit par des cris, soit encore par le bruit du tambour ou par le tocsin.—*Loi du 19—22 juillet 1791.*

Il n'y a d'exception à la présente disposition qu'en cas d'incendie, d'inondation, ou tout autre fléau calamiteux.—*Idem, tit. II, art. 7, n^o 4.—Code Pénal, art. 471, n^o 15.*

2^o *Attroupements.*

45. Tout attroupement de jour ou de nuit, est défendu, sous quelque prétexte que ce puisse être.—*Loi du 10 avril 1831.*

§. 2. *Bruits et tapages nocturnes ou autres ; Charivaris.*1^o *Bruits et Tapages de jour ou de nuit.*

46. Défenses sont faites de faire de jour ou de nuit, seul ou en réunion, aucun bruit ou tapage, soit en parcourant les rues, soit par des cris ou des chants, soit, enfin, de manière à troubler la tranquillité publique et le repos des habitants.—*Code Pénal, art. 471, n^o 15 ; 479, n^o 8.*

2^o *Charivaris.*

47. Tout charivari est sévèrement interdit, comme chose injurieuse à la personne à laquelle il s'adresse, et apportant un trouble à l'ordre et à la tranquillité publique.—*Idem.*

§. 5. *Rixes, Querelles, Disputes.*

48. Défenses sont faites à toutes personnes d'élever sur la voie publique, et généralement dans aucun lieu de réunion publique, des disputes, querelles ou rixes qui seraient de nature à occasioner des rassemblements, et à troubler, par des cris, des injures ou des voies de faits, l'ordre et la tranquillité publique.

Les délinquants seront arrêtés sur-le-champ et conduits devant le maire, pour être pris à leur égard telle mesure qu'il appartiendra.

Si, par suite de la rixe ou dispute, ou des coups portés, il y a eu blessures avec effusion de sang, le fait rentrant dans la classe des délits correctionnels, procès-verbal sera dressé et

transmis immédiatement à M. le Procureur du roi.—*Lois des 16—24 août 1790, tit. XI, art. 5, § 2; 19—22 juillet 1791, tit. 1^{er}, art. 19 et 28.—Code Pénal, art. 471 n° 15.*

Avis est donné qu'en pareil cas, les délinquants peuvent être retenus jusqu'à jugement. *Loi précitée du 19—22 juillet 1791, art. 28.*

§. 4. Sonnerie des Cloches.

49. Défenses sont faites à toutes personnes de sonner les cloches hors l'annonce des cérémonies de l'église, pour quelque cause, sous quelque prétexte, et à quelque heure que ce puisse être, sans la permission du maire. *Code Pénal, art. 471, n° 15.*

Attendu qu'il est tenu pour certain que la sonnerie des cloches pendant la durée des orages attire la foudre, et a souvent les conséquences les plus funestes; voulant, autant qu'il est en nous, déraciner un préjugé que la saine raison n'a pu encore faire disparaître, nous défendons expressément au sonneur et à tous autres, de sonner la cloche dans ces moments.—*Code Pénal, art. 471, n° 15.*

SECTION III.—SURETÉ PUBLIQUE.

§. 1^{er} Bâtimens menaçant ruine.

50. Dans le cas où un bâtiment donnant sur la voie publique, menacerait ruine, et où il serait reconnu qu'il y a danger imminent d'après l'état dûment constaté dudit bâtiment, le propriétaire sera sommé de le réparer ou démolir; s'il s'y refuse, procès-verbal sera dressé, pour le délinquant être condamné aux frais de démolition ou de réparation et à l'amende prononcée par les lois, le tout sans préjudice aux cas de responsabilité qu'aurait entraînés sa résistance, le bâtiment venant à s'écrouler en tout ou en partie.—*Code Pénal, 471, n° 5 et 15. Code Civil, 1383.*

§. 2. Entrepreneurs, Couvreurs, Maçons, Charpentiers.

51. Il est ordonné à tous entrepreneurs, couvreurs, maçons et charpentiers, toutes les fois qu'ils travailleront sur les toits et sur les bâtimens, de placer dans la rue des barres, et de suspendre à une corde des lattes en croix ou une natte en paille pour servir d'avertissement aux passants; l'expérience ayant prouvé qu'une tuile suspendue en cette occasion, est insuffisante, parce que sa couleur se confond le plus souvent avec celle du mur. A défaut de cette précaution, les entrepreneurs ou ouvriers seront rendus responsables des malheurs

ou accidents qu'aurait occasionés leur négligence, et seront passibles des amendes et dommages-intérêts prononcés par les lois.—*Idem* et *Code Civil*, art. 1384.

Toutes excavations, tous étançons, tous dépôts de matériaux ou décombres devront être éclairés la nuit.—*Code Pénal*, art. 471, n° 4.

§. 3. *Exposition aux fenêtres et projection d'objets nuisibles ou dangereux par leur chute ou par des exhalaisons nuisibles ou insalubres.*

52. Il est défendu à toute personne d'exposer sur les fenêtres, balcons et sur le haut de sa maison donnant sur la voie publique ou dans les cours, des caisses, des vases de fleurs et autres objets qui, par leur chute, pourraient blesser les passants ou occasioner d'autres accidents.

53. Il est également défendu de rien jeter par les fenêtres ou par les portes qui puisse nuire par sa chute ou sa projection, ou encore par des exhalaisons insalubres.—*Code Pénal*, art. 471, n° 6, 12 et 13.

§. 4. *Projection dans les rues ou contre les maisons de pierres ou corps durs; Tir de fusées, Pétards, Coups de fusil, de pistolet, etc.*

54. Il est expressément interdit à toute personne et notamment aux enfans et jeunes gens, de jeter des pierres, des boules de neige ou des ordures, soit sur les passants, soit contre les bâtimens; de tirer, même dans les cas de réjouissances publiques ou particulières, des coups de fusil, de pistolet, dans les rues, sur les promenades et même dans les maisons; de jeter des fusées ou pétards; d'allumer, sous quelque prétexte que ce soit, des feux autres que ceux qui seront autorisés par l'autorité municipale, et dans les lieux qu'elle aura désignés; à peine d'amende, et même d'emprisonnement, sans préjudice des dommages qui pourraient en résulter et dont les pères et mères, maîtres et maîtresses deviendront civilement responsables pour leurs enfans et domestiques.—*Code Pénal*, art. 471, n° 2, 12 et 13; 475, n° 8; 479, n° 3.—*Code Civil*, art. 1384.

§. 5. *Chevaux, Voitures, Bestiaux mal conduits ou mal dirigés.*

55. Défenses sont faites à toute personne à cheval ou en voiture de les conduire avec trop de précipitation ou dans une mauvaise direction.

Les charretiers devront toujours se tenir à la tête de leurs

chevaux pour éviter les accidents qui résultent trop fréquemment de leur insouciance, à cet égard.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15; 475, n° 3 et 4.

Les bestiaux ou chevaux conduits à l'abreuvoir, ou ailleurs, ne pourront être confiés à des individus au-dessous de seize ans.—*Idem*.

§. 6. Abattage de bestiaux.

56. Il est enjoint aux bouchers de ne mater le gros bétail que dans les lieux sûrs, bien aérés, éloignés des habitations et des rues, et d'où les animaux ne puissent s'échapper. Ils recueilleront avec soin le sang des bestiaux abattus, pour le jeter à la rivière ou dans une fosse destinée à le recevoir.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.

Les cochons pourront être saignés au domicile des particuliers, à cause de l'utilité qu'on retire de leur sang.

§. 7. Incendies.

1° Cheminées et Fours (construction de)

57. Il est fait très expresses inhibitions et défenses à tous maçons, charpentiers, compagnons ou manœuvres, de faire aucun manteau de cheminée adossé contre des cloisons de maçonnerie et de charpenterie; poser des âtres de cheminée sur les solives des planchers, et de placer du bois dans les tuyaux, lesquels seront construits de manière que les enchevêtrures et les solives soient à la distance d'un mètre des gros murs, sous peine de l'amende prononcée par les lois et règlements, et en outre, de démolition et de tous dépens, dommages et intérêts. Les propriétaires seront rendus responsables des conséquences de leur défaut de surveillance à cet égard.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.

58. Aucun four ne pourra être construit si l'on n'observe la distance qui doit exister, d'après les règlements, entre le gros mur du bâtiment et celui du four (seize centimètres.) Cette distance est ce qu'on appelle, en termes de l'art, *tour du chat*.—*Idem*.

2° Visites des fours et cheminées.

59. Chaque année, l'autorité municipale fera deux fois la visite des fours et cheminées de toutes les maisons et de tous les bâtiments, après avoir annoncé cette visite huit jours à l'avance; pareille visite sera faite des forges et fourneaux.

Des visites plus fréquentes auront lieu chez les aubergistes, traiteurs, cabaretiers tenant auberge, etc.

L'officier de police chargé de la visite se fera au besoin assister de deux experts, à l'effet de découvrir les vices de

construction, le défaut de réparation ou de nettoiemment, afin d'y faire pourvoir par le propriétaire, ou à ses frais s'il s'y refuse ou s'il n'a commis personne pour le représenter.—*Loi du 28 septembre—6 octobre 1791; tit. 2, art. 9.—Code Pénal, art. 471, n° 1 et 13.*

La démolition des fours et cheminées reconnus en état de délabrement, sera immédiatement ordonnée.—*Idem.*

60. Nul ne pourra établir de fours nouveaux que d'après l'autorisation du maire, donnée sur le rapport de gens de l'art constatant qu'en raison de leur placement il n'y a rien à craindre pour l'incendie, et indiquant d'ailleurs les formes et dimensions qui réuniront les avantages de la sûreté et d'une moindre consommation de bois.—*Idem.*

61. Nul ne pourra non plus établir des fours à chaux ou à plâtre qu'à une distance des maisons qui ne laisse rien à craindre pour la communication du feu, et avant d'avoir rempli les formalités voulues par le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance du 14 janvier 1815 concernant les établissements incommodes et insalubres.—*Idem.*

3° Ramonage.

62. Tout propriétaire ou locataire est tenu de faire ramoner deux fois l'an les cheminées où l'on fait habituellement du feu.

Les cabaretiers, traiteurs, aubergistes, boulangers et autres teneurs de fours, rempliront la même obligation tous les mois, le tout conformément aux anciens règlements existants et sous les peines portées par les lois mentionnées en l'article précédent.—*Idem.*

4° Mesures de précaution.

63. Il est expressément défendu d'entrer dans les granges, écuries, greniers à foin avec des pipes ou du feu, ou avec des lumières qui ne seraient point renfermées dans des lanternes bien closes garnies de verre, et non de toile, ou en fer-blanc percé à petits trous; de porter dans les rues du feu ou de la chenevotte allumée, d'y faire des feux de joie autres que ceux qui sont autorisés par le maire; d'y tirer des coups d'armes à feu, des pièces d'artifice et d'y lancer des pétards ou fusées. *Code Pénal, art. 471, n° 2 et 13; 472 et 473.*

64. Il est également défendu de se servir de poêles à frire pour brûler ou chauffer de l'huile dans les maisons couvertes en chaume, de resserrer des bois, pailles, foin et fagots dans les lieux où passent des tuyaux de cheminée, et près des forges, fours et fourneaux; d'allumer du feu dans les champs

Les charretiers devront toujours se tenir à la tête de leurs

plus près que de cent mètres des maisons, bois, meules ou tout autre dépôt ou objet de matière combustible.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.—*Loi du 28 septembre—6 octobre 1791*, tit. II, art. 7 et 10.—*Code Civil*, art. 1383 et 1384.

5° Toitures en chaume, paille, roseau, etc.

65. Défenses est faite à tout habitant d'employer à l'avenir le chaume, la paille, les roseaux ou autres matière d'une facile combustion dans la couverture de leurs bâtiments d'habitation ou d'exploitation, lorsqu'ils sont agglomérés ou attenant à des constructions voisines, à moins que par des procédés de l'art reconnus infaillibles, on ne parvienne à préserver la toiture soit du feu du ciel, soit de tout incendie qui pourrait être occasioné accidentellement à l'extérieur, et qui ne serait pas l'œuvre de la malveillance.

La présente défense est faite sous les peines de droit, et sauf les cas de responsabilité prévus par la loi.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.—*Code Civil*, art. 1383.

6° Réquisition de secours en cas d'incendie. — Obligations des citoyens.

66. Le cas d'un incendie arrivant, tout citoyen est tenu de prêter secours et d'obtempérer aux réquisitions de l'autorité en mettant à sa disposition les cuves, baquets, bennes et seaux qu'il peut avoir en sa possession; en transportant de l'eau, en formant la chaîne, enfin en se rendant utile de quelque manière que ce soit. *Code Pénal*, article 475, n° 12.

7° Obligations des ouvriers.

67. Dans le même cas, tous maçons, charpentiers et autres ouvriers d'un état analogue, seront tenus, au premier signal du feu, de se transporter au lieu où il a éclaté, avec les ustensiles nécessaires et les instruments de leur état, pour y déférer aux réquisitions de l'autorité ayant pour objet d'éteindre le feu, ou de s'opposer aux progrès de l'incendie.

Le refus qui serait fait en pareil cas par les citoyens ou par les ouvriers, de secours ou services requis, refus prévu par l'article 17 de la loi du 19—22 juillet 1791, deviendrait punissable des peines portées par l'article 475, n° 12, du *Code Pénal*.

8° Coups de fusil dans les cheminées.

68. Défenses sont faites, à l'occasion d'un feu de cheminée, de tirer dans la cheminée des coups de fusil, qui n'ont d'autre résultat que d'ébranler la maçonnerie et de former des cre-

vasses par où le feu peut gagner le bâtiment voisin.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.

OBSERVATION.—Le moyen reconnu le plus efficace pour arrêter ou suspendre un feu de cheminée est d'intercepter le courant d'air, soit en jetant dans l'âtre et sur de la braise allumée une poignée de fleur de soufre, soit en plaçant à l'ouverture de la cheminée un drap de lit imprégné d'eau, soit encore en bouchant le conduit avec une botte de foin mouillé. Ces procédés réussissent presque toujours.

9° Démolitions obligées par suite d'incendie.

69. Si pour arrêter les progrès des flammes, il est nécessaire d'abattre des maisons voisines, l'autorité municipale l'ordonnera, d'après l'avis des gens de l'art dûment appelés, sans que les propriétaires puissent prétendre aucune indemnité, mais sauf leur recours, s'il y a lieu, contre les personnes qui auront occasionné l'incendie.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.—*Code Civil*; art. 1383 et 1384.

10° Surveillance sur les effets soustraits à l'incendie.

70. L'officier de police veillera à ce que des mal intentionnés ne profitent point du moment des incendies pour commettre des vols et larcins; à cet effet, la gendarmerie et la force publique seront requises pour maintenir le bon ordre, et il sera commis, au besoin, des préposés à la garde et conservation des effets sauvés de l'incendie, ainsi que des citoyens ou ouvriers probes et désintéressés pour rechercher dans les ruines et décombres ceux de ces effets qui auraient échappé au feu.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.

Tous ceux qui seraient reconnus, pour avoir soustrait quelques-uns desdits effets ainsi placés sous la sauve-garde publique, seront considérés comme prévenus de vol, et comme tels dénoncés à M. le procureur du roi pour être poursuivis selon toute la rigueur des lois.

11° Débitants de poudre à tirer.

71. Il est enjoint à tout débitant de poudre à tirer de tenir ses dépôts dans des lieux sûrs et éloignés des maisons, sous les peines et la responsabilité prescrites par les lois.—*Idem*.

§ 8. Inondations.

72. En cas d'inondation subite occasionnée par des crues d'eau extraordinaires, torrents, ravins, trombes, etc., comme aussien cas de rupture de digues menaçant de l'envahissement du territoire ou de la sûreté des maisons d'habitation, tout citoyen est tenu de se rendre au lieu du danger, sur l'appel

de l'autorité, fait au son de la cloche ou autrement pour y donner secours, sous les peines portées par l'art. 475, n° 12, du Code Pénal, contre ceux qui n'obtempéreraient pas aux réquisitions de l'autorité dans ce cas.

Les secours seront dirigés par l'autorité municipale assistée au besoin des personnes de l'art qu'elle aura requises ou qu'elle aura pu réunir.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15, 475, n° 12.

§ 9. *Animaux malfaisants ou féroces.—Divagation.*

73. Défenses sont faites de laisser errer à l'aventure des porcs ou autres bestiaux malfaisants dans les rues ou autour des maisons, l'expérience n'ayant que trop souvent démontré combien il est dangereux, surtout par rapport aux enfants en bas âge, de laisser ces animaux à l'abandon.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.—*Code Civil*, art. 1385.

Les propriétaires d'animaux dangereux ou féroces seront responsables des accidents que ces animaux pourraient occasionner s'ils les laissent échapper ou errer sur la voie publique.—*Idem*.

74. Tout propriétaire de chien est tenu de lui faire mettre un collier portant l'indication du nom et de la demeure du maître.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.

75. Il est enjoint aux propriétaires de chiens et autres animaux qui seraient habituellement furieux ou deviendraient enragés, de les faire tuer sur le champ.

Les chiens hargneux qui seraient dans le cas ou dans l'habitude de mordre ou de blesser, seront muselés ou mis à l'attache, et ne pourront être lâchés la nuit que dans l'intérieur des habitations.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15, 475, n° 7.

Des ordres seront donnés pour faire détruire, sans autre formalités, les chiens errants sur la voie publique non pourvus de collier.—*Idem*, art. 471, n° 15.

76. Si quelque chien ou loup enragé a mordu des bœufs, vaches, moutons, etc., il est également enjoint aux propriétaires de les faire tuer et enfouir au lieu désigné par le maire ou par son adjoint, et en présence de l'un ou de l'autre.—*Idem*.

77. Si un chien est soupçonné atteint de la rage et a mordu quelque personne, il sera à l'instant, et autant que possible, par les soins de son maître, attaché et gardé à vue.—*Idem*.

OBSERVATION.—Le seul remède efficace connu jusqu'à présent contre la rage, est la *cautérisation* : tout autre moyen

est rejeté par les gens de l'art et doit être écarté comme insuffisant. On donne ici, dans l'intérêt de tous, l'avis du conseil de salubrité de Paris, publié le 3 juin 1833, à la suite de l'ordonnance du préfet de police du 23 juin 1832.

AVIS.

1° *Toute personne mordue par un animal enragé ou soupçonné tel, devra, à l'instant même, presser la blessure dans tous les sens, afin d'en faire sortir le sang et la bave.*

2° *On lavera ensuite cette blessure, soit avec de l'alcali volatil étendu d'eau, soit avec l'eau de lessive, soit avec de l'eau de savon, de l'eau de chaux, et, à défaut, avec de l'eau pure, ou même avec de l'urine.*

3° *On fera ensuite chauffer à blanc un morceau de fer, qu'on appliquera profondément sur la blessure.*

OBSERVATIONS.— Ces moyens bien employés suffiront pour écarter toute espèce de danger ; il est inutile de dire que toutes les fois qu'ils pourront être administrés par un homme de l'art, il y aura avantage pour la personne mordue, et que dans tous les cas, il sera nécessaire d'en appeler un même après l'emploi de ces moyens, attendu qu'il pourra seul apprécier la profondeur des blessures, et qu'une cautérisation qui aurait été incomplètement faite, serait sans efficacité.

On ne saurait trop rappeler au public le danger qui existe dans l'usage des prétendus spécifiques que vendent et distribuent les charlatans. On ne connaît jusqu'à présent de préservatif certain contre la rage que la *cautérisation* suivie d'un traitement local convenable.

§ 10. *Commodité et sûreté de la voie publique.*

1° Dépôts de matériaux ; Embarras de la voie publique.

78. Tout particulier qui aura été obligé d'amonceler des matériaux de construction ou autres, de faire des excavations sur la voie publique, après toutefois en avoir obtenu la permission du maire, ou d'y laisser séjourner des charrettes, voitures, ou autres objets, sera tenu d'éclairer la nuit, même en temps de lune, les objets qui formeront embarras. — *Code pénal, art. 471, n° 4 et 15.*

2° Jeux sur la voie publique.

79. Défenses sont faites de jouer aux boules, à la paume et à d'autres jeux qui pourraient blesser les passants dans les rues ou sur les chemins consacrés aux promenades. L'au-

torité municipale indiquera les endroits où ces jeux pourront avoir lieu publiquement sans inconvénient.—*Idem.*

3° Verres cassés, tessons, etc.

80. Défenses sont faites de jeter et laisser sur la voie publique des débris de verres ou bouteilles cassés, poterie, faïence, et autres objets de nature à blesser les personnes et les animaux.—*Idem.*

SECTION IV.—SALUBRITÉ PUBLIQUE.

§ 1^r. Nettoyement.

1° Balayage, Boues, Neiges et Glaces, etc.

81. Il est enjoint à tout habitant de tenir l'intérieur et le devant de son habitation dans un état constant de propreté ; de relever les boues en tas, de manière à assurer en tout temps la liberté de la circulation. En hiver, il relèvera également, pour les mettre en tas, les neiges et glaces, afin de tenir le passage toujours libre. En cas de verglas, il jettera le long de sa maison des cendres, du gravois, ou de la sciure de bois.

En été, il fera balayer et arroser la partie de la voie publique qui se trouve devant sa maison.— *Code pénal*, art. 471, n° 3 et 15.

2° Pailles pourries, mauvaises herbes,

82. Défenses sont faites de brûler des pailles pourries, des herbes et autres objets capables de vicier l'air, et de nuire à la salubrité publique.— *Code pénal*, art. 471, n° 15.

§ 2. Routoir, Mares, Cloaques, Trous à fumier, Fosses d'aisance.

1° Routoirs, Mares, etc.

83. Il est expressément défendu de rien jeter dans les rues qui puisse corrompre ou infecter l'air.

Il est pareillement défendu de construire et entretenir, à moins de cent mètres des habitations ou chemins publics, aucun routoir pour le chanvre ou le lin ; d'établir trop près des habitations et sans autorisation, des mares, cloaques, trous à fumier et tout autre dépôt de boues et eaux croupissantes.

Les trous à fumier seront, autant que possible, placés au nord de chaque habitation.

2° Fosses d'aisance.

La vidange des fosses d'aisance sera toujours faite la nuit, et sur permission du maire. — *Code pénal*, art. 471, n° 15.

§ 3. Etablissements insalubres.

84. Ceux qui voudront former des ateliers, manufactures, usines et autres établissements répandant une odeur incommode ou insalubre, seront tenus de se pourvoir en autorisation, et de se tenir aux distances qui leur seront fixées, en exécution du décret du 15 octobre 1810, et de l'ordonnance du 14 janvier 1815, à peine d'amende et de suppression de l'établissement. — *Code pénal*, art. 471, n° 15.

Les propriétaires d'établissement de cette nature, qui subsisteraient sans autorisation, seront tenus de la réclamer dans le délai de quinzaine; faute par eux de ce faire, procès verbal sera dressé pour y être donné telles suites que de droit. — *Idem*.

§ 4. Animaux morts.

85. Les animaux morts accidentellement ou de maladie non contagieuse devront être enfouis, dans la journée, à quatre pieds de profondeur, au lieu qui sera désigné par le maire, et par les soins du propriétaire.

A défaut par ledit propriétaire de remplir cette obligation, il y sera procédé d'office et à ses frais, sans préjudice de l'amende encourue. — *Code pénal*, art. 471, n° 15.

§ 5. Comestibles.

86. Il est expressément défendu aux marchands de comestibles de toute espèce, d'en exposer en vente de gâtés ou corrompus, ou qui puissent compromettre la santé de quelque manière que ce soit.

A cet effet, l'officier de police, s'il le juge convenable, se fera accompagner par un homme de l'art, pour constater les contraventions, au domicile des débitants, saisir les objets gâtés, et en ordonner au besoin la destruction, même avant jugement. — *Code pénal*, art. 471, n° 15, 475, n° 14.

87. Il en sera de même quant aux marchands de drogues, boissons, etc., afin de vérifier si celles qu'ils vendent ne sont point falsifiées et mélangées d'ingrédients nuisibles à la santé. — *Code pénal*, art. 475, n° 6 et 14; 477, n° 2.

§ 6. Objets susceptibles d'une prompté décomposition.

88. Les marchands de trippes, de poissons et autres objets sujets à une prompté corruption ou décomposition, sont tenus de les débiter dans un court délai, sous peine d'amende et de saisie des marchandises corrompues, lesquelles seront incontinent jetées à la rivière ou enfouies. — *Code pénal*, art. 471, n° 15; 475, n° 14.

§ 7. Vases de cuivre.

89. Il est défendu à tous chaudronniers, fondeurs de cuivre ou d'étain, etc., d'exposer en vente aucun vase de cuivre servant à l'usage de la cuisine, sans être étamé, et de mélanger dans l'étamage du plomb et de l'étain.

Il est pareillement défendu à tous aubergistes et traiteurs, marchands de lait, de vin et toutes autres boissons, d'employer des vases et ustensiles de cuivre et de plomb, lesquels, s'ils en ont, doivent être immédiatement remplacés par des vases de terre cuite, de fer-blanc ou d'étain, au titre; le tout sous peine de saisie desdits objets, et autres peines encourues, conformément aux déclarations du roi, des 21 mai 1746 et 15 juin 1777.

Les injonctions ou défenses comprises dans ce paragraphe sont encore faites en vertu des lois du 16-24 août 1790; 19-22 juillet 1791, et 3 germinal an 10, (24 mars 1802.) — *Code pénal*, art. 471, n° 15.

§ 8. Tabacs.

90. Il est défendu à tous débitants de tabac, d'introduire dans leurs tabacs aucun corps étranger nuisible à la santé, sous peine de saisie de tous ceux qui seraient reconnus falsifiés, gâtés ou corrompus, et en outre de l'amende prononcée par les lois. — *Code pénal*, art. 471, n° 15.

§ 9. Sources, fontaines.

91. Défenses sont faites à toutes personnes de détériorer en quelque manière que ce soit, les sources ou fontaines, d'en corrompre ou salir les eaux, d'y laver du linge et autres objets, d'y mener les animaux. — *Code pénal*, art. 257 et 471, n° 15.

§ 10. Epizooties.

92. Les artistes vétérinaires ou maréchaux qui auront connaissance que des chevaux, mulets ou autres animaux,

sont atteints, soit de la morve, soit de toute autre maladie contagieuse, en feront sur-le-champ leur déclaration au maire, pour être pris, à l'égard desdits animaux ou bestiaux, telles mesures qu'il appartiendra.

— *Loi du 28 septembre-6 octobre 1791, art. 23. — Code pénal, art. 471, n° 15; 475, n° 12.*

Pareille déclaration doit être faite par les propriétaires des bestiaux malades.

93. Tout propriétaire ou fermier qui aura eu des chevaux morveux, sera tenu d'obéir aux injonctions qui lui seront faites de reblanchir ses écuries et de les assainir; il en sera de même dans tous les cas d'épizootie; il y aura lieu à séquestration et à la mise en observation des bestiaux et troupeaux malades.

Faute de ce faire, le propriétaire sera rendu responsable des dommages que ses bestiaux auraient pu occasionner dans toute l'étendue de la commune. — *Loi du 28 septembre-6 octobre 1791, art. 23. — Code pénal, art. 459.*

94. Tout animal mort de maladie contagieuse sera enfoui *immédiatement* par les soins du propriétaire, dans une fosse de huit pieds de profondeur, et à cent mètres au moins de toute habitation. — *Arrêté du Gouvernement, du 27 messidor an 5-15 juillet 1797. — Code pénal, art. 471, n° 15.*

95. Défenses sont faites à tout boucher, sous les peines de droit, d'abattre, pour en vendre la chair, aucun animal malade, autrement que par fracture ou dislocation de membre, comme aussi d'en acheter dans les lieux atteints d'épizootie. — *Idem.*

SECTION V.—SANTÉ PUBLIQUE.

§ 1^{er}. Exercice illégal de la médecine.

96. Nul ne peut exercer la profession de médecin, chirurgien, pharmacien, dentiste, accoucheur, sage-femme, herboriste, sans autorisation légale, sous les peines portées par les lois des 9 ventôse et 21 germinal an XI. — *Code Pénal, art. 471, n° 15.*

§ 2. Charlatans, Opérateurs.

97. Il est défendu à tous charlatans et opérateurs, soi-disant autorisés de gens domiciliés, de vendre aucun remède secret, s'ils ne justifient à la mairie d'un permis en forme, de l'autorité supérieure, du débit de ces sortes de remèdes.

En cas de contraventions, les médicaments et remèdes

seront saisis par l'officier de police, qui dressera procès-verbal, et enverra le tout à M. le Procureur du roi, pour être statué ce qu'il appartiendra, et ce, en conformité de la loi précitée, du 21 germinal an 11.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.

§ 3. Epidémies.

98. Dans le cas d'épidémie, chaque habitant redoublera de soin et de zèle pour concourir à en arrêter les effets, ou à en diminuer l'intensité. En conséquence, il sera tenu d'obtempérer à toutes les réquisitions qui lui seront faites par l'autorité dans ce but. — *Code Pénal*, art. 475, n° 12.

SECTION VI.—FIDÉLITÉ DANS LE DÉBIT DES DENRÉES ET MARCHANDISES.

§ 1^{er} Taxe du pain.

99. Le pain sera taxé conformément à la loi du 19-22 juillet 1791, art. 30. La taxe sera celle qui aura été adoptée et publiée par la mairie de la ville, chef-lieu d'arrondissement, ou, à défaut, elle sera fixée par nous.

100. Tout boulanger qui vendrait le pain au dessus de la taxe, qui ne ferait pas le poids, ou dont le pain ne serait pas marqué, ou de bonne qualité, encourra les peines de police, et en outre la confiscation du pain de mauvaise qualité.

Les pains qui n'auront pas le poids seront coupés par quartiers pour être vendus en détail et au poids.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15; 475, n° 14; 479, n° 6, 2^e alinéa.

§ 2. Taxe de la viande.

101. La taxe de la viande suivra proportionnellement celle de la ville voisine, en ayant égard à la différence qui pourra résulter du prix du bétail, sous le rapport de la quotité des droits d'octroi; à défaut, elle sera fixée par nous.

102. La viande débitée devra toujours être saine, de bonne qualité et pesée au poids légal.

La fraude dans les pesées sera punie conformément à la loi.—*Code Pénal*, articles précités.

§ 3. Poids et Mesures.

103. Les marchands qui vendent au poids et à la mesure,

sont tenus, sous toutes peines de droit, d'être pourvus de poids et mesures légaux, dûment vérifiés et poinçonnés, avec leurs divisions. Les balances et poids doivent être constamment tenus dans un état de justesse et de propreté convenables. Tout marchand doit fournir fidèlement le poids ou la mesure, sous peine d'être poursuivi conformément aux lois.—*Code Pénal*, art. 423, 424, 471, n° 15, 479, n° 5 et 6; 480, n° 2; 481, n° 1.

SECTION VII.—ENFANTS TROUVÉS OU ABANDONNÉS.—ENFANTS PLACÉS EN NOURRICE DANS LA COMMUNE.

§ 1^{er} *Enfants trouvés ou abandonnés.*

104. Tout enfant trouvé, abandonné ou perdu, sera, selon son âge, porté ou conduit sans délai devant le maire pour être avisé par lui provisoirement aux moyens de conservation de l'enfant, et être pris à l'égard de celui-ci telles mesures que de droit.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.—*Code Civil*, art. 58.

§. 2 *Enfants placés en nourrice par les hospices.*

105. Il est enjoint à toutes nourrices d'enfants provenant des hospices de prendre soin de ces enfants et de se conformer strictement aux lois et règlements qui les concernent, comme aussi d'exécuter fidèlement les conventions passées entre elles et l'administration.

Lors du décès des enfants d'hospice, elles seront tenues d'en faire sur-le-champ la déclaration à la mairie, afin que le maire puisse en prévenir immédiatement la commission administrative.

En cas de non-déclaration, de mauvais traitements, d'abandon ou défaut de soins de la part des nourrices, procès-verbal sera dressé et envoyé à M. le Sous-Préfet, pour faire poursuivre les contrevenants conformément aux lois.—*Décret du 19 janvier 1811; ordonnances des 31 octobre 1821 et 28 juin 1833. Code Pénal*, art. 471, n° 15.

§ 3. *Enfants placés en nourrice par les particuliers.*

106. Les dispositions contenues en l'article ci-dessus sont applicables aux nourrices des enfants placés dans la commune par des particuliers, sous le rapport de la bonne tenue et des décès desdits enfants. — *Code Pénal*, art. 471, n° 15.

SECTION VIII.—MOEURS ET DÉCENCE PUBLIQUE.

107. Il est défendu sous les peines de droit, et sous celles portées par le décret du 24 juin 1806 et l'article 330 du Code

Pénal, de blesser les mœurs publiques par des paroles, des chansons, des actions déshonnêtes; de paraître en public dans un état d'ivresse scandaleux; de prendre des bains dans les rivières ou ailleurs de manière à causer du scandale aux passants; d'exposer en vente des livres, brochures, gravures, estampes et images obscènes; de jouer des farces scandaleuses; de paraître masqué ou travesti dans les rues, hors du temps du carnaval, sans autorisation du maire; en un mot de manquer de quelque manière que ce soit à la décence publique. En cas de contravention, procès-verbal sera dressé pour, les contrevenants ou délinquants, être poursuivis conformément aux lois.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.

SECTION IX.—GRANDE VOIRIE.

§ 1^{er}. Grande voirie; Constructions; Démolitions; Réparations.

108. Il est défendu à toute personne d'entreprendre aucune construction, reconstruction, démolition ou réparation d'édifices ou bâtiments dans les rues et sur les chemins qui servent de grandes routes, sans en avoir préalablement obtenu la permission, par écrit, de M. le Préfet du département, et sans se conformer aux alignements qui leur seront tracés par MM. les Ingénieurs des ponts et chaussées; le tout à peine d'amende et de démolition à leurs frais des ouvrages qui auraient été construits, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu, conformément aux édits, déclarations, arrêts du conseil et lois sur la grande voirie.—*Édit de décembre 1607; déclarations des 16 juin 1693 et 10 avril 1783, arrêt du conseil du 27 février 1763; lois des 7-14 octobre 1790, 16 septembre 1807, art. 52.—Code Pénal, art. 471, n° 5 et 15.*

§ 2. Anticipations; Dégradaions; Dépôts.

109. Il est fait pareilles défenses à toutes personnes d'anticiper sur les grandes routes, d'y faire des amas ou dépôts de fumier et d'autres objets, de combler les fossés, de couper, mutiler ou écorcer les arbres qui les bordent, de dégrader les ponts et autres ouvrages d'art qui y sont établis, sous les peines portées par les lois et règlements sur la grande voirie et par le Code Pénal.

§ 3. Aqueducs. Fontaines, etc.

110. Ceux qui seraient dans la nécessité de faire traverser les grandes routes par des aqueducs, des pavés renversés

pour la conduite des eaux d'irrigation ou d'y pratiquer des chaînes de fontaines, etc., sont tenus d'en demander l'autorisation au Préfet, pour éviter les condamnations.—*Lois citées à l'article précédent.*—*Loi du 29 floréal an X.*—*Code Pénal, art. 257, 445 et suivants; 471, n° 4, 5 et 15; 479, n° 11.*

SECTION X.—PETITE VOIRIE OU VOIRIE MUNICIPALE.

§ 1^{er} *Constructions; Reconstructions; Démolitions; Réparations; etc.*

111. Il est défendu à tout habitant de faire aucune construction, reconstruction, démolition, ouverture nouvelle, ou réparation aux bâtiments donnant sur des places publiques ou dans les rues autres que celles servant de grande route, sans avoir demandé au Maire l'alignement, ainsi que son autorisation; à défaut de cette formalité, il sera dressé procès-verbal de la contravention pour y être donné telles suites que de droit.—*Édit, déclarations et arrêtés du conseil précités; lois des 16-24 août 1790, 19-22 juillet 1791, 16 septembre 1807, art. 52; décrets des 27 juillet 1808, 29 septembre 1810, 29 janvier 1814; ordonnances des 31 juillet 1817, 5 et 17 juin 1818.*—*Code Pénal, art. 471, n° 5 et 15.*

§ 2. *Auvents, Bornes, Balcons, Caves, Saillies. etc.*

112. Il en sera de même à l'égard de quiconque aura, sans permission, creusé des caves sous la voie publique, établi des marches ou degrés, des auvents, portes, bancs, bornes, balcons et autres constructions formant saillie sur la voie publique ou gênant le passage.—*Idem.*

§ 3. *Chemins publics, Usurpations, Dégradations.*

113. Les anticipations, usurpations ou dégradations commises sur la petite voirie, sont également interdites sous les peines portées par l'article 479, n° 11 du Code Pénal, et en outre de tous dommages-intérêts.

TITRE III.

DISPOSITIONS DIVERSES PLUS SPÉCIALEMENT APPLICABLES A LA POLICE RURALE.

§ 1^{er} *Arbres sur les chemins communaux et sur les routes.*

114. Défenses sont faites à toutes personnes d'arracher, couper, mutiler, écorcer et enfin, détériorer d'une manière

quelconque, les arbres sur les routes et chemins, à peine d'amende et même de détention, selon la gravité du cas.—*Code Pénal, art. 445 et 446.*

§ 2. Ban de Vendange.

115. Le ban de vendange sera publié chaque année à l'époque et dans les formes accoutumées.—*Loi du 28 septembre, 6 octobre 1791, titre I^{er}, section 5, art. 2.*

116. Le jour d'ouverture des vendanges sera fixé sur l'avis des membres du conseil municipal dûment convoqué, réuni à celui des principaux propriétaires de vignes de la commune, qui seront consultés à cet effet.

117. Jusqu'à ce que les vendanges soient terminées, elles auront lieu tous les jours, sans interruption, depuis le soleil levé jusqu'au soleil couché. Sous aucun prétexte les propriétaires ne pourront vendanger ou faire vendanger avant ou après ces heures.

118. Toute infraction au ban des vendanges sera constatée par un procès-verbal dressé par le garde champêtre, et les contrevenants seront poursuivis conformément à l'art. 475, n° 1 du Code Pénal.

119. Les grappilleurs ne pourront se présenter dans les vignes avant le jour qui sera fixé à cet effet. Ceux qui seraient trouvés en contravention seront passibles des peines portées par l'art. 471, n° 10 du Code Pénal, conformément à l'art. 21 du titre II de la loi sur la police rurale, du 28 septembre, 6 octobre 1791; le grappillage est interdit, jusqu'après la vendange, dans les vignes dont les propriétaires ont jugé convenable, dans leur intérêt, de ne vendanger qu'après les autres.

120. Le ban des vendanges sera publié à son de trompe ou de caisse, et affiché partout où besoin sera.

§ 5. Chasse.

121. Défenses sont faites à toutes personnes, sous les peines portées par les lois, de chasser avant et après les jours qui seront fixés par l'arrêté de M. le Préfet, pour l'ouverture et la clôture de la chasse, sous peine d'amende et de confiscation de l'arme. — *Loi du 30 avril 1790, art. 1 et 5.*

PÉNALITÉ.—Amende envers la commune, 20 fr.—*Loi du 30 avril 1790, art. 1.*

Si le terrain est clos de murs ou de haies, amende de 15.

à 30 fr. ; s'il touche à une habitation, amende de 20 à 40 fr.
—*Même loi*, art. 2.

Dans tous les cas, confiscation de l'arme ordonnée par le Tribunal correctionnel.—*Loi citée*, art. 5.

122. Défenses sont aussi faites de chasser sur le terrain d'autrui, à moins d'une permission du propriétaire.—*Loi précitée*, art. 1.

PÉNALITÉ.—Amende envers le propriétaires, 10 fr.—*Loi précitée*, art. 1.

123. Défenses de chasser, sans y avoir droit, dans les bois ou sur les terrains communaux.—*Idem*.

PÉNALITÉ.—*Idem*.

124. Défenses de chasser à la glu, à la chouette, au filet ou avec d'autres drogues occasionnant une trop grande destruction de gibier.—*Code Pénal*, art. 471, n° 15.

PÉNALITÉ. — 1 à 5 fr. — *Code Pénal*, art. 471, n° 15.

125. Défense à tout chasseur de se déguiser ou masquer.—*Loi précitée*, art. 7.

PÉNALITÉ. — Arrestation immédiate.—*Loi et articles précités*.

126. Défenses, sous peine de l'amende portée par le décret du 4 mai 1812, de chasser sans permis de port-d'armes.

PÉNALITÉ.—Amende de 30 à 60 fr. ; pour récidive, 61 à 200 fr. ; emprisonnement facultatif de six jours à un mois. — Confiscation des armes. — *Décret cité*, art. 1, 2 et 3.

§ 4. Coalition d'ouvriers ou de journaliers.

127. Défenses sous les peines prononcées par la loi, à tous moissonneurs, ouvriers, journaliers ou domestiques, de se coaliser pour obtenir une augmentation de salaire, ou faire cesser le travail.—*Loi du 28 septembre, 6 octobre 1791*, art. 20, et *Code Pénal*, art. 415.

128. Pareilles défenses sont faites à tous propriétaires ou fermiers de se coaliser également pour faire baisser ou fixer à vil prix la journée des ouvriers ou les gages des domestiques.—*Loi du 28 septembre, 6 octobre 1791*, titre II, art. 19, et *Code Pénal*, art. 414.

§ 5. Domestiques.

129. Défenses sont faites à tous domestiques ruraux ou autres de quitter leurs maîtres avant le terme convenu,

ou, à défaut de convention, avant le terme prescrit, par l'usage des lieux, à moins de motifs graves et légitimes qui seront appréciés par le juge de paix.—*Code Pénal, art. 471, n° 15.*

130. Défenses sont également faites aux maîtres de renvoyer leurs domestiques par caprices et sans cause légitime.—*Idem.*

Et ce, sous peine, pour les uns et les autres, de tous dommages-intérêts qui seront prononcés par le juge de paix, et de l'amende portée par l'article 471 du Code Pénal.—*Idem.*

§ 6. Échenillage.

131. Conformément à la loi du 26 ventôse an IV-16 mars 1796, et aux instructions de M. le Préfet, l'échenillage sera fait chaque année sur tout le territoire de la commune, dans le courant de février. Les bourses et toiles seront brûlées à la distance prescrite (100 mètres).

132. Des visites seront faites sur tous les fonds susceptibles de cette opération, et procès-verbal sera dressé contre ceux qui auraient négligé de l'effectuer.

§ 7. Objets qu'on ne doit point laisser à l'abandon.

133. Il est expressément défendu de laisser dans les rues, chemins, dans quelque lieu que ce soit de la commune, ou dans les champs, des coutres de charrue, pinces, barres, barreaux ou autres machines ou instruments, ou armes dont puissent abuser les voleurs ou autres malfaiteurs. Les coutres seront marqués au nom du propriétaire.—*Code Pénal, art. 471, n° 7 et 15.*

134. Ceux de ces objets qui seraient trouvés après le travail des ouvriers ou cultivateurs, seront transportés à la mairie, et procès-verbal sera dressé contre le contrevenant.—*Idem.*

§ 8. Pêche.

135. Défenses sont faites à toutes personnes de pêcher, de quelque manière que ce soit, sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient.—*Loi du 15 avril 1829, art. 5.*

PÉNALITÉ.—Amende de 20 fr. à 100 fr.; dommages-intérêts, restitution du prix du poisson pêché en délit, confiscation des filets et engins.—*Loi et articles précités.*

136. Défenses sont également faites de pêcher en temps prohibé.

PÉNALITÉ.—Amende de 30 à 200 fr.—*Même loi, art. 27.*

137. Défenses sont faites de pêcher avec instruments et engins prohibés.

PÉNALITÉ.—Amende de 30 à 100 fr.; en temps de frai, 60 à 200 fr.—*Idem, art. 28.*

Nota. Les instruments de pêche et engins prohibés, sont :

1° Les filets trainants; 2° les filets dont les mailles carrées sans acimes et non tendues ni forcées en losange, auraient moins de trente millimètres de chaque côté, après que le filet aura séjourné dans l'eau; 3° Les bières, nasses ou autres engins dont les verges en osier seraient écartées entre elles de moins de trente millimètres.—*Ordonnance du 19 novembre 1830, art. 1.*

Sont néanmoins autorisés, pour la pêche des goujons, ablettes, loches, vérons, vandoises, et autres poissons de petite espèce, les filets dont les mailles auront quinze millimètres de largeur, et les nasses d'osier ou autres engins dont les baguettes ou verges seront écartées de quinze millimètres. Les pêcheurs auront aussi la faculté de se servir de toute espèce de nasses en jonc, à jour, quel que soit l'écartement de leurs verges. — *Idem, article 2.*

§ 9. Ruisseaux d'eaux vives et courantes.

138. Défenses sont faites à tout habitant, sous les peines de police, et sous de plus fortes, s'il y échet, de détourner l'eau des ruisseaux d'eaux vives appartenant à la commune, pour se l'approprier ou en user dans un intérêt privé et contraire à celui de la communauté.—*Code Pénal, art 471, n° 45.—Dispositions du Code Civil.*

Fait à

ce

Le Maire,

(Approbation du Préfet).



NOTICE**SUR LES BOIS ET FORÊTS DU DÉPARTEMENT
ET LES PATURAGES NUS.**

Les forêts sont des propriétés bien précieuses sur tous les points de la France , car partout elles favorisent l'alimentation des sources en diminuant l'évaporation des eaux pluviales par la fraîcheur qu'elles entretiennent sur les terrains qu'elles couvrent de leur ombre , et partout aussi le bois est un objet de première nécessité. Toute grande qu'elle est dans les pays de plaine , leur valeur ne saurait cependant être comparée à celle qu'elles ont dans les montagnes où elles sont la principale, si non l'unique sauve garde des terres cultivées qu'elles dominant , indépendamment de ce qu'elles ont à fournir l'énorme quantité de combustible dont la consommation annuelle est nécessitée par la durée des hivers et l'intensité du froid. Il est incontestable, en un mot , que la conservation des bois si intéressante, en général, a pour nous particulièrement , une importance que nous ne savons pas assez apprécier , puisque c'est l'une des conditions les plus essentielles de l'existence du pays. En effet , à mesure que les montagnes ont été dépouillées, on a vu des ravins et des torrents se former de toutes parts ; leur largeur et leur nombre ont sans cesse augmenté proportionnellement au déboisement , et au préjudice du sol arable , dont l'étendue a progressivement perdu la surface immense occupée par le lit des torrents et celle plus vaste encore que les rochers ou graviers entraînés par les eaux ont recouverte. Le mal est aujourd'hui si grand que tous les hommes réfléchis considèrent l'existence des forêts actuelles et le reboisement des montagnes nues comme le seul moyen d'empêcher que le département des Hautes-Alpes ne soit un jour , bientôt peut-être , retranché de la liste

des contrées habitables. Le Gouvernement lui-même, vivement préoccupé de la grande question du reboisement, s'occupe sérieusement des moyens de la résoudre.

Les communes et les particuliers peuvent et doivent concourir au succès de cette vaste opération entreprise dans leur intérêt. D'abord d'eux seuls dépend la conservation des bois qui nous restent et, certes, ils doivent comprendre, à moins de nier l'évidence, qu'on ne saurait convenir de la nécessité de reboiser les montagnes sans reconnaître celle plus impérieuse encore de respecter les forêts actuelles qui offrent une ressource incontestablement plus certaine que les travaux en projet dont le succès est tout entier du domaine de l'avenir : ils doivent sentir combien il est logique de conserver ce qu'on a, quand on avoue le besoin de créer : il faut supposer enfin que, rendus prudents par l'expérience, ils n'oublieront pas que les rudes enseignements du passé et du présent leur ont donné la mesure des horribles désastres qu'ils auraient à redouter sur tous les points où pourraient apparaître de nouvelles traces de leur fatale imprévoyance.

Ainsi que l'a si clairement et si énergiquement exposé M. le Préfet dans son rapport au Conseil général, dans la session de 1843, les maux sur lesquels nous gémissons et ceux que nous avons encore à craindre sont causés par les eaux qui, se précipitant du sommet des montagnes en masses énormes et avec une violence multipliée par leur poids et la déclivité des pentes, emportent tout ce qui se trouve sur leur passage, parce que leur force est partout supérieure à la résistance qu'elles rencontrent. Le problème dont nous avons à chercher la solution peut donc être posé en ces termes :

Trouver les moyens de diminuer le volume des eaux qui descendent des montagnes et de ralentir leur vitesse, de telle sorte qu'il n'en passe jamais à la fois, sur un point quelconque, une masse assez considérable pour causer des dommages.

Plus les eaux rencontrent d'obstacles, plus elles se repartis-

sent en minces filets , plus leur cours devient calme et plus , enfin , le sol en absorbe. Or toute végétation contribue , par ses racines, à lier et à maintenir la terre végétale qui retient une plus ou moins grande quantité d'eau pluviale selon que sa couche est plus ou moins épaisse et selon le nombre et la nature des plantes qui couvrent sa superficie et dont l'effet nécessaire est de subdiviser les eaux et par conséquent de ralentir leur marche.

Si , comme nous osons l'espérer , ces quelques mots ont suffi pour démontrer l'importance même des pâturages , nous n'aurions au besoin qu'à énoncer , pour être compris , que la conservation des forêts et le reboisement des montagnes nues en ont une bien plus grande. En effet , les bois opposant aux eaux une plus grande somme de résistance que le gazon , ils les subdivisent infiniment plus et une absorption bien plus considérable est le résultat nécessaire de leur plus grande subdivision et d'un ralentissement plus sensible dans leur vitesse. De cette incontestable vérité découle encore la conséquence que la conservation des feuilles mortes et autres détritiques de végétaux est très précieuse dans les forêts , non seulement parcequ'ils en sont le seul engrais , mais encore parcequ'ils forment des couches d'humus de plus en plus épaisses et qu'il est évident qu'un sol meuble et profond absorbe une bien plus grande quantité d'eau qu'un rocher recouvert de quelques centimètres d'une terre végétale compacte.

Ainsi la conservation des bois et des pâturages existants , le reboisement ou le gazonnement des montagnes nues et la décomposition sur le sol forestier des feuilles mortes , bois morts, etc. , donnent la solution du problème important que nous avons posé.

A l'exception d'un certain nombre d'individus qui s'obstinent à fermer les yeux en face d'une vérité qui frappe tous les regards , la population entière reconnaît que la diminution progressive du sol forestier et la dégradation d'une grande partie des bois que le département possède encore , sont dues à la nuée de bêtes à laine qu'on y a trop long-temps introduites.

Il y a plus, il suffit de jeter les yeux sur les deux cent mille hectares de rochers ou terrains stériles qui nous entourent, pour se convaincre qu'après avoir détruit les forêts, les moutons ont anéanti la plus grande partie des pâturages qui les avaient remplacées et dégradé horriblement ceux de ces pâturages dont la ruine n'est pas encore tout à fait complète. Et comment aurait-il pu en être autrement, quand, au mépris d'une expérience si chèrement acquise, nous voyons aujourd'hui nos montagnes pastorales inondées de troupeaux si nombreux qu'ils ne peuvent y trouver leur nourriture qu'en dévorant jusqu'aux racines du gazon ? Cependant, nous croyons l'avoir démontré, l'existence des pâturages bien que moins importante que celle des bois, est aussi d'un très haut intérêt.

La formation des torrents et des ravins qui, sillonnant le département, ne cessent d'emporter ou d'envahir nos meilleures propriétés est, comme on le voit, la conséquence de la disparition de certains bois ou pâturages et de la dégradation progressive de tous les autres : cette disparition ou dégradation des pâturages et des bois n'est due qu'à l'abus du parcours des moutons : on peut juger du mal que ces animaux peuvent nous faire encore par celui qu'ils nous ont déjà fait : enfin, pour soustraire la contrée que nous habitons à la ruine absolue dont elle est menacée, il faut non seulement conserver les bois et les pâturages qui existent, mais encore en créer de nouveaux et ces mesures sont incompatibles avec la continuation de l'abus du parcours. Donc les moutons ont été, sont encore et seront toujours, pour le département des Hautes-Alpes, une cause incessante de destruction et l'on peut hardiment affirmer que s'il n'y a pas bientôt une diminution très considérable dans le nombre de ceux qu'il nourrit, c'est à dire si ces animaux ne sont pas absolument exclus des forêts et si le nombre de ceux à introduire dans les pâturages nus n'est pas désormais convenablement réglé suivant l'étendue et la richesse de ces pâturages, le sol arable disparaîtra tout entier et les habitants seront forcés d'émigrer en flétrissant la mé-

moire de la génération actuelle qui , dans un hideux esprit d'égoïsme , aura gaspillé la fortune de ses neveux et qui ne peut manquer , d'ailleurs , de souffrir déjà elle-même de l'abus imprudent de sa jouissance. Voici qu'elle est notre position.

Si nous renonçons aux moutons ou si , tout au moins , nous sommes assez raisonnables pour proportionner le nombre de ces animaux aux ressources réelles qu'offrent les pâturages nus , nous éprouverons une diminution , considérable si l'on veut , dans le chiffre de l'un des produits accessoires de nos propriétés ; mais si , au contraire , non moins insoucians des dangers de l'avenir , qu'oublieux des sévères leçons du passé , nous persistons à faire pâturer dans nos montagnes et nos énormes troupeaux et ceux que nous envoie chaque année la Provence , nous verrons très prochainement les eaux envahir et détruire ces propriétés elles-mêmes.

Nous avons donc à choisir entre la perte d'une portion de nos revenus et celle totale du capital qui les donne. Quel homme sensé pourrait hésiter ?

Une réduction sensible dans le nombre des bêtes à laine que nos pâturages nourrissent et la renonciation à la funeste habitude d'enlever les feuilles mortes dans les bois , auraient des résultats inappréciables. La conservation des forêts serait assurée dès que les bêtes à laine n'y entreraient plus et le terrain , riche bientôt d'une forte couche d'humus , donnerait une végétation plus active et absorberait une bien plus grande quantité d'eau pluviale que le maigre sol actuel : l'existence de nos pâturages, d'autant plus précieux qu'ils perdent chaque jour de leur richesse et de leur étendue , cesserait d'être compromise , si l'on se contentait d'y introduire les troupeaux qu'ils peuvent nourrir sans danger pour leur dégradation ou leur ruine : enfin , les anciens pâturages réduits à l'état de sol stérile , ne tarderaient pas à contribuer eux-mêmes à la subdivision des eaux pluviales , l'expérience démontrant chaque jour que , pour peu qu'il y reste de terre végétale , les

quartiers que les moutons cessent de fréquenter se couvrent bientôt d'herbes , de lavandes et de genets , auxquels succèdent des broussailles que de bonnes essences forestières remplacent même quelquefois. Il suffit donc d'un léger sacrifice que leur commandent également l'intérêt public et leur intérêt privé , pour que les communes et les particuliers concourent puissamment au but que , dans sa haute sollicitude , le Gouvernement voudrait atteindre à leur profit.

Les communes , qui sont bien pénétrées de leurs véritables intérêts, peuvent prendre une participation non moins importante et plus directe au reboisement de leurs montagnes , en consentant à exécuter les travaux de main d'œuvre , au moyen d'un certain nombre de journées de prestations en nature qui permettraient de consacrer à l'achat des semences la totalité des fonds dont on pourrait disposer.

Il est au pouvoir des particuliers de faire mieux , et l'on s'étonne que beaucoup d'entre eux n'aient pas encore songé à sacrifier un bien faible capital pour augmenter la valeur de leurs propriétés. La plupart possèdent des landes soumises à l'impôt , quoiqu'improductives, et auxquelles ils ne peuvent donner une valeur qu'en les convertissant en bois : ils se laissent malheureusement arrêter par l'idée qu'il faut faire des avances dont le remboursement doit se faire attendre trop long-temps, ou plutôt ils considèrent ces avances comme le placement d'un capital à long terme et sans intérêt. C'est une erreur qu'il importe d'autant plus de détruire qu'elle est fort commune et nous allons le faire par un exemple qui prouvera qu'en boisant un vide ou une lande, un propriétaire de bois peut retirer immédiatement l'intérêt du capital engagé.

Supposons un individu possédant un taillis , vulgairement nommé blache , de 30 hectares d'étendue qu'il exploite à 10 ans : il coupe évidemment 3 hectares par an. Si son bois est dans des conditions telles que la valeur nette d'un hectare soit de 100 fr. seulement , ce qui n'est certes pas un prix exagéré ,

son produit annuel pour une coupe de 3 hectares, sera de. 300 fr.

Il est constant que si ce propriétaire possédait 40 hectares au lieu de 30, il couperait par an 4 hectares au lieu de 3, et que son produit annuel s'élèverait à 400

Différence en plus. 100

Or, pour que l'étendue de son bois soit porté à 40 hectares, il lui suffit de convertir en taillis 10 hectares de landes ; puis, à partir du moment où son repeuplement sera assuré, il pourra porter ses coupes annuelles à 4 hectares. Il exploitera ainsi 28 hectares de son ancien bois en sept ans et les 2 hectares restant du même bois, plus les 10 hectares du nouveau taillis à la fin des 8^e, 9^e et 10^e année ; seulement les 8^e et 9^e coupes de la première révolution n'auront que 8 et 9 ans au lieu de 10, nombre d'années de l'aménagement. Le revenu du propriétaire augmentera donc immédiatement de 100 fr. par an.

Les frais d'un semis de glands ne coutent guères que 100 fr. par hectare et conséquemment le propriétaire n'aurait dépensé qu'un capital de 1000 fr. qui lui rapporterait le 10 p. 0/0. Faisons la part des éventualités ; diminuons, si l'on veut, de moitié le chiffre du produit en le réduisant à 50 fr. l'hectare ; même dans cette hypothèse, le capital engagé donnerait encore le 5 p. 0/0.

Les observations que nous venons de présenter pour des taillis s'appliquent aux futaies. Le seul principe rationnel pour les bois de toute nature est de couper chaque année le volume de leur accroissement : ainsi pour déterminer la consistance des coupes annuelles d'une forêt quelconque, il faut établir le volume de tout le matériel actuel, y ajouter celui de l'accroissement de tous les bois jusqu'à l'âge fixé pour leur exploitation, et diviser le total obtenu par le nombre d'années qui forment la révolution. Donc quand on a fait un repeuple-

ment et que le succès en est assuré, on peut et l'on doit même comprendre le volume probable de son accroissement futur dans celui total qui doit servir de base à la fixation de la consistance des coupes. Il y a même, en outre, pour les futaies, des produits accessoires quelquefois assez importants et qui se composent des éclaircies périodiques qui sont presque toujours nécessaires.

Il est, au reste, une dernière observation dont la justesse paraît incontestable, quoiqu'elle ne soit pas de nature à être rigoureusement démontrée. Nous avons raisonné dans la supposition que la conversion en bois d'une partie des landes qu'ils possèdent coûterait aux propriétaires 100 fr. par hectare environ, tandis que des reboisements partiels doivent être exécutés par eux à peu près sans frais. En effet, la dépense ne se compose que du prix des graines et de la main-d'œuvre. Or presque tous les particuliers récoltent de la semence, lorsqu'il s'agit surtout de chêne ou de hêtre, et ne s'occupent des travaux d'exécution des semis que dans la morte saison, c'est-à-dire, à des heures perdues pour l'agriculture : donc ils peuvent, sans rien déboursier, donner une plus value importante à leurs terres et se créer immédiatement un nouveau produit auquel il faut ajouter un complet affranchissement d'impôt, pour les parties reboisées, pendant un assez long espace de temps, plus l'avantage inappréciable dans les montagnes d'opposer une digue aux eaux pluviales.

P. DELAFONT ,

Inspecteur des Forêts.

NOTICE

SUR L'INSTRUCTION PRIMAIRE

DU DÉPARTEMENT.

C'est de l'instruction primaire, de sa direction, de ses développements que dépendent surtout la moralisation et le bien-être de nos populations. Qu'est-ce, en effet, que l'instruction primaire? C'est la première culture de l'intelligence, c'est le travail, c'est la préparation qu'on lui fait subir pour la rendre propre à recevoir les vérités morales et religieuses et, selon la destination de chaque individu, les leçons des lettres, des sciences, des arts et de l'industrie. A ce titre, on le voit, elle mérite les sympathies et le concours dévoué de tous ceux qui aiment leur pays. N'en doutons point, la persistance des maux qui nous affligent, de la superstition, de l'immoralité, des croyances, des habitudes qui engendrent et perpétuent l'abrutissement et la misère, provient principalement de cette déplorable ignorance contre laquelle un gouvernement national et réparateur a entrepris de lutter sur tous les points du royaume. Mais ces considérations ne sont senties encore que par le plus petit nombre. La foule, au moins, n'en est pas assez vivement frappée pour s'y attacher avec persévérance. Il ne pouvait guère en être autrement; car il n'en est pas des idées qui ne se recommandent que par une utilité éloignée, comme de celles qui se rapportent à des besoins matériels et présents; celles-ci, par l'actualité de la cause qui les a fait naître, exercent une influence immédiate, irrésistible; celles-là, au contraire, par l'apparente éventualité du résultat, ont une importance qui ne peut être sainement appréciée que par les personnes capables de réflexion.

Toutefois, pour être ajournée, la réalisation des espérances que le législateur a fondées sur l'instruction du 28 juin 1833 n'en est pas moins assurée. Déjà quelques succès ont été obtenus et, si, comme tout nous le fait espérer, les hommes qui ont spécialement la mission de moraliser le peuple, se mettent sérieusement à l'œuvre et y consacrent tout ce qu'ils ont de lumières et d'influences; l'heureuse rénovation que nous poursuivons s'accomplira infailliblement bien que de nombreuses et graves difficultés restent à vaincre.

Les autorités chargées de diriger et d'accélérer le mouvement, ont aujourd'hui des attributions bien déterminées et concourant toutes au même but, et quand l'expérience

révèle l'insuffisance des moyens actuels, de nouvelles mesures sont prises pour y suppléer. C'est ainsi qu'en vertu de la loi de finances de 1841, les Préfets ont été investis du droit de fixer le taux de la rétribution mensuelle et de déterminer le nombre d'admissions gratuites dans chaque école, les conseils municipaux ayant fait un usage abusif de cette faculté.

Le département manquait de sujets, car on doit refuser le titre d'instituteurs à ces mercenaires qui, pour dix, vingt, ou trente écus et quelquefois même pour la soupe et le pain pris à tour de rôle dans chaque ménage, venaient, l'hiver, dans nos hameaux enseigner ce qu'ils ne savaient pas. Un bon maître n'est point une chose qui s'improvise. La tâche qu'il accepte exige diverses qualités qu'il ne peut acquérir qu'au moyen d'une longue initiation. Pénétré de cette vérité, le Conseil général a fondé et entretient une école normale qui est pour l'enseignement ce qu'est le grand séminaire pour le sacerdoce (1). Déjà l'école normale de Gap a donné au département 61 instituteurs; mais indépendamment de ces maîtres que la fermeté juste et éclairée du Préfet saura retenir au milieu de nous pendant tout le temps que des règlements trop long-temps méconnus, ont fixé, la commission d'examen a breveté 102 autres instituteurs; en tout 163. Il est donc à croire que dans moins de six ans nous aurons un personnel suffisant qui, sous le rapport de l'aptitude et de la capacité, laissera peu à désirer.

Les ressources manquaient, on n'en pourra guère douter, puisque, malgré les énormes et continuels sacrifices de l'État, elles sont encore insuffisantes. C'est beaucoup cependant que la loi ait procuré un logement et un traitement à des hommes qui étaient obligés d'accepter des conditions dures et presque avilissantes (2). Nos pauvres instituteurs y ont gagné tout à la fois, dès les premiers moments, en dignité et en bien-être, et l'avenir ne peut manquer d'ajouter aux bénéfices de leur nouvelle position.

L'instruction enfin est plus étendue et plus solide que celle que l'on pouvait obtenir autrefois. On en trouvera la preuve incontestable dans ce nombreux concours de jeunes gens qui, chaque année, viennent des divers points du département se disputer les bourses fondées à l'école normale et qui tous possèdent, à seize ans, bien plus de connaissances que n'en avaient eux-mêmes ces anciens maîtres, objet des regrets aveugles de ceux qui, dans cette affaire, n'apprécient que le bon marché. Or ces jeunes gens ne sont certainement pas les seuls qui aient profité des leçons données dans les écoles qu'ils ont fréquentées (3).

Ce qui manque à nos écoles pour qu'elles puissent fonctionner utilement, ce sont : 1^o des locaux, nous n'en comptons que 54 qui en soient pourvues ; 2^o les objets composant le mobilier, nous n'en avons que 38 qui en soient munies ; 3^o des livres en nombre suffisant, uniformes et bien choisis, et, sous ce dernier rapport, il n'est que 109 écoles qui soient dans un état satisfaisant.

Ces difficultés disparaîtraient bientôt si, malgré la pénurie des ressources communales, les conseils municipaux se mettaient en mesure de profiter des secours du département et de l'État, et si les familles, au moyen de quelques légères privations, procuraient à leurs enfants les livres dont ils ont besoin.

Il ne faut pas perdre de vue toutefois qu'alors même que les écoles seraient placées dans des locaux convenables et qu'elles seraient pourvues du mobilier et des livres nécessaires, leur existence ne serait pas absolument garantie, car à l'exception de quelques communes où l'instituteur a besoin de posséder toutes les connaissances exigées et où il peut exercer l'année entière, dans toutes les autres, les écoles ne sont ouvertes que pendant 3, 4 ou 5 mois et ne peuvent même pas toujours être fréquentées par la totalité des enfants, soit à cause de la difficulté des communications, soit à cause des habitudes ou des besoins des familles. Dans ces communes, et c'est la majorité, les enfants sont condamnés à une instruction très bornée, qui réclame l'application des méthodes simples et expéditives. Un certain nombre de ces petits postes ne sauraient être offerts aux élèves de l'école normale, qui n'y trouveraient pas de moyens suffisants d'existence. Pour remédier à ce mal et porter le bienfait de l'instruction dans les lieux les plus isolés, il n'y a d'autre moyen que l'emploi d'instituteurs ambulants, choisis avec discernement et qui devraient être secourus par l'État. Ce genre d'enseignement conviendrait surtout aux communes divisées en plusieurs hameaux et qui ne possèdent qu'une école publique

NOTES.

(1) L'enseignement des élèves-maîtres comprend : l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le système légal des poids et mesures, la grammaire fran-

çaise, le dessin linéaire, l'arpentage, des applications de géométrie, des notions des sciences physiques, applicables aux usages de la vie, la musique et le plain-chant, les éléments de la géographie et de l'histoire, et surtout de la géographie et de l'histoire de France.

Pour être admis à l'école normale, il faut être âgé de seize ans, produire des certificats attestant qu'on est de bonnes vie et mœurs, qu'on a eu la petite vérole ou qu'on a été vacciné, prouver par le résultat d'un examen ou d'un concours qu'on sait lire et écrire, qu'on possède les premières notions de la grammaire française et du calcul et que l'on a une connaissance suffisante de la religion que l'on professe.

Les élèves boursiers prennent l'engagement de servir pendant dix ans, au moins, dans l'instruction publique comme instituteurs communaux.

Lorsqu'ils quittent le département, les élèves boursiers départementaux sont soumis au remboursement de toutes les sommes dépensées par eux à l'école.

Une école normale d'institutrices a été fondée dans le même but. Les élèves-maîtresses y sont reçues aux mêmes conditions et contractent le même engagement.

(2) La dépense totale pour le service de l'instruction primaire s'élève à la somme de. 57,492 »

On a pour couvrir cette dépense, en legs ou fondations 754 »

Les communes y concourent pour la somme de 6,184 37
prise sur les revenus ordinaires; } 28,697 54

A cette somme se joint le produit des trois centimes 16,486 38

Le département pour celle de 5,272 79

La différence qui est de 28,794 46
est couverte par l'État.

(3) Nous plaçons ici la statistique de l'instruction primaire sous le rapport du nombre des écoles et des élèves qui les ont fréquentées.

Population de l'arrondissement de Gap 69,138.

		ÉLÈVES QUI LES FRÉQUENT. ¹
Nombre d'écoles supérieures		—
communales une, ci.	1	65 garçons.
Idem. privées.	1	130.
Nombre d'écoles élémentaires communales.	135	1,772 garçons, 2,813 filles.
Idem. privées.	163	
Ecoles normales d'instituteurs.	1	
Id. d'institutrices.	1	
Salles d'asile	1	

Population de l'arrondissement d'Embrun 32,441.

Nombre d'écoles supérieures communales.	»	
Idem. privées.	»	
Nombre d'écoles élémentaires communales.	37	1,656 garçons, 689 filles.
Idem. privées.	131	1,428 id. 1,410 id.

Population de l'arrondissement de Briançon 31,005.

Nombre d'écoles supérieures communales.	1	
Idem. privées.	»	
Nombre d'écoles élémentaires communales.	45	1,684 garçons, 270 filles.
Idem. privées.	154	1,387 id. 1,897 id.

NOTICE

SUR LE SYSTÈME MÉTRIQUE.

Depuis le moment où le système métrique des poids et mesures a été établi légalement en France, la science des mesures est devenue si simple, qu'il n'est plus permis à quiconque a reçu la moindre instruction, de l'ignorer; mais avant de s'instruire d'un système de mesures en particulier, il convient d'avoir une idée des mesures en général: nous allons essayer de la donner ici.

Des mesures en général.

Les mesures en général, soit qu'on les considère comme des unités de calcul, soit qu'on les regarde comme des instruments d'une grandeur constante, se divisent en cinq classes, savoir :

- 1^o Mesures linéaires ou de longueur ,
- 2^o Mesures de superficie ou carrées ,
- 3^o Mesures de solidité ou cubiques ,
- 4^o Mesures de capacité ou de contenance ,
- 5^o Mesures de pesanteur ou de poids.

Les mesures linéaires sont celles qui servent à déterminer toutes sortes de longueurs : la hauteur d'un homme, celle d'un arbre ou d'un édifice; la longueur d'une corde ou celle d'un bâton, la largeur d'une rivière, la longueur d'un champ ou celle d'un fossé, ou bien la distance de deux lieux plus ou moins éloignés : les mesures de cette dernière espèce prennent le nom de mesures *itinéraires*, ce qui signifie *mesures de chemin*.

Les mesures de superficie servent à déterminer l'étendue superficielle d'un terrain, d'un parement de mur, d'un plafond, d'une table etc. etc., on les appelle aussi *carrées*, parce que l'opération de mesurer les superficies, consiste ordinairement à les comparer à une figure carrée d'une grandeur connue qui est la mesure; c'est-à-dire, à chercher combien de fois cette mesure, prise pour unité, est contenue dans la superficie dont il s'agit.

Lorsque les mesures ont pour objet l'étendue superficielle des terrains, elles se distinguent particulièrement sous le nom de *mesures agraires*.

Si elles sont employées à désigner l'étendue d'un grand territoire, d'une île, d'une province, d'un état, elles prennent le nom de *mesures géographiques*.

Les mesures de solidité ont pour objet le mesurage des corps solides, d'une masse de terre, d'un bloc de marbre, d'un volume d'eau, de pierres, de charbons ou de grains, d'une pièce de bois ou de métal, etc.

L'opération de mesurer la solidité, ou plutôt le volume des corps, se nomme *cubature* ou *cubage*, parce qu'elle consiste à rapporter ou comparer ces corps à des cubes dont la grandeur est connue.

Il n'y a que le bois de chauffage et les moellons ou pierres à bâtir que l'on soit dans l'usage de ranger sous la forme d'un cube pour les mesurer ; dans tous les autres cas, le mesurage de la solidité des corps est le résultat du calcul que l'on fait en multipliant la longueur par la largeur, et le produit de cette multiplication par la hauteur, après toutefois que la figure des corps qu'il s'agit de mesurer a été réduite à celle d'un cube ou d'un parallélépipède.

Les mesures de capacité sont aussi appelées *mesures de contenance* parce qu'elles servent à déterminer la contenance des vases, de quelque forme et grandeur qu'ils soient.

Dans les cas où l'on a besoin d'une évaluation bien juste, on doit recourir aux mesures de capacité, qui fournissent un moyen bien plus exact de déterminer la quantité des matières toutes les fois qu'elles sont fluides ou ne sont point de nature à pouvoir se ranger sous la forme d'un cube, comme sont le sable et les grains, qui coulent d'une manière assez ressemblante à celle qui est particulière aux fluides.

Les mesures destinées aux fluides exigent plus de perfection que celles qui sont destinées aux matières sèches ; de là deux sortes de mesures de capacité, les unes destinées au mesurage des grains et autres matières sèches, les autres spécialement réservées pour le mesurage des liquides.

On peut avec les différentes mesures dont nous venons de parler, connaître la longueur, la superficie, le volume ou la solidité des corps : mais il est une multitude de circonstances dans lesquelles on a, de plus, besoin de connaître leur pesanteur, et c'est à cela que sont destinées les mesures de pesanteur, plus simplement désignées sous le nom de *poids*. Ce sont des masses de métal, dont la pesanteur est connue, et auxquelles on compare, par le moyen des balances, les choses dont on veut connaître la pesanteur.

Quelques noms, quelques formes qu'aient les mesures, de quelque grandeur qu'elles soient, elles se rapportent néces-

sairement à l'une des cinq classes ci-dessus. Ce sont toujours des mesures *de longueur, de superficie, de solidité, de capacité ou de pesanteur.*

Des mesures métriques.

Les mesures, quoique de diverses espèces, ont cependant entre elles des rapports si intimes qu'elles peuvent toutes être établies sur une base unique. Les auteurs du système métrique ont su apprécier les avantages de cette connexité; et leur projet ayant été de substituer à la variété inconcevable de nos mesures anciennes, un système simple et régulier de mesures uniformes, ils ont compris qu'il fallait donner à ces mesures une base unique, inaltérable et qui pût dans tous les temps être reconnue.

Il s'agissait pour cela de trouver dans la nature, une ligne invariable dont on pût déduire toutes les sortes de mesures. La distance du pôle à l'équateur a fourni cette ligne invariable, qui est le quart du tour entier de la terre, en allant du nord au midi: on en a tiré le *mètre* qui est sa dix-millionième partie, et qui est devenu le type générateur de toutes les nouvelles mesures, et d'abord des mesures de longueur, que l'on appelle aussi *mesures linéaires.*

Des mesures linéaires.

Le mètre, dix-millionième partie du quart du méridien terrestre, est une ligne de la longueur d'un bâton de canne ou d'appui pour un homme de taille ordinaire. Le mètre est une longueur si connue aujourd'hui, qu'il est superflu de lui donner une autre définition, et de le comparer à aucune des anciennes mesures de longueur.

Cette mesure divisée en dix parties a donné le *décimètre* ou dixième du mètre.

Le décimètre divisé en dix parties donne le *centimètre*, ce qui veut dire centième de mètre, lequel, divisé à son tour en dix autres parties, donne le millimètre ou millième de mètre, qui est la plus petite des mesures de longueur.

Le mètre multiplié au contraire par 10, produit le *décamètre* mesure de dix mètres, adoptée pour former la chaîne d'arpenteur pour le mesurage des terrains.

Multiplié par 100, le mètre produit l'*hectomètre*, mesure de cent mètres, qui ne peut guère servir qu'à exprimer la longueur d'une allée, celle d'un étang, d'un mur ou d'un fossé.

Le mètre, multiplié par 1000, produit le *kilomètre*, mesure de mille mètres.

Enfin , multiplié par 10,000 , le mètre donne le myriamètre, mesure de dix mille mètres.

Ainsi toutes les mesures de longueur partent du mètre , dont les mesures inférieures sont des fractions décimales , et les supérieures des multiples décimaux.

En sorte que :

Un myriamètre contient	10 kilomètres ;
Un kilomètre	10 hectomètres ;
Un hectomètre	10 décamètres ;
Un décamètre	10 mètres ;
Un mètre	10 décimètres ;
Un décimètre	10 centimètres ;
Un centimètre	10 millimètres.

Des mesures de superficie.

Les mesures de superficie sont une émanation toute naturelle des mesures de longueur , et le mètre leur sert de base.

Un carré d'un mètre de côté est appelé mètre carré.

Celui d'un décimètre de côté est un décimètre carré.

Un carré d'un centimètre de côté est un centimètre carré.

Un carré d'un décamètre de côté , considéré comme mesure de terrain , prend le nom d'*are*.

Un carré d'un hectomètre ou cent mètres de côté , porte le nom d'*hectare* , c'est-à-dire cent ares.

Le *kilomètre carré* est une étendue de terrain égale à un carré qui aurait un kilomètre ou mille mètres de côté.

Enfin le *myriamètre carré* est une étendue de territoire égale à un carré qui aurait un myriamètre ou dix mille mètres de côté.

Ces deux dernières mesures ne peuvent être employées que comme mesures géographiques propres à apprécier de grands territoires.

Un myriamètre carré contient 100 kilomètres carrés ;

Un kilomètre carré contient 100 hectares ;

Un hectare contient 100 ares ;

Un are contient 100 mèl.carrés ou centiares

Un centiare ou mèl. car. contient 100 décimètres carrés.

Des mesures de solidité.

Les solides se composent de trois dimensions , longueur , largeur et hauteur , et se comparent à des mesures régulières que l'on nomme *cubes* , dont la longueur , la largeur et la hauteur sont égales.

Un cube qui a un mètre de côté s'appelle un *mètre cube*. Appliquée au mesurage du bois de chauffage, cette mesure prend le nom de *stère*.

Le *décistère*, dixième de stère n'est point un cube, on peut se le représenter par un plateau qui aurait un mètre carré de base et un décimètre de hauteur.

Le décimètre cube est égal à un solide qui aurait un décimètre de chaque côté.

Il n'y a point de mesures de solides au-dessus du mètre cube ou stère. On peut cependant placer dans l'ordre de ces mesures le *décastère* égal à dix stères.

Un mètre cube contient 1000 décimètres cubes.

Des mesures de contenance.

On a vu que les mesures de longueur, de superficie et de solidité, dérivent immédiatement du mètre; on va voir que les mesures de capacité ou de contenance en sont également déduites.

Un vase de forme carrée dont la longueur, la largeur et la profondeur intérieures sont chacune d'un décimètre, donne une capacité d'un décimètre cube, que l'on a nommée *Litre*; on en a fait l'unité générique des mesures de contenance.

Un vase qui contient seulement la dixième partie d'un litre, s'appelle *décilitre*.

Pour avoir de grandes mesures, on a multiplié le litre par 10 par 100 et par 1000.

Multiplié par 10, le litre a donné une mesure de dix litres appelée *décalitre*.

En le multipliant par 100, on a fait une mesure de cent litres nommée *hectolitre*.

Enfin une mesure dont la capacité serait égale à un mètre cube, serait le *kilolitre* mesure de mille litres.

Ainsi le kilolitre contient 10 hectolitres;

L'hectolitre contient 10 décalitres;

Le décalitre contient 10 litres;

Le litre contient 10 décilitres.

Des Poids.

Quoique les poids semblent, au premier abord, n'avoir qu'un rapport fort éloigné avec les mesures de longueur, ils

en ont pourtant été déduits de même que les autres mesures.

On a observé dans l'article précédent, que les mesures de capacité avaient été tirées du mètre, et que le litre est un vase dont la capacité est égale à un décimètre cube.

On a rempli d'eau distillée un vase semblable, et le poids de cette eau a servi de base aux mesures de pesanteur ou poids; on l'a nommé *kilogramme*, qui veut dire poids de mille grammes.

Le kilogramme, divisé en dix parties, donne l'hectogram.

L'hectogr. divisé à son tour en dix part. don. le décagram.

Le décagramme divisé de même, donne le gramme.

Le gramme divisé en dix parties, donne le décigram.

Le décigramme divisé en dix parties, donne le centigram.

Le centigramme divisé en dix parties, donne le milligram.

Le kilogramme multiplié par 1000, donne le poids du mètre cube d'eau et du tonneau de mer.

Multiplié par 100, il produit le quintal métrique.

Des Monnaies.

Quoique les monnaies ne soient pas proprement des mesures, elles se lient cependant avec elles d'une manière si intime, qu'il a paru indispensable de les soumettre aux mêmes principes, tant pour leur poids que pour leur valeur.

Il s'est trouvé, par un hasard heureux, qu'une pièce d'argent du poids de cinq grammes était à $\frac{1}{80}$ près en plus, l'équivalent de l'ancienne livre tournois. Il était tout simple de prendre pour unité monétaire, une valeur qui différerait si peu de l'ancienne. On l'a nommée *franc*, expression qui était autrefois synonyme de livre.

Les monnaies ont été soumises, comme toutes les mesures, à la division décimale. En conséquence le franc a été divisé en dix parties que l'on a appelées *décimes*. Le décime a été divisé en dix autres parties qu'on a appelées *centimes*. Les valeurs supérieures au franc s'expriment en dizaines, centaines, etc., de francs; et les valeurs inférieures au centime, comme il n'y a pas de pièce de monnaie au-dessous de celle-ci, on ne tient compte de ses fractions que pour la régularité et l'exactitude des calculs, après quoi on les supprime toujours.

Tel est le système des mesures métriques. On voit que tout part d'un seul principe, *le mètre*, qui est le générateur de toutes les autres mesures.

Tableau des mesures légales.*Lois du 18 germinal an III et du 4 juillet 1857.*

NOTA. Aux termes de l'art. 5 de cette dernière loi, toutes dénominations de poids et mesures autres que celles portées au tableau ci-dessous, ont été interdites, à partir du 1^{er} janvier 1840, dans les actes publics, affiches et annonces, et dans les actes sous-seing privé, registres de commerce et autres écritures privées produits en justice, sous peine d'une amende de 20 francs pour les officiers publics, et de dix francs pour les autres contrevenants.

NOMS	VALEUR.
SYSTÉMATIQUES.	

Mesures de Longueur.

Myriamètre.	Dix mille mètres.
Kilomètre	Mille mètres.
Hectomètre.	Cent mètres.
Décamètre	Dix mètres.
Mètre.	<i>Unité fondamentale des poids et mesures. (Dix-millionième partie du quart du méridien terrestre.)</i>
Décimètre	Dixième du mètre.
Centimètre.	Centième du mètre.
Millimètre	Millième du mètre.

Mesures agraires.

Hectare	Cent ares ou 10,000 mètres carrés.
Are	Cent mètres carrés. Carré de dix mètres de côté.
Centiare.	Centième de l'are ou mètre carré.

Mesures de capacité, pour les liquides et les matières sèches.

Kilolitre.	Mille litres.
Hectolitre	Cent litres.
Décalitre.	Dix litres.
Litre.	Décimètre cube.
Décilitre.	Dixième du litre.

NOMS SYSTÉMATIQUES.	VALEUR.
<i>Mesures de solidité.</i>	
Décastère	Dix stères.
Stère.	Mètre cube.
Décistère.	Dixième du stère.
<i>Poids.</i>	
.	Mille kilogrammes, poids du mètre cube d'eau et du tonneau de mer.
.	Cent kilogrammes, quintal métrique.
Kilogramme	Mille grammes. Poids, dans le vide d'un décimètre cube d'eau distillée à la température de 4 degrés centigrades.
Hectogramme	Cent grammes.
Décagramme	Dix grammes.
Gramme.	Poids d'un centimètre cube d'eau, à 4 degrés centigrades.
Décigramme	Dixième du gramme.
Centigramme	Centième du gramme.
Milligramme	Millième du gramme.
<i>Monnaie.</i>	
Franc	Cinq grammes d'argent, au titre de neuf dixièmes de fin.
Décime	Dixième de franc.
Centime.	Centième du franc.

Conformément à la disposition de la loi du 18 germinal an III (art. 8), concernant les poids et les mesures de capacité, chacune des mesures décimales de ces deux genres a son double et sa moitié, afin de donner à la vente des divers objets, toute la commodité que l'on peut désirer.

*Dimensions internes des mesures de capacité.*1^o Pour les grains et matières sèches.

NOMS DES MESURES.	CONTEN. ^{ce}	HAUTEUR de la mesure et diamètre de la base.	OBSERVATIONS.
	Décim. cubes ou litres.	millimètres.	
Double hectolitre.	200	635. 8	La forme des mesures de capacité est réglée de telle sorte, que le diamètre est égal à la hauteur dans les mesures pour les matières sèches, et qu'il est moitié seulement de la hauteur dans les mesures pour les liquides.
Hectolitre.	100	503. 4	
Demi – hectolitre.	50	399. 5	
Double décalitre.	20	294. 2	
Décalitre.	10	235. 5	
Demi-décalitre. .	5	185. 3	
Double-litre. . . .	2	156. 6	
Litre.	1	108. 4	
Demi-litre.	0,5	86. 0	
Double décilitre.	0,2	63. 4	
Décilitre.	0,1	50. 3	

2^o Pour les liquides.

NOMS	CONTENANCE	DIAMÈTRES	HAUTEURS
DES MESURES.	en litres.	millimètres.	millimètres.
Double litre. . . .	2	108. 4	216. 7
Litre.	1	86. 0	172. 0
Demi-litre.	0,5	68. 5	136. 6
Double décilitre. .	0,2	50. 3	100. 6
Décilitre.	0,1	39. 9	79. 9
Demi-décilitre. . .	0,5	31. 7	63. 4

Tableau des dimensions internes des futailles destinées au commerce des vins, eaux-de-vie, bière et autres liquides.

NOMS des PIÈCES.	CONTE- NANCE en LITRES.	LONGUEUR intérieure. — MÈTRES.	DIAMÈTRE du Bouge. — MÈTRES.	DIAMÈTRE du fond. — MÈTRES.
	1	0,123	0,106	0,094
	2	0,155	0,133	0,118
	3	0,178	0,152	0,135
	4	0,196	0,168	0,149
	5	0,211	0,181	0,160
	6	0,224	0,192	0,171
	7	0,236	0,202	0,180
	8	0,246	0,211	0,188
	9	0,256	0,220	0,195
Décalitre.	10	0,265	0,227	0,202
Double déc.	20	0,334	0,287	0,255
	30	0,383	0,328	0,292
	40	0,421	0,361	0,321
Demi - hect.	50	0,454	0,389	0,346
	60	0,482	0,413	0,367
	70	0,508	0,435	0,387
	80	0,531	0,455	0,404
	90	0,552	0,473	0,421
Hectolitre.	100	0,572	0,490	0,436
Double hect.	200	0,720	0,617	0,549
	300	0,824	0,707	0,628
	400	0,907	0,778	0,691
Demi-kilolit.	500	0,978	0,838	0,745
	600	1,039	0,890	0,791
	700	1,094	0,937	0,833
	800	1,143	0,980	0,871
	900	1,189	1,019	0,906
Kilolitre.	1000	1,232	1,056	0,938

Dans ce tableau, les dimensions des futailles sont réglées en sorte que la longueur intérieure, le diamètre intérieur du bouge et le diamètre intérieur des fonds sont dans toutes les pièces, comme les nombres 21, 18, 16.

NOTA. En observant ces dimensions dans la construction des tonneaux, la contenance de la pièce ne sera exacte que tout autant que les douves de la futaille formeront intérieurement, dans le sens de la longueur, une portion d'arc de cercle.

Si au lieu d'être courbées en arc de cercle, elles formaient une ligne droite, brisée au milieu, le solide de révolution résultant de leur assemblage, aurait la forme de deux cônes tronqués réunis par leur grande base. Alors la contenance de la pièce serait moindre d'environ 4 pour 100, c'est-à-dire que la pièce qui, par exemple, devrait contenir 1000 litres n'en contiendra plus que 960.

STATISTIQUE.

Des hommes éclairés se sont occupés à diverses époques de la statistique des Hautes-Alpes. Le premier, dans l'ordre des temps, est feu M. Farnaud, ancien secrétaire général de la préfecture : dès l'an VI, il rédigea une statistique ou *description des Hautes-Alpes* qui lui valut les éloges de François de Neufchâteau, alors ministre de l'intérieur. Il s'occupa encore de diverses parties de l'économie agricole du département dans les annuaires qu'il publia plus tard. M. Bonnaire, premier préfet de ce département, adressa au ministre de l'intérieur, un *mémoire sur la statistique* des Hautes-Alpes, ouvrage succinct, mais substantiel, instructif et plein de vues judicieuses, qui fut publié en l'an IX par ordre du ministre. En 1820, M. le baron de Ladoucette fit paraître son ouvrage intitulé *histoire, antiquités, usages, dialectes des Hautes-Alpes*; travail considérablement augmenté dans la seconde édition imprimée en 1834, et auquel l'auteur prépare, dit-on, une 3^{me} édition. Nous pouvons citer encore avec de justes éloges les divers mémoires de M. Delafont, inspecteur des forêts, sur les bois et les pâturages du département, entre autres celui qu'il publia en 1834 et la notice qui est reproduite dans cet annuaire; et, enfin, le travail si remarquable de M. Surell, ingénieur des ponts et chaussées, imprimé en 1841, par ordre de cette administration, et qui a pour titre *Etude sur les torrents des Hautes-Alpes*. Nous engageons les personnes qui voudraient étudier à fond la statistique de ce département, à consulter ces divers ouvrages.

§. 1^{er} NOTICE GÉNÉRALE SUR LE DÉPARTEMENT.

Le département des Hautes-Alpes est situé dans la région sud-est de la France.

Le point le plus méridional est dans la commune de Ribiers à 44 degrés 9 minutes de latitude.

Le point le plus septentrional est dans la commune de La Grave à 45 degrés 6 minutes de latitude.

Le point le plus occidental est à Rosans à 3 degrés 1 minute de longitude à l'est du méridien de Paris.

Le point le plus oriental est à Ristolas, près du Mont-Viso à 4 degrés 41 minutes.

L'élévation du département au-dessus du niveau de la mer, est, au point le plus bas, à Ribiers. 536 met

Au point le plus élevé, qui est le sommet du Mont-Pelvoux dans Vallouise. 4275

Différence de niveau entre les deux points. 3739

Les lieux habités les plus élevés sont l'hospice du Lautaret à 2098 mètres, et le village de Saint-Véran à 2061 mètres.

Le département est limité :

Au nord, par le département de l'Isère et le duché de Savoie.

A l'est, par le Piémont.

Au sud, par le département des Basses-Alpes.

A l'ouest, par le département de la Drôme.

Sa direction générale est du nord-est au sud-ouest.

Sa surface est portée 5,535 1/2 kilomètres carrés ou 553,550 hectares. Sa population est de 132,584 âmes, ce qui donne par kilomètre carré, 24 individus environ.

La superficie du territoire est évaluée approximativement ainsi qu'il suit :

Terres labourables y compris les prairies artificielles.	hectares
147,300	
Prairies naturelles.	15,000
Vignes	4,500
Villes, bourg et villages.	3,000
Bois et forêts.	45,000
Pâturages dans les montagnes.	20,000
Routes royales.	400
Chemins vicinaux.	2,150
Rivières et torrents.	17,400
Rochers stériles et terres incultes.	296,800
	553,550

§. 2. VILLES DU DÉPARTEMENT.

L'on ne compte guère que quatre villes dans les Hautes-Alpes.

GAP, chef-lieu, est situé au milieu d'une vallée assez étendue, sur les bords de la Luye, petite rivière qui va se perdre dans la Durance après un cours de 3 myriamètres. Cette ville assez mal bâtie, aux rues étroites et sinueuses, renferme néanmoins quelques édifices publics que l'on peut citer, entre autres, un vaste corps de caserne, l'église cathédrale, le séminaire, le palais de justice, l'hôtel de ville, et, surtout, le nouvel hôtel de la préfecture où l'on voit, dans la salle du conseil général, le mausolée du Connétable de Lesdiguières, ouvrage fort remarquable, dû au ciseau de Jacob Richier.

La ville d'EMBRUN moins considérable, s'élève sur la plateforme d'un rocher escarpé, au pied duquel coulait autrefois la Durance. On y remarque l'ancienne église métropolitaine placée aujourd'hui au nombre des monuments historiques de France, l'ancien palais archi-épiscopal, et la maison centrale de détention où sont reçus les condamnés de plusieurs départements.

Celle de BRIANÇON moins peuplée encore, est également située sur les bords de la Durance, à 1 myriamètre environ de sa source. Son château et les forts construits sur les montagnes voisines, dominant la contrée, battent toutes les vallées, toutes les routes, et en font une des principales clefs du royaume.

MONT-DAUPHIN qui à proprement parler n'est qu'une place forte et n'a point de territoire hors de l'enceinte de ses fortifications, est situé sur un rocher presque inaccessible. Cette place bat les routes d'Embrun, de Briançon et du Queyras; les murs ainsi que les édifices publics en sont construits avec le marbre rouge que l'on trouve aux environs.

Si nous consultations les chartes du moyen-âge, nous placerions encore parmi les villes des Hautes-Alpes un grand nombre de lieux descendus au rang de bourg ou de village. Toutefois, nous ne pouvons passer sous silence la petite ville de SERRES qui fut jadis le siège du baillage de Gapençais; elle est adossée à un rocher et placée sur la rive droite du Buëch, mais elle ne présente rien de remarquable.

Nous signalerons enfin la petite ville de TALLARD, aujourd'hui chef-lieu de canton, et autrefois capitale de la vicomté de ce nom; elle est située sur les bords de la Durance et n'offre d'intéressant que les ruines du superbe château féodal qui la domine vers le midi, et la charmante promenade des anciens seigneurs châtelains connue sous le nom de Garenne.

§. 3. ROUTES ROYALES ET DÉPARTEMENTALES.

Routes Royales.

Le département est traversé par cinq routes royales de 3^e classe :

1^o *Route royale n° 75, de Châlons sur Saône à Sisteron*, ayant dans le département une longueur de 37,048 mètres, y compris une enclave de 9565 mètres, dans la Drôme, réunie au service des Hautes-Alpes, ci. 37,048^{met}

Elle passe sur le territoire des communes de St-Julien-en-Beauchêne, la Faurie, Montbrand, Agnielles, Aspres-lès-Veynes, Aspremont et Sigottier, où elle se termine à la rencontre de la route royale n° 94.

2^o *Route royale n° 81, de Lyon à Antibes*, ayant dans le département une longueur de. . . 75,445

Elle passe sur le territoire des communes d'Aspres-lès-Corps, Saint-Firmin, Aubessagne, le Noyer, Poligny, la Fare, Laye, Gap, Châteaueux, Tallard, la Saulce, Lardier, Vitrolles, le Monétier-Allemond, Ventavon, Upaix et le Poët, elle se termine à la limite avec les Basses-Alpes.

3^o *Route royale n° 91, de Grenoble à Briançon*, ayant dans le département une longueur de. * 50,447

Elle passe sur le territoire des communes de La Grave, Villar-d'Arène, le Monétier, la Salle, Saint-Chaffrey et Briançon, où elle se termine à la rencontre de la route n° 94.

4^o *Route royale n° 93, de Valence à Sisteron*, ayant dans le département une longueur de. . . 58,370

Elle passe sur le territoire des communes de La Beaume, Saint-Pierre-d'Argençon, Aspres-lès-Veynes, Oze, Serres, Montrond, Eyguians, Laragne et Montéglin, à la limite avec les Basses-Alpes. La partie depuis le territoire d'Oze, jusque sous la ville de Serres, appartient à la route royale n° 94.

A Reporter. 201,310

Report. 201,310

5° *Route royale n° 94, du Pont-Saint-Esprit à Briançon*, ayant dans le département une longueur de. 170,818

Elle passe sur le territoire des communes de Rosans, Moydans, Ribeyret, l'Epine, Montclus, Serres, La Bâtie-Montsaléon, Chabestan, Oze, Veynes, Montmaur, La Roche, La Freissinouse, Gap, Romette, La Rochette, La Bâtie-Neuve, Montgardin, Chorges, Prunières, Savines, Les Crottes, Embrun, Châteauroux, St-Clément, Risoul, Guillestre, Eyglies, St-Crépin, La Roche, l'Argentière, St-Martin, Puy-St-André, Briançon, Val-des-Près et le Mont-Genèvre.

Elle se termine à la limite du Piémont, à l'obélisque Napoléon.

TOTAL de la longueur des routes royales. 372,128

Routes Départementales.

Il existe jusqu'à ce jour, dans le département trois routes départementales.

1° *Route départementale n° 1^{er} de Barcelonnette à Gap*, longueur dans le département. 24,935 met

Elle passe sur le territoire des communes de Rousset, Espinasse, Théus, Remollon, Valserres, Jarjayes et Gap.

2° *Route départementale n° 2, de Veynes au Pont-la-Dame* longueur dans le département. 6,122 80

Elle passe sur le territoire des communes de Veynes et d'Aspres.

3° *Route départementale n° 3 de Rourebeau à Laragne*, longueur dans le département. 3,890 00

Elle passe sur le territoire des communes d'Upaix et de Montéglin.

TOTAL de la longueur des routes départementales. 36,947 80

NOTA. On attend incessamment l'ordonnance royale qui doit élever au rang de route départementale la partie du chemin vicinal de grande communication n° 5, depuis le plan de Phazy jusqu'au Château-Queyras.

§. 4. ÉTAT DES CHEMINS VICINAUX DE GRANDE COMMUNICATION
DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES, INDIQUANT LEURS N^{os}
D'ORDRE LEUR DIRECTION, LEUR LARGEUR ET LES COMMU-
NES DÉSIGNÉES PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL POUR CONCOURIR AUX
DÉPENSES DE CONSTRUCTION, DE RÉPARATION ET D'ENTRETIEN.

N ^{os} D'ORDRE.	DÉSIGNATION et direction DES CHEMINS.	LARGEUR (non compris fossés et talus.) mètr.	COMMUNES INTÉRESSÉES.
1	De la Vachette à Né- vache.	5	Briançon, Val-des-Prés, Néva- che.
2	De Briançon au Quey- ras, <i>par le col d'I- zoard.</i>	5	Briançon, Cervières, Arvieux, Château-Ville-Vicille, Molines, St-Véran, Aiguilles, Abriès, Ristolas.
3	De Ville-Vieille à St- Véran, <i>par Moli- nes.</i>	5	Château-Ville-Vieille, Molines, St-Véran, Aiguilles.
4	De La Bessée à La Pisse, <i>par Val- louise.</i>	5	L'Argentière, Vigneaux, Puy-St- Vincent, Vallouise, La Pisse.
5	De Guillestre au fond du Queyras, <i>par la combe du Veyer</i> ⁽¹⁾ .	5	Eygliers, Mont-Dauphin, Guilles- tre, Ceillac, Arvieux, Château- Ville-Vieille, Molines, St-Véran, Aiguilles, Abriès, Ristolas.
6	De Guillestre à Saint- Paul, <i>par Vars.</i>	5	Risoul, Guillestre, Vars.
7	De Savines à Pontis (Basses-Alpes).	5	Savines, Le Sauze, ⁽²⁾ .
8	Du pont de Rousset à La Couche.	5	Rousset, Espinasses, Breziers, Théus, Remollon, Rochebrune.
9	Du pont de Remollon à Seynes, <i>par Bre- ziers</i> ⁽²⁾ .	6	Remollon, Théus, Rochebrune, Espinasses, Breziers.

⁽¹⁾ On attend chaque jour l'ordonnance royale qui élèvera au rang des routes départementales la partie de ce chemin depuis le Plan-de-Phazy jusqu'au Château-Queyras.

⁽²⁾ Désignée par le Conseil Général dans sa séance du 25 août 1843.

⁽³⁾ Classé provisoirement. — Même séance.

N ^{os} D'ORDRE.	DÉSIGNATION et direction DES CHEMINS.	LARGEUR (non compris fossés et talus.) mètr.	COMMUNES INTÉRESSÉES.
10	De Tallard à Valserres <i>par Lettret.</i>	5	Tallard, Lettret, Jarjayes, Valserres.
11	De Valserres à La Bâtie-Neuve et à Chorges.	5	Remollon ⁽¹⁾ , Valserres, St-Etienne-d'Avançon, Avançon, La Bâtie-Neuve, Montgardin, Chorges.
12	De Gap à Orcières.	5	Orcières, Champoléon, St-Jean-St-Nicolas, Chabottonnes, St-Léger, Chabottes, Forest-St-Julien, Gap ⁽¹⁾ .
13	Du Moulin de Frappe à Brutinel <i>sur la rive gauche du Drac.</i>	5	Forest-St-Julien, Chabottes, St-Léger, Ancelle, St-Laurent, Laye.
14	De Champoléon à St-Bonnet <i>rive droite du Drac.</i>	5	Orcières, Champoléon, St-Jean-St-Nicolas, Chabottonnes, Chabottes, Buissard, St-Julien, St-Bonnet ⁽²⁾ .
15	De St-Bonnet à la Chapelle en Valgodemar, <i>par Chauffayer.</i>	5	St-Bonnet, Bénévent, La Motte, Molines, St-Eusèbe, Aubessagne, St-Jacques, St-Firmin, St-Maurice, Villar - Loubière, Guillaume-Peyrouse, Clémence d'Ambel.
16	De St-Bonnet à St-Étienne-en-Dévoluy.	5	St-Bonnet, Poligny, Le Noyer, St-Etienne-en-Dévoluy, St-Didier, Agnières ⁽¹⁾ , La Cluse.
17	De la Béoux à la Cluse en Dévoluy.	5	Veynes, Montmaur, La Cluse, Agnères, St-Didier, St-Etienne-en-Dévoluy.
18	De Gap à Sigoyer, <i>par la Freyssinouse et Pelleautier.</i>	5	Gap ⁽¹⁾ , La Freyssinouse, Pelleautier, Sigoyer.

⁽¹⁾ Désignée par le Conseil Général dans sa séance du 25 août 1843.

⁽²⁾ Ces 8 communes ont été désignées dans la même séance.

N ^{os} D'ORDRE.	DÉSIGNATION et direction DES CHEMINS.	LARGEUR (non compris fossés et talus). mètr.	COMMUNES INTÉRESSÉES.
19	De la route royale n ^o 85 à Barillonnette, <i>par le plan de Vitrolles.</i>	5	Vitrolles, Barillonnette, Esparron.
20	De Serres à Ventavon.	5	Serres, Le Bersac, Savournon, Montrond, Ventavon, le Monétier-Allemond ⁽¹⁾ .
21	De Ribiers à Sisteron.	6	Ribiers, Antonaves, Barret-le-Bas, Barret-le-Haut, Château-Neuf de Chabre, Eourres, St-Pierre-Avez, Pomet, Salérans.
22	De Ribiers à la Borel, <i>par Laragne, Lagrand et Orpierre.</i>	6	Ribiers, Antonaves, Château-Neuf de Chabre, Pomet, Laragne, Lagrand, Orpierre, Nossage, Saléon, St-Cirice, Etoile, Ste-Colombe.
23	De Ribiers à la Chaup (Drôme), <i>par Château-Neuf, Barret-le-Bas et Salérans.</i>	5	Ribiers, Antonaves, Château-Neuf de Chabre, Pomet, Barret-le-Haut, Barret-le-Bas, St-Pierre-Avez, Salérans, Eourres.
24	De Lagrand à Rosans, <i>par Trescléoux.</i>	5	Lagrand, Trescléoux, Chanousse, Montjai, Sorbiers, St-André-de-Rosans, Rosans, Moidans ⁽¹⁾ .
25	De l'Épine à la Charse (Drôme), <i>par Montmorin.</i>	5	L'Épine, Montmorin, Buis, Ste-Marie, Ribeyret.
26	De Serres à Valdrôme, <i>par la Piarre.</i>	5	Serres, Sigottier, La Piarre.
27	De St-Pierre d'Argençon à Aspremont.	5	St-Pierre-d'Argençon, Aspremont, La Beaume, La Haute-Beaume ⁽¹⁾ .

Il existe dans le département 1096 chemins vicinaux ordinaires. Leur longueur totale est de 2840 kilomètres.

⁽¹⁾ Désignée par le Conseil Général dans sa séance du 25 août 1843.

§. 5 RIVIÈRES ET TORRENTS.

Les rivières et torrents principaux du département sont :

- | | |
|--------------------|-----------------|
| 1° La Durance. | 5° La Romanche. |
| 2° Le Guil. | 6° La Souloise. |
| 3° Les deux Buëch. | 7° L'Aigues. |
| 4° Le Drac. | 8° L'Oulle. |

Par ordonnance du 10 juillet 1835, ont été déclarés flottables en trains :

1° Le grand Buëch ou Buëch d'Aspres, depuis la commune de Saint-Julien-en-Beauchêne jusqu'à la limite du département des Basses-Alpes ;

2° Le petit Buëch, depuis la commune de la Roche, jusqu'à son embouchure dans le grand Buëch ;

3° La Durance, depuis la commune de Saint-Clément jusqu'à la limite des Basses-Alpes.

Par conséquent ces trois rivières, aux points déclarés flottables, sont régies par les lois et règlements sur la grande voirie.

La Durance, dont le cours dans le département, depuis le Mont-Genèvre jusqu'à la limite des Basses-Alpes, près Sisteron, est de 120 kilomètres, reçoit :

A l'ouest, les torrents de la Clarée, la Guisanne, la Gyrone, l'Alp-Martin, la Biaisce, le Coulaut, le Rabioux, Réallon, les Moulettes, la Vance, la Luye, Rousines.

A l'est, les torrents de Cervières, l'Ascension, Néal, la Fare, le Guil, Rioupars, le Crévoux, Vachères, Boscodon, la Chapouse ou torrent de Bellaffaire.

Le Guil, dont le cours est de 60 kilomètres, prend sa source au Mont-Viso, il reçoit sur ses deux rives, les eaux de six vallées du Queyras, et de trois de celle de Guillestre ; il se jette dans la Durance au-dessous de Mont-Dauphin.

Le Buëch a deux sources principales, l'une sur les montagnes de Chaudun et Rabou, l'autre sur le col de la Croix-Haute.

La première amène les eaux des torrents de Labeoux, Gleisette, Rif-Chenet, du Drouzet et de Mareze.

La seconde celles des torrents de Chaurane, Aiguebelle et du Rif-d'Agniellles.

Ces deux sources se réunissent, après un cours à peu près égal de 40 kilomètres, au-dessus de la ville de Serres, au lieu dit le *Pas de la Ruelle*.

Les torrents qui y affluent ensuite, sont l'Aiguebelle de Sigottier, la Blème, Blaisance, Céans, Meouge, Clares-Combes, Channes et Véragne.

Le Buëch se réunit à la Durance auprès de Sisteron après avoir parcouru dans le département une longueur de 70 kilomètres.

Le Drac prend naissance dans les montagnes de Champoléon et d'Orcières ; il parcourt dans le département un espace de 50 kilomètres , ses eaux débouchent dans le département de l'Isère , un peu au-dessous du village de Lesdiguières , après avoir reçu dans son cours , les eaux du Rif-Buissard , Rif-Cros , la Severaissette , la Severaisse , Brudour , la Roane , Rioubel , Rajoux et autres petits torrents sur la rive gauche.

La Romanche prend sa source dans les glaciers du Villard-d'Arène et de la Grave , son cours depuis le Col du Lautaret jusqu'à la limite de l'Isère est de 6 kilomètres.

La Souloise a ses sources dans le Dévoluy ; elle se rend dans le département de l'Isère , après un parcours de 18 kilomètres dans celui des Hautes-Alpes , elle se jette dans le Drac au pont dit de Saint-Berême.

L'Aigues prend ses sources dans les montagnes de Sorbiers , et celles de Ribeyret ; elle s'écoule dans le département de la Drôme , après un cours de 12 kilomètres.

L'Oulle est un petit torrent qui coule dans la vallée de Montmorin , il entre dans le département de la Drôme , après un cours de 6 kilomètres seulement dans celui des Hautes-Alpes.

La longueur des 8 principales rivières ou torrents ci-dessus mentionnés , y compris celle des torrents secondaires qui y affluent , est de 870 kilomètres. Dans l'hypothèse que la largeur moyenne du lit qu'ils occupent soit de 200 mètres , on a pour la surface des terrains occupés par les eaux , la contenance de 17,400 hectares ou 174 kilomètres carrés.

§. 6. MONTAGNES.

Les montagnes des Hautes-Alpes sont pour la plupart calcaires ; quelques unes sont formées de rochers granitiques ; un petit nombre d'autres sont quartzeuses , felds-pathiques , micacées , etc. Les principales sont le Pelvoux dans la Valloise , le Viso à l'extrémité de la vallée du Queyras , formant la limite des Hautes et Basses-Alpes et du Piémont : le Mont-Olan dans le Valgaudemar , le Saléon près de La Grave , Chaliol-le-Vieux dans la vallée du Drac , etc. Les chaînes qu'elles forment perdent de leur hauteur en descendant du nord au midi , la table suivante donne leur élévation au-dessus du niveau de la mer ainsi que celle de divers points du département , telle qu'elle a été successivement déterminée par plusieurs géologues.

Hauteurs de divers points du département des Hautes-Alpes, au-dessus du niveau de la mer, déterminées par plusieurs observateurs.

NOMS DES MONTAGNES OU COLS.	HAU- TEURS.	NOMS des observateurs.
	mètres	MM.
Mont-Pelvoux à Vallouise	4275	
Cime entre l'Agnel et le Viso.	4220	Guérin.
Col du Saix dans le Valgaudemar.	3295	Villars.
Col de Muande de Bellonne, dans <i>id.</i>	3245	Guérin.
Col de l'Agnel, dans le Queyras.	3245	Id.
Cime de Chaliol-le-Vieux.	3222	Villars.
Col de la Traversette, près le Viso.	3037	Guérin.
Sommet le plus élevé entre Ancelle et Orcière.	2950	Id.
Cime la plus élevée au nord du col de Cervières.	2924	Id.
Aurouse ou pic de Bures en Dévoluy.	2795	Id.
La même montagne.	2713	Gueymard.
Col du Chardonnet, à la mine de Plombagine.	2753	Id.
Mine de plomb du sieur Rostan, en Valgaudemar.	2585	Id.
Col du Vassivier.	2555	Villars.
Montagne de Vars.	2555	Gueymard.
Bergerie du Viso.	2524	Guérin.
Col de Buffère entre le Monétier et Névache.	2456	Gueymard.
Col entre Ancelle et Orcières.	2454	Guérin.
Col de Cervières.	2388	Id.
Hospice du Lautaret.	2098	Gueymard.
Le même.	2091	Villars.
Le même.	2080	Guérin.
Montagne de Céuse près Gap.	2041	Id.
Faudon près Gap.	1676	Id.
Col du Noyer.	1655	Villars.
Col de Manse.	1268	Gueymard.
Confluent des deux Dracs.	1256	Id.
Montagne de Bayard, versant des eaux.	1248	Id.
La même, point le plus élevé de la route.	1189	Guérin.
Col de Perty, près Orpière.	1189	Id.
Col de la Croix-Haute.	1172	Gueymard.
VILLES CHEFS-LIEUX.		
Gap.	746	Id.
Embrun.	856	Id.
Briançon.	1306	Guérin.

§. 7. LACS, ÉTANGS ET MARAIS.

Le département ne renferme aucun lac considérable : celui de Manteyer près de Gap est remarquable par un gouffre dont jamais on n'a pu sonder le fond. Non loin de là, dans le territoire de Pelleautier, on en voyait naguère un second où se trouvait une *motte tremblante* placée par divers historiens au rang des merveilles du Dauphiné. Cette motte tremblante, entièrement détachée du marais environnant, est devenue motte ferme par les travaux de dessèchement entrepris par les habitants de Pelleautier en 1854 ; mais on assure que ne trouvant pas dans cette opération les résultats avantageux qu'ils espéraient en retirer, ils ont l'intention de combler les canaux d'écoulement et de rétablir le lac, le marais et la motte tremblante dans leur état primitif.

Presque tous les lacs de nos contrées ont une étendue qui n'excède pas 40 ares ; ils sont situés pour la plupart sur des montagnes ou sur des cols et l'on y pêche d'excellentes truites. Celui de la Roche sous Briançon et celui de Manteyer produisent en outre quelques carpes.

On ne connaît qu'un seul étang : il est situé près de Rosans et l'étendue en est fort bornée.

Les marais les plus importants sont : 1^o celui de Chorges qui a une contenance de 35 hectares 50 ares ; 2^o celui de Pelleautier qui contient 24 hectares 60 ares ; 3^o celui d'Upaix qui présente une surface de 8 hectares 50 ares. Les uns ou les autres sont susceptibles de dessèchement. La commune de Chorges a été autorisée, en 1822, à aliéner le sien, à charge de le rendre propre à la culture : nous avons mentionné plus haut les travaux de dessèchement de celui de Pelleautier.

§ 8. EAUX MINÉRALES.

Le département renferme plusieurs sources d'eaux minérales. Les plus connues sont celles de Saint-Pierre-d'Argenson, du Monétier près de Briançon et du Plan-de-Phazy sous Mont-Dauphin.

Les eaux de Saint-Pierre furent analysées en 1808 par feu M. Vautier, pharmacien à Gap ; elles sont ferrugineuses et très bonnes pour les embarras gastrites.

Celles du Monétier viennent de quatre sources. Selon un rapport de M. le docteur Pensens, elles ont une telle analogie qu'on les croirait, à quelques nuances près, émanées d'une seule. Leurs propriétés médicamenteuses ont été signalées par ce médecin ; ces eaux sont employées avec succès dans le traitement des affections des systèmes cutané, muqueux,

cellulo-cutané, glandulo-secrétaire, lymphatique, genito-sanguin et locomoteur.

Les eaux du Plan-de-Phazy naissent aussi de quatre sources au bas d'une montagne schisteuse; elles furent analysées successivement par Charmiel, Nicolas, Fodéré et Farnaud, jeune. Leurs propriétés générales sont d'être apéritives, fondantes, désobstruantes, urinaires et purgatives: en cela, elles ont beaucoup de rapport avec celles du Monétier.

§. 9. MINES CONCÉDÉES DANS LE DÉPARTEMENT.

15 fructidor an XIII. Décret qui fait concession pour 50 années au sieur Gendron, du droit d'exploiter les mines de houille du Monétier.

13 fructidor an XIII. Décret qui concède pour 50 années aux sieurs Arduin et Reymond, le droit d'exploiter les houillères de Chante-Louve, commune de St.-Crépin.

12 nivose an XIV. Décret qui fait concession pour 20 années au sieur Durand, du droit d'exploiter les mines de houille sur le territoire de la commune du Villar-Saint-Pancrace.

23 janvier 1806. Décret qui autorise le sieur Durand, à tenir en activité le martinet, par lui établi en l'an II, au Sachas, commune du Villar-St.-Pancrace.

11 mai 1807. Décret qui autorise le sieur Carlhian, à conserver le martinet construit au Rieutord, sur la Luye, commune de Gap.

20 juillet 1807. Décret qui concède pour 25 années, aux sieurs Mathonet et Rome, le droit d'exploiter les mines de plomb existant dans les montagnes de Gerossé et de l'Orsière, commune de La Grave, dans une étendue de 56,187 hectares.

16 septembre 1831. Ordonnance royale qui réduit cette concession en faveur de M. Marut-de-l'Ombre, à 2 kilom. carrés 84 hectares.

1^{er} septembre 1824. Ordonnance royale qui concède au sieur Laurençon, le droit d'exploiter les mines de houille anthracite du Puy-Saint-Pierre, sur une surface de 46 ares.

11 juillet 1827. Ordonnance royale qui étend la même concession sur une surface de 53 hectares 53 ares.

10 mars 1824. Ordonnance royale qui concède aux sieurs Gonnet, Donzel et Chancel, le droit d'exploiter la mine de graphite ou plombagine, située au Chardonnet, commune du Monétier, dans un surface de 144 hectares.

29 décembre 1824. Ordonnance royale qui concède au sieur Rostain, le droit d'exploiter les mines de plomb sulfuré de la Chauvetanne, commune de Guillaume-Peyrouse, dans une surface de 7 hectares 2 ares.

17 octobre 1826. Ordonnance royale qui concède au sieur Laurençon, le droit d'exploiter les mines de houille anthracite, situées au Rochasson, commune du Puy-Saint-Pierre, dans une surface de 32 hectares.

2 mai 1827. Ordonnance royale qui concède au sieur Flaudin, le droit d'exploiter la mine d'anthracite, située au Bouchier, commune de Saint-Martin-de-Queyrières, dans une surface de 28 hectares 16 ares.

8 Mars 1831. Ordonnance royale qui concède au sieur Mathonnet, le droit d'exploiter la mine d'anthracite, de Pramorel, commune de Briançon, dans une surface de 87 hectares.

25 novembre 1832. Ordonnance royale qui concède au sieur Guille, le droit d'exploiter la mine de houille anthracite de Prelles, commune de Saint-Martin, dans une surface de 49 hectares.

29 mars 1834. Ordonnance royale qui concède au sieur Laurençon, le droit d'exploiter la mine de houille de Roche Pessa, mas de la Reviole, commune du Puy-Saint-Pierre, dans une surface de 40 hectares.

29 mars 1834. Ordonnance royale qui concède aux sieurs Telmon et Amphoux, le droit d'exploiter la mine d'anthracite, dite de Saint-Pierre, commune de ce nom, dans une surface de 105 hectares.

16 décembre 1834. Ordonnance royale qui concède au sieur Daurelle, le droit d'exploiter les mines d'anthracite de Saint-Martin-de-Queyrières, dans une surface de 2 kilom. carrés 13 hectares.

24 octobre 1836. Ordonnances royales qui concèdent à la compagnie Joursauvault, le droit d'exploiter les mines de cuivre, plomb, argent et houille, situées dans l'étendue des communes du Monétier, La Grave et Villar-d'Arène.

15 juin 1837. Ordonnance royale qui concède aux sieurs Rey, Bérard, Amphoux, Fine et Telmon, le droit d'exploiter les mines d'anthracite, dites de Chamandrin, communes de Briançon, Puy-Saint-André et Puy-Saint-Pierre, dans une surface de 74 hectares.

28 décembre 1837. Ordonnance royale qui concède aux sieurs Fine et Leauthaud, le droit d'exploiter les mines d'an-

thracite dites de Gagniare, communes de Briançon et du Puy-Saint-André, dans une surface de 77 hectares.

28 décembre 1837. Ordonnance royale qui fait concession aux sieurs Barnéond-Arnoullet, des mines d'anthracite situées sur le territoire de la commune du Puy-Saint-André, dans une étendue superficielle de 103 hectares.

16 janvier 1838. Ordonnance royale qui concède à la compagnie d'Allemond et des Hautes-Alpes, le droit d'exploiter les mines de cuivre pyriteux situées sur la montagne du Chardonnet, communes du Monétier et de Névache, dans une surface de 226 hectares.

16 janvier 1838. Ordonnance royale qui concède à la compagnie d'Allemond et des Hautes-Alpes, le droit d'exploiter les mines de plomb sulfuré argentifère, situées sur le territoire de la commune de l'Argentière, dans une étendue superficielle de 23 hectares 24 ares.

13 novembre 1839. Ordonnance royale qui fait concession aux sieurs Chabas, Barnéoud et Francou, des mines d'anthracite dites du Chabas, situées sur les communes de Briançon et du Puy-Saint-Pierre, dans une surface de 40 hectares 45 ares.

14 décembre 1839. Ordonnance royale qui concède aux sieurs Fournier, Jourdan, Charbonnel et Béguier, le droit d'exploiter les mines d'anthracite dites de Gadjors, commune du Monétier, dans une surface de 1 kilomètre carré 34 hectares.

25 décembre 1840. Ordonnance royale qui concède au sieur Queyras, le droit d'exploiter les mines d'anthracite dites de Cote-Olivière, commune de l'Argentière, dans une étendue superficielle de 56 hectare 65 ares.

12 octobre 1841. Ordonnance royale qui fait concession aux sieurs Colomban, Fine et Silmuin, des mines d'anthracite dites de Saint-Jean, situées sur le territoire de la commune du Villar-Saint-Pancrace, et renfermant une surface de 50 hectares 48 ares.

21 septembre 1842. Ordonnance royale qui concède aux sieurs Gérard, Morand, Mottet, Debardonnèche et Gérard, Pierre-Etienne, la mine de graphite ou plombagine située sur la commune de la Pisse, dans une surface de 27 hectares 5 ares.

§. 10. CARRIÈRES D'ARDOISES.

Il existe dans le département quelques carrières d'ardoises. Elles sont situées dans les communes de l'Argentière, des

Orres, de Châteauroux, d'Orcières, de Saint-Jean-Saint-Nicolas, de Clémence-d'Ambel et de Prunières. La plus importante par la quantité et la qualité des produits est celle de Châteauroux, qui fournit la plus grande partie des ardoises qu'on emploie dans le département; les autres carrières sont faiblement exploitées, elles sont d'ailleurs, aussi bien que celle de Châteauroux, d'un difficile accès. Les transports à la portée des voitures de roulagesont très pénibles et coûteux.

§. 41. NATURE ET PRODUCTION DU SOL.

La qualité et la fertilité du sol varie comme la température, et change souvent d'une vallée à l'autre, suivant la position des montagnes et la direction des vents. Vers le nord du département, les terres sont assez généralement plus légères, quelquefois le rocher est à deux ou trois pouces de profondeur; ailleurs les terres sont fortes et glaiseuses, tandis que plus loin elles ne sont qu'un mélange de cailloux et d'un peu de sable.

L'arrondissement d'Embrun et une grande partie de celui de Gap, produisent du froment de bonne qualité; le seigle est plus spécialement cultivé du côté de Briançon et dans le Champsaur. Quelques contrées isolées, montueuses, et tout-à-fait misérables, ne produisent que de l'avoine.

La pomme de terre est une des ressources du pauvre; dans les temps malheureux, on a reconnu toute son utilité, aussi en cultive-t-on aujourd'hui une quantité considérable. L'on préfère en général, sous le rapport du produit, la jaune, introduite dans le département depuis plusieurs années.

Une partie des campagnes est couverte de noyers; l'huile de noix est même un des principaux produits, mais cette récolte est très précaire: comme on n'a pas la précaution de greffer les noyers, les gelées du printemps les frappent souvent de stérilité, et alors rien ne compense le mal que font aux moissons leurs immenses racines et leur ombre meurtrière.

On récolte du vin dans plusieurs communes; il est mauvais dans la partie supérieure du département; vers la frontière méridionale, et surtout dans les vignobles assis sur les bords de la Durance, il est de bonne qualité; il serait même excellent et susceptible de se bien conserver, si l'on usait, pour le faire, des précautions et des moyens convenables.

Enfin, au milieu d'un climat âpre, dans un pays sujet à toutes les intempéries, aux grêles, aux vents violents, aux inondations, on recueille à peu près tout ce qui est nécessaire à la vie.

Le tableau suivant présentant le produit des récoltes en

grains et autres farineux en 1843 est loin de faire naître des craintes sérieuses pour la présente année, bien que les pommes de terre présentent un déficit considérable.

ESPÈCE DE GRAINS et DE FARINES.	Produit total de chaque espèce.	Consom- mation. — Total des besoins annuels.	Comparaison du produit avec la consom- mation.	
			excéd. ^t	déficit.
Froment. (hectolitre).	542,103	295,899	46,304	»
Méteil.	83,391	81,274	2,117	»
Seigle.	154,035	165,891	»	11,856
Orge.	45,200	58,786	13,586	»
Avoine.	83,020	61,604	21,416	»
Légumes secs.	5,628	5,384	244	»
Autres menus grains.	15,021	24,058	»	9,507
Pommes de terre.	418,504	493,018	»	74,712
Totaux.	1,144,702	1,185,914	85,667	95,875

Les résultats portés sur ce tableau ont été établis sur les renseignements parvenus à M. le Préfet de divers points du département. L'excédant des ressources s'écoule ordinairement dans les Bouches-du-Rhône, les Basses-Alpes et l'Isère. Les grains et autres farineux pour combler le déficit, se tirent des départements de l'Isère et de la Drôme. L'exportation s'effectue dans plusieurs localités, au moyen des bêtes de somme, depuis les lieux de production jusqu'à ceux du marché; et de là, au moyen des voitures de roulage, jusqu'à la destination des produits. L'importation s'opère d'une manière inverse, c'est-à-dire que les approvisionnements arrivent en général sur le marché par le roulage, et que du marché, les consommateurs les transportent chez-eux au moyen de bêtes de somme.

§. 42. RÉSULTATS DU RECENSEMENT DE LA POPULATION
FAIT EN 1841.

ÉTAT des INDIVIDUS.	ARRONDISSEMENTS			TOTAL.
	GAP.	EMBRUN.	BRIANÇON.	
Garçons.	21203	10568	9772	41543
Filles.	18655	8958	9253	36866
Hommes mariés.	12212	5507	4909	22628
Femmes mariées.	12151	5241	4939	22331
Veufs.	2178	913	774	3865
Veuves.	2739	1254	1358	5351
Totaux généraux.	69138	32441	31005	132584

§. 15. TABLEAU DES MOUVEMENTS DE LA POPULATION DU
DÉPARTEMENT, DES ANNÉES 1835 A 1842.

Naissances.

NAISSANCES					TOTAL des naissances.
ANNÉES.	ENFANTS LÉGITIMES		ENFANTS NATURELS		
	Masculins	Féminins	Masculins	Féminins	
1835	2128	2097	99	89	4413
1836	2246	2045	99	106	4494
1837	1891	1885	102	109	3987
1838	1952	1990	97	93	4132
1839	2111	1967	102	95	4275
1840	1952	1903	119	92	4066
1841	2127	1932	90	64	4213
1842	2148	1919	68	71	4206

Mariages et Décès.

ANNÉES.	MARIAGES.	DÉCÈS.		TOTAL des DÉCÈS.	AUGMEN- TATION de la popula- tion.
		Masculins	Féminins		
1835	1050	1721	1754	3475	938
1836	950	1697	1778	3475	1019
1837	851	1745	1870	3615	372
1838	955	1658	1752	3410	722
1839	919	1894	1913	3807	468
1840	926	2115	2144	4259	«
1841	898	1804	1868	3672	541
1842	939	1624	1710	3334	872

14. FOIRES DU DÉPARTEMENT.

Janvier. Le 7 à Saint-André-de-Rosans et à Laragne. Le 13 à Veynes. Le 20 à l'Epine. Le 22 à Remollon. Le 25 à Rosans. Le 1^{er} samedi à Embrun.

Février. Le 3 à Upaix et à Saint-Julien-en-Beauchène. Le 22 à Ribeyret. *Foires mobiles:* L'avant dernier lundi de carnaval, à Gap. Le mercredi des cendres, à Ribiers. Le 1^{er} jeudi de carême, à Laragne. Le 1^{er} lundi de carême à Veynes. Le 3^e lundi de carême à Aspres-lès-Veynes. Le 4^e jeudi de carême à Briançon. Le 4^e lundi de carême à Embrun et à Veynes. Le lundi de la Passion, à La Grave. Le lundi des Rameaux à Veynes.

Mars. Le 1^{er}, à Espinasses. Le 11, à la Saulce. Le 15, à la Beaume. Le 22, à Montmorin. Le 25, à Rosans. Le 26, à Tallard. Le 27, aux Crottes et à Orcières.

Avril. Le 1^{er}, à Chorges et à Orpierre. Le 2, à Prunières. Le 3, à la Faurie. Le 4, à Lagrand. Le 9, à Remollon. Le 13 à Mont-Dauphin. Le 15, à Savines. Le 16, à Saint-Julien-en-Champsaur. Le 20, à Châteauroux. Le 23, à Remollon. Le 25, au Monétier de Briançon, à Saint-Crépin, à Laragne, et à La Bâtie-Neuve. Le 27, à Saint-Firmin. Le 28, à Saint-André-de-Rosans et à Embrun. Le 30, à La Bâtie-Mont-Saléon. *Foires mobiles:* le mardi après Pâques, à Upaix. Le mercredi après Pâques, à Saint-Bonnet. Le vendredi après Pâques, à Vallouise. Huit jours après Pâques, à Château-Ville-Vieille.

Mai. Le 1^{er}, à Gap. Le 3, au Poët. Le 4, à l'Epine. Le 5, à Serres. Le 6, à Aspres-lès-Veynes. Le 10 au Saix. Le 13, à Poligny. Le 15, à Rosans. Le 20, à la Beaume. Le 23, à Chorges. Le 24, à Lardier. Le 25, à Aiguilles. Le 31, à Saint-Clément. Le 1^{er} lundi, à Briançon. Le 2^e lundi, à la Grave et à Guillestre. *Foires mobiles:* Le lundi avant l'Ascension, à Ventavon. Le lundi après l'Ascension, à Trèscleoux. Le lundi de la Pentecôte, à Veynes et à Ribiers. Le mardi de la Pentecôte, à Saint-Bonnet et à Savournon. Après les fêtes de la Pentecôte, à Molines. Le lendemain de la Fête-Dieu, à Aspremont et à Laragne. Le lundi après la Fête-Dieu, à Ventavon.

Juin. Le 1^{er}, à Abriès et à Embrun. Le 11, à Sigoyer. Le 12, à Ribeyret. Le 15, à Saléon et à Ancelle. Le 22, à Tallard. Le 25, à Aspres-lès-Veynes et à Saint-Bonnet. Le 28, au

Sauze. Le 29, à Upaix. *Foires mobiles* : Le 2^e lundi à Briançon.

Juillet. Le 18, à Rosans. Le 25, à Veynes. *Foires mobiles* : Le 1^{er} lundi, à Guillestre. Le lundi après le 14 juillet à Ribiers.

Août. Le 5, à Espinasse. Le 6, à Breziers et à Orpierre. Le 11, à Sigoyer. Le 16, à Serres, à Montmorin et à Manteyer. Le 20, à Aspres-lès-Veynes. Le 25, à Embrun. Le 29, à Agnières. Le 30, à Jarjayes. *Foires mobiles*. Le 1^{er} lundi à Gap.

Septembre. Le 1^{er}, à Guillestre et à Rosans. Le 3, à la Fauvie. Le 4, à Saint-Julien-en-Beauchêne. Le 5, à Montbrand. Le 6, à Chorges. Le 8, à Lagrand et à Saint-Étienne-en-Dévolui. Le 10, à Saint-Crépin. Le 12, à Moydans et à Montmaur. Le 14, à La Bâtie-Neuve, à Lardier et à Saint-Disdier. Le 15, à Ristolas. Le 16, à la Bâtie-Mont-Saléon. Le 17, à la Grave, à l'Épine et au Saix. Le 18, à Gap et à Aspres-lès-Veynes. Le 20, à Château-Roux, à Réalon et à Savonrnon. Le 21 à Château-Ville-Vieille. Le 22, à Orcières et à Poligni. Le 26, à Montmorin. Le 27, à Saint-Firmin. Le 29, à Saint-Bonnet, à Abriès et à Serres. Le 30, à Saint-Clément. *Foires mobiles* : Le lundi, après le 1^{er} dimanche à la Roche. Le lundi après la Nativité, à Ribiers. Le 2^e lundi du mois, à Briançon. Le Samedi après le 24, à Tallard.

Octobre. Le 1^{er}, au Monétier, à Ceillac, à Mont-Dauphin et à Montjai. Le 3, à Prunières. Le 4, à Vallouise. Le 5, à la Grave. Le 6, au Puy-Saint-Euzèbe et à Orpierre. Le 7, à Aiguilles, à la Beaume et à Saint-Julien-en-Champsaur. Le 9, à Chorges. Le 12, à Saint-Véran. Le 16, à Aspres-lès-Veynes. Le 21, à Tallard. Le 25, à Embrun et à Laragne. Le 28, à Veynes. *Foires mobiles* : Le lundi après la St.-Michel, à Ventavon et à Barret-le-Bas. Le 1^{er} lundi à Névache. Le 2^e lundi à Briançon. Le 3^e lundi à Guillestre. Le lundi avant la St.-Luc, à Rosans.

Novembre. Le 1^{er}, à Antelle. Le 2, à Serres. Le 11, à Gap. Le 15, à Orpierre. Le 19, à Chorges. Le 21, à Trèscleoux. Le 22, à Aspres-lès-Veynes et à la Saulce. Le 24, à Breziers. Le 25, à Veynes. Le 28, à Barret-le-Bas. *Foires mobiles* : Le 1^{er} lundi après la Toussaint, à Ribiers et à Montjai.

Décembre. Le 6, aux Crottes. Le 8, à la Bâtie-Mont-Saléon. Le 11, à la Beaume. Le 12, au Sauze. Le 13, à Aspres-lès-Veynes. Le 18, à Montmorin. Le 21 à Serres.

§. 15. TABLEAU DES MARCHÉS DU DÉPARTEMENT.

ARRONDISSEMENTS.	VILLES ou COMMUNES.	JOURS DE LA SEMAINE auxquels la tenue des Marchés a lieu.
GAP.	Saint-Bonnet.	Le Lundi.
	Saint-Firmin.	Le Mercredi.
	Gap.	Le Mercredi et le Samedi
	Ventavon.	Tous les Lundi depuis le 1 ^{er} novembre jusqu'au 25 décembre.
	Orpierre.	Le Samedi.
	Serres.	Les Mardi et Vendredi.
	Tallard.	Le Vendredi.
	La Saulce.	Le Jeudi.
	Veynes.	Les Lundi et Jeudi.
	Rosans.	Le Mercredi.
EMBRUN	Laragne.	Le Jeudi.
	Chorges.	Le Jeudi.
	Embrun.	Le Samedi.
	Guillestre.	Le Lundi.
	Savines.	Le Mercredi.
BRIANÇON	Abriès.	Le Mercredi.
	Briançon.	Le Jeudi.

§ 16. ENTREPRISES DE DILIGENCES ET DE VOITURES
PUBLIQUES.

1^o *Dilligence de Gap à Marseille.*

Départ tous les jours de Gap à 8 heures du matin. Arrivée à Marseille à 10 heures du matin.—Départ de Maseille à 5 heures du matin. Arrivée à Gap à 9 heures du matin.

2^o *Diligence de Gap à Aix, chargée du transport des dépêches.*

Départ tous les jours de Gap à 11 heures du matin. Arrivée à Aix à 5 heures du matin.—Départ d'Aix à midi. Arrivée à Gap à 6 heures du matin.

Le bureau est à Gap, chez M. Aubert, maître de poste, rue de Provence.

3^o *Diligence de Gap à Grenoble.*

Départ tous les jours de Gap à 1 heure du soir. Arrivée à Grenoble à 6 heures du matin.—Départ de Grenoble à 2 heures du soir. Arrivée à Gap à 7 heures du matin.

Le bureau est à Gap, chez M. Aubert, père, maître de poste, rue de Provence.

4^o *Diligence de Gap à Grenoble, chargée du transport des dépêches.*

Départ tous les jours de Gap à 7 heures du matin. Arrivée à Grenoble à 9 heures du soir.—Départ de Grenoble à 6 heures du soir. Arrivée à Gap à 9 heures du matin.

Le bureau est à Gap, chez M. Aubert, fils, rue Neuve.

5^o *Diligences de Gap à Briançon.*

Entreprise Aubert, fils.

Départ tous les jours de Gap à 11 heures du matin. Arrivée à Briançon à 3 heures du matin.—Départ de Briançon à 2 heures du soir. Arrivée à Gap à 5 heures du matin.

Le bureau est à Gap chez M. Aubert, fils, rue Neuve.

Entreprise Michel, Brun frères et Compagnie.

Départ de Gap tous les jours à 10 heures du matin. Arrivée à Briançon à 3 heures du matin.—Départ de Briançon à 3 heures du soir. Arrivée à Gap à 5 heures du matin.

Cette entreprise a des voitures à volonté pour Turin par les routes de Suse et de Pignerol.

Le bureau est à Gap, rue Neuve.

6° *Diligences de Gap à Serres.*

Entreprise Aubert, fils, chargée des dépêches.

Départ de Gap tous les jours à 11 heures du matin. Arrivée à Serres à 4 heures du soir.—Départ de Serres à 11 heures du soir. Arrivée à Gap à 5 heures du matin.

Le bureau est à Gap chez M. Aubert, rue Neuve.

Entreprise Imbert.

Départ de Gap tous les jours à 10 heures du matin. Arrivée à Serres à 5 heures du soir.—Départ de Serres à 9 heures du soir. Arrivée à Gap à 5 heures du matin.

Le bureau est à Gap, rue Neuve.

7° *Roulage général pour tous pays.*

Aubert fils, rue Neuve.

Michel, Brun frères et compagnie, rue Neuve.

NOTA. Depuis le 1^{er} novembre jusqu'au 1^{er} avril, le départ de la diligence chargée des dépêches de Gap à Grenoble, est fixé à 5 heures du matin, elle arrive à Grenoble à 8 heures 1/2 du soir; elle part de cette ville à 2 heures du matin, et elle est de retour à Gap à 5 heures du soir.

A la même époque, la diligence chargée des dépêches pour Aix, part de Gap, à 6 heures du soir et arrive à Aix à midi; elle part de cette ville à la même heure de midi et arrive à Gap à 5 heures du matin

TROISIÈME PARTIE.

LÉGISLATION.

Les deux lois municipales réimprimées dans cet annuaire , sont sans contredit celles qui doivent être le plus souvent consultées par MM. les Maires et les conseillers municipaux. Nous avons cru devoir les faire précéder de la loi du 14 floréal an XI , parce qu'elle est le type des règlements locaux et de toutes les mesures adoptées pour les travaux d'art à exécuter sur les cours d'eau non navigables ni flottables, et pour l'établissement des canaux qui peuvent en être dérivés. Elle consacre le principe de la répartition des dépenses, trace les règles pour la confection et le recouvrement des rôles et détermine la compétence relativement aux contestations qui peuvent s'élever sur cette répartition et sur la confection des travaux. Bien qu'elle n'embrasse que l'entretien, la réparation ou la reconstruction des digues et des canaux existants et qu'elle garde le silence sur les constructions *pour nouvel établissement*, c'est toujours la loi du 14 floréal an XI dont les principes ont été invoqués et appliqués lorsqu'il s'est agi, depuis sa promulgation, d'élever des digues ou de construire des canaux d'arrosage. Nous pouvons à cet égard citer la loi du 23 pluviôse an XIII qui permet de dériver les eaux du Drac pour l'irrigation des territoires de Gap et de quelques communes environnantes ; elle dispose (art. 1^{er}) qu'il sera pourvu aux dépenses de construction et d'entretien de ce canal dans la forme et de la manière prescrite par la loi qui nous occupe. Nous pouvons invoquer encore le décret du 4 thermidor an XIII rendu spécialement pour les Hautes-Alpes, qui n'est que le développement de la même loi en ce qui concerne la construction et l'entretien des digues sur les rivières et torrents.

Une question fort controversée dans ces derniers temps est celle de savoir si le lit de ces cours d'eau dépend du domaine public ou s'il appartient aux propriétaires riverains. Les jurisconsultes modernes sont divisés sur ce point. La

loi romaine, le droit féodal et la législation actuelle ont été invoqués et commentés de part et d'autre, et la question est peut-être restée indécise. Toutefois, on peut citer en faveur du domaine public les noms les plus illustres. Si MM. Toulier et Troplong sont en faveur des riverains, on compte parmi les partisans de l'opinion contraire les Merlin, les Proudhon, les Dalloz et les Favard de Langlade. Enfin, en 1841, la question ayant été agitée dans l'assemblée générale du conseil d'État, la majorité s'est également déclarée pour le domaine public.

Du reste, quelle que soit l'opinion que l'on embrasse, il est certain qu'aux propriétaires riverains seuls appartiennent divers droits, tels que ceux de pêche, d'alluvion, d'irrigation et d'user exclusivement des matériaux que déposent les rivières qui ne sont ni navigables ni flottables. Diverses lois les ont établis en leur faveur en dédommagement des inconvénients qu'entraîne le voisinage de ces cours d'eau, ce qui corrobore l'opinion des jurisconsultes qui se sont prononcés en faveur du domaine public, car si les rivières non navigables appartiennent elles-mêmes aux riverains, n'a-t-il pas été absurde de leur accorder le droit de se servir de leur chose propre?

LOI

Relative au curage des canaux et rivières non navigables, et à l'entretien des digues qui y correspondent.

Du 14 floréal an XI (4 mai 1803).

ART. 1^{er}.

Il sera pourvu au curage des canaux et rivières non navigables, et à l'entretien des digues et ouvrages d'art qui y correspondent, de la manière prescrite par les anciens règlements, ou d'après les usages locaux.

ART. 2.

Lorsque l'application des règlements ou l'exécution du mode consacré par l'usage éprouvera des difficultés, ou lorsque des changements survenus exigeront des dispositions nouvelles, il y sera pourvu par le Gouvernement dans un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du préfet du département, de manière que la quotité de la contribution de chaque imposé soit toujours relative au

degré d'intérêt qu'il aura aux travaux qui devront s'effectuer.

ART. 3.

Les rôles de répartition des sommes nécessaires au paiement des travaux d'entretien, réparation ou reconstruction, seront dressés sous la surveillance du préfet, rendus exécutoires par lui, et le recouvrement s'en opérera de la même manière que celui des contributions publiques.

ART. 4.

Toutes les contestations relatives au recouvrement de ces rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection des travaux, seront portées devant le conseil de préfecture, sauf le recours au gouvernement, qui décidera en conseil d'état.

LOI

SUR L'ORGANISATION MUNICIPALE.

Du 21 mars 1831.

LOUIS-PHILLIPPE, Roi des Français, à tous présents et à venir, salut.

Les Chambres ont adopté. nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I.

Du Corps Municipal.

CHAPITRE I.

DE LA COMPOSITION DU CORPS MUNICIPAL.

ART. 1^{er}. Le corps municipal de chaque commune se compose du maire, de ses adjoints et des conseillers municipaux.

Les fonctions des maires, des adjoints et des autres membres du corps municipal, sont essentiellement gratuites, et ne peuvent donner lieu à aucune indemnité ni frais de représentation.

2. Il y aura un seul adjoint dans les communes de 2,500 habitants et au-dessous; deux, dans celles de 2,500 à 10,000; et dans les communes d'une population supérieure, un adjoint de plus par chaque excédant de 20,000 habitants. (*Loi du 28 pluviôse an 8, art. 12.*)

Lorsque la mer ou quelque autre obstacle rend difficiles, dangereuses ou momentanément impossibles, les communications entre le chef-lieu et une portion de commune, un adjoint spécial, pris parmi les habitants de cette fraction, est nommé en sus du nombre ordinaire, et remplit les fonctions d'officier de l'état civil dans cette partie détachée de la commune.

3. Les maires et les adjoints sont nommés par le Roi, ou en son nom par le préfet.

Dans les communes qui ont 3,000 habitants et au-dessus, ils sont nommés par le Roi, ainsi que dans les chefs-lieux d'arrondissement, quelle que soit la population.

Les maires et les adjoints seront choisis parmi les membres du conseil municipal, et ne cesseront pas pour cela d'en faire partie.

Ils peuvent être suspendus par un arrêté du préfet, mais ils ne sont révocables que par une ordonnance du Roi.

4. Les maires et les adjoints sont nommés pour trois ans; ils doivent être âgés de vingt-cinq ans accomplis.

Ils doivent avoir leur domicile réel dans la commune.

5. En cas d'absence ou d'empêchement, le maire est remplacé par l'adjoint disponible le premier dans l'ordre des nominations.

En cas d'absence ou d'empêchement du maire et des adjoints, le maire est remplacé par le conseiller municipal, le premier dans l'ordre du tableau, lequel sera dressé suivant le nombre des suffrages obtenus.

6. Ne peuvent être ni maire ni adjoints :

1° Les membres des cours et tribunaux de première instance et des justices de paix;

2° Les ministres des cultes;

3° Les militaires et employés des armées de terre et de mer en activité de service ou en disponibilité;

4° Les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines en activité de service;

5° Les agents et employés des administrations financières et des forêts;

6° Les fonctionnaires et employés des collèges communaux et les instituteurs primaires;

7° Les commissaires et agents de police.

7. Néanmoins, les juges suppléants aux tribunaux de première instance et les suppléants des juges de paix peuvent être maires ou adjoints.

Les agents salariés du maire ne peuvent être ses adjoints.

8. Il y a incompatibilité entre les fonctions de maire et d'adjoint et le service de la garde nationale.

CHAPITRE II.**DES CONSEILS MUNICIPAUX.****Section I.***De la composition des conseils municipaux.*

9. Chaque commune a un conseil municipal composé, y compris les maires et adjoints,

De 10 membres dans les communes de 500 habitants et au-dessous,

De 12 dans celles de 500 à 1,500,

De 16 dans celles de 1,500 à 2,500,

De 21 dans celles de 2,500 à 3,500,

De 23 dans celles de 3,500 à 10,000,

De 27 dans celles de 10,000 à 30,000,

Et de 36 dans celles d'une population de 30,000 âmes et au-dessus.

Dans les communes où il y aura plus de trois adjoints, le conseil municipal sera augmenté d'un nombre de membres égal à celui des adjoints au-dessus de trois.

Dans celles où il aura été nommé un ou plusieurs adjoints spéciaux et supplémentaires, en vertu du second paragraphe de l'article 2 de la présente loi, le conseil municipal sera également augmenté d'un nombre égal à celui de ces adjoints.

10. Les conseillers municipaux sont élus par l'assemblée des électeurs communaux.

11. Sont appelés à cette assemblée : 1^o Les citoyens les plus imposés aux rôles des contributions directes de la commune, âgés de vingt-un ans accomplis, dans les proportions suivantes :

Pour les communes de mille âmes et au-dessous un nombre égal au dixième de la population de la commune.

Ce nombre s'accroîtra de cinq par cent habitants en sus de mille jusqu'à cinq mille,

De quatre par cent habitants en sus de cinq mille jusqu'à quinze mille,

De trois par cent habitants au-dessus de quinze mille ;

2^o Les membres des cours et tribunaux, les juges de paix et leurs suppléants,

Les membres des chambres de commerce, des conseils de manufactures, des conseils de prud'hommes ;

Les membres des commissions administratives des collèges, des hospices et des bureaux de bienfaisance ;

Les officiers de la garde nationale ;

Les membres et correspondants de l'Institut, les mem-

bres des sociétés savantes instituées ou autorisées par une loi ;

Les docteurs de l'une ou de plusieurs des facultés de droit, de médecine, des sciences, des lettres, après trois ans de domicile réel dans la commune ;

Les avocats inscrits au tableau, les avoués près les cours et tribunaux, les notaires, les licenciés de l'une des facultés de droit, des sciences, des lettres, chargés de l'enseignement de quelqu'une des matières appartenant à la faculté où ils auront pris leur licence, les uns et les autres après cinq ans d'exercice et de domicile réel dans la commune ;

Les anciens fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire jouissant d'une pension de retraite ;

Les employés des administrations civiles et militaires, jouissant d'une pension de retraite de 600 francs et au-dessus ;

Les élèves de l'école Polytechnique qui ont été, à leur sortie, déclarés admis ou admissibles dans les services publics, après deux ans de domicile réel dans la commune.

Toutefois les officiers appelés à jouir du droit électoral en qualité d'anciens élèves de l'école Polytechnique ne pourront l'exercer dans les communes où ils se trouveront en garnison, qu'autant qu'ils y auraient acquis leur domicile civil ou politique avant de faire partie de la garnison ;

Les officiers de terre et de mer jouissant d'une pension de retraite ;

Les citoyens appelés à voter aux élections des membres de la Chambre des députés ou des conseils généraux des départements, quel que soit le taux de leurs contributions dans la commune.

12. Le nombre des électeurs domiciliés dans la commune ne pourra être moindre de trente, sauf le cas où il ne se trouverait pas un nombre suffisant de citoyens payant une contribution personnelle.

13. Les citoyens qualifiés pour voter dans l'assemblée des électeurs communaux, conformément au paragraphe 2 de l'article 11, et qui seraient en même temps inscrits sur la liste des plus imposés, voteront en cette dernière qualité.

14. Le tiers de la contribution du domaine exploité par un fermier, à prix d'argent ou à portion de fruits, lui est compté pour être inscrit sur la liste des plus imposés de la commune, sans diminution des droits du propriétaire du domaine.

15. Les membres du conseil municipal seront tous choisis sur la liste des électeurs communaux et les trois quarts,

au moins, parmi les électeurs domiciliés dans la commune.

16. Les deux tiers des conseillers municipaux sont nécessairement choisis parmi les électeurs désignés au paragraphe 1^{er} de l'article 11 ; l'autre tiers peut être choisi parmi tous les citoyens ayant droit de voter dans l'assemblée en vertu de l'article 11.

17. Les conseillers municipaux doivent être âgés de vingt-cinq ans accomplis. Ils sont élus pour six ans, et toujours rééligibles.

Les conseils seront renouvelés par moitiés tous les trois ans.

18. Les préfets, sous-préfets, secrétaires-généraux et conseillers de préfecture, les ministres des divers cultes en exercice dans la commune, les comptables des revenus communaux et tout agent salarié par la commune, ne peuvent être membres des conseils municipaux. Nul ne peut être membre de deux conseils municipaux.

19. Tout membre d'un conseil municipal dont les droits civiques auraient été suspendus, ou qui en aurait perdu la jouissance, cessera d'en faire partie, et ne pourra être réélu que l'orsqu'il aura recouvré les droits dont il aurait été privé.

20. Dans les communes de 500 âmes et au-dessus, les parents au degré de père, de fils, de frère, et les alliés au même degré, ne peuvent être en même temps membres du même conseil municipal.

21. Toutes les dispositions des lois précédentes concernant les incompatibilités et empêchements des fonctions municipales sont abrogées.

22. En cas de vacance dans l'intervalle des élections triennales, il devra être procédé au remplacement dès que le conseil municipal se trouvera réduit au trois quarts de ses membres.

Section II.

Des assemblées des conseils municipaux.

23. Les conseils municipaux se réunissent quatre fois l'année, au commencement des mois de février, mai, août et novembre. Chaque session peut durer dix jours.

24. Le préfet ou sous-préfet prescrit la convocation extraordinaire du conseil municipal, ou l'autorise sur la demande du maire, toutes les fois que les intérêts de la commune l'exigent.

Dans les sessions ordinaires, le conseil municipal peut s'occuper de toutes les matières qui rentrent dans ses attributions.

En cas de réunion extraordinaire, il ne peut s'occuper que des objets pour lesquels il a été spécialement convoqué.

La convocation pourra également être autorisée pour un objet spécial et déterminé, sur la demande du tiers des membres du conseil municipal adressée directement au préfet, qui ne pourra la refuser que par un arrêté motivé, qui sera notifié aux réclamants, et dont ils pourront appeler au Roi.

Le maire préside le conseil municipal, les fonctions de secrétaire sont remplies par un de ses membres, nommé au scrutin et à la majorité, à l'ouverture de chaque session.

25. Le conseil municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité des membres en exercice assiste au conseil.

Il ne pourra être refusé, à aucun des citoyens contribuables de la commune, communication, sans déplacement, des délibérations des conseils municipaux.

26. Le préfet déclarera démissionnaire tout membre d'un conseil municipal qui aura manqué à trois convocations consécutives, sans motifs reconnus légitimes par le conseil.

27. La dissolution des conseils municipaux peut être prononcée par le Roi.

L'ordonnance de dissolution fixera l'époque de la réélection.

Il ne pourra y avoir un délai de plus de trois mois entre la dissolution et la réélection. Toutefois, dans le cas où les maires et adjoints cesseraient leurs fonctions par des causes quelconques, avant la réélection du corps municipal, le Roi ou le préfet en son nom, pourront désigner sur la liste des électeurs de la commune, les citoyens qui exerceront provisoirement les fonctions de maire et d'adjoints.

28. Toute délibération d'un conseil municipal portant sur des objets étrangers à ses attributions est nulle de plein droit. Le préfet, en conseil de préfecture, déclarera la nullité; le conseil pourra appeler au Roi de cette décision.

29. Sont pareillement nulles de plein droit toutes délibérations d'un conseil municipal prises hors de sa réunion légale.

Le préfet, en conseil de préfecture, déclarera l'illégalité de l'assemblée et la nullité de ses actes.

Si la dissolution du conseil est prononcée, et si, dans le nombre de ses actes, il s'en trouve qui soient punissables d'après les lois pénales en vigueur, ceux des membres du conseil qui y auraient participé sciemment pourront être poursuivis.

30. Si un conseil se mettait en correspondance avec un ou plusieurs autres conseils, ou publiait des proclamations ou

adresses aux citoyens, il serait suspendu par le préfet, en attendant qu'il eût été statué par le Roi.

Si la dissolution du conseil était prononcée, ceux qui auraient participé à ces actes pourront être poursuivis conformément aux lois pénales en vigueur.

31. Lorsque, en vertu de la dissolution prononcée par le Roi, un conseil aura été renouvelé en entier, le sort désignera, à la fin de la troisième année, les membres qui seront à remplacer.

CHAPITRE III.

DES LISTES ET DES ASSEMBLÉES DES ÉLECTEURS COMMUNAUX.

Section I.

De la formation des listes.

32. Le maire, assisté du percepteur et des commissaires répartiteurs, dressera la liste de tous les contribuables de la commune jouissant des droits civiques, et qualifiés, à raison de la quotité de leurs contributions, pour faire partie de l'assemblée communale, conformément à l'article 11 ci-dessus.

Les plus imposés seront inscrits sur cette liste dans l'ordre décroissant de la quotité de leurs contributions.

33. Cette liste présentera la quotité des impôts de chacun de ceux qui y seront portés; elle énoncera le chiffre de la population de la commune et sera affichée dans la commune, et communiquée, au secrétariat de la mairie, à tout requérant.

34. Tout individu omis pourra, pendant un mois, à dater de l'affiche, présenter sa réclamation à la mairie.

Dans le même délai, tout électeur inscrit sur la liste pourra réclamer contre l'inscription de tout individu qu'il croirait indûment porté.

35. Le maire prononcera dans le délai de huit jours, après avoir pris l'avis d'une commission de trois membres du conseil, délégués à cet effet par le conseil municipal. Il notifiera dans le même délai sa décision aux parties intéressées.

36. Toute partie qui se croirait fondée à contester une décision rendue par le maire dans la forme ci-dessus, peut en appeler, dans le délai de quinze jours, devant le préfet, qui, dans le délai d'un mois, prononcera en conseil de préfecture, et notifiera sa décision.

37. Le maire, sur la notification de la décision intervenue, fera sur la liste la rectification prescrite.

38. Le maire dressera la liste des électeurs appelés à voter dans l'assemblée de la commune en vertu du paragraphe 2 de l'article 11 ci-dessus, avec l'indication de la date des diplômes, inscriptions, domicile, et autres conditions exigées par ce paragraphe.

39. Les dispositions des art. 33, 34, 35, 36 et 37, sont applicables aux listes des électeurs dressées en exécution de l'article précédent.

40. L'opération de la confection des listes commencera, chaque année, le 1^{er} janvier; elles seront publiées et affichées le 8 du même mois, et clôses définitivement le 31 mars. Il ne sera plus fait de changement aux listes pendant tout le cours de l'année; en cas d'élections, tous les citoyens qui y seront portés auront droit de voter, excepté ceux qui auraient été privés de leurs droits civiques par un jugement.

41. Les dispositions relatives à l'attribution des contributions, contenues dans les lois concernant l'élection des députés, sont applicables aux élections réglées par la présente loi.

42. Les difficultés relatives, soit à cette attribution, soit à la jouissance des droits civiques ou civils et au domicile réel ou politique, seront portées devant le tribunal civil de l'arrondissement, qui statuera en dernier ressort, suivant les formes établies par l'art. 18 de la loi du 2 juillet 1828.

Section II.

Des assemblées des électeurs communaux.

43. L'assemblée des électeurs est convoquée par le préfet.

44. Dans les communes qui ont 2,500 âmes et plus, les électeurs sont divisés en sections.

Le nombre des sections sera tel que chacune d'elles ait au plus huit conseillers à nommer dans les communes de 2,500 à 10,000 habitants: six, dans celles de 10,000 à 30,000; et quatre dans celles dont la population excède ce dernier nombre.

La division en sections se fera par quartiers voisins, et de manière à répartir également le nombre des votants, autant que faire se pourra, entre les sections.

Le nombre et la limite des sections seront fixés par une ordonnance du roi, le conseil municipal entendu.

Chaque section nommera un nombre égal de conseillers, à moins toutefois que le nombre des conseillers ne soit pas exactement divisible par celui des sections, auquel cas les premières sections, suivant l'ordre des numéros, nommeront un conseiller de plus. Leur réunion aura lieu à cet effet successivement, à deux jours de distance.

L'ordre des numéros sera déterminé, pour la première fois, par la voie du sort, en assemblée publique du conseil municipal. A chaque élection nouvelle, la section qui avait le premier numéro dans l'élection précédente prendra le dernier; celle qui avait le second prendra le premier, et ainsi de suite.

Les sections seront présidées, savoir: la première à voter, par le maire, et les autres successivement, par les adjoints, dans l'ordre de leur nomination, et par les conseillers municipaux dans l'ordre du tableau. Les quatre scrutateurs sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs présents, sachant lire et écrire; le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire.

45. Dans les communes qui ont moins de 2,500 âmes, les électeurs se réuniront en une seule assemblée. Toutefois, sur la proposition du conseil général du département, et le conseil municipal entendu, les électeurs pourront être divisés en sections par un arrêté du préfet. Le même arrêté fixera le nombre et la limite des sections et le nombre des conseillers qui devront être nommés par chacune d'elles.

Les dispositions du précédent article relatives à la constitution du bureau, sont applicables aux assemblées électorales des communes qui ont moins de 2,500 âmes.

46. Lorsqu'en exécution de l'art. 22 il y aura lieu à remplacer des conseillers municipaux dans les communes dont le corps électoral se divise en sections, ces remplacements seront faits par les sections qui avaient élu ces conseillers.

47. Aucun électeur ne pourra déposer son vote qu'après avoir prêté, entre les mains du président, serment de fidélité au Roi des Français, d'obéissance à la Charte constitutionnelle et aux lois du royaume.

48. Le président a seul la police des assemblées. Elles ne peuvent s'occuper d'autres objets que des élections qui leur sont attribuées. Toute discussion, toute délibération, leur sont interdites.

49. Les assemblées des électeurs communaux procèdent aux élections qui leur sont attribuées au scrutin de liste. La majorité absolue des votes exprimés est nécessaire au premier tour de scrutin; la majorité relative suffit au second.

Les deux tours de scrutin peuvent avoir lieu le même jour. Chaque scrutin doit rester ouvert pendant trois heures au moins. Trois membres du bureau au moins seront toujours présents.

50. Le bureau juge provisoirement les difficultés qui s'élèvent sur les opérations de l'assemblée.

51. Les procès-verbaux des assemblées des électeurs com-

munaux seront adressés, par l'intermédiaire du sous-préfet au préfet, avant l'installation des conseillers élus.

Si le préfet estime que les formes et conditions légalement prescrites n'ont pas été remplies, il devra déférer le jugement de la nullité au conseil de préfecture dans le délai de quinze jours, à dater de la réception du procès-verbal. Le conseil de préfecture prononcera dans le délai d'un mois.

52. Tout membre de l'assemblée aura également le droit d'arguer les opérations de nullité. Dans ce cas, si la réclamation n'a pas été consignée au procès-verbal, elle devra être déposée, dans le délai de cinq jours, à compter du jour de l'élection, au secrétariat de la mairie : il en sera donné récépissé, et elle sera jugée dans le délai d'un mois par le conseil de préfecture.

Si la réclamation est fondée sur l'incapacité légale d'un ou de plusieurs des membres élus, la question sera portée devant le tribunal d'arrondissement, qui statuera, comme il est dit à l'art. 42.

S'il n'y a pas eu de réclamations portées devant le conseil de préfecture, ou si ce conseil a négligé de prononcer dans les délais ci-dessus fixés, l'installation des conseillers élus aura lieu de plein droit. Dans tous les cas où l'annulation aura été prononcée, l'assemblée des électeurs devra être convoquée dans le délai de quinze jours, à partir de cette annulation.

L'ancien conseil restera en fonctions jusqu'à l'installation du nouveau.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

53. Toutes les opérations relatives à la confection des listes, pour la première convocation des assemblées des électeurs, devront être terminées dans le délai de six mois, à dater de la promulgation de la présente loi. La première nomination qui sera faite aura lieu intégralement pour chaque conseil municipal.

Lors de la deuxième élection, qui aura lieu trois ans après, le sort désignera ceux qui seront compris dans la moitié sortant.

Si la totalité du corps municipal est en nombre impair, la fraction la plus forte sortira la première.

54. L'exécution de la présente loi pourra être suspendue par le gouvernement dans les communes où il le jugera nécessaire.

Cette suspension ne pourra durer plus d'un an, à partir de la promulgation de la présente loi.

CHAPITRE V.**DISPOSITIONS GÉNÉRALES.**

55. Il sera statué, par une loi spéciale, sur l'organisation municipale de la ville de Paris.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

Donnons en mandement à nos Cours et tribunaux, préfets, corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et euegistrer partout où besoin sera; et, enfin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au Palais-Royal, le 21^e jour du mois de mars, l'an 1831.

Signé : LOUIS-PHILIPPE.

LOI**SUR L'ADMISTRATION MUNICIPALE.**

Du 18 juillet 1837.

LOUIS-PHILIPPE, Roi des Français, à tous présents et à venir, salut.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE PREMIER.*Des réunions, divisions et formations de Communes.*

ART. 1^{er} Aucune réunion, division ou formation de commune ne pourra avoir lieu que conformément aux règles ci-après.

2. Toutes les fois qu'il s'agira de réunir plusieurs communes en une seule, ou de distraire une section d'une commune, soit pour la réunir à une autre, soit pour l'ériger en commune séparée, le préfet prescrira préalablement, dans les communes intéressées, une enquête, tant sur le projet en lui-même que sur ses conditions.

Les conseils municipaux, assistés des plus imposés en

nombre égal à celui de leurs membres, les conseils d'arrondissement et le conseil général donneront leur avis.

3. Si le projet concerne une section de commune, il sera créé, pour cette section, une commission syndicale. Un arrêté du préfet déterminera le nombre des membres de la commission.

Ils seront élus par les électeurs municipaux domiciliés dans la section ; et si le nombre des électeurs n'est pas double de celui des membres à élire, la commission sera composée des plus imposés de la section.

La commission nommera son président. Elle sera chargée de donner son avis sur le projet.

4. Les réunions et distractions de communes qui modifieront la composition d'un département, d'un arrondissement ou d'un canton, ne pourront être prononcées que par une loi.

Toutes autres réunions et distractions de communes pourront être prononcées par ordonnances du Roi, en cas de consentement des conseils municipaux, délibérant avec les plus imposés, conformément à l'article 2 ci-dessus, et, à défaut de ce consentement, pour les communes qui n'ont pas trois cents habitants, sur l'avis affirmatif du conseil général du département.

Dans tous les autres cas, il ne pourra être statué que par une loi.

5. Les habitants de la commune réunie à une autre commune conserveront la jouissance exclusive des biens dont les fruits étaient perçus en nature.

Les édifices et autres immeubles servant à usage public deviendront propriété de la commune à laquelle sera faite la réunion.

6. La section de commune érigée en commune séparée ou réunie à une autre commune emportera la propriété des biens qui lui appartenaient exclusivement.

Les édifices et autres immeubles servant à usage public, et situés sur son territoire, deviendront propriété de la nouvelle commune ou de la commune à laquelle sera faite la réunion.

7. Les autres conditions de la réunion ou de la distraction seront fixées par l'acte qui la prononcera. Lorsqu'elle sera prononcée par une loi, cette fixation pourra être renvoyée à une ordonnance royale ultérieure, sauf réserve, dans tous les cas, de toutes les questions de propriété.

8. Dans tous les cas de réunion ou fractionnement de communes, les conseils municipaux seront dissouts. Il sera procédé immédiatement à des élections nouvelles.

TITRE II.

*Des attributions des Maires et des Conseils municipaux.*CHAPITRE I^{er}.

Des attributions des Maires.

9. Le maire est chargé, sous l'autorité de l'administration supérieure,

1^o De la publication et de l'exécution des lois et règlements ;

2^o Des fonctions spéciales qui lui sont attribuées par les lois ;

3^o De l'exécution des mesures de sûreté générale.

10. Le maire est chargé, sous la surveillance de l'administration supérieure,

1^o De la police municipale, de la police rurale et de la voirie municipale, et de pourvoir à l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs ;

2^o De la conservation et de l'administration des propriétés de la commune, et de faire en conséquence tous actes conservatoires de ses droits ;

3^o De la gestion des revenus, de la surveillance des établissements communaux et de la comptabilité communale ;

4^o De la proposition du budget, et de l'ordonnancement des dépenses ;

5^o De la direction des travaux communaux ;

6^o De souscrire les marchés, de passer les baux des biens et les adjudications des travaux communaux, dans les formes établies par les lois et règlements ;

7^o De souscrire, dans les mêmes formes, les actes de vente, échange, partage, acceptation de dons ou legs, acquisition, transaction, lorsque ces actes ont été autorisés conformément à la présente loi ;

8^o De représenter la commune en justice, soit en demandant, soit en défendant.

11. Le maire prend des arrêtés à l'effet,

1^o D'ordonner les mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité ;

2^o De publier de nouveau les lois et règlements de police, et de rappeler les citoyens à leur observation.

Les arrêtés pris par le maire sont immédiatement adressés au sous-préfet. Le préfet peut les annuler ou en suspendre l'exécution.

Ceux de ces arrêtés qui portent règlement permanent ne seront exécutoires qu'un mois après la remise de l'ampliation constatée par les récépissés donnés par le sous-préfet.

12. Le maire nomme à tous les emplois communaux pour lesquels la loi ne prescrit pas un mode spécial de nomination. Il suspend et révoque les titulaire de ces emplois.

13. Le maire nomme les gardes champêtres, sauf l'approbation du conseil municipal. Ils doivent être agréés et commissionnés par le sous-préfet; ils peuvent être suspendus par le maire, mais le préfet peut seul les révoquer.

Le maire nomme également les pâtres communs, sauf l'approbation du conseil municipal. Il peut prononcer leur révocation.

14. Le maire est chargé seul de l'administration; mais il peut déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints, et, en l'absence des adjoints, à ceux des conseillers municipaux qui sont appelés à en faire les fonctions.

15. Dans le cas où le maire refuserait ou négligerait de faire un des actes qui lui sont prescrits par la loi, le préfet, après l'en avoir requis, pourra y procéder d'office par lui-même ou par un délégué spécial.

16. Lorsque le maire procède à une adjudication publique pour le compte de la commune, il est assisté de deux membres du conseil municipal, désignés d'avance par le conseil, ou, à défaut, appelés dans l'ordre du tableau.

Le receveur municipal est appelé à toutes les adjudications.

Toutes les difficultés qui peuvent s'élever sur les opérations préparatoires de l'adjudication sont résolues, séance tenante, par le maire et les deux conseillers assistants, à la majorité des voix, sauf le recours de droit.

CHAPITRE II.

Des attributions des Conseils municipaux.

17 (1). Les conseils municipaux règlent par leurs délibérations les objets suivants:

1^o Le mode d'administration des biens communaux;

(1) Aux termes de l'ordonnance du 18 décembre 1838, toutes les fois que les conseils municipaux auront pris une délibération sur l'un des objets énoncés dans cet article, le maire doit, avant de la soumettre au sous-préfet, avertir les habitants, par la voie des annonces et publications, qu'ils peuvent se présenter à la Mairie pour prendre connaissance de cette délibération, conformément à l'article 25 de la loi du 21 mars 1831, et y déposer s'il y a lieu leurs observations. L'accomplissement de cette formalité doit être constatée par un certificat du maire qui est joint à la délibération transmise au sous-préfet.

2° Les conditions des baux à ferme ou à loyer dont la durée n'excède pas dix-huit ans pour les biens ruraux, et neuf ans pour les autres biens ;

5° Le mode de jouissance et la répartition des pâturages et fruits communaux, autres que les bois, ainsi que les conditions à imposer aux parties prenantes ;

4° Les affouages, en se conformant aux lois forestières.

18. Expédition de toute délibération sur un des objets énoncés en l'article précédent est immédiatement adressée par le maire au sous-préfet, qui en délivre ou fait délivrer récépissé. La délibération est exécutoire si, dans les trente jours qui suivent la date du récépissé, le préfet ne l'a pas annulée, soit d'office, pour violation d'une disposition de loi ou d'un règlement d'administration publique, soit sur la réclamation de toute partie intéressée.

Toutefois, le préfet peut suspendre l'exécution de la délibération pendant un autre délai de trente jours.

19. Le conseil municipal délibère sur les objets suivants :

1° Le budget de la commune, et, en général, toutes les recettes et dépenses, soit ordinaires, soit extraordinaires ;

2° Les tarifs et règlements de perception de tous les revenus communaux ;

3° Les acquisitions, aliénations et échanges des propriétés communales, leur affectation aux différents services publics, et, en général, tout ce qui intéresse leur conservation et leur amélioration ;

4° La délimitation ou le partage des biens indivis entre deux ou plusieurs communes ou sections de commune ;

5° Les conditions des baux à ferme ou à loyer dont la durée excède dix-huit ans pour les biens ruraux, et neuf ans pour les autres biens, ainsi que celles des baux des biens pris à loyer par la commune, quelle qu'en soit la durée ;

6° Les projets de constructions, de grosses réparations et de démolitions, et, en général, tous les travaux à entreprendre ;

7° L'ouverture des rues et places publiques et les projets d'alignement de voirie municipale ;

8° Le parcours et la vaine pâture ;

9° L'acceptation des dons et legs faits à la commune et aux établissements communaux ;

10° Les actions judiciaires et transactions ;

Et tous les autres objets sur lesquels les lois et règlements appellent les conseils municipaux à délibérer.

20. Les délibérations des conseils municipaux sur les objets énoncés à l'article précédent sont adressées au sous-préfet.

Elles sont exécutoires sur l'approbation du préfet, sauf les

cas où l'approbation par le ministre compétent, ou par ordonnance royale, est prescrite par les lois ou par les règlements d'administration publique.

21. Le conseil municipal est toujours appelé à donner son avis sur les objets suivants :

1^o Les circonscriptions relatives au culte ;

2^o Les circonscriptions relatives à la distribution des secours publics ;

3^o Les projets d'alignement de grande voirie dans l'intérieur des villes, bourgs et villages ;

4^o L'acceptation des dons et legs faits aux établissements de charité et de bienfaisance ;

5^o Les autorisations d'emprunter, d'acquérir, d'échanger, d'aliéner, de plaider ou de transiger, demandées par les mêmes établissements, et par les fabriques des églises et autres administrations préposées à l'entretien des cultes dont les ministres sont salariés par l'État ;

6^o Les budgets et les comptes des établissements de charité et de bienfaisance ;

7^o Les budgets et les comptes des fabriques et autres administrations préposées à l'entretien des cultes dont les ministres sont salariés par l'État, lorsqu'elles reçoivent des secours sur les fonds communaux ;

8^o Enfin tous les objets sur lesquels les conseils municipaux sont appelés par les lois et règlements à donner leur avis ou seront consultés par le préfet.

22. Le conseil municipal réclame, s'il y a lieu, contre le contingent assigné à la commune dans l'établissement des impôts de répartition.

23. Le conseil municipal délibère sur les comptes présentés annuellement par le maire.

Il entend, débat et arrête les comptes de deniers des receveurs, sauf règlement définitif, conformément à l'article 66 de la présente loi.

24. Le conseil municipal peut exprimer son vœu sur tous les objets d'intérêt local.

Il ne peut faire ni publier aucune protestation, proclamation ou adresse.

25. Dans les séances où les comptes d'administration du maire sont débattus, le conseil municipal désigne au scrutin celui de ses membres qui exerce la présidence.

Le maire peut assister à la délibération ; il doit se retirer au moment où le conseil municipal va émettre son vote. Le président adresse directement la délibération au sous-préfet.

26. Lorsque, après deux convocations successives faites par le maire, à huit jours d'intervalle et dûment constatées, les membres du conseil municipal ne se sont pas réunis en

nombre suffisant, la délibération prise après la troisième convocation est valable, quel que soit le nombre des membres présents.

27. Les délibérations des conseils municipaux se prennent à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

28. Les délibérations seront inscrites, par ordre de dates, sur un registre coté et paraphé par le sous-préfet. Elles seront signées par tous les membres présents à la séance, ou mention sera faite de la cause qui les aura empêchés de signer.

29. Les séances des conseils municipaux ne sont pas publiques; leurs débats ne peuvent être publiés officiellement qu'avec l'approbation de l'autorité supérieure.

Il est voté au scrutin secret toutes les fois que trois des membres présents le réclament.

TITRE III.

Des Dépenses et Recettes, et des Budgets des Communes.

30. Les dépenses des communes sont obligatoires ou facultatives.

Sont obligatoires les dépenses suivantes :

1° L'entretien, s'il y a lieu, de l'hôtel de ville ou du local affecté à la mairie ;

2° Les frais de bureau et d'impression pour le service de la commune ;

3° L'abonnement au Bulletin des lois ;

4° Les frais de recensement de la population ;

5° Les frais des registres de l'état civil, et la portion des tables décennales à la charge des communes ;

6° Le traitement du receveur municipal, du préposé en chef de l'octroi, et les frais de perception ;

7° Le traitement des gardes des bois de la commune et des gardes champêtres ;

8° Le traitement et les frais de bureau des commissaires de police, tels qu'ils sont déterminés par les lois ;

9° Les pensions des employés municipaux et des commissaires de police, régulièrement liquidées et approuvées ;

10° Les frais de loyer et de réparation du local de la justice de paix, ainsi que ceux d'achat et d'entretien de son mobilier, dans les communes chefs-lieux de canton.

11° Les dépenses de la garde nationale, telles qu'elles sont déterminées par les lois ;

12° Les dépenses relatives à l'instruction publique, conformément aux lois ;

13° L'indemnité de logement aux curés et desservants, et

autres ministres des cultes salariés par l'État, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement ;

14° Les secours aux fabriques des églises et autres administrations préposées aux cultes dont les ministres sont salariés par l'État, en cas d'insuffisance de leurs revenus, justifiée par leurs comptes et budgets ;

15° Le contingent assigné à la commune, conformément aux lois, dans la dépense des enfants trouvés et abandonnés ;

16° Les grosses réparations aux édifices communaux, sauf l'exécution des lois spéciales concernant les bâtiments militaires et les édifices consacrés au culte ;

17° La clôture des cimetières, leur entretien et leur translation dans les cas déterminés par les lois et règlements d'administration publique ;

18° Les frais des plans d'alignements ;

19° Les frais et dépenses des conseils des prud'hommes, pour les communes où ils siègent ; les menus frais des chambres consultatives des arts et manufactures, pour les communes où elles existent ;

20° Les contributions et prélèvements établis par les lois sur les biens et revenus communaux ;

21° L'acquittement des dettes exigibles,

Et généralement toutes les autres dépenses mises à la charge des communes par une disposition des lois.

Toutes dépenses autres que les précédentes sont facultatives.

31. Les recettes des communes sont ordinaires ou extraordinaires.

Les recettes ordinaires des communes se composent,

1° Des revenus de tous les biens dont les habitants n'ont pas la jouissance en nature ;

2° Des cotisations imposées annuellement sur les ayants droit aux fruits qui se perçoivent en nature ;

3° Du produit des centimes ordinaires affectés aux communes par les lois de finances ;

4° Du produit de la portion accordée aux communes dans l'impôt des patentes ;

5° Du produit des octrois municipaux ;

6° Du produit des droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés ;

7° Du produit des permis de stationnement et des locations sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux publics ;

8° Du produit des péages communaux, des droits de passage, mesurage et jaugeage, des droits de voirie et autres droits légalement établis ;

9° Du prix des concessions dans les cimetières ;

10° Du produit des concessions d'eau , de l'enlèvement des boues et immondices de la voie publique , et autres concessions autorisées pour les services communaux ;

11° Du produit des expéditions des actes administratifs , et des actes de l'état civil ;

12° De la portion que les lois accordent aux communes dans le produit des amendes prononcées par les tribunaux de simple police , par ceux de police correctionnelle et par les conseils de discipline de la garde nationale ,

Et généralement du produit de toutes les taxes de ville et de police dont la perception est autorisée par la loi.

32. Les recettes extraordinaires se composent ,

1° Des contributions extraordinaires dûment autorisées ;

2° Du prix des biens aliénés ;

3° Des dons et legs ;

4° Du remboursement des capitaux exigibles et des rentes rachetées ;

5° Du produit des coupes extraordinaires de bois ;

6° Du produit des emprunts ,

Et de toutes autres recettes accidentelles.

33. Le budget de chaque commune , proposé par le maire , et voté par le conseil municipal , est définitivement réglé par arrêté du préfet.

Toutefois , le budget des villes dont le revenu est de cent mille francs , ou plus , est réglé par une ordonnance du Roi.

Le revenu d'une commune est réputé atteindre cent mille francs lorsque les recettes ordinaires , constatées dans les comptes , se sont élevées à cette somme pendant les trois dernières années.

Il n'est réputé être descendu au-dessous de cent mille francs que lorsque , pendant les trois dernières années , les recettes ordinaires sont restées inférieures à cette somme.

34. Les crédits qui pourraient être reconnus nécessaires après le règlement du budget sont délibérés conformément aux articles précédents , et autorisés par le préfet , dans les communes dont il est appelé à régler le budget , et par le ministre , dans les autres communes.

Toutefois , dans ces dernières communes , les crédits supplémentaires pour dépenses urgentes pourront être approuvés par le préfet.

35. Dans le cas où , par une cause quelconque , le budget d'une commune n'aurait pas été approuvé avant le commencement de l'exercice , les recettes et dépenses ordinaires continueront , jusqu'à l'approbation de ce budget , à être faites conformément à celui de l'année précédente.

36. Les dépenses proposées au budget d'une commune peuvent être rejetées ou réduites par l'ordonnance du Roi, ou par l'arrêté du préfet, qui règle ce budget.

37. Les conseils municipaux peuvent porter au budget un crédit pour dépenses imprévues.

La somme inscrite pour ce crédit ne pourra être réduite ou rejetée qu'autant que les revenus ordinaires, après avoir satisfait à toutes les dépenses obligatoires, ne permettraient pas d'y faire face, ou qu'elle excéderait le dixième des recettes ordinaires.

Le crédit pour dépenses imprévues sera employé par le maire, avec l'approbation du préfet et du sous-préfet.

Dans les communes autres que les chefs-lieux de département ou d'arrondissement, le maire pourra employer le montant de ce crédit aux dépenses urgentes, sans approbation préalable, à la charge d'en informer immédiatement le sous-préfet, et d'en rendre compte au conseil municipal dans la première session ordinaire qui suivra la dépense effectuée.

38. Les dépenses proposées au budget ne peuvent être augmentées, et il ne peut y en être introduit de nouvelles par l'arrêté du préfet, ou l'ordonnance du Roi, qu'autant qu'elles sont obligatoires.

39. Si un conseil municipal n'allouait pas les fonds exigés pour une dépense obligatoire, ou n'allouait qu'une somme insuffisante, l'allocation nécessaire serait inscrite au budget par ordonnance du Roi, pour les communes dont le revenu est de cent mille francs et au-dessus, et par arrêté du préfet, en conseil de préfecture, pour celles dont le revenu est inférieur.

Dans tous les cas, le conseil municipal sera préalablement appelé à en délibérer.

S'il s'agit d'une dépense annuelle et variable, elle sera inscrite pour sa quotité moyenne pendant les trois dernières années. S'il s'agit d'une dépense annuelle et fixe de sa nature, ou d'une dépense extraordinaire, elle sera inscrite pour sa quotité réelle.

Si les ressources de la commune sont insuffisantes pour subvenir aux dépenses obligatoires inscrites d'office en vertu du présent article, il y sera pourvu par le conseil municipal, ou, en cas, de refus de sa part, au moyen d'une contribution extraordinaire établie par une ordonnance du Roi, dans les limites du maximum qui sera fixé annuellement par la loi de finances, et par une loi spéciale si la contribution doit excéder ce maximum.

40. Les délibérations du conseil municipal concernant une contribution extraordinaire destinée à subvenir aux dépenses

obligatoires ne seront exécutoires qu'en vertu d'un arrêté du préfet, s'il s'agit d'une commune ayant moins de cent mille francs de revenu, et d'une ordonnance du Roi, s'il s'agit d'une commune ayant un revenu supérieur.

Dans le cas où la contribution extraordinaire aurait pour but de subvenir à d'autres dépenses que les dépenses obligatoires, elle ne pourra être autorisée que par ordonnance du Roi, s'il s'agit d'une commune ayant moins de cent mille francs de revenu, et par une loi, s'il s'agit d'une commune ayant un revenu supérieur.

41. Aucun emprunt ne pourra être autorisé que par ordonnance du Roi, rendue dans les formes des règlements d'administration publique, pour les communes ayant moins de cent mille francs de revenu, et par une loi, s'il s'agit d'une commune ayant un revenu supérieur.

Néanmoins, en cas d'urgence et dans l'intervalle des sessions, une ordonnance du Roi, rendue dans la forme des règlements d'administration publique, pourra autoriser les communes dont le revenu est de cent mille francs et au-dessus à contracter un emprunt jusqu'à concurrence du quart de leurs revenus.

42. Dans les communes dont les revenus sont inférieurs à cent mille francs, toutes les fois qu'il s'agira de contributions extraordinaires ou d'emprunts, les plus imposés aux rôles de la commune seront appelés à délibérer avec le conseil municipal, en nombre égal à celui des membres en exercice.

Ces plus imposés seront convoqués individuellement par le maire, au moins dix jours avant celui de la réunion.

Lorsque les plus imposés appelés seront absents, ils seront remplacés en nombre égal par les plus imposés portés après eux sur le rôle.

43. Les tarifs des droits de voirie sont réglés par ordonnance du Roi, rendue dans la forme des règlements d'administration publique.

44. Les taxes particulières dues par les habitants ou propriétaires, en vertu des lois et des usages locaux, sont réparties par délibération du conseil municipal, approuvée par le préfet.

Ces taxes sont perçues suivant les formes établies pour le recouvrement des contributions publiques.

45. Aucune construction nouvelle, ou reconstruction entière ou partielle, ne pourra être autorisée que sur la production des projets et devis.

Ces projets et devis seront soumis à l'approbation préalable du ministre compétent, quand la dépense excédera trente mille francs, et à celle du préfet, quand elle sera moindre.

TITRE IV.

Des Acquisitions, Aliénations, Baux, Dons et Legs.

46. Les délibérations des conseils municipaux ayant pour objet des acquisitions, des ventes ou échanges d'immeubles, le partage de biens indivis, sont exécutoires sur arrêté du préfet, en conseil de préfecture, quand il s'agit d'une valeur n'excédant pas trois mille francs, pour les communes dont le revenu est au-dessous de cent mille francs, et vingt mille francs, pour les autres communes.

S'il s'agit d'une valeur supérieure, il est statué par ordonnance du Roi.

La vente des biens mobiliers et immobiliers des communes, autres que ceux qui servent à un usage public, pourra, sur la demande de tout créancier porteur de titres exécutoires, être autorisée par une ordonnance du Roi, qui déterminera les formes de la vente.

47. Les délibérations des conseils municipaux ayant pour objet des baux dont la durée devra excéder dix-huit ans ne sont exécutoires qu'en vertu d'une ordonnance royale.

Quelle que soit la durée du bail, l'acte passé par le maire n'est exécutoire qu'après l'approbation du préfet.

48. Les délibérations ayant pour objet l'acceptation des dons et legs d'objets mobiliers ou de sommes d'argent, faites à la commune et aux établissements communaux, sont exécutoires en vertu d'un arrêté du préfet, lorsque leur valeur n'excède pas trois mille francs, et en vertu d'une ordonnance du Roi, lorsque leur valeur est supérieure ou qu'il y a réclamation des prétendants droit à la succession.

Les délibérations qui porteraient refus de dons et legs, et toutes celles qui concerneraient des dons et legs d'objets immobiliers ne sont exécutoires qu'en vertu d'une ordonnance du Roi.

Le maire peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs, en vertu de la délibération du conseil municipal : l'ordonnance du Roi, ou l'arrêté du préfet, qui intervient ensuite, a effet du jour de cette acceptation.

TITRE V.

Des Actions judiciaires et des Transactions.

49. Nulle commune ou section de commune ne peut introduire une action en justice sans être autorisée par le conseil de préfecture.

Après tout jugement intervenu, la commune ne peut

se pourvoir devant un autre degré de juridiction qu'en vertu d'une nouvelle autorisation du conseil de préfecture.

Cependant tout contribuable inscrit au rôle de la commune a le droit d'exercer, à ses frais et risques, avec l'autorisation du conseil de préfecture, les actions qu'il croirait appartenir à la commune ou section, et que la commune ou section, préalablement appelée à en délibérer, aurait refusé ou négligé d'exercer.

La commune ou section sera mise en cause, et la décision qui interviendra aura effet à son égard.

50. La commune, section de commune ou le contribuable auquel l'autorisation aura été refusée pourra se pourvoir devant le Roi, en Conseil d'état. Le pourvoi sera introduit et jugé en la forme administrative. Il devra, à peine de déchéance, avoir lieu dans le délai de trois mois, à dater de la notification de l'arrêté du conseil de préfecture.

51. Quiconque voudra intenter une action contre une commune ou section de commune sera tenu d'adresser préalablement au préfet un mémoire exposant les motifs de sa réclamation. Il lui en sera donné récépissé.

La présentation du mémoire interrompra la prescription et toutes déchéances.

Le préfet transmettra le mémoire au maire, avec l'autorisation de convoquer immédiatement le conseil municipal pour en délibérer.

52. La délibération du conseil municipal sera, dans tous les cas, transmise au conseil de préfecture, qui décidera si la commune doit être autorisée à ester en jugement.

La décision du conseil de préfecture devra être rendue dans le délai de deux mois, à partir de la date du récépissé énoncé en l'article précédent.

53. Toute décision du conseil de préfecture portant refus d'autorisation devra être motivée.

En cas de refus de l'autorisation, le maire pourra, en vertu d'une délibération du conseil municipal, se pourvoir devant le Roi, en son Conseil d'état, conformément à l'article 50 ci-dessus.

Il devra être statué sur le pouvoi dans le délai de deux mois, à partir du jour de son enregistrement au secrétariat général du Conseil d'état.

54. L'action ne pourra être intentée qu'après la décision du conseil de préfecture, et, à défaut de décision dans le délai fixé par l'article 52, qu'après l'expiration de ce délai.

En cas de pourvoi contre la décision du conseil de préfecture, l'instance sera suspendue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le pourvoi, et, à défaut de décision dans le délai fixé par l'article précédent, jusqu'à l'expiration de ce délai.

En aucun cas, la commune ne pourra défendre à l'action qu'autant qu'elle y aura été expressément autorisée.

55. Le maire peut toutefois, sans autorisation préalable, intenter toute action possessoire, ou y défendre, et faire tous autres actes conservatoires ou interruptifs des déchéances.

56. Lorsqu'une section est dans le cas d'intenter ou de soutenir une action judiciaire contre la commune elle-même, il est formé, pour cette section, une commission syndicale de trois ou cinq membres, que le préfet choisit parmi les électeurs municipaux, et, à leur défaut, parmi les citoyens les plus imposés.

Les membres du corps municipal qui seraient intéressés à la jouissance des biens ou droits revendiqués par la section ne devront point participer aux délibérations du conseil municipal relatives au litige.

Ils seront remplacés, dans toutes ces délibérations, par un nombre égal d'électeurs municipaux de la commune, que le préfet choisira parmi les habitants ou propriétaires étrangers à la section.

L'action est suivie par celui de ses membres que la commission syndicale désigne à cet effet.

57. Lorsqu'une section est dans le cas d'intenter ou de soutenir une action judiciaire contre une autre section de la même commune, il sera formé, pour chacune des sections intéressées, une commission syndicale, conformément à l'art. précédent.

58. La section qui aura obtenu une condamnation contre la commune, ou contre une autre section, ne sera point passible des charges ou contributions imposées pour l'acquiescement des frais et dommages-intérêts qui résulteraient du fait du procès.

Il en sera de même à l'égard de toute partie qui aurait plaidé contre une commune ou une section de commune.

59. Toute transaction consentie par un conseil municipal ne peut être exécutée qu'après l'homologation par ordonnance royale, s'il s'agit d'objets immobiliers ou d'objets mobiliers d'une valeur supérieure à trois mille francs, et par arrêté du préfet en conseil de préfecture, dans les autres cas.

TITRE VI.

Comptabilité des Communes.

60. Les comptes du maire, pour l'exercice clos, sont présentés au conseil municipal avant la délibération du budget. Ils sont définitivement approuvés par les préfets, pour les

communes dont le revenu est inférieur à cent mille francs , et par le ministre compétent , pour les autres communes.

61. Le maire peut seul délivrer des mandats. S'il refusait d'ordonnancer une dépense régulièrement autorisée et liquide , il serait prononcé par le préfet en conseil de préfecture.

L'arrêté du préfet tiendrait lieu du mandat du maire.

62. Les recettes et dépenses communales s'effectuent par un comptable chargé seul , et sous sa responsabilité , de poursuivre la rentrée de tous revenus de la commune et de toutes sommes qui lui seraient dues , ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le maire , jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

Tous les rôles de taxe , de sous-répartitions et de prestations locales , devront être remis à ce comptable.

63. Toutes les recettes municipales pour lesquelles les lois et règlements n'ont pas prescrit un mode spécial de recouvrement s'effectuent sur des états dressés par le maire. Ces états sont exécutoires après qu'ils ont été visés par le sous-préfet.

Les oppositions , lorsque la matière est de la compétence des tribunaux ordinaires , sont jugées comme affaires sommaires , et la commune peut y défendre , sans autorisation du conseil de préfecture.

64. Toute personne , autre que le receveur municipal , qui , sans autorisation légale , se serait ingérée dans le maniement des deniers de la commune , sera , par ce seul fait , constituée comptable ; elle pourra en outre être poursuivie en vertu de l'article 258 du Code pénal , comme s'étant immiscée sans titre dans des fonctions publiques.

65. Le percepteur remplit les fonctions de receveur municipal.

Néanmoins , dans les communes dont le revenu excède trente mille francs , ces fonctions sont confiées , si le conseil municipal le demande , à un receveur municipal spécial. Il est nommé par le Roi , sur trois candidats que le conseil municipal présente.

Les dispositions du premier paragraphe ci-dessus ne seront applicables aux communes ayant actuellement un receveur municipal que sur la demande du conseil municipal , ou en cas de vacance.

66. Les comptes du receveur municipal sont définitivement apurés par le conseil de préfecture , pour les communes dont le revenu n'excède pas trente mille francs , sauf recours à la cour des comptes.

Les comptes des receveurs des communes dont le revenu excède trente mille francs sont réglés et apurés par ladite cour.

Les dispositions ci-dessus, concernant la juridiction des conseils de préfecture et de la cour des comptes sur les comptes des receveurs municipaux, sont applicables aux comptes des trésoriers des hôpitaux et autres établissements de bienfaisance.

67. La responsabilité des receveurs municipaux et les formes de la comptabilité des communes seront déterminées par des règlements d'administration publique. Les receveurs municipaux seront assujettis, pour l'exécution de ces règlements, à la surveillance des receveurs des finances.

Dans les communes où les fonctions de receveur municipal et de percepteur sont réunies, la gestion du comptable est placée sous la responsabilité du receveur des finances de l'arrondissement.

68. Les comptables qui n'auront pas présenté leurs comptes dans les délais prescrits par les règlements pourront être condamnés, par l'autorité chargée de les juger, à une amende de dix francs à cent francs, par chaque mois de retard, pour les receveurs et trésoriers justiciables des conseils de préfecture, et de cinquante francs à cinq cents francs, également par mois de retard, pour ceux qui sont justiciables de la cour des comptes.

Ces amendes seront attribuées aux communes ou établissements que concernent les comptes en retard.

Elles seront assimilées aux débets de comptables, et le recouvrement pourra en être suivi par corps, conformément aux articles 8 et 9 de la loi du 17 avril 1832.

69. Les budgets et les comptes des communes restent déposés à la mairie, où toute personne imposée aux rôles de la commune a droit d'en prendre connaissance.

Ils sont rendus publics par la voie de l'impression, dans les communes dont le revenu est de cent mille francs ou plus, et dans les autres, quand le conseil municipal a voté la dépense de l'impression.

TITRE VII.

Des Intérêts qui concernent plusieurs Communes.

70. Lorsque plusieurs communes possèdent des biens ou des droits par indivis, une ordonnance du Roi instituera, si l'une d'elles le réclame, une commission syndicale composée de délégués des conseils municipaux des communes intéressées.

Chacun des conseils élira dans son sein, au scrutin secret et à la majorité des voix, le nombre de délégués qui aura été déterminé par l'ordonnance du Roi.

La commission syndicale sera renouvelée tous les trois ans, après le renouvellement partiel des conseils municipaux.

Les délibérations prises par la commission ne sont exécutoires que sur l'approbation du préfet, et demeurent d'ailleurs soumises à toutes les règles établies pour les délibérations des conseils municipaux.

71. La commission syndicale sera présidée par un syndic qui sera nommé par le préfet et choisi parmi les membres qui la composent.

Les attributions de la commission syndicale et du syndic, en ce qui touche les biens et les droits indivis, seront les mêmes que celles des conseils municipaux et des maires pour l'administration des propriétés communales.

72. Lorsqu'un même travail intéressera plusieurs communes, les conseils municipaux seront spécialement appelés à délibérer sur leurs intérêts respectifs et sur la part de la dépense que chacune d'elles devra supporter. Ces délibérations seront soumises à l'approbation du préfet.

En cas de désaccord entre les conseils municipaux, le préfet prononcera, après avoir entendu les conseil d'arrondissement et le conseil général. Si les conseils municipaux appartiennent à des départements différents, il sera statué par ordonnance royale.

La part de la dépense définitivement assignée à chaque commune sera portée d'office aux budgets respectifs, conformément à l'article 39 de la présente loi.

75. En cas d'urgence, un arrêté du préfet suffira pour ordonner les travaux, et pourvoira à la dépense à l'aide d'un rôle provisoire. Il sera procédé ultérieurement à sa répartition définitive, dans la forme déterminée par l'article précédent.

TITRE VIII.

Disposition spéciale.

74. Il sera statué par une loi spéciale sur l'administration municipale de la ville de Paris.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs, et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'Etat.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir et pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera, et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Neuilly, le 18^e jour du mois de Juillet, l'an 1837.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

QUATRIÈME PARTIE.

RÈGLEMENTS

D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

POUR LES HAUTES-ALPES.

Nous pensons qu'il ne peut s'élever aucun doute sur le droit conféré au gouvernement et à ses délégués dans l'ordre administratif de dresser des règlements d'administration publique, principalement en ce qui concerne l'administration des rivières de toute nature. Il est même de leur devoir de prendre les mesures nécessaires pour prévenir les dégradations qui peuvent se commettre sur les cours d'eau, pour en maintenir la largeur, pour l'augmenter, même, pour en changer la direction, si l'intérêt public l'exige, pour en modérer ou accélérer, suivant les circonstances, la rapidité; pour la construction des ponts et de tous les ouvrages d'art qui sont jugés nécessaires; enfin pour empêcher que les héritages riverains ne soient inondés ou dégradés par la mauvaise direction des digues et la trop grande élévation des déversoirs (1).

Ainsi les propriétaires riverains des rivières qui ne sont ni navigables ni flottables, ne peuvent construire, sans la permission du gouvernement, aucun moulin, aucune usine, aucune espèce d'ouvrage qui en gêne le cours.

C'est d'après ce principe qu'a été rédigé le règlement préfectoral du 15 thermidor an XII applicable à toutes les petites rivières et aux nombreux torrents qui sillonnent et dévastent dans toutes les directions et presque sur tous les points le territoire des Hautes-Alpes. En l'approuvant, le 10 ventôse suivant, M. le Ministre de l'intérieur fit seulement observer à M. Ladoucette, alors préfet de ce département, que les autorisations qu'il serait dans le cas de donner pour l'établissement des moulins et usines, devaient être sanctionnées par un décret impérial (aujourd'hui par une ordonnance royale), conformément à l'article 9 de l'arrêté du gouvernement du 19 nivôse an VI. A cet égard, le gouvernement lui-même connaît des contestations qui peuvent s'élever, ainsi qu'il résulte principalement d'un arrêté des consuls du 30 frimaire an XI, qui ordonne la destruction d'une usine construite sur un cours d'eau provenant de la rivière de Juines, sans auto-

(1) Henrion de Pansey, *compétence des juges de paix*, p. 511.

risation de l'administration et au mépris d'une opposition formée par des particuliers. Mais, en ce qui touche l'établissement des digues et les travaux d'art quelconques, les infractions aux règlements de police sur les rivières non navigables, les canaux et autres petits cours d'eau, doivent être portées, suivant leur nature, devant les tribunaux de police municipale ou correctionnelle, et les contestations qui intéressent les propriétaires, devant les tribunaux civils. Telle est la jurisprudence du Conseil d'État consacrée par les arrêts des 12 avril 1812, 14 août 1822 et 12 mai 1824. Ce sont donc les tribunaux ordinaires qui doivent statuer sur les contraventions au règlement du 15 thermidor an XII en ce qui concerne les travaux d'art quelconques faits sur les rivières non navigables et les torrents des Hautes-Alpes.

Le décret du 4 thermidor an XIII sur les formes à suivre pour la construction et l'entretien des digues, n'a nullement dérogé, quant aux autorisations préalables, aux dispositions du règlement de l'an XII. Ce décret déterminant d'ailleurs la compétence sur le jugement des oppositions qui peuvent être formées à l'établissement des digues ou à la direction que les projets leur ont assignée, et des réclamations relatives à la répartition des dépenses, il serait superflu de s'y arrêter davantage.

RÈGLEMENT

Concernant l'établissement ou la construction des Moulins, Usines et Travaux d'art quelconques, sur les rivières non navigables ni flottables et sur les torrents.

Du 15 thermidor an XII.

NOUS PRÉFET des Hautes-Alpes ;

Considérant que parmi les établissements qui se forment sur le cours des rivières non navigables ni flottables ou des torrents, il en est qui tendent souvent à ruiner les établissements voisins, sans donner aucun avantage ni aucun accroissement à l'industrie locale ;

Considérant que l'autorité administrative dont les regards se portent sur tous les objets de prospérité publique, est bien mieux que les particuliers à portée d'apprécier les avantages ou les inconvénients qui peuvent résulter de ces sortes de constructions ;

Considérant que l'intérêt de l'agriculture exige que nul ne puisse dériver authentiquement que pour l'irrigation des propriétés riveraines, les eaux des rivières non navigables ni flottables, et des torrents, sans qu'au préalable l'autorité ait décidé si les eaux ne pourraient pas avoir une destination plus avantageuse ;

Que cette précaution est indispensable, surtout dans les Hautes-Alpes, où l'amélioration des terres dépend essentiellement des canaux d'irrigation ;

Considérant qu'il importe en même-temps de prévenir par des constructions solides, les dommages que des écluses mal établies pourraient occasionner dans les propriétés voisines ;

Considérant enfin qu'il est de l'intérêt des particuliers qui voudraient construire des moulins ou des usines, de ne pas entreprendre des travaux, avant que l'autorité ait examiné si les établissements sont compatibles avec le bien public, et surtout avec celui de l'agriculture ;

Nous avons arrêté et arrêtons ce qui suit ;

ART. 1^{er}. Il est défendu, sous peine de démolition, de construire sur les rivières non navigables ni flottables du département, et sur les torrents, aucuns moulins, usines, vannes, écluses et travaux d'art quelconques, sans au préalable en avoir obtenu l'autorisation du Préfet.

2. Il est défendu en outre de faire, sans une permission préalable, sur lesdites rivières et torrents, aucune dérivation des eaux, autres que les dérivations ordinaires pour l'irrigation des propriétés riveraines. Ceux qui voudront établir de nouveaux canaux d'arrosage pour des fonds qui ne seraient pas riverains ou des canaux pour le service des moulins ou usines construits ou à construire, sont tenus à la même formalité, sous les mêmes peines.

3. Pour parvenir à obtenir l'autorisation du Préfet, le particulier, les citoyens ou la commune qui désireront se servir d'un cours d'eau quelconque pour en faire l'usage prévu dans les articles précédents, sont tenus de lui présenter une pétition, laquelle, revêtue de l'avis du Maire et de celui du Sous-préfet, sera renvoyée à l'Ingénieur en chef, qui commettra l'Ingénieur ordinaire pour se transporter sur les lieux.

4. L'Ingénieur dressera un rapport *de commodo et incommodo*, dans lequel il considérera l'établissement, quant à ses avantages et à ses inconvénients, sous le rapport distinct de l'industrie et de l'agriculture.

La pétition sera renvoyée à l'Ingénieur en chef, qui nous la transmettra ensuite ; et nous enverrons le tout, s'il y a lieu, à son Excellence le Ministre de l'Intérieur, pour solliciter un Décret Impérial.

5. Dans tous les cas où la nature des lieux pourra permettre l'établissement d'un canal d'irrigation, supérieur au canal du moulin ou usine qu'on se proposerait de construire, la réserve de cette première destination sera expressément faite dans l'arrêté d'autorisation.

6. Les rivières non navigables ni flottables, et torrents du

département, sont placés sous la surveillance de MM. les Ingénieurs, les Sous-préfets et les Maires; en conséquence ils sont tenus de nous dénoncer les entreprises ou nouvelles œuvres qui pourraient avoir lieu en contravention aux dispositions ci-dessus.

8. Ampliation du présent, ensemble les motifs qui y ont donné lieu, seront mis sous les yeux de son Excellence le Ministre de l'Intérieur, qui sera prié de le revêtir de son approbation.

Donné à Gap, en l'Hôtel de la Préfecture, le 13 thermidor an XII.

Le Préfet du département des Hautes-Alpes,

LADOUCETTE.

NOTA. Cet arrêté a été approuvé par M. le Ministre de l'Intérieur, le 10 ventôse, an XIII, (1^{er} mars 1805.)

DÉCRET IMPÉRIAL

Relatif aux formes à suivre par les sociétés d'habitants, pour la construction et l'entretien des digues sur les rivières et torrents, dans le département des Hautes-Alpes.

Au palais de St-Cloud, le 4 thermidor an XIII.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 14 floréal an XI et la demande du Préfet des Hautes-Alpes, relatives à la construction et à l'entretien des digues et ouvrages d'art, pour garantir les propriétés des dommages que peuvent occasionner des rivières non navigables ou torrents;

Considérant que les dispositions de l'arrêt du Conseil du 10 octobre 1765, revêtu des lettres-patentes du 8 juillet 1768, qui réglaient ces sortes de travaux ont cessé d'être observées, et qu'il importe de les faire exécuter dans tout ce qui est compatible avec les principes actuels de l'administration;

Le Conseil d'État entendu, décrète :

ART. 1^{er}. Dans les communes du département des Hautes-Alpes, qui se trouvent exposées aux irrutions et débordement des rivières ou torrents, les maires, après avoir fait délibérer les conseils municipaux, se pourvoiront en la forme ordinaire devant le Préfet du département, pour être

autorisés à faire les réparations ou autres ouvrages nécessaires. En cas d'urgence, ils pourront convoquer les conseils municipaux pour cet objet, sans une permission particulière.

2. Le Préfet commettra un Ingénieur des ponts et chaussées pour reconnaître les endroits exposés, lever les plans des lieux et proposer les projets et devis qui seront communiqués aux conseils municipaux, et d'après leurs observations, le Préfet prononcera l'autorisation, s'il y a lieu.

3. Si les ouvrages à exécuter n'intéressent que des particuliers, le Préfet nommera une commission de cinq individus parmi les principaux propriétaires intéressés, lesquels choisiront entr'eux un syndic et délibéreront sur l'utilité ou les inconvénients des travaux demandés.

4. Le Préfet commettra ensuite un Ingénieur pour dresser les projets et devis qui seront communiqués à la commission, ainsi qu'il est prescrit pour les conseils municipaux dans l'article 2.

5. Dans le cas où les ouvrages à faire intéresseraient plusieurs communes qui n'agiraient pas de concert, la demande du conseil municipal de la commune poursuivante sera communiquée aux conseils municipaux des autres communes, et il sera ensuite procédé par le Préfet, à l'égard de toutes les communes, conformément à l'article 2.

6. Lorsque la négligence, soit d'un ou de plusieurs particuliers, soit d'une ou de plusieurs communes, à faire des digues, curages et ouvrages d'art, le long d'un torrent ou d'une rivière non navigable, exposera le territoire aboutissant d'une manière préjudiciable au bien public, le Préfet sur les plaintes qui lui en seront portées, ordonnera le rapport d'un Ingénieur des ponts et chaussées; ce rapport sera communiqué aux parties intéressées pour donner leur réponse par écrit dans le délai de huit jours, et le Conseil de préfecture statuera sur les contestations qui pourraient en résulter.

7. Si une digue intéresse une commune en général, et que quelques particuliers s'opposent à sa construction, le conseil municipal sera consulté et les oppositions seront soumises au jugement du conseil de Préfecture.

8. Dans tous les cas ci-dessus énoncés, et lorsque les délais seront expirés, si tous les intéressés ont donné leur consentement, ou qu'il n'y ait pas eu de réclamations, l'adjudication des ouvrages tels qu'ils auront été déterminés et arrêtés, sera faite dans les formes ordinaires devant tel fonctionnaire que le Préfet aura commis, et en présence des intéressés ou ceux-ci dûment appelés, par des affiches et publications ordinaires.

9. Le montant de l'adjudication sera réparti entre les intéressés, à raison du degré d'intérêt de leurs propriétés, par un rôle que le Préfet rendra exécutoire suivant la loi du 14 floréal an XI, et le conseil de Préfecture statuera sur les réclamations relatives à cette répartition.

10. Les adjudicataires seront payés du montant de leur adjudication, en vertu des ordonnances expédiées par le Préfet sur le certificat de réception des travaux, délivré par l'Ingénieur chargé de la conduite des ouvrages. Les débiteurs seront contraints au paiement dans la forme prescrite par la loi du 14 floréal an XI.

11. Nul propriétaire ne pourra être taxé pour ses contributions aux travaux dans le cours d'une année, au delà du quart de son revenu net, distraction faite de toutes les autres impositions.

12. Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé NAPOLEON.

RÈGLEMENT

Sur les Pâturages communaux du département.

Du 15 décembre 1817.

Nous PRÉFET du département des Hautes-Alpes;

Considérant que les pâturages communaux sont pour un nombre considérable de communes de ce département un genre de propriété extrêmement précieuse, soit sous le rapport des ressources qu'elle offre aux habitants pour l'entretien de leurs bestiaux, ou pour leur procurer des engrais, soit à cause du revenu annuel qui peut en résulter, pour être versé dans la caisse municipale et faire face aux dépenses des communes;

Considérant que le défaut de règles fixes dans l'administration de ces propriétés, a été, jusqu'à ce jour, une source d'embarras pour les communes, et souvent d'abus et de contraventions qu'il importe de prévenir;

Considérant que quoiqu'il soit nécessaire de régulariser les formes à observer pour le fermage de quelques-uns de ces pâturages, ou pour la rétribution qui doit en tenir lieu de la part des usagers, pour les parties non afferchées, il n'est nullement question de rien innover sur le mode de jouissance puisque, depuis un temps immémorial, les communes n'ont cessé d'user de l'un ou l'autre de ces moyens pour tirer parti de leurs communaux;

Considérant d'ailleurs qu'il importe de faire cesser les

entraves qu'éprouve annuellement le paiement des cotes communales ;

Avons arrêté ce qui suit :

ART. 1. Les pâturages communaux se divisent en trois classes :

Ceux que les communes sont en usage d'affermir pour les races transhumantes ou pour autres troupeaux étrangers ;

Ceux qu'elles livrent à la dépaissance du bétail des habitants, et dont elles retirent une rétribution pour tenir lieu du prix de location ;

Ceux qui, à raison de leur peu d'importance, sont abandonnés à la jouissance commune.

2. Si l'étendue des pâturages de la première et seconde classes n'est pas parfaitement déterminée, et par là donne lieu à des contestations, les conseils municipaux sont autorisés à se réunir extraordinairement pour leur donner des limites invariables, prises, autant que faire se pourra, dans la nature des lieux. Cette fixation sera consignée dans une délibération, et les confins seront mentionnés dans les baux à ferme qui interviendront par la suite.

3. La fixation mentionnée en l'article précédent, ne peut avoir pour objet que les délimitations entre diverses parties d'une même propriété communale, consacrée à différents usages. Toute décision d'une difficulté de limites entre une commune et une autre, ou bien entre une commune et des particuliers, en ce qui concerne les communaux, est réservée par les lois au conseil de préfecture, qui renvoie, s'il y a lieu, l'affaire devant les tribunaux ordinaires.

4. L'adjudication des pâturages tenus en ferme, aura lieu devant le Maire, assisté de son adjoint et des membres du conseil municipal, dans la forme des adjudications publiques, et après avoir été annoncée par publication et affiches dans tous les lieux que l'on croira pouvoir fournir des concurrents.

5. La transmission des affiches sera faite au besoin par le Sous-Préfet de l'arrondissement, qui pourra, s'il le juge convenable, assister par lui-même à l'adjudication, ou s'y faire représenter par un commissaire délégué à cet effet.

6. En cas de pâturages communaux indivis entre plusieurs communes, le bail aux enchères aura lieu devant le Sous-Préfet, en présence des Maires des communes intéressées, dont l'avis sera toujours pris avant la délivrance.

7. Le cahier des charges contiendra toujours comme clause expresse, l'obligation de la part du fermier de verser à son entrée en jouissance dans la caisse du Percepteur, une somme égale au montant des douzièmes échus de la contribution foncière des biens affermés, et d'acquitter, toujours en déduction

du prix de ferme, les autres douzièmes au fur et mesure de l'échéance, conformément aux lois sur la matière.

8. Les conseils municipaux détermineront, par une délibération annuelle, le nombre de têtes de bétail que pourront comporter les communaux laissés en dépaissance commune au moyen de la rétribution usuelle. La même délibération fixera le nombre que chaque feu a la faculté d'y entretenir d'après les droits établis par titre ou consacrés par l'usage (1).

9. Cette délibération déterminera en même-temps la taxe de la rétribution, laquelle continuera à être moins forte pour les bestiaux habituellement entretenus par les habitants que pour le bétail que le commerce ou l'industrie introduit annuellement dans la commune. Cette délibération sera soumise, après l'avis de MM. les Sous-Préfets, à l'approbation du Préfet, qui pourra modifier la taxe de rétribution dans l'intérêt combiné de la caisse communale, de l'agriculture et de l'industrie.

10. A l'ouverture de la saison pastorale, il sera fait un dénombrement du bétail que chaque habitant aura l'intention d'entretenir sur les communaux. Nul ne pourra dépasser le nombre de bêtes fixé par le conseil municipal. On distinguera dans ce dénombrement le bétail appartenant à chaque habitant, d'avec celui appartenant à des personnes étrangères à la commune.

11. Dans le cas où des habitants n'auraient pas un nombre de bétail suffisant pour former leur contingent comme usagers, d'autres propriétaires pourront être autorisés à augmenter le leur dans la même proportion, sans qu'il soit permis, toutefois, de dépasser le nombre total que peuvent comporter les communaux livrés au pâturage commun, au moyen de la rétribution.

12. Le dénombrement du bétail sera la base de la répartition de la taxe de rétribution, dont le recouvrement aura

(1) *La délibération à prendre pour cet objet est très importante. MM. les officiers municipaux doivent bien s'assurer de la possibilité des pâturages avant de fixer le nombre de bestiaux qui pourront y être introduits, soit qu'on les afferme, soit qu'on les livre à la dépaissance du bétail appartenant aux habitants. Ils doivent, autant que possible, diminuer ce nombre, s'ils ne veulent voir disparaître entièrement cette partie si importante du bien communal, et se réaliser les dévastations que le dégazonnement entraîne à sa suite. Nous les invitons de nouveau à bien se pénétrer des vues de prévoyance que renferment le rapport de M. le Préfet et la notice de M. Delafont, pages 1 et 111 ci-devant.*

lieu au moyen d'un rôle rendu exécutoire par nous. Le produit de cette rétribution, ainsi que le prix des baux à loyer, s'il y en a, seront versés dans la caisse municipale, à l'effet, 1^o d'acquitter la cote communale; 2^o de faire face aux charges communales; 3^o de subvenir aux autres besoins urgents des communes.

13. En cas de versements faits chez le Percepteur pour le compte de communes indivises, le Percepteur se chargera en recette dans l'avoir de chacune d'elles, d'une somme proportionnelle au degré d'intérêt qu'elle a eu jusqu'ici dans l'usage des communaux.

14. Dans les communes où le peu d'importance des pâturages communs ne donne lieu à aucun bail à loyer, ni à aucune rétribution, les Maires veilleront, dans l'intérêt de l'agriculture, à ce que les troupeaux que les habitants y conduiront n'excèdent pas la proportion du bétail que ces communaux peuvent nourrir; en cas de difficultés à cet égard, ils sont autorisés à convoquer les conseils municipaux, afin de déterminer par une délibération, le nombre de bêtes que chaque habitant peut y conduire, d'après les dispositions des articles 7 et 10 de cet arrêté.

15. Le présent n'aura d'exécution qu'autant qu'il aura obtenu l'approbation de Son Excellence le Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

Donné à Gap, en l'Hôtel de la Préfecture, les jour, mois et an susdits.

Le Préfet des Hautes-Alpes,
DE NUGENT.

Nota. Cet arrêté avait été approuvé avant sa promulgation, par M. le Ministre de l'intérieur. L'approbation est du 6 décembre 1817.

RÈGLEMENT

Portant organisation de la voirie vicinale.

Du quinze décembre mil huit cent quarante-un.

Nous, PRÉFET du département des Hautes-Alpes,

Vu la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux;

Vu l'instruction de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 24 juin suivant;

Vu le règlement rédigé par notre prédécesseur, le 1^{er} septembre 1837 (1);

Considérant qu'il importe d'arrêter les bases d'organisation

(1) Ce règlement a été inséré au *Recueil des Actes de la Préfecture*, année 1837, n^o 22, pag. 257 et suivantes.

du service de la voirie vicinale dans ce département, et de déterminer d'une manière précise les attributions respectives des agents-voyers, afin de prévenir toute confusion et tout conflit ;

ARRÊTONS :

1^{re} Section.

Organisation.

ART. 1^{er}. Le département est divisé en quatre arrondissements de voirie vicinale qui se composent, savoir :

Arrondissement d'Embrun.

Des cantons de Chorges, d'Embrun, de Guillestre, d'Orcières et de Savines.

Arrondissement de Briançon.

Des cantons d'Aiguilles, de l'Argentière, de Briançon, de La Grave et du Monétier.

Arrondissement occidental de Gap.

Des cantons d'Aspres-lès-Veynes, de Barillonnette, de Saint-Étienne-en-Dévoluy, de Laragne, d'Orpierre, de Ribiers, de Rosans, de Serres et de Veynes.

Arrondissement oriental de Gap.

Des cantons de La Bâtie-Neuve, de Saint-Bonnet, de Saint-Firmin, de Gap et de Tallard.

2. Le service de la voirie vicinale est confié :

1^o A un agent-voyer en chef, résidant à Gap ;

2^o A quatre agents-voyers d'arrondissement qui résideront, le premier à Briançon, le second à Embrun, le troisième à Gap et le quatrième à Serres ;

3^o A douze agents-voyers secondaires dont la résidence sera déterminée par l'arrêté de leur nomination.

3. L'agent-voyer en chef aura tous les agents-voyers sous sa direction immédiate et sous sa surveillance. Il recevra directement les ordres du Préfet.

4. Les agents-voyers d'arrondissement seront chargés du service des chemins vicinaux de grande communication, sous l'autorité du Préfet, sous les ordres immédiats de l'agent-voyer en chef et sous la surveillance des Sous-Préfets. Ils dirigeront en outre le service des chemins vicinaux de petite communication, sous l'autorité et les ordres des Sous-Préfets.

5. Les agents-voyers secondaires sont placés sous la direction et surveillance immédiates des agents-voyers de leur arrondissement.

6. Les agents-voyers d'arrondissement et les agents-voyers secondaires pourront au besoin, autorisés par nous, être appelés hors de leur circonscription pour concourir à l'exécution des travaux qui réclameraient leur présence.

7. Les agents-voyers secondaires correspondront directement, pour ce qui concerne leur service, avec les agents-voyers d'arrondissement sous la direction desquels ils sont placés, et ceux-ci avec le Sous-Préfets et avec l'agent-voyer en chef, qu'ils tiendront informés des ordres qu'ils auront reçus, ainsi que de leur exécution.

L'agent-voyer en chef correspondra seul avec le Préfet.

8. Les agents-voyers prêteront serment devant le tribunal civil de leur arrondissement.

II^e Section.

Service.

Dispositions communes.

9. Le personnel des agents-voyers est spécialement institué pour veiller à la conservation et à l'amélioration de tous les chemins vicinaux, pour diriger et surveiller l'exécution des travaux de toute nature relatifs à la voirie vicinale.

10. Tous auront pour mission de constater par des procès-verbaux les contraventions et délits commis sur les chemins vicinaux, et feront pour cet objet important les tournées nécessaires.

Leurs procès-verbaux visés pour timbre et enregistrés en débet, dans les quatre jours, seront immédiatement adressés au Sous-Préfet de l'arrondissement, pour être déférés, selon le cas, au conseil de préfecture ou aux tribunaux de simple police.

11. Les agents-voyers se conformeront au surplus pour tout ce qui concerne leur service, au règlement général du 1^{er} septembre 1837, rédigé par notre prédécesseur en exécution de l'article 21 de la loi du 21 mai 1836, et approuvé par M. le Ministre de l'Intérieur le 30 septembre 1837.

Agent-voyer en chef.

12. Les attributions de l'agent-voyer en chef consisteront à diriger et surveiller les opérations des agents-voyers d'arrondissement et à faire de fréquentes visites sur les chemins et sur les ateliers de travail.

Il vérifiera et nous soumettra tous les projets rédigés par les agents-voyers d'arrondissement.

13. Il nous donnera son avis sur les tracés et dimensions des chemins vicinaux de grande communication, sur les travaux de toute nature à effectuer, sur le contingent proportionnel à assigner aux communes qui peuvent avoir un intérêt

collectif à l'établissement ou à l'entretien d'une ou de plusieurs lignes, sur l'utilité du classement ou du déclassement des chemins vicinaux, enfin sur tout ce qui peut intéresser le service qui lui est confié.

14. Il nous fera connaître tous les trois mois les résultats des travaux et les contraventions qui auront été constatées.

A la fin de l'année, il nous adressera un rapport détaillé sur l'ensemble du service, sur la situation et sur les besoins de tous les chemins vicinaux et sur le personnel des agents-voyers.

Ce rapport contiendra également ses vues d'amélioration sur le service.

Agents-voyers d'arrondissement.

15. Les agents-voyers d'arrondissement s'entendront chaque année avec les maires pour visiter les chemins vicinaux et désigner ceux sur lesquels les journées de prestation devront être portées, ils opéreront de concert avec eux le tracé de ces chemins. Ce préalable, qui pourra être rempli longtemps à l'avance, devra l'être quinze jours au moins avant l'ouverture de la campagne. Ils nous feront connaître immédiatement si leurs vues et leurs choix concordent avec ceux des autorités municipales.

Ils rédigeront sur des renseignements recueillis avec soin, un itinéraire déterminant l'époque à laquelle l'exécution des prestations aura lieu dans chaque commune de leur circonscription. Cet itinéraire, soumis à l'examen de l'agent-voyer en chef, nous sera transmis par ses soins.

16. Les agents-voyers d'arrondissement suivront régulièrement les travaux et se transporteront sur chaque atelier pour s'assurer immédiatement du bon emploi des journées; ils dresseront un tableau analytique des ouvrages exécutés sur chaque chemin et des travaux d'art qu'il serait nécessaire de construire.

Ils nous transmettront, après les avoir vérifiés et visés, les extraits de rôle de prestation émargés par les agents-voyers secondaires, ainsi que les relevés des journées à recouvrer en argent.

Tous les dix jours, pendant l'exécution des travaux, ils adresseront à l'agent-voyer en chef un rapport succinct sur tout ce qui intéresse le service des prestations.

17. Ils seront appelés à donner leur avis sur les demandes d'alignements, sur les plantations d'arbres ou de haies, sur les ouvertures de fossés, sur les autorisations de construire ou réparer des bâtiments, murs de clôture, etc., le long des chemins vicinaux, de construire ou réparer des aqueducs et autres ouvrages d'art sur ces chemins.

En conséquence, MM. les Maires, avant de statuer con-

formément à l'article 68 du règlement général du 1^{er} septembre 1837, devront leur adresser les demandes qu'ils recevront.

18. Les agents-voyers d'arrondissement vérifieront les alignements qui auront été donnés sur les chemins vicinaux de grande communication.

19. Ils soumettront à l'agent-voyer en chef la rédaction de leurs projets, ainsi que les certificats pour paiement et les états de situation définitive qu'ils délivreront aux entrepreneurs ou régisseurs.

20. Il adresseront à l'agent-voyer en chef un rapport trimestriel sur l'ensemble et sur les besoins du service.

Ce rapport mentionnera les travaux exécutés par les cantonniers pendant le trimestre expiré.

Agents-voyers secondaires.

21. Les agents-voyers secondaires traceront les alignements qui auront été donnés par les Maires sur les chemins vicinaux de petite communication.

Indépendamment du soin de constater les contraventions, ces agents seront chargés spécialement de la surveillance des travaux de prestation à fournir par les communes.

Ils tiendront, en outre, note des prestataires absents ou retardataires, et sur leurs propositions les Maires, exerceront des retenues proportionnelles sur ceux qui n'effectueront qu'en partie les journées ou tâches auxquelles ils auront été assujettis.

Ils délivreront aux prestataires la décharge des journées que ceux-ci auront acquittées ou fait acquitter pour leur compte; ils émargeront en même temps les extraits de rôles de prestation qui leur seront remis par les Maires.

Après l'achèvement des travaux, ils dresseront la liste des récalcitrants ou des retardataires, et la soumettront ainsi que l'état émargé, au visa des Maires. Ces pièces seront ensuite transmises par leurs soins à l'agent-voyer de l'arrondissement, chargé de les vérifier et de nous les faire parvenir.

22. Les agents-voyers secondaires seront également appelés à surveiller les travaux qui s'exécuteront par voie d'entreprise, de régie ou d'économie sur les chemins vicinaux ordinaires et sur ceux de grande communication.

23. Ils assisteront au besoin les agents-voyers d'arrondissement dans leurs opérations sur le terrain.

24. Le présent arrêté ne sera obligatoire qu'après avoir reçu l'approbation de M. le Ministre de l'Intérieur.

Le Préfet des Hautes-Alpes,
CUREL.

Vu et approuvé : Paris, le 21 janvier 1842.

Le Ministre de l'intérieur, T. DUCHATEL.

CHANGEMENT SURVENU , PENDANT L'IMPRESSION DE L'ANNUAIRE ,
DANS LE PERSONNEL.

Ministères.

M. DUMON , conseiller d'État et membre de la chambre des députés , a été nommé ministre des travaux publics , en remplacement de M. TESTE , par ordonnance du 16 décembre 1845.

NOTA.

Par ordonnance royale en date du 24 novembre 1845 , le chemin du Plan-de-Phazy à Château-Queyras , a été classé au rang des routes départementales des Hautes-Alpes , sous le n.º 4.—Voyez ci-devant , page 195.

TABLE DES MATIÈRES.

Ères et supputations chronologiques pour 1844.	V
Calendrier.	VII
Principales puissances de l'Europe.	XIX
Ambassadeurs et ministres des puissances étrangères.	XXIII
Ambassadeurs et ministres de France près les puissances étrangères.	XXIV

GOUVERNEMENT.

Charte constitutionnelle.	XXVI
Ministères.	XXXIII
Directions et administrations générales.	XXXVI
Tableau des 86 départements, leur population, le nom des chefs-lieux et celui des préfets.	XXXVIII

DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES.

PREMIÈRE PARTIE.

PERSONNEL.

Députation.	XLI
-------------	-----

Organisation administrative.

Préfecture.—Secrétaire général.	XLI
Bureaux.—Chefs de division.—Attributions.	XLII
Archiviste.—Attributions.—Extrait du règlement.	XLV
Conseil de Préfecture.—Conseillers.—Attributions.	XLVII
Conseil général.—Conseillers par série et par canton.	LVI
Sous-Préfectures d'Embrun et de Briançon.—Sous-Préfets.—Chefs de division.	LVI
Conseils d'arrondissement.—Personnel : Gap, Embrun, Briançon.	LVI
Mairies.—Tableau présentant le nom des communes, leur population, le nom des maires et des adjoints, le nombre des conseillers municipaux de chaque commune.	LVIII
Gardes nationales.—Organisation.—Personnel.	LXII

Organisation religieuse.

Evêché de Gap.—Personnel.—Evêque.—Vicaires généraux.—Secrétaires.—Chapitre.—Fabrique de la cathédrale. — Seminaire diocésain. — Petit seminaire. LXIX et LXX

Curés du département. LXX

Culte protestant.—Eglise consistoriale. LXXI

Ordre judiciaire.

Cour royale de Grenoble. LXXII

Cour d'Assises des Hautes-Alpes. LXXIII

Tribunal de première instance de Gap. id.

Avocats et avoués près ce tribunal. LXXV

Justices de paix de l'arrondissement de Gap. LXXV

Huissiers *id.* LXXVI

Notaires *id.* LXXVII

Tribunal de première instance d'Embrun. LXXVIII

Avocats et avoués près ce tribunal. id.

Justices de paix de l'arrondissement d'Embrun. LXXIX

Huissiers *id.* id.

Notaires. *id.* LXXX

Tribunal de première instance de Briançon. id.

Avocats et avoués près ce tribunal. LXXXI

Justices de paix de l'arrondissement de Briançon id.

Huissiers *id.* LXXXII

Notaires *id.* id.

Organisation militaire.

Division militaire.—Sous-Intendances.—Place d'Embrun. — Place de Mont - Dauphin. — Place de Briançon. — Place de Fort-Queyras. — Recrutement. LXXXIII et LXXXIV

Gendarmerie. LXXXIV

Administrations Financières et autres.

Contributions directes. LXXXVI

Cadastre. LXXXVII

Recette générale. id.

Recettes particulières. id.

Tableau des percepteurs. id.

Table des Matières.

205

Dépenses diverses et dette publique.	XC
Enregistrement et domaines.	XCI
Contributions indirectes.	XCII
Douanes.	<i>id.</i>
Administration des postes.—Divers services.—Avis pour les bureaux de poste.—Poste aux chevaux.	XCIII
Administration des Forêts.	XCVI
Corps royal des mines.	XCVII
Poids et mesures.	<i>id.</i>
Ponts et chaussées.	<i>id.</i>
Voirie vicinale.	XCVIII
Architecte du département.	XCIX
Prisons.—Maison centrale d'Embrun.	XCIX
— Maison de justice de Gap.	<i>id.</i>
— Maison d'arrêt d'Embrun.	C
— <i>id.</i> <i>id.</i> de Briançon.	<i>id.</i>
Hospice royal du Mont-Genèvre. — Hospices de Gap, d'Embrun et de Briançon.	CI
Bureaux de bienfaisance.	CII
Inspection des enfants trouvés.	<i>id.</i>
Caisse d'Épargne.	CIII
Instruction publique. — Académie de Grenoble. — Collèges de Gap, d'Embrun, et de Briançon.	CIV
Instruction primaire.—Inspection.—Comités.	CV
École normale primaire de Gap.	CVII
Bibliothèque publique de Gap.	CVIII

DEUXIÈME PARTIE.

ADMINISTRATION. — ÉCONOMIE SOCIALE.

Rapport de M. le préfet au Conseil général, session de 1845.	1
Observations sur ce rapport.	64
Analyse des vœux émis par le Conseil général.	65
Des droits et des devoirs des maires.	72
Notice sur les bois et forêts du département et les pâtu- rages nus.	111
Notice sur l'instruction primaire	119
Notions sur le système métrique.	124

Statistique.

Notice générale sur le département.	135
Villes du département.	136
Routes royales et départementales.	137
État des chemins vicinaux de grande communication.	139
Rivières et torrents.	142
Montagnes.	145
Hauteurs de divers points du département.	144
Lacs, étangs et marais.	145
Eaux minérales.	<i>id.</i>
Mines concédées dans le département.	146
Carrières d'Ardoises.	148
Nature et production du sol.	149
Résultat du recensement de la population.	151
Tableau des mouvements de la population.	152
Foires du département.	153
Tableau des marchés.	155
Entreprises de diligences.	156

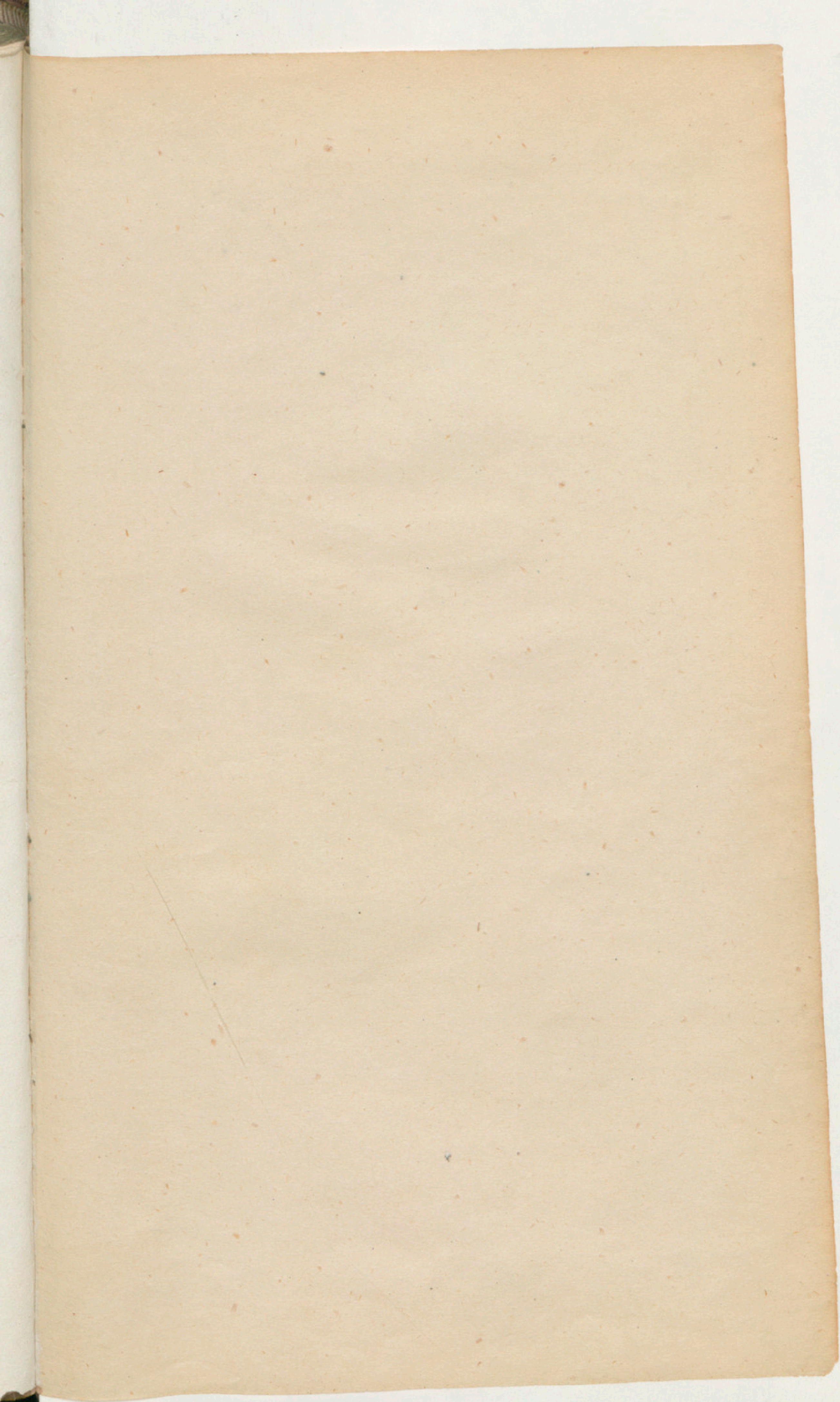
TROISIÈME PARTIE.**LÉGISLATION.**

Observations sur les lois suivantes.	158
Loi du 14 floréal an XI.	159
Loi du 21 mars 1831, sur l'organisation municipale.	160
Loi du 18 juillet 1837, sur l'administration municipale.	170

QUATRIÈME PARTIE.**RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR LES HAUTES-ALPES.**

Observations sur les règlements.	187
Règlement du 15 thermidor an XII.—Moulins, usines, travaux d'art sur les torrents, etc.	188
Décret du 4 thermidor an XIII.—Dignes.	190
Règlement du 15 décembre 1817.—Pâturages.	192
Règlement du 15 décembre 1841.—Organisation de la voirie vicinale.	195

Fin de la Table.



Statistique.

Notice générale sur le département.	133
Villes du département.	133
Routes royales et départementales.	137
Etat des chemins vicinaux de grande communication.	139
Rivières et torrents.	142
Montagnes.	143
Hauteurs de divers points du département.	144
Lacs, étangs et marais.	145
Eaux minérales.	Id.
Altitudes principales du département.	146
Cartes du département.	146
Nature et propriétés du sol.	146
Résultat du recensement de la population.	151
Tableau des mouvements de la population.	152
Foires du département.	153
Tableau des marchés.	153
Entreprises de diligences.	154

TROISIÈME PARTIE.

ÉDUCATION.

Chapitre sur l'éducation.	158
Loi du 14 février 1850.	159
Loi du 31 mars 1851, sur l'enseignement primaire.	160
Loi du 18 juillet 1857, sur l'enseignement secondaire.	162

QUATRIÈME PARTIE.

RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR LES HAUTES-ALPES.

Observations sur les règlements.	167
Règlement du 15 thermidor an XII.—Moulins, canaux, travaux d'art sur les torrents, etc.	168
Décret du 4 thermidor an XIII.—Dignes.	169
Règlement du 15 décembre 1837.—Pâturages.	169
Règlement du 15 décembre 1841.—Organisation de la voirie vicinale.	175

Fin de la Table.

